JEAN-NUMA DUCANGE

# QUAND LA GAUCHE PENSAIT LA NATION

## NATIONALITÉS ET SOCIALISMES À LA BELLE ÉPOQUE

fayard
HISTOIRE

Jean-Numa Ducange

# Quand la gauche pensait la nation

## Nationalités et socialismes à la Belle Époque

Fayard

# Du même auteur

*Marx, l'histoire, les révolutions*, Paris, La ville brûle, 2010 (avec Mohamed Fayçal Touati).

*La Révolution française et la social-démocratie. Transmissions et usages politiques de l'histoire en Allemagne et Autriche (1889-1934)*, Rennes, PUR, 2012 (en anglais, Brill, 2018).

*Passeurs de révolutions* (dir.), Paris, Société des études robespierristes, 2013 (avec Michel Biard).

*La Gauche radicale en Europe* (dir.), Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2013 (avec Philippe Marlière et Louis Weber).

*La Révolution française et l'histoire du monde. Deux siècles de débats historiques et politiques*, Paris, Armand Colin, 2014.

*Le Parti communiste français et le livre* (dir.), Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2014 (avec Julien Hage et Jean-Yves Mollier).

*Marx politique* (dir.), Paris, La Dispute, 2015 (avec Isabelle Garo).

*La fin de l'État démocratique. Nicos Poulantzas, un marxisme pour le* XXIe *siècle* (dir.), Paris, PUF, 2016 (avec Razmig Keucheyan) (en anglais, Palgrave Macmillan, 2018).

*Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017 (en anglais, Palgrave Macmillan, 2020).

*Centralisation et fédéralisme. Les modèles et leur circulation dans l'espace européen francophone, germanophone et italophone* (dir.), Rouen, PURH, 2018 (avec Michel Biard et Jean-Yves Frétigné).

*Marx, une passion française* (dir.), Paris, La Découverte, 2018 (avec Antony Burlaud).

*Marx à la plage.* Le Capital *dans un transat*, Paris, Dunod, 2019 (en chinois, China Commercial Press, 2020).

*La raison au service de la pratique. Hommage à André Tosel* (dir.), Paris, Éditions Kimé, 2019 (avec Chantal Jaquet et Mélanie Plouviez).

*L'exception politique en révolution. Pensées et pratiques (1789-1917)* (dir.), Rouen, PURH, 2019 (avec Michel Biard).

# Introduction

« L'ennemi qui doit être combattu à l'heure actuelle, ce n'est pas la négation abusive mais l'affirmation abusive du fait national. C'est contre elle que nous devons faire front. C'est pourquoi je souhaite […] concentrer toutes les forces contre les tendances nationalistes au sein du parti. »
*Otto Bauer, 1912*[1].

« Marx, c'est du passé. Les nations sont de retour. »
*Un manifestant d'extrême-droite à Chemnitz (ex-Karl-Marx-Stadt, Allemagne), août 2018*[2].

L'effondrement du mur de Berlin puis l'élargissement de la construction européenne avaient amené nombre d'observateurs, théoriciens et historiens à considérer que nous étions irréversiblement entrés dans une nouvelle époque marquée par le « post-national ». L'heure de gloire du développement des nations – que l'on fasse remonter celles-ci au XIXe siècle, à la Révolution française ou à des époques antérieures – et de leur consolidation appartenait au passé. Si peu allaient jusqu'à théoriser leur disparition pure et simple – les conflits issus de l'ancien Empire soviétique et en ex-Yougoslavie au début des années 1990 ne pouvaient que décourager de telles audaces – la grande époque des nations semblait être derrière nous.

Pourtant, la nation a fait l'objet d'un retour spectaculaire qui s'exprime nettement dans plusieurs pays d'Europe de l'Est où des organisations classées à droite, exaltant le passé historique et « imaginé » du pays[3], occupent des positions de premier plan, valorisant à outrance la nation contre tout type de structures supranationales. Le cas des anciens pays de la double-monarchie entre 1867 et 1918 est symptomatique ; en Autriche et Hongrie, des organisations mobilisant une lecture ouvertement nationaliste de l'histoire de leur pays ont gouverné ou gouvernent depuis plusieurs années. Le phénomène s'inscrit dans un contexte plus large en Europe centrale, qu'il est nécessaire de penser sur la longue durée[4]. L'actualité la plus récente montre l'ampleur du phénomène, dans une Allemagne où l'extrême-droite vient de conquérir des positions inconnues depuis l'effondrement du nazisme par exemple. Quelles que soient les raisons

expliquant cette nouvelle donne, elle n'était guère envisagée et pensable aux lendemains de la réunification du pays en 1990. Des débats, que l'on croyait appartenir à un passé révolu, ressurgissent, à l'image de celui sur le protectionnisme. L'économiste allemand Friedrich List (1789-1846), qui avait insisté sur l'importance des barrières douanières pour le développement d'une nation, dont le nom n'était plus connu que des spécialistes, a fait l'objet de nombreux articles dans la grande presse[5]. Un exemple parmi d'autres, emblématique d'une époque où la question des frontières nationales est revenue au premier plan.

Dans ce contexte, les forces politiques de gauche, issues historiquement de ce que l'on appelait le « mouvement ouvrier », semblent circonspectes face à ces résurgences et flambées nationalistes. D'un pays à l'autre, la configuration change mais une même question occupe tous les esprits : faut-il défendre la nation ? De fait, un des principaux débats traversant les organisations et mouvances concerne l'attitude à adopter par rapport à la pertinence du cadre national : son dépassement est-il à l'ordre du jour et inévitable (dans le cadre de l'Union européenne tout particulièrement) ou bien est-il finalement (re)devenu le nécessaire levier d'une politique alternative ?

Une telle configuration interpelle n'importe quel citoyen soucieux de comprendre l'instabilité actuelle. Or l'histoire des gauches et du socialisme peut être un précieux recours pour comprendre les origines de cette polémique. Depuis l'apparition sur la scène politique du socialisme dans la première moitié du XIXe siècle, le rapport à la nation n'a cessé d'être une des grandes questions débattues. Au cours de l'ainsi nommée « Belle Époque », le socialisme n'est plus une idée, mais recouvre des groupes et organisations implantés. Le débat fait alors rage.

Pourtant, difficile de trouver une synthèse récente faisant le point sur le rapport des gauches à la nation et les controverses auxquelles elles ont donné lieu[6]. Il est particulièrement significatif qu'à propos de la gauche allemande et germanophone qui fut, des années 1860 à la Première Guerre mondiale, le plus puissant courant socialiste de tout le continent, effrayant les classes dominantes, on ne puisse trouver un tel ouvrage. Au regard du contexte dans lequel nous sommes, une telle mise au point nous a donc semblé nécessaire, au-delà des quelques indications convenues sur nation et internationalisme[7]. En prenant en compte un éventail de sources plus large

que les seuls textes canoniques habituellement cités, tout en accordant une attention spécifique aux fortes interactions entre espaces « nationaux » et impériaux, il est possible de proposer une nouvelle histoire de ces débats fondamentaux.

## Le socialisme et la nation : problèmes de définition

La difficulté est pourtant de taille. Il paraît en effet difficile de fixer une définition spécifiquement « socialiste » (ou plus largement « de gauche ») de la nation. Il est tout à fait possible de s'accorder sur quelques éléments clés pour définir la réforme, la révolution ou encore l'État d'un point de vue socialiste. Sur la nation et le nationalisme, l'exercice semble presque insurmontable. Les tournants brutaux dans le mouvement communiste au XXe siècle passant du refus de la prise en compte de la nation à son exaltation constituent un exemple extrême, mais symptomatique : le Parti communiste français des années 1920 refusait de chanter *La Marseillaise*, chant bourgeois des assassins de la guerre 1914-1918. Quinze ans plus tard, l'hymne est exalté et la nation défendue avec ardeur. Bref, du refus radical du cadre national à son acceptation, un vaste spectre de positions existe.

Qu'en est-il à la fin du XIXe siècle ? Il est fréquent de lire que les organisations socialistes se sont progressivement intégrées à la nation, conséquence d'une prise en compte des dispositifs institutionnels existants. Ou encore que le socialisme se situe plutôt du côté de la nation intégratrice/citoyenne, contre les conceptions plus ethno-nationalistes qui feront la fortune des fascismes au XXe siècle. Mais rien n'était arrêté avant 1914. La focalisation de pans entiers du socialisme sur la « lutte de classes » contredisent, au moins partiellement, cette définition « citoyenne », qui a tendance à intégrer toutes les classes sociales dans un espace national. A ainsi toujours existé une sensibilité au sein du socialisme visant à faire prévaloir sur tous les autres paramètres le déterminisme économique.

Certes, « l'internationalisme » – qui n'est pas littéralement la négation du fait national mais un idéal de paix et coexistence entre les nations – fait partie des valeurs originelles du socialisme, apparues en même temps que la lutte contre les inégalités sociales et l'aspiration à une démocratie radicale[8]. Il permet de différencier d'emblée le socialisme, de type social-démocrate

apparu dans les années 1860-1870, du « socialisme national », repris par la révolution conservatrice sous la République de Weimar, ou du « national-socialisme » nazi, dont l'identité originelle puise dans un refus radical de tout internationalisme, assimilé aux juifs et au bolchévisme. Mais l'internationalisme lui-même est sujet à des définitions variées, et parfois contradictoires. Un bon exemple de ces difficultés se trouve dans la synthèse d'Alain Bergounioux et Bernard Manin à propos du « régime social-démocrate[9] ». Elle présente les développements des sociaux-démocrates depuis 1945, avec des éléments sur leurs origines dans la seconde moitié du XIXe siècle. La synthèse ne fournit aucune indication sur le rapport à la nation, comme si celle-ci était secondaire ou n'entrait pas dans la définition de la social-démocratie.

Les ouvrages publiés dans les années 1980-1990 sur la nation, innombrables et pour certains devenus des classiques, mentionnent ces ambivalences (E. Gellner, B. Anderson, E. Hobsbawm, S. Hall…). La nation est désormais pensée comme une réalité complexe, une construction mentale, une réalité et/ou croyance à laquelle les individus s'identifient. Dans ce cadre, les conceptions socialistes peuvent y trouver une place, mais avec une forme de condescendance, comme si elles appartenaient à un monde désormais révolu. Ainsi, l'ouvrage classique de Benedict Anderson, centré sur l'imaginaire national qu'il analyse à travers une multitude de textes, les circulations d'un pays à l'autre, ou encore la diversité des langues, n'évoque que très marginalement les théoriciens de la nation. Les penseurs marxistes germanophones ne font l'objet que de rares mentions[10]. Une analyse plus fine peut être repérée dans *Nations et nationalisme depuis 1780* de l'historien britannique Eric Hobsbawm. Selon lui, la qualité des controverses traversant l'Internationale socialiste des années 1880 à 1914 est impressionnante, au point qu'il s'agit d'un « débat important et sous-estimé[11] ».

Quelques travaux sur l'histoire des nations et nationalismes mentionnent les développements des théoriciens autrichiens, notamment ceux de Karl Renner et Otto Bauer. Ils sont même parfois cités comme des pionniers préfigurant les constructions supra-étatiques comme l'Union européenne[12].

Cependant, personne ne prend à bras-le-corps le problème : existe-t-il une conception spécifiquement sociale-démocrate, socialiste, ou même « de gauche » (entendue ici comme englobant les organisations issues du

mouvement ouvrier) de la nation ? Faute d'acception nette et tranchée, ce sont les tentatives de définitions qui nous intéresseront ici, tant au niveau théorique que pratique. La nation n'est pas qu'une affaire conceptuelle : à travers l'appropriation des symboles et de l'histoire, ce sont des millions de personnes qui furent sensibilisées à une autre vision de la nation portée par les socialistes, où les classes populaires jouaient un rôle central et décisif. L'histoire proposée dans ce livre sera donc aussi celle de ce qui est extérieur aux « débats politiques de haut niveau[13] », revenant sur les manifestations et démonstrations publiques où était en jeu une conception alternative. La nation est le fruit de perspectives élaborées par des élites, mais entretenant un rapport fort avec des appropriations populaires.

Tentons à ce propos ici d'éviter plusieurs écueils. L'histoire la plus attentive aux phénomènes sociaux a souvent délégitimé, non sans arguments solides, les approches jugées trop théoriques car déconnectées des pratiques sociales. L'historien des cultures ouvrières Edward Palmer Thompson a beaucoup œuvré en ce sens. De son côté, l'histoire intellectuelle ou conceptuelle a eu tendance à exclure les propos de personnalités politiques de premier plan, car jugés peu dignes d'intérêts. Trop peu théoriciens pour les approches conceptuelles, les dirigeants politiques s'avèrent trop éloignés de la base et des pratiques militantes pour l'histoire sociale. Pourtant, ils ont contribué à façonner l'identité des organisations et leur rapport à la nation : leurs propos, souvent prononcés au cours de conférences ou au parlement, sont relayés par la presse, les tracts, les brochures, les journaux commémoratifs… Plusieurs autres sources comme les rapports de surveillance soulignent fréquemment la popularité des dirigeants et de leurs paroles auprès du milieu social-démocrate. On ne peut plaquer la crise contemporaine de la politique en ce début de XXIe siècle sur une période durant laquelle les dirigeants du mouvement ouvrier gagnaient en confiance parmi des franges de plus en plus importantes des classes populaires. À noter que ce vaste ensemble de sources doit être envisagé à la charnière de l'écrit et de l'oral. Alain Vaillant, revenant sur le long XIXe siècle, nous le rappelle :

> « La lecture elle-même est très souvent pratiquée en commun et à haute voix, un lecteur plus expérimenté partageant le texte qu'il lit avec le cercle réuni autour de lui. Il ne faut donc pas considérer la lecture et l'oralité comme deux univers qui s'ignorent ou s'opposent, mais comme les deux

pôles extrêmes entre lesquels existent une infinité de degrés et de mélanges[14]. »

De tels choix permettent d'éviter certaines impasses, courantes dans les études consacrées à l'histoire de la gauche et/ou du socialisme : ne retenir que les textes jugés les plus intéressants sans tenir compte de leur réception, choisir uniquement les « bons » socialistes (ce qui revient souvent pour notre propos à exclure par exemple les plus nationalistes), ou encore ne pas tenir compte des « petits » textes des dirigeants qui peuvent pourtant servir de matrice à un argumentaire diffusé massivement. De tels choix permettent de comprendre comment, au plus près des acteurs, au sein du milieu social-démocrate, s'est façonnée une identité socialiste à la fin du XIXe siècle tenant compte du fait national, à la fois moteur et contrainte pour son développement.

## Une autre histoire des pays germanophones

C'est au sein des social-démocraties du monde germanophone[15] qu'ont été formulées avec le plus de netteté des propositions politiques pour répondre aux questions posées par la combinaison entre une idéologie internationaliste revendiquée et les réalités « nationales ». Dans d'autres pays, un débat similaire a lieu (en Russie, Espagne, Italie…) mais il ne concerne pas des organisations aussi implantées et, surtout, son écho à l'échelle internationale n'est pas comparable.

En effet, à partir des années 1880, le Parti social-démocrate allemand (SPD) est un « parti modèle » pour de nombreux socialistes dans le monde, et son « petit frère » autrichien qui lui était historiquement lié fournit rapidement un cas d'école pour les questions de nationalités. Le SPD n'est pas hégémonique et seul à proposer des solutions pour l'avenir, mais nul n'a plus d'influence à l'étranger que lui. C'est en son sein que la « ligne » sur les points fondamentaux, y compris donc la nation, pouvait être discutée. La langue allemande était maîtrisée par les élites du mouvement socialiste international.

Construits dans des espaces impériaux, les partis allemand et autrichien étaient confrontés quotidiennement aux problèmes posés par la coexistence de multiples nationalités dans un même ensemble territorial. Comment

l'identification au « peuple allemand » s'articulait-elle avec l'idéal de fraternité internationale entre les peuples ? Le mouvement ouvrier germanophone a significativement tenté de s'approprier des symboles nationaux comme Schiller, et de proposer une lecture « nationale-populaire » (au sens où le comprendra ultérieurement Antonio Gramsci) de l'histoire allemande. Il fournit des cas particulièrement intéressants, traçant la voie pour une appropriation populaire et progressiste de la nation.

Puisqu'il sera ici beaucoup question du monde germanophone, insistons sur le fait que l'enjeu ne se limite pas à « réparer » un oubli, un point d'histoire que l'on ne connaîtrait que trop partiellement. Traiter du rapport entre la gauche et le nationalisme amène en effet à s'interroger sur l'écriture d'une histoire des pays germanophones qui ne soit pas surdéterminée par l'épisode du nazisme. Plusieurs historiens ont ainsi plaidé, notamment dans le monde anglophone, pour un « polycentrisme allemand » : « Il faut que les historiens cessent d'être focalisés sur l'épisode du nazisme et de ses conséquences[16]. » Cette démarche peut être rapprochée de la vogue de l'histoire contrefactuelle, illustrée par plusieurs contributions récentes[17] (la *What if history* qu'affectionnent certains historiens américains) nous invitant à revenir sur ces « futurs non advenus », qui évitent de limiter l'histoire du XXe siècle aux guerres et à la « catastrophe allemande ».

De même, la focalisation de l'histoire du socialisme sur l'espace hexagonal et quelques grandes figures comme Jean Jaurès a eu tendance à faire perdre de vue la grande importance des positions allemandes. Bien évidemment, les deux conflits mondiaux et des formes diverses de germanophobie n'ont guère encouragé, en France, un regard positif sur ces expériences. Pourtant, dans les années 1880-1920, les textes d'un certain Karl Kautsky, figure centrale du SPD, étaient plus lus (et bien plus systématiquement traduits en russe, italien, espagnol, anglais) qu'un texte de Jean Jaurès. Or qui se souvient de Kautsky aujourd'hui ? Comme nous le verrons, il a proposé une définition assez précise de la nation, objet de diverses appropriations et contestations.

Il faut enfin se départir d'une histoire mettant en avant uniquement les penseurs les plus connus et reconnus. Ainsi, une anthologie sur les marxistes et la question nationale choisit avant tout de mettre en avant Rosa Luxemburg, Lénine, Staline et quelques autres et affirme : « Malgré leurs limitations et leurs contradictions, les analyses proposées par les grands

penseurs marxistes de 1848 à 1914 ont l'immense avantage d'offrir un cadre de réflexion universaliste, internationaliste et démocratique, indifférent aux mythes du sang et du sol[18]. » Une telle démarche met l'accent sur les échanges et désaccords au sein d'une partie des socialistes, c'est-à-dire sur les divergences entre la gauche marxiste des social-démocraties et le « centre » de ces mêmes organisations demeurées, au moins dans les mots, toujours attachées à la référence au marxisme. Cela revient à exclure les autres points de vue. Or qui veut comprendre le rapport du socialisme à la nation doit étudier toute une gamme de positions, de l'extrême gauche internationaliste à une droite nationaliste et favorable à la colonisation. Le présent ouvrage n'oubliera aucune de ces sensibilités, au risque sinon de biaiser les éléments d'un débat majeur aux enjeux décisifs et de ne pas comprendre ce qui, au cœur de l'histoire de la gauche, pose problème depuis la fin du XIXe siècle.

## Voyage dans l'histoire… et dans les archives

Reconstituer un tel débat est enfin une incitation à plusieurs voyages. Dans les archives, bien sûr : les correspondances publiées ou conservées dans des archives privées, les formes brèves et brochures publiées par le parti, de nombreuses archives des principaux dirigeants et animateurs de revue contenant souvent des documents rares et difficiles à localiser. En effet, la dispersion des imprimés rend souvent complexe la reconstitution de certains fonds, malgré une numérisation accélérée et accrue de nombreuses sources ces dernières années. La documentation la mieux conservée n'est pas nécessairement celle qui permet d'appréhender l'importance de la question nationale auprès des larges fractions du parti. Conséquences de l'éclatement consécutif à la révolution de 1917, à la sécession définitive entre socialistes et communistes se déchirant sur leur légitimité dans l'histoire, les archives sont dispersées entre Moscou, Vienne, Berlin, Paris. Sans oublier les aléas des guerres et de la guerre froide, notamment les prises de guerre soviétiques en 1945. Ces pérégrinations prolongent celles de nombreux responsables politiques d'avant 1914, souvent contraints à l'exil par leurs gouvernements respectifs. Nous les avons suivis, pas à pas, pour mieux nous replonger dans l'histoire du XIXe siècle, cherchant à

retrouver l’authenticité du sens de textes produits au cours d’une époque féconde remplie d’espérances.

# Chapitre I

## *Berlin, Vienne : capitales du nouveau monde*

Lorsqu'est fondée à Paris en 1889 l'Internationale regroupant divers courants socialistes de toute l'Europe, deux éléments majeurs s'imposent. Le premier est la division originelle : deux congrès concurrents dans deux lieux différents, reflétant deux orientations. Les uns envisagent le changement social et politique par étapes, les autres parient sur un renversement radical des édifices existants. Ces derniers prennent rapidement l'avantage. Et c'est là qu'intervient le deuxième fait marquant, déterminant pour l'histoire de la gauche au moins jusqu'à la révolution russe de 1917 : ceux qui font basculer la balance sont les Allemands du Parti social-démocrate allemand (qui prend le nom officiel de SPD, *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, en 1890, nom qu'il a conservé depuis). Un parti qui devient l'organisation la plus implantée de l'histoire du mouvement socialiste.

Aussi les positions politiques de ce SPD – sur les questions de nationalités comme sur tout autre point politique – pèsent-elles d'un poids très important et décisif, bien au-delà du monde germanophone. Les élites socialistes se doivent de maîtriser la langue allemande pour lire la revue de référence *Die Neue Zeit* (*Les temps nouveaux*) fondée en 1883, bientôt le principal lieu de débat traitant des orientations théoriques du mouvement ouvrier international. De Rome à Moscou, de Paris à Bucarest, les grands noms du socialisme y publient des articles leur assurant légitimité et considération. Et l'allemand sera choisi par les bolcheviks comme langue officielle (avec le russe, bien évidemment) de l'Internationale communiste fondée en 1919. Bref, la langue internationale, de l'Internationale avec un grand « I », celle de l'universel socialiste, c'est l'allemand.

Die Neue Zeit

Wochenschrift der Deutschen Sozialdemokratie

Nr. 47 ○ 22. August 1913 ○ 31. Jahrg. Bd. 2

Inhalts-Verzeichnis

August Bebel. Von K. Kautsky.

Zur Geschichte des Sozialismus in England. Von Gustav Eckstein.

Organisationsfragen. Von Benno Pichler (Berlin).

Österreichs Rechtsprechung. Von Joh. Ferch.

Die Landarbeiter und Dienstboten und die Sozialdemokratie. Von K. Schmidt (Würzburg).

Literarische Rundschau: Leitfaden für die Bildungsarbeit in Groß-Berlin. Ignaz Auer, Nach zehn Jahren.

Zeitschriftenschau.

Stuttgart

Verlag und Druck J.H.W. Dietz Nachf. G.m.b.H.

*Couverture de la revue* Die Neue Zeit *(1913). © Bibliothek-Archiv der sozialen Demokratie der Friedrich-Ebert-Stiftung Digitization Project* Die Neue Zeit.

La chronologie de fondation de nombreuses organisations socialistes en Europe est elle-même parlante. Le parti allemand est unifié en 1875, à Gotha. Le premier parti ouvrier français apparaît peu après, en 1879. Puis suivent les exemples belge en 1885, norvégien en 1887, autrichien en 1888, suédois en 1889, bulgare en 1893, néerlandais en 1894, ou encore russe en 1898. Le programme politique arrêté à Erfurt en 1891, largement inspiré du marxisme, sert de modèle aux organisations fondées après cette date. Un exemple, parmi d'autres, le montre avec éclat : dans le Grand-Duché de Finlande, alors intégré à l'Empire russe, on aurait pu s'attendre à ce que le Parti social-démocrate ouvrier russe (PSDOR) de Plekhanov et Lénine entretienne des liens privilégiés avec la social-démocratie finlandaise. En réalité, ses sources d'inspiration viennent bien davantage de l'Allemagne ou de la social-démocratie des autres pays nordiques, qui regarde elle-même avec sympathie le SPD[1].

Bien sûr, toutes ces organisations ne sont pas de simples et pâles copies du parti allemand. Et tout ne se joue évidemment pas à Berlin, Vienne ou dans d'autres grandes villes industrielles et ouvrières comme Leipzig et Graz. Nombre d'historiens ont d'ailleurs relativisé l'idée d'un modèle

unique écrasant les autres. Ce sont les acteurs eux-mêmes et quelques grands témoins, pétris d'admiration pour ce parti ou craignant son hégémonie, qui ont eu tendance à exagérer l'influence internationale des positions allemandes. Dans son autobiographie écrite à la fin des années 1920, Léon Trotsky décrira à merveille cette ambivalence :

> « Pour nous autres, Russes, la social-démocratie allemande fut la mère, l'éducatrice, le vivant modèle. Nous l'idéalisions à distance. Les noms de Bebel et de Kautsky étaient prononcés avec vénération. Quels que fussent, théoriquement, les pressentiments inquiets […] que j'éprouvais à l'égard de la social-démocratie allemande, j'étais encore, en cette période, indiscutablement, sous son emprise[2]. »

En 1905, lorsqu'est fondé le parti socialiste en France (jusqu'alors le socialisme était éclaté en divers courants), les dynamiques locales et nationales expliquent pour une large part l'élan unitaire. Pourtant, rien n'aurait été possible sans la pression de la social-démocratie allemande qui, au congrès de l'Internationale socialiste d'Amsterdam qui s'est tenu l'année précédente, incite fortement ses camarades français à se rapprocher pour fonder un nouveau parti, enfin unifié.

Aussi, ce qui se discute dans le monde germanophone revêt une importance toute particulière. Voir des barricades s'ériger en 1905 à Moscou enthousiasmera les socialistes de toute l'Europe, mais leur premier sentiment fut une forme de stupeur. Et de façon très significative, nombre de dirigeants du socialisme russe n'envisageront leur avenir qu'en miroir des changements politiques devant avoir lieu en Allemagne.

Certes, les socialistes français auraient pu s'unir sans l'existence du SPD et la révolution russe aurait pu de toute manière éclater. Mais pour Jean Jaurès comme pour Lénine, malgré le fossé qui les sépare sur de nombreux points, l'avenir ne pouvait se concevoir sans une évolution positive de l'Allemagne et, plus généralement, de l'Europe centrale germanophone. Revenons donc sur la genèse de ce nouveau monde, qui détermine l'avenir de la gauche pour plusieurs décennies, et plus particulièrement sur la façon dont elle traita la question nationale. Car là réside la clé permettant de comprendre les premiers succès de la gauche européenne, comme ses échecs retentissants ultérieurs face aux forces nationalistes.

## Les fondateurs et l'héritage de 1848

Les premières structurations du mouvement ouvrier des années 1860 ont souvent été décrites et analysées avant tout comme des moments « internationalistes », opposées aux périodes de « nationalisation » ultérieures de la fin du XIXe siècle. Qui s'intéresse à l'Association internationale des travailleurs (1864-1876, dite « Première Internationale ») et sa genèse souligne l'importance des mobilités et les perspectives de dépassements transnationaux que proposent alors les premiers courants socialistes. Cette période trancherait avec la forte nationalisation à partir des années 1880[3]. Le diagnostic formulé par l'historien Jacques Droz au début des années 1970, alors que les recherches sur le mouvement ouvrier connaissent leur apogée, résume bien cette perspective. Évoquant plus spécifiquement les premiers partis ouvriers allemands en préface d'un volume sur les rapports entre nations et classes populaires, l'historien affirme :

> « Les masses populaires allemandes ont été ainsi retranchées du mouvement national, et il s'est produit une dissociation entre celui-ci et le mouvement ouvrier, dont a résulté la pénétration en son sein des idées internationalistes et marxistes. Or le marxisme, dans la mesure où il a marqué le parti social-démocrate à ses débuts, apporte une condamnation formelle de tout ce qui pourrait constituer pour les masses laborieuses un envoûtement national […][4]. »

Conséquence d'une telle analyse, les études sur la question nationale et la façon dont elle se pose dans les mouvements socialistes commencent généralement aux années 1880, voire à un congrès particulier de l'Internationale, celui de Londres en 1896. En effet, une position est alors votée sur la question de l'indépendance polonaise et le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes[5] ». Morcelée entre l'Autriche, l'Allemagne et la Russie, et jouant de ce fait un rôle symbolique et politique particulièrement important, la Pologne – et son devenir – constitue assurément un point essentiel. Mais une telle division entre un moment authentiquement internationaliste et une nationalisation ultérieure masque un fait déterminant : dès le départ, le cadre national des luttes à mener représente une redoutable difficulté. Plus qu'un monde sans frontières, l'idée de

constituer un vaste ensemble territorial regroupant les peuples germanophones est un héritage fondamental. Cette conception trouve de nombreux partisans au moins depuis les révolutions de 1848, marquées autant par les revendications politiques et sociales que nationales[6]. Les contours des vieux empires ne constituent-ils pas un avant pour les internationalistes ?

Qu'est-ce en effet que « l'Allemagne » au début des années 1860, lorsque les premières associations ouvrières deviennent des organisations politiques ? La « nation allemande » et son avenir constituent alors un horizon d'attente pour les premiers mouvements ouvriers : à Berlin, Vienne, Leipzig ou encore parmi les germanophones de Prague, les séparations tenues pour acquises à la fin du XIXe siècle n'avaient à ce moment-là aucun caractère d'évidence.

1848 est encore dans toutes les têtes. Rappelons-en les jalons essentiels pour en comprendre l'importance. Les futurs fondateurs du SPD en ont gardé un vif souvenir, soit par leur participation directe soit par transmission, la mémoire révolutionnaire circulant d'une génération à l'autre. Le 13 mars 1848, les manifestations d'étudiants, d'artisans et d'ouvriers commencent à Vienne, précipitant la chute de Metternich, qui entraîne elle-même le 18 mars des échos importants à Berlin, où se déclenchent des combats de rue. La « révolution de mars » en Allemagne commence donc à Vienne. À la suite des événements, un pré-parlement se constitue à Francfort : tous les Allemands sont invités à y envoyer des délégués. Formellement, ce parlement n'a aucun pouvoir, mais il s'agit du premier parlement de l'histoire allemande. Or dans cette instance la question nationale est au cœur des débats. Les germanophones de la partie autrichienne y envoient des délégués. Fin octobre, les députés votent majoritairement pour la solution « grande-allemande » réunissant tous les germanophones[7]. Pour nombre de démocrates de gauche, l'avenir de l'Autriche est alors du côté de l'alliance avec les autres États allemands. Dans un poème publié au cours de l'année révolutionnaire, « Noir, rouge, jaune », on peut lire que l'Autriche est pleinement intégrée à l'ensemble allemand[8]. L'idée d'une « République libre » se répand dans les courants de gauche du parlement. Un tract d'avril 1848 reprend le poème d'Arndt, « Qu'est-ce que la patrie allemande ? », et exalte l'alliance des États allemands, incorporant l'Autriche dans une perspective d'« unification[9] ». Mais au même moment la dynastie autrichienne des Habsbourg refuse cette

option, condamnant de fait la « grande Allemagne ». Parallèlement, les Allemands de la partie autrichienne participent également à un autre parlement, celui réuni à Kremsier (Kroměříž, aujourd'hui en République tchèque) en novembre, initialement réuni à Vienne de juillet à octobre[10]. De nouveau, l'avenir de la nation allemande occupe tous les esprits : les démocrates sont favorables à la solution grande allemande, mais rencontrent une opposition des Slaves et conservateurs allemands, favorables au maintien de la monarchie des Habsbourg, contre toute perspective unitaire avec les autres États allemands. À Kremsier, où les Hongrois ne sont pas représentés, émergent des projets tenant compte des réalités multinationales de l'Empire, par exemple des droits des Tchèques ; certains aspects seront d'ailleurs repris ultérieurement dans le compromis de 1867 fondant la double monarchie autrichienne.

Mais pour l'heure ils ne connaissent aucune application. Et déjà « la dissociation des courants nationaux tchèque et allemand et leur construction antagoniste[11] » saute aux yeux. Les révolutionnaires voient leurs objectifs démocratiques freinés par les revendications nationales. Le dilemme de l'articulation du national avec la question sociale est au cœur du problème. Il le restera au moins jusqu'aux lendemains de la Première Guerre mondiale.

Les socialistes sont alors très peu nombreux, tout au plus quelques milliers, et leur idéologie mal définie, mais ils s'associent au camp démocrate, à l'aile gauche du mouvement révolutionnaire. Dans ce contexte, nombre d'entre eux se montrent favorable à la constitution d'un espace républicain grand-allemand au cœur de l'Europe, à l'image d'une des figures clés de la période, Robert Blum (1807-1848).

Démocrate, libéral et républicain modéré méfiant à l'égard des soulèvements populaires, Blum était pleinement investi dans les tentatives de fonder une Allemagne unitaire et démocratique. Lorsque des soulèvements révolutionnaires ont lieu en octobre 1848 à Vienne, la gauche du parlement de Francfort envoie plusieurs délégués à Vienne. Robert Blum est de ceux-là. Convaincu que le mouvement doit se poursuivre, il encourage les forces démocratiques à se mobiliser. Mais la révolution échoue, brutalement réprimée. Blum en fait les frais, assassiné par des forces contre-révolutionnaires. La mémoire de ces événements, et notamment la disparition de Blum « resta longtemps gravée dans

l'imagination populaire : c'est ainsi que dans certains villages de Franconie l'on allumait, longtemps après ces événements, des bougies autour de son portrait le vendredi-saint afin que sa souffrance et sa mort fussent mis en parallèle avec celles du Sauveur du monde[12] ». Blum devient un des grands martyrs de 1848. À travers lui, la ville de Vienne incarne un des lieux de mémoire majeurs du 1848 allemand. Le mouvement social-démocrate germanophone restera très attaché à sa mémoire, malgré le fait que Blum n'ait jamais été socialiste. Marx, Engels ou encore un certain Wilhelm Liebknecht – acteur encore discret en 1848, mais l'un des futurs dirigeants majeurs du socialisme de la seconde moitié du XIXe siècle – lui voueront une grande admiration.

Pour la gauche démocratique, l'Autriche autonome renvoie alors avant tout à la dynastie des Habsbourg honnie, une construction monarchique et aristocratique à abattre. Arnold Ruge – célèbre pour avoir été proche de Marx avant de croiser le fer avec lui[13] – déploie une énergie particulière contre l'Empire autrichien. À son image, de nombreux représentants de la gauche défendent une perspective unitaire : « Nous voulons l'unité de l'Allemagne[14] » est une formule répétée dans de nombreuses sources de l'époque. Fin mars 1848, les revendications programmatiques des communistes, rédigées par Marx et Engels, commencent par une formule explicite : « L'Allemagne entière sera proclamée République une et indivisible[15]. » En 1848, « être national en Europe occidentale et centrale revient à être de gauche[16] ».

Pourtant, l'idée d'une indivisibilité de la République allemande, reproduisant en quelque sorte la tradition française de la Première République française appliquée à l'Allemagne, ne fait pas l'unanimité dans les rangs démocrates. Comment une telle République indivisible pourrait faire « tenir » ensemble des peuples aussi divers ? À ce propos, Julius Fröbel, dans *Vienne, l'Allemagne, l'Europe* (publié par la première fois en septembre 1848[17]), est une des très rares figures du camp démocratique pointant la nécessité de maintenir l'État autrichien en tant qu'unité vivante. Pour Fröbel, détruire l'Autriche reviendrait à laisser les peuples slaves s'autonomiser, et se jeter dans les bras de la Russie. Fröbel avance ici l'idée d'une fédération autrichienne, liée à une vaste structure plus large qui serait une grande Allemagne démocratique. Vienne serait la clé de voûte de l'ensemble. Un tel projet ne reçoit guère d'échos à l'époque ; il s'agit pourtant là d'une des premières réflexions soulignant la nécessité de faire

vivre une structure plurinationale. L'idée suivra son chemin et trouvera une expression concrète un demi-siècle plus tard avec Otto Bauer. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Pour l'heure, tous ces projets rencontrent le même problème : l'échec tragique de la révolution de 1848-1849. La grande Allemagne démocratique et républicaine semble disparaître de l'horizon avec la victoire des forces contre-révolutionnaires. L'espérance ne s'est pourtant pas volatilisée : les révolutions ont mis sur le devant de la scène, à une échelle inconnue jusqu'alors, la question sociale. La création de nombreuses associations ouvrières, portant ces revendications, en est une des expressions les plus nettes. L'éclatement et la diversité dominent, aggravés par la répression et les affres de l'exil à partir de 1848. Reste que 1848 voit bien l'apparition des premières structurations de ce que l'on allait appeler le « mouvement ouvrier ». Pour la première fois, celui-ci, « qui commençait à forger ses organisations dans la lutte, entra dans l'arène politique[18] ». Plusieurs futurs dirigeants de la social-démocratie font leurs premières armes à cette époque. Friedrich Engels lui-même se bat sur les barricades en Bade en mai 1849. Leur génération devait être marquée de façon très profonde par cette expérience.

## Premiers partis : quelle place pour la nation ?

Le célèbre *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, publié en 1848, ne doit pas faire illusion. Le dépassement, voire l'abolition, de toute frontière nationale, exprimé à travers la fameuse formule « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », demeure une ambition marginale à l'époque. Est davantage en discussion l'« Europe du milieu » germanophone (c'est une des acceptions du terme *Mitteleuropa*[19]) qui aurait pu théoriquement regrouper plusieurs dizaines de millions d'habitants. Le projet est porté par des ambitions et courants antagonistes. Il pouvait par exemple découler d'une forme de nostalgie liée au courant du romantisme politique, du défunt Saint-Empire romain germanique ; celui-ci apparaît alors comme un État supranational au-dessus des luttes particularistes et des antagonismes nationaux[20]. Les organisations ouvrières ne sont pas imperméables à ces conceptions, mais rien n'est encore formalisé.

Une forme de clarification émerge avec la formation progressive des partis politiques modernes au début des années 1860. En se dotant de points programmatiques précis, chaque force devait prendre position sur la question de l'unité allemande, *de facto* restée en suspens depuis l'échec des tentatives quarante-huitardes. Les représentants « officiels » pro-prussiens comme les historiens Heinrich von Treitschke puis Heinrich von Sybel célèbrent les progrès accomplis par la Prusse, tout en cherchant à discréditer la voie insurrectionnelle proposée par 1848. Le débat porte notamment sur l'importance à accorder à la mobilisation populaire et à la voie constitutionnelle. Dans ce cadre, nombre de libéraux, favorables à un compromis constitutionnel qui puisse favoriser le libéralisme économique tout en assurant quelques éléments démocratiques, en viennent à soutenir la voie prussienne, incarnée par le chancelier Otto von Bismarck[21].

Dans le camp démocratique, des groupes ouvriers affichent de plus en plus leurs convictions ouvertement socialistes. L'échec de 1848 est compris comme la conséquence de la trahison de la bourgeoisie. Celle-ci a préféré pactiser avec les forces conservatrices plutôt que de s'allier avec le peuple insurgé. Il est donc temps d'inventer autre chose. Aussi une partie de ces socialistes se détache-t-elle des démocrates à l'image de Marx – estimant notamment que les appels à plus de parlementarisme ne suffisent plus. Place désormais à la nouvelle révolution prolétarienne, seule à même de résoudre la question sociale[22]. Ce nouveau pari pose immédiatement la question du cadre dans lequel la révolution doit s'effectuer : ne sera-t-elle pas désormais européenne, voire mondiale, comme l'était déjà la vague de 1848 ? La nation a-t-elle de ce fait encore un avenir ou bien n'est-elle pas amenée à s'éclipser ? Mais si le capitalisme permet d'abolir les frontières et déblaye ainsi le terrain pour l'Internationale du futur, à quoi bon alors vouloir sauver ces dernières ?

## Marx et Engels et la question allemande

Marx est de ceux qui pensèrent un temps que le capitalisme allait en quelque sorte faire le travail à la place des socialistes : abolir la nation. Et si les questions nationales traversent de nombreux textes de Marx et Engels dans les années 1850-1860, ce n'est assurément pas leur priorité que d'en débattre en profondeur et longuement. Soulignons qu'il ne faut pas

surestimer leurs positions à l'époque : elles ne furent pas aussi largement partagées que ce que l'on a longtemps affirmé dans la littérature scientifique d'inspiration marxiste, et surtout dans l'histoire officielle « marxiste-léniniste ». Penseurs respectés, ils n'étaient en rien hégémoniques. Marx, s'il dispose d'un grand prestige théorique, notamment après la publication du livre I du *Capital* en 1867, reste pendant cette période décisive un émigré à Londres (où il a fui après les révolutions de 1848) qui pèse concrètement relativement peu sur les recompositions politiques au niveau organisationnel sur le continent[23]. Néanmoins, leurs oscillations et hésitations sur l'importance à accorder aux revendications nationales sont caractéristiques des difficultés que rencontrent les gauches dans cette seconde moitié du XIXe siècle. À ce titre, elles méritent d'être connues pour comprendre la suite des débats au début du siècle suivant.

Hans Mommsen avait souligné l'ambivalence de l'internationalisme de Marx et Engels, le caractère géographiquement limité de la révolution mondiale prônée dans le *Manifeste du parti communiste.* Pour eux, la force d'impulsion viendrait avant tout du prolétariat ouest-européen[24]. Berlin, Paris, Londres et Vienne demeurent leur horizon. Deux pays « opprimés » ont néanmoins retenu particulièrement leur attention : la Pologne et l'Irlande dont ils soutiennent la revendication d'indépendance. Dans le journal politique de Marx au moment des révolutions, la *Nouvelle Gazette rhénane*, on lit par exemple le 3 septembre 1848 : « L'établissement d'une Pologne démocratique est la première condition de l'établissement d'une Allemagne démocratique[25]. » Il reste que ces deux cas sont à rigoureusement situer en leur temps : pousser à l'indépendance ces deux pays est un moyen de déstabiliser soit l'autocratie russe, honnie par-dessus tout, soit la bourgeoisie britannique. L'émancipation des peuples occupés et soumis à une puissance étrangère demeure ainsi étroitement liée à une stratégie politique plus globale. Nul « droit des peuples » à l'indépendance théorisé de manière systématique.

Marx se sent assez peu concerné par le débat sur les délimitations de la nation allemande. Imprégné de la solution quarante-huitarde de la grande République « une et indivisible », il n'a guère publié de textes à sa gloire. De fait, il préfère un temps l'assimilation des peuples minoritaires, position cohérente avec le souhait de ne pas multiplier des frontières à outrance. Marx a ainsi publié des textes assassins sur le rôle des Slaves – dont beaucoup, il est vrai, ont servi de bataillons aux forces contre-

révolutionnaires – dans la révolution de 1848. Un article significatif présente la contre-révolution en ces termes :

> « Vienne grouille de nationalités qui croient que la contre-révolution sera leur émancipation. […] Qu'on n'oublie pas que siégeait à Vienne un congrès des peuples […] et que les représentants slaves, à l'exception des Polonais, sont passés avec tambours et trompettes dans le camp impérial. La guerre de la camarilla viennoise contre l'Assemblée était simultanément la guerre de l'Assemblée slave contre l'Assemblée allemande […]. En Autriche, le parti slave a remporté la victoire en s'associant à la camarilla ; il va maintenant se battre avec la camarilla pour le partage du butin[26]. »

Puis, dans les années 1850-1860, Marx se situe déjà en quelque sorte dans l'après, dans un univers post-national. Petite Allemagne autour de la Prusse ou grande Allemagne réunissant tous les germanophones ? Au fond, il s'agit pour lui d'une question stratégique. L'internationalisme généré par le capital résoudra la question à terme en faisant disparaître les frontières ; il ne pensera jamais véritablement qu'au parti reviendra la tâche de construire une authentique culture internationaliste. Seule lui importe la perspective du dépassement des nations, quelles que soient les étapes qui y mèneront. Comme de nombreux socialistes, il parie sur les avantages économiques et politiques des États de grande taille. Suivant de près l'évolution du *Zollverein* – l'espace douanier conduit par la Prusse depuis les années 1840 – et les débats sur l'« économie nationale/politique » autour des thèses de Friedrich List aux origines du protectionnisme, Marx et Engels parient sur le dépassement des multiples petits États allemands. En souhaitant le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, Marx constate empiriquement avec d'autres que cela serait « viable » et que toutes les nationalités, y compris les plus petites, n'auraient qu'à y gagner, si les mêmes droits sociaux étaient garantis pour tous.

Sur ce point, Engels s'inscrit plus nettement encore que Marx dans la continuité grande-allemande des acteurs de 1848. Comme l'avait souligné Roman Rosdolsky dans une étude pionnière sur Engels et les peuples sans histoire, rédigée à l'occasion du centenaire de la révolution en 1948, le « général » (surnom donné à Engels par ses amis) n'hésitait pas à opposer les « peuples réactionnaires » aux « peuples révolutionnaires ». Influencé

par l'héritage hégélien, Engels assume l'idée que la réalisation de la raison passe d'un peuple à un autre. L'esprit de l'histoire universelle s'incarne dans un peuple à chaque époque. Et désormais l'Allemagne – ou plus exactement la population germanophone – tient ce rôle, endossé précédemment par la France depuis 1789. Rosdolsky souligne : « Indubitablement, pour lui, les combats des Habsbourg contre "les barbares slaves" non seulement répondaient, dès le départ et tout au long des siècles qui ont suivi, à une nécessité "historique" mais étaient aussi indubitablement "progressistes", il y voyait "l'un des moyens les plus puissants de répandre la civilisation de l'Europe occidentale à l'est de ce continent"[27]. »

Germanisation et « dénationalisation » des peuples minoritaires constituent alors son horizon. Rien de très singulier là encore : nombre d'auteurs ayant influencés Marx et Engels partagent cette vision grande-allemande. Ainsi Wilhelm Schulz, membre du parlement de Francfort en 1848, signe-t-il en 1849 un projet où il se prononce pour une large unité allemande intégrant les pays autrichiens[28]. On peut supposer que Marx en avait eu connaissance. Dans ses célèbres *Manuscrits économico-philosophiques* de 1844, il reprend et cite à plusieurs reprises *Le mouvement de la production* (1843) de ce même Schulz[29]. L'absence de cette perspective grande-allemande dans l'œuvre de Marx ne signifie pas qu'il n'en soit pas imprégné.

Introduisant en 1920 l'édition d'un recueil de textes de Marx et Engels publiés dans la *Nouvelle Gazette rhénane* au moment des révolutions de 1848, David Riazanov, fondateur de l'institut Marx-Engels à Moscou après la révolution russe de 1917 (et exécuté par Staline en 1938 lors des grandes purges), résume bien alors leur point de vue « pro-allemand » :

> « Partisans de la Grande Allemagne et républicains, ils étaient convaincus que la république allemande dont ils visaient l'établissement posséderait et développerait, en alliance avec l'Europe révolutionnaire, suffisamment de forces intérieures pour ne pas avoir besoin d'un seul pouce de sol polonais, hongrois ou italien, et à plus forte raison n'aurait pas à prouver sa viabilité en colonisant les territoires jusqu'alors dominés par les Turcs[30]. »

Bref, l'idée de la grande Allemagne – soit en quelque sorte retrouver les frontières du Saint-Empire romain germanique mais avec une forme politique démocratique – s'impose comme un présupposé essentiel du mouvement ouvrier germanophone dès ses premiers pas. Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » n'avait alors absolument rien d'évident. Tout cela pèsera durablement sur la destinée du socialisme dans une bonne partie de l'Europe.

## Ferdinand Lassalle et le pari de la Prusse

L'examen des positions de Marx et Engels ne doit pas obscurcir les rapports de force réels dans la décennie 1860. Bien plus que Karl Marx, exilé à Londres, la figure de référence des premiers pas du mouvement ouvrier germanophone fut Ferdinand Lassalle, fondateur de l'ADAV (*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein* ; Association générale des travailleurs allemands) à Leipzig en 1863, le premier parti politique ouvrier du monde. Son influence a essaimé même plus largement, jusqu'en France, où il fut compris et approprié comme une des figures clés du socialisme réformiste. Dans le monde germanophone, pendant des dizaines d'années, il est honoré et célébré dans le cadre d'un véritable culte. L'importance historique de Lassalle est soulignée par Marx lui-même. Toutefois, les fondateurs du « marxisme-léninisme », dans les années 1920, auront tendance à minimiser ce rôle pionnier et à exagérer l'opposition entre « marxisme » et « lassallisme »[31]. Jusqu'à déformer l'histoire. Car pendant longtemps « il ne vint à l'esprit de personne […] d'opposer Lassalle à Marx. On ne mettait pas en évidence les contradictions internes, parce que l'on avait besoin d'arguments pour la lutte des classes, qui se développait si rapidement, et que l'on n'avait que faire des discussions théoriques[32] ». À Vienne également, Lassalle est considéré comme une référence fondamentale pour les premiers pas du mouvement ouvrier[33]. Une consultation des sources de l'époque valide cette forte présence jusqu'au début des années 1920.

Mais l'historiographie réhabilitant le rôle de Lassalle a eu tendance à minimiser malgré tout certains conflits entre partisans de Marx et militants influencés par Lassalle. En effet, il existe une divergence réelle entre les lassalliens et les marxistes dans les années 1860 au sujet du choix à faire

pour réaliser la nation allemande. Pour y parvenir, Lassalle (puis surtout ses partisans, Lassalle mourant prématurément en 1864) choisit de soutenir la Prusse. Ses frères ennemis proches de Marx défendent l'idée, reprise de 1848, d'une grande République allemande réunissant tous les germanophones. Avant 1869, le parti dans lequel évoluent Wilhelm Liebknecht et son ami August Bebel (un ouvrier tourneur alors encore peu connu mais voué à une grande destinée), le « Parti populaire saxon[34] », s'exprime clairement contre toute solution « petite prussienne ». Expulsé en 1865 de Berlin, Liebknecht trouve refuge à Leipzig en Saxe, centre industriel et ville de fondation du parti de Lassalle. Les lois, plus libérales qu'en Prusse, permettent plus facilement le développement du mouvement ouvrier. Le programme de Chemnitz de ce « parti populaire » affirme clairement dans son second point ce refus :

> « Unité de l'Allemagne sous une forme d'État démocratique. Pas de pouvoir central héréditaire. Pas de petite Allemagne sous domination prussienne, pas d'agrandissement de la Prusse par annexion, pas de grande Allemagne sous domination autrichienne […]. Le Parti démocrate doit combattre avec la plus grande fermeté ce genre d'aspirations dynastiques particularistes, qui ne peuvent mener qu'à la servitude, au morcellement et à la domination étrangère[35]. »

Dans ses mémoires, Bebel revient sur ce qui sépare radicalement les courants du mouvement ouvrier. À l'occasion des cinquante ans de la bataille des nations de Leipzig (en 1863), il se souvient du souhait, largement partagé à gauche, de voir la grande Allemagne se réaliser. Liebknecht lui aurait alors confié, résumant le dilemme de l'époque : « Avec la Prusse contre l'Allemagne ou avec l'Allemagne contre la Prusse[36]. » Sur ce point, les choses sont claires : le désaccord sur la réalisation de l'unité allemande était bien concret et réel. La véritable et grande divergence clivant la gauche germanophone avant son unification ne porte pas tant sur la question sociale ou même sur le problème de l'État. Elle concerne la nation.

Et même s'il existe un désaccord, on ne peut pas pour autant en déduire un désintérêt des lassalliens pour les Allemands hors des territoires prussiens. L'ensemble germanophone est aussi pour eux une réalité concrète. En Autriche, l'apparition des premières associations ouvrières est

contemporaine de l'*Ausgleich* (le compromis) qui fonde l'Empire austro-hongrois en 1867, peu après la victoire militaire de Sadowa (Königgrätz) qui a vu la Prusse écraser l'Autriche. Et en dépit de ses options pro-prussiennes qui se sont traduites par un rapprochement avec Bismarck, Lassalle jouit également d'une forte popularité dans l'Autriche ouvrière politisée. Lorsque les premières associations ouvrières non libérales s'y constituent, le journal *Sozialdemokrat*, organe des lassalliens à Berlin, évoque avec enthousiasme leur naissance. La victoire à Vienne peut être le prélude d'une victoire plus globale. Le schéma de mars 1848 pourrait se répéter, jusqu'à la victoire prochaine :

> « Une victoire à Vienne. […] Nous n'avons pas besoin de souligner quelle est l'importance de cet événement pour le parti ouvrier allemand. Nous pouvons nous réjouir doublement car il concerne la Vienne allemande, la capitale de nos frères allemands d'Autriche. Nous leur adressons du fond du cœur ce joyeux salut : "Bonne chance à votre nouvelle association." En avant, avec force et courage ! L'avenir appartient à la social-démocratie[37] ! »

Quelques mois plus tard, le 1er janvier 1868, Johann Baptist Schweitzer, le dirigeant du parti de Lassalle, rédige un manifeste adressé aux travailleurs viennois. Il est question des « frères » et de « la patrie tout entière » :

> « Nous savons que nous sommes une nation et que nous voulons rester une nation ! Jamais on ne nous persuadera que nous sommes à l'étranger lorsque nous sommes au Prater à Vienne ou sur les monts du Tyrol. Aussi loin que résonne la langue allemande, s'étend la patrie allemande […] ! Travailleurs de Vienne ! Vos frères de toute l'Allemagne comptent sur vous. Vous aussi, comptez sur nous, et unissons nos forces pour avancer d'un pas puissant[38] ! »

## La Première Internationale : une utopie sans frontières ?

Au-delà des frontières du peuple allemand se pose la question plus globale de l'Internationale avec un grand « I ». Les premiers mouvements ouvriers germanophones proches des idées de Marx s'inscrivent en effet

dans la dynamique de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Il s'agit de la première expérience concrète de mise en réseau de cercles internationaux ouvriers.

Le caractère embryonnaire, voire groupusculaire, de la section de langue allemande, et les grandes difficultés de structuration auxquelles elle a dû faire face (liées notamment aux répressives lois prussiennes dans le cas allemand) doivent être d'emblée soulignées. Les fortes mobilités liées au travail et/ou à l'exil politique, fréquentes dans les années 1860, facilitent l'inscription de ce milieu militant dans un cadre international. Néanmoins, elles rendent également *de facto* complexe une structuration pérenne et stable sur la longue durée.

Un certain Johann Philippe Becker joue un grand rôle dans la liaison entre les différents espaces. Depuis la Suisse, pays refuge pour les exilés socialistes et anarchistes, Becker, un ancien quarante-huitard, lance la revue *Der Vorbote* (*Le précurseur*), qui paraît de janvier 1866 à décembre 1871. Elle constitue la principale publication de l'Internationale. Outil précieux, elle sert d'instrument de liaison entre des espaces variés[39]. La section allemande regroupe des membres dispersés entre la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, sans oublier les émigrés présents en France et surtout aux États-Unis. De fait, *Der Vorbote* s'appuie sur la présence allemande dans ces pays, mais la diffusion se résume surtout à trois espaces principaux : l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, lieu par excellence de l'exil politique. Si ce dernier espace joue un rôle organisationnel important, le devenir de la section allemande se décide bien à Vienne, Berlin et dans quelques autres centres ouvriers et industriels comme Leipzig.

Moins de vingt ans après 1848, difficile de dissocier, au moins jusqu'à l'unification de l'Allemagne en 1871, la section allemande de la nostalgie de la grande République. La structuration de l'AIT dans les pays germanophones est traversée par ces questions. Officiellement, ses statuts incitaient à une organisation par section nationale ; Marx y était d'ailleurs très favorable et poussa à la centralisation dans chaque pays, insistant sur la légitimité du cadre national pour la lutte ouvrière. Il existe un flou sur les limites de la section allemande – on évoque parfois les membres « allemands » ou « autrichiens » –, mais aucune séparation n'est explicitement évoquée. Tout au contraire. Wilhelm Liebknecht, un des représentants majeurs de l'AIT en Allemagne, ne cesse de se manifester

auprès de Marx à propos de l'extension des sections de l'Internationale à l'ensemble germanophone. Son enthousiasme ne se dément pas devant les progrès de ladite section.

Ces sections « allemandes » de l'Internationale ont été fondées en étroite relation avec les autres peuples mêlés à la population germanophone, notamment dans la partie autrichienne : ici, les premières associations ouvrières ne peuvent être dissociées des structures tchèques. Ce fait est de première importance : les tentatives de « trialisme » ont échoué en 1867 – il avait été question un temps de reconnaître une troisième entité slave au moment de la fondation de l'Autriche-Hongrie. Les Tchèques n'ont finalement pas obtenu de droits particuliers. Or, numériquement les plus nombreux après les Allemands dans la partie autrichienne de l'Empire, ils sont également pour partie localisés dans des zones industrielles où la social-démocratie gagne en influence. L'assimilation pure et simple de ces « petits » peuples, un temps souhaitée, ne se produit pas. La gauche socialiste ne peut plus les ignorer. Le cas de Reichenberg est un bon exemple de ces sections mixtes (Liberec, aujourd'hui en République tchèque). Au milieu de 1868, Josef Krosch, dirigeant d'un groupe revendicatif de travailleurs du textile, y fonde un collectif social-démocrate. Un an plus tard, en juillet 1869, la déclaration d'un regroupement de 1 500 travailleurs tchèques et allemands réclame que le nouveau parti social-démocrate reconnaisse les droits nationaux de chacun[40]. Ce mouvement de Bohême se développe de façon significative en lien étroit avec le socialisme saxon en Saxe.

L'allemand demeure à ce stade la langue de communication entre ces groupes. Partout où cette langue est véhiculaire, les associations ouvrières cherchent à se rattacher à la section de l'Internationale, y compris dans la partie hongroise de l'Empire. À l'été 1868 se fonde par exemple à Temeschburg (Timisoara, aujourd'hui en Roumanie) une association ouvrière née à la suite d'une grève des travailleurs du tramway. Son principal représentant est un certain Farkas, qui entretient une correspondance régulière avec le responsable du *Vorbote*, Becker. Un membre de cette association (« K. Tisch ») écrit à Becker qu'il souhaite encourager la diffusion de la revue de l'AIT en langue allemande :

> « Nous espérons que votre mensuel connaîtra une large diffusion d'ici peu, c'est notamment le président provisoire de notre association, Carl

Farkas, qui va s'en charger. Il est très connu dans les mines et les forges du sud de la Hongrie. Jusque-là, nous étions incapables de nous en occuper, car nous sommes encore dans le berceau : le mouvement ouvrier n'a commencé à prendre racine ici que cet été[41]. »

L'association de Temeschburg adopte le programme des associations ouvrières viennoises de 1868. Farkas va ensuite travailler à Pest en août 1869 et contribue à y développer la Première Internationale[42].

Ces groupes mêlent des populations variées et des nationalités différentes, et le problème de la coexistence et de l'avenir en commun n'y est pas véritablement posé. On vit à côté les uns des autres ; les historiens n'ont pas encore suffisamment décrit ces territoires plurilingues pour que nous puissions savoir avec assurance, notamment dans le cas des sections socialistes, si la coexistence était pacifique et acceptée comme de nombreux écrits le laissent penser. Il n'en demeure pas moins que l'époque est celle de l'utopie transfrontalière et internationaliste, dans un contexte où l'allemand s'impose comme langue véhiculaire de toute l'Europe centrale.

Plus qu'un monde sans frontières, le pari réside dans une Europe débarrassée des antagonismes nationaux. Une Europe de peuples libres est alors un idéal bien réel. Nombre de publications socialistes soulignent régulièrement l'importance du cadre européen, susceptible de constituer un levier pour l'avenir. Le *Demokratisches Wochenblatt (Journal hebdomadaire démocratique)*, journal social-démocrate publié à Leipzig regroupant les partisans de Marx, le revendique fièrement :

« Obtenir la liberté politique, mettre entièrement à bas les barrières économiques, délivrer le travail du pouvoir du capital et se libérer de la tutelle religieuse, autrement dit se rattacher sans réserve à l'idée de 1789 – et en lien avec les partis populaires des autres communautés, les États unis libres d'Europe[43] ! »

Cette utopie européenne que l'on rencontre régulièrement n'a rien de contradictoire avec une ferme croyance dans l'avenir d'un grand espace germanophone unifié. Au contraire, ce dernier devait être le cœur d'une telle construction supranationale. Citons par exemple le compte rendu d'un meeting tenu à Wiener Neustadt, ville industrielle au sud de Vienne, en avril 1868 :

« Le 12 s'est tenue en plein air à Wiener Neustadt une réunion de travailleurs qui a rassemblé entre 6 et 8 000 personnes. En ce qui concerne la question des nationalités, qui prétend diviser les travailleurs selon leur origine et leur langue, elle est incompatible avec l'idée de la condition ouvrière […][44]. »

Rêve de dépassement ou non, les partis devaient de toute manière, afin d'avoir une existence réelle et quotidienne, se fonder sur une base « nationale ». Son expression concrète est la création du Parti ouvrier social-démocrate allemand (SDAP, *Sozialdemokratischen Arbeiterpartei*), à Eisenach en 1869, qui devait tenir lieu de section allemande de l'AIT. Un congrès qui fut l'occasion d'exposer toutes les difficultés de faire vivre dans un cadre national le premier parti politique explicitement marxiste en terre allemande.

## Le premier parti marxiste et l'identité nationale

Tenir un congrès à Eisenach a une signification particulière dans le contexte allemand et européen. La ville de Thuringe était la « ville chérie » de Martin Luther. C'est là en effet qu'il traduisit en 1521-1522 le Nouveau Testament en allemand. Trois siècles après, elle entre aussi dans les annales de la gauche. Les partisans de Bebel et Liebknecht furent surnommés les « eisenachiens » (« Eisenacher ») jusqu'à l'unité de la social-démocratie en 1875 au congrès de Gotha, regroupant les partisans de Lassalle et Marx.

Véritable « lieu de mémoire » – aujourd'hui encore un petit musée y est géré par la Fondation du Parti social-démocrate –, Eisenach est invariablement mentionné comme un moment clé de l'histoire du mouvement ouvrier. Pour la première fois une organisation politique prenant appui sur les thèses de Karl Marx voyait le jour. Les effectifs demeurent certes modestes (les délégués représentent environ 10 000 adhérents) mais dépassent malgré tout le groupuscule marginal.

Farouchement hostiles à la Prusse – incarnation pour eux du despotisme, de la bureaucratie militaire et de la politique anti-ouvrière –, Liebknecht et Bebel évoluent jusqu'alors dans un « Parti populaire » aux contours flous, avant de s'affirmer sous une forme politique autonome et nettement « social-démocrate » au congrès d'Eisenach. Suivre pas à pas l'élaboration

de ce congrès permet de mieux comprendre, à une époque charnière – les acteurs de 1848 sont nombreux à être encore vivants et l'unité allemande n'est pas encore achevée –, la façon dont ces acteurs pouvaient envisager la « nation » et sa compatibilité avec l'idéologie socialiste. Dans quel espace national se pensent-ils ? Pénétrons donc dans la préparation et les arcanes de ce congrès.

À l'époque, il n'existe pas en tant que tel de point à l'ordre du jour ou de texte faisant un bilan précis sur la question de la nation et/ou des nationalités. L'heure n'est-elle pas au dépassement du problème par la solidarité de classe ? Théoriquement, la question avait à peine besoin d'être discutée. Aussi n'y a-t-il nulle surprise à relever dans les documents préparatoires au congrès (publiés dans le *Demokratisches Wochenblatt*) des déclarations affirmant la disparition prochaine des problèmes nationaux. Ce sont d'ailleurs souvent ces dernières que la postérité a retenues, pour mieux souligner le caractère internationaliste et/ou marxiste de ces groupements. L'édition du 25 juillet 1868 annonce triomphalement la fin prochaine des questions posées par les nationalités : « Le temps de la division en nationalités est révolu ; le principe de la nationalité n'est plus aujourd'hui à l'ordre du jour que chez les réactionnaires[45]. »

Côté autrichien, le *Volksstimme* (*La voix du peuple*) de Vienne n'hésite pas à affirmer le 9 mai 1869 que le programme social-démocrate a déjà résolu par avance la « question des nationalités » : « Avec la mise en œuvre du principe de la social-démocratie, la question des nationalités se réglera d'elle-même[46]. » Le programme final d'Eisenach ne comporte d'ailleurs pas de développement spécifique sur le sujet. Formellement, un nouveau parti est né sans distinction de nationalité. La seule mention explicite des différents espaces figure à la fin, à travers le montant des cotisations mensuelles à verser : « Chaque membre du parti s'acquittera d'une cotisation mensuelle d'1 groschen (3 kreuzer d'Allemagne du Sud, 5 kreuzer autrichiens, 12 centimes) destinée à financer les activités du parti. »

Cette question des cotisations, purement formelle en apparence, constitue un point d'entrée intéressant. Un parti, ce ne sont pas que des idées, mais des pratiques concrètes, produit d'une infrastructure matérielle sans laquelle l'organisation ne pourrait survivre. Or, à côté des affirmations internationalistes, nombre de contributions reviennent sur les modalités effectives qui permettront à court terme de le faire fonctionner

efficacement. Et sur cette question la délimitation – et par-là la définition – de la « nation » constitue un des points centraux de la nouvelle structure en gestation. Dès le premier numéro du *Demokratisches Wochenblatt*, la déclaration liminaire (signée de la direction, donc notamment de Bebel et Liebknecht) justifie l'existence d'un nouveau courant distinct de celui de Lassalle en posant de façon limpide la question :

> « En ce qui concerne plus particulièrement les deux questions d'actualité les plus brûlantes, la question allemande et la question ouvrière, nous aspirons à un État populaire allemand, qui soit en mesure de rassembler toutes les ethnies de la grande patrie (les Allemands d'Autriche aussi, évidemment) sous la bannière commune de la liberté, et nous mènerons une guerre à mort contre cette politique funeste, dont le but final est l'agrandissement de la Prusse et le rapetissement de l'Allemagne. Concernant la question sociale, nous prendrons résolument fait et cause pour les droits des travailleurs et nous nous mobiliserons énergiquement pour l'émancipation économique de la classe ouvrière[47]. »

Les choses sont claires : la question sociale est bien étroitement liée, voire conditionnée, à la réalisation de la « grande patrie ». Sans elle, rien ne semble possible. Dans ce même numéro, un article revient sur la « nouvelle configuration en Autriche[48] » en soulignant la nécessité de réaliser « le parti démocrate grand-allemand en Autriche comme dans le reste de l'Allemagne[49] ».

Au même moment, les articles sur le mouvement international abondent. Là où existent des populations germanophones, le *Demokratisches Wochenblatt* couvre particulièrement les événements. Les Allemands résidant aux États-Unis fournissent une chronique régulière, tout comme ceux présents en Suisse. Et même si Leipzig, Berlin, Vienne ou Prague sont cités, la spécificité ne laisse pas de place au doute : on parle d'une même Allemagne. Toujours dès le premier numéro, une rubrique évoque régulièrement un « aperçu politique général ». Le tour d'horizon de l'« Allemagne » se décompose de la manière suivante : Bavière, Bade, Thuringe, Autriche. L'actualité autrichienne relève pour le parti d'un même ensemble territorial.

L'histoire est d'ailleurs régulièrement convoquée pour le rappeler. La commémoration des vingt ans des révolutions de 1848 constitue de ce point

de vue un moment décisif. La presse ouvrière publie des souvenirs d'anciens combattants. Le 26 décembre 1868, un article présente un panorama général sur « le mouvement ouvrier à Vienne[50] », ville martyre et héroïque :

> « Vienne était la ville en direction de laquelle, dès 1848, l'année au cours de laquelle naquit l'aurore d'une époque nouvelle, la démocratie européenne tournait ses regards étonnés. C'était Vienne, où l'on combattit alors avec une persévérance qui ne se retrouva dans aucune autre ville allemande, et dont Freiligrath disait à l'époque : "Si nous pouvions encore nous agenouiller, nous nous agenouillerions devant Vienne. Si nous pouvions encore prier, nous prierions pour Vienne[51]." »

Et même lorsque l'actualité tourne autour d'autres réalités (notamment les rapports avec la France et le risque de guerre), dès qu'il s'agit d'évoquer la question allemande, une forte tonalité anti-prussienne et grande-allemande se dégage.

La nation occupe souvent le devant la scène. L'édition du 26 septembre 1868 du même journal rend compte de la conférence du Parti populaire saxon qui s'est tenue quelques jours plus tôt, et les propositions du parti sont présentées. Significativement, on énumère les mesures relatives aux « questions nationales » avant les « questions sociales ». La condition de toute politique de réforme est claire : la « réunification avec l'Allemagne » de l'Autriche.

## Berlin, Leipzig, Vienne : unir les « frères » allemands

À la fin du mois de juillet 1869, à l'invitation d'associations ouvrières, le vétéran de 1848, Wilhelm Liebknecht, se rend dans la capitale autrichienne pour y rencontrer les militants ouvriers et tenir un meeting. Vienne a pour lui valeur de symbole ; c'est de là qu'était partie la révolution de 1848. Le nouveau monde auquel il aspire peut surgir de ses faubourgs ouvriers.

Il constate que la diffusion des idées de Marx y progresse fortement, plus qu'ailleurs. À l'auteur du *Manifeste du parti communiste*, il écrit dans une lettre de juillet 1868 que, renseignements pris auprès de ses camarades sur

place, « le *Capital* est beaucoup lu et apprécié[52] ». L'enthousiasme ne se dément pas dans les mois qui suivent. Le 12 juillet 1869, Liebknecht> informe Marx qu'il va passer quatre jours à Vienne, espérant que ce dernier s'y rendra lui-même, tant il juge stratégiquement central le développement du mouvement ouvrier dans la ville. Cette appréciation, très présente dans ses correspondances pendant les années 1867-1869, provoque une certaine stupéfaction chez Marx et Engels. Pragmatiques, depuis les événements de Sadowa, ils ne voient plus nécessairement d'un mauvais œil l'unité allemande sous l'égide prussienne. Ainsi Engels écrit-il à Marx le 6 décembre 1867 :

> « J'ai écrit à Liebknecht une lettre circonstanciée, exigeant qu'il n'attaque pas seulement les Prussiens, mais aussi leurs adversaires : Autrichiens, fédéralistes, Guelfes et autres tenants des petits États. Comme je le présumais, le gars a adopté complètement les vues bornées des Allemands du Sud. Lui et Bebel ont signé une adresse au conseil municipal de Vienne dans laquelle on célèbre l'Autriche comme le nouvel État de la liberté en train de naître face au Nord asservi[53] ! »

Une semaine avant l'arrivée à Vienne de Liebknecht, le *Demokratisches Wochenblatt* souligne que plusieurs villes autrichiennes seront présentes au congrès : « Lors du congrès à la veille duquel nous nous trouvons […], en plus de Vienne, les autres villes autrichiennes les plus importantes seront représentées[54]. »

Le 25 juillet, Liebknecht parle donc comme prévu dans la capitale autrichienne devant plusieurs milliers de spectateurs – 7 000 à 9 000 personnes selon les sources. Ni Marx ni Engels n'eurent jamais de telles occasions. Le 7 août 1869 – la veille de l'ouverture du congrès d'Eisenach –, une grande partie de son discours est retranscrit dans le journal. Liebknecht souligne en premier lieu le caractère « anti-national » et « anti-démocratique » de l'orientation pro-prussienne des lassalliens, même s'il reconnaît toujours un grand mérite historique à leur leader, celui d'avoir fondé le premier parti ouvrier. Le reste de son allocution est largement consacré au lien fort unissant Autriche et Allemagne ; comme souvent, elle est précédée d'une profession de foi internationaliste affirmant la solidarité entre les peuples au-delà des frontières. Mais ses affirmations sont

immédiatement suivies d'une défense ardente de l'unification des peuples germanophones :

> « Les travailleurs de tous les pays mènent une lutte commune ; pourtant, lorsqu'un coup frappe les travailleurs d'Amérique, de Belgique, de France, il n'affecte pas si durement les travailleurs d'Autriche que le coup qui frappe les travailleurs d'Allemagne. Car les travailleurs d'Autriche font partie de l'union des travailleurs allemands. L'exclusion actuelle de l'Autriche hors d'Allemagne n'est que provisoire, temporaire. L'Autriche doit retourner à l'Allemagne, non pas à l'Allemagne de Bismarck, mais à une Allemagne libre, unifiée sur une base démocratique[55]. »

Côté autrichien, le discours est reproduit également dans le *Volksstimme* publié à Vienne, avec pratiquement les mêmes extraits. Il ne restait donc plus qu'à regrouper dans une organisation unique les « frères » allemands et autrichiens.

Tout ce qui vient d'être évoqué aurait pu être d'une importance secondaire si, au cours du congrès d'Eisenach, les orientations choisies avaient été tout autres. Le discours de Liebknecht correspondrait à la dernière et ultime manifestation du vieux rêve quarante-huitard de la République allemande, désormais sans lendemains. Et ce qui avait été publié alors aurait pu être renvoyé à la préhistoire d'un « Parti populaire » encore trop faiblement implanté et demeuré flou quant à son idéologie. La nouvelle social-démocratie née à l'issue d'Eisenach aurait ainsi constitué une rupture et/ou un renouveau par rapport à ce qui l'avait précédée. L'ère des nations serait close ; place à l'internationalisme ouvrier annonçant le nouveau monde.

En réalité, il n'a jamais été question d'une telle rupture. Une lecture attentive du compte rendu du congrès et de ses échos dans diverses sources (presse, rapports de police) montre un visage qui n'est pas celui d'une ferme affirmation de l'internationalisme. Certes, les questions relevant directement des mesures politiques et sociales priment incontestablement. Mais, parmi les controverses au cours du congrès, la délimitation géographique du nouveau parti occupe une place non négligeable. Et il ne s'agit plus désormais uniquement de se plaindre de la séparation, mais de

faire vivre concrètement une organisation politique transcendant les frontières dans une Allemagne « réunifiée ».

Les problèmes d'organisation constituent un des éléments clés des congrès socialistes de la seconde moitié du XIXe siècle. Nous sommes encore dans un moment de fondation où bien des questions pratiques ne sont pas réglées, et l'imprécision règne sur de nombreux points. Se pose par exemple à Eisenach la question de la validité des mandats des personnes présentes. Parmi elles figurent notamment des partisans de Lassalle qui souhaitent intégrer la nouvelle structure en formation. Une autre problématique tient à la légitimité des délégués autrichiens ; il est question dès l'ouverture du congrès de la pertinence des « travailleurs autrichiens » ou des « députés autrichiens ». Ces derniers, de Vienne et de Brno, soulignent le caractère de « petite Internationale » que doit avoir le nouveau parti en les intégrant[56]. Les associations ouvrières de l'empire des Habsbourg ont en effet envoyé Edmund Mühlwasser de Brünn (Brno), Ludwig Neumayr de Wiener Neustadt et, pour Vienne, Andreas Scheu et Heinrich Oberwinder. Après un échange entre plusieurs délégués, leur intégration est finalement validée. August Geib, un libraire de Hambourg à l'origine proche de Lassalle, en proclamant l'ouverture du congrès, souligne leur « place pleine et entière[57] ». Au sein du bureau du congrès siègent aux côtés notamment de Geib et de Bebel un Genevois et un Viennois.

Un des premiers débats porte sur le qualificatif de « social-républicain » qui divise d'emblée l'assemblée ; ceux qui demeurent les plus proches des convictions lassalliennes doutent de l'opportunité d'une république allemande. Même Liebknecht va plutôt dans ce sens, de peur que le jeune mouvement soit réprimé par les autorités à cause de cette revendication. Oberwinder confirme : « J'ajoute que si le mot république apparaît dans le programme, il ne sera pas non plus possible de fonder la moindre association en Autriche[58]. » Il faudra donc défendre une perspective grande-allemande non explicitement républicaine, du moins pour l'heure, afin d'éviter l'interdiction.

Quant au terme « Allemagne », il est ponctuellement critiqué. Les interventions des délégués ne font aucune place à une théorisation de la question nationale : « Allemagne » est quasiment employé par tous, intégrant naturellement les peuples germanophones dans un même ensemble. Significativement, lorsque s'ouvre le premier débat sur la partie

programmatique, parler de « Programme et statut du Parti ouvrier social-démocrate d'Allemagne » ne pose dans un premier temps aucun problème. Lors de la discussion sur le nouvel organe de presse à venir (« L'État populaire », *Der Volksstaat*), plusieurs propositions de sous-titre sont toutefois présentées, posant la question du nom du parti et de ses délimitations géographiques. À cette occasion, le délégué autrichien Scheu intervient dans le sens d'une suppression du terme « Allemagne » « afin que le journal s'adresse aussi aux autres nationalités d'Autriche, par exemple aux Tchèques[59] ».

Scheu obtient gain de cause : la mention « Allemagne » ne sera pas présente ni dans l'intitulé du nom de l'organisation ni dans celui du journal. Si la discussion fait rage sur plusieurs points de vocabulaire (notamment sur la pertinence d'« ouvrier travailleur » – *Arbeiter* – jugé trop limitatif par certains par rapport à « peuple » – *Volk*), aucune protestation explicite n'est formulée. La question des nationalités, peu évoquée durant le congrès, plane malgré tout et explique le choix de maintenir une distinction entre « Allemagne » et « Autriche ». La crainte de contrarier les Tchèques a été assurément un des éléments moteurs de cette décision. En effet, un des délégués, Mühlwasser, souligne combien la question des Slaves demeure un point sensible en Autriche : « C'est pour nous une question de vie ou de mort que de gagner à notre cause le parti slave[60]. » Elle légitime un traitement spécifique, bien que personne à Eisenach ne remette en cause explicitement la perspective d'une grande Allemagne. Discrètement traitée, la question des nationalités constitue un sujet délicat, sur lequel on ne s'exprime guère ouvertement, mais présent dans tous les esprits.

En témoigne le contenu d'un autre échange, manifestement très animé, sur le lieu où doit s'installer la direction du parti. Quelle ville faut-il privilégier ? Les interventions se succèdent à ce propos. Le souvenir de 1848 n'est une nouvelle fois jamais loin, notamment lorsque Liebknecht intervient, rappelant le rôle pionnier de Marx et Engels dans la *Neue Rheinische Zeitung*. Soutenu par un autre délégué, Wilhelm Bracke, Liebknecht défend dans un premier temps l'idée que Vienne doit être le lieu du futur comité directeur du parti. À ce propos, la trajectoire de Bracke est intéressante. Ancien quarante-huitard, il s'est engagé au début des années 1860 dans une corporation étudiante (*Burschenschaft*), « Germania », soit dans les rangs du nationalisme allemand. Il est ensuite devenu un « socialiste actif[61] » – comme il l'écrit à son ami Gustav

Wertheim – en rejoignant dans un premier temps l'ADAV de Lassalle, avant de se rapprocher des positions de Marx et Liebknecht.

Mais revenons à l'été 1869 à Eisenach. Bracke passe en revue les diverses possibilités pour le siège de l'organisation. Vienne ? Épicentre de la révolution de 1848, la capitale autrichienne dispose d'un prestige considérable. Les délégués autrichiens saluent les discours pro-viennois, revenant sur la légitimité historique de ce lieu pour tout le mouvement ouvrier allemand. Puis, passées les envolées lyriques évoquant la Vienne révolutionnaire, la discussion tourne rapidement autour des possibilités concrètes de développement de la social-démocratie : où risque-t-on le moins d'être contrôlé, voire pourchassé, par les autorités ? Wilhelm Liebknecht finit par trancher : « J'étais moi aussi d'avis de choisir Vienne comme siège », mais, souligne-t-il aussitôt, « la situation policière à Vienne est presque aussi défavorable pour le mouvement ouvrier que celle de Berlin »[62].

En conséquence de quoi il propose d'installer la direction du parti à Braunschweig (Brunswick) et de réserver à Vienne la commission de contrôle. Oberwinder et les autres délégués autrichiens s'opposent à cette proposition. Au milieu de cette controverse, le congrès s'interrompt pour une lecture des messages de solidarité internationaliste émanant d'autres pays.

Peut-être Liebknecht a-t-il plus prosaïquement voulu éviter de contrarier les ambitions autrichiennes en célébrant le passé glorieux de leur capitale, avant d'inviter chacun à la raison pour des impératifs techniques. Admiration sincère ou pas, manœuvre délibérée ou non, il n'en demeure pas moins que l'horizon des sociaux-démocrates, par-delà les sous-entendus et animosités, demeure la grande Allemagne, celle qui prolonge 1848. C'est dans cet espace « national » que le nouveau parti devra se construire. Laissant pour le moment en suspend les autres problèmes qui commencent à émerger, notamment le sort des peuples slaves.

## Guerre et unité nationale

Dès septembre 1869, des lois répressives empêchent la réalisation des mesures concrètes prises par le congrès, en premier lieu la tenue de la commission de contrôle à Vienne. Faire vivre l'internationalisme, même

limité au regroupement de peuples de même langue, se heurte aux pires difficultés. Une conférence illégale à Pressburg (Bratislava) se tient le 13 novembre, réunissant des Autrichiens, Tchèques, Hongrois. Ensemble, ils réaffirment leur volonté de s'appuyer sur le programme d'Eisenach[63]. Au niveau idéologique, la proximité demeure. Mais le projet de construction grande-allemande semble avoir fait long feu.

En octobre-novembre 1869, le *Volksstaat* (*L'État populaire*), nouveau journal du parti, rapporte encore des nouvelles de Vienne, Graz, Reichenberg, avant que les années 1870-1871 ne marquent un tournant décisif. Certes, l'Autriche ne disparaît pas de l'horizon. Le *Volksstaat* publie de nombreux poèmes à la gloire des héros de 1848, témoignant de la persistance du souvenir révolutionnaire et de la grande Allemagne tant souhaitée. Le 13 juillet 1870, un long article sur le « procès en haute trahison contre les travailleurs viennois » traite de la répression politique, évoquant Vienne comme lieu central du mouvement ouvrier.

Le début de la guerre avec la France change les perspectives. L'évolution du poète Freiligrath qui écrit un poème à la gloire de l'Allemagne (« Hurra Germania ! ») symbolise ce tournant, même si la plupart des sociaux-démocrates ne partagent pas ce bellicisme exacerbé. Il n'est néanmoins pas rare de les voir souhaiter la victoire de l'Allemagne. « Rosser » les Français, comme le dit Marx lui-même[64], pourra permettre de développer le mouvement ouvrier allemand, désormais considéré comme central et seul porteur d'avenir. Si Bebel et Liebknecht, députés de l'Allemagne du Nord depuis 1867, refusent de ratifier les crédits de guerre, d'autres dirigeants comme Wilhelm Bracke, en charge notamment du dispositif éditorial, estiment qu'il s'agit d'une faute. Il le souligne dans une lettre du 1er septembre 1870 adressée à son camarade August Geib, affirmant combien la prise en compte des questions nationales lui paraît désormais importante et prioritaire pour le mouvement ouvrier : « Ils ont oublié que les principes du parti n'excluaient pas la participation aux affaires nationales, mais que l'application de ces principes était étroitement liée à la prise en compte de celles-ci[65]. »

*Affiche avec une série de portraits de dirigeants sociaux-démocrates (1870).*

*© Bibliothek-Archiv der sozialen Demokratie der Friedrich-Ebert-Stiftung.*

Un courrier d'un membre de l'AIT de Brême, adressé à Johann Philipp Becker, affirme son soutien sans faille à la Prusse : « Je me réjouis de chaque victoire de la Prusse, car ce sont ces victoires qui permettront la chute du pouvoir napoléonien et la naissance de la république sociale là-bas[66]. » Et le *Volksstaat* appelle clairement le 30 juillet 1870 à la défense du « sol allemand » : « Le comité appelle les sociaux-démocrates […] à défendre avec la plus grande détermination l'inviolabilité du sol allemand contre l'arbitraire, qu'il soit napoléonien ou autre[67]. » Côté lassallien, le soutien est indéfectible, à l'image de cet article du *Sozial-demokrat* de juillet 1870 : « La nation allemande et même le prolétariat révolutionnaire allemand ne pourra que se ranger aux côtés du gouvernement prussien[68]. »

La proclamation de la République en France le 4 septembre change la donne. Après la victoire prussienne, les sociaux-démocrates d'Eisenach s'opposent à toute annexion de territoire. Le *Volksstaat* reproduit l'appel du 11 septembre 1870 au peuple allemand signé notamment par deux membres français de l'Internationale, Henri Tolain et Édouard Vaillant, appelant à des « États-Unis d'Europe », contre les nationalismes des deux bords.

Quelques mois plus tard, en janvier 1871, l'unité allemande est proclamée dans la galerie des Glaces à Versailles. Un temps, l'actualité se déplace de nouveau de Berlin à Paris. Dans les petites organisations ouvrières allemandes s'exprime une vive solidarité avec la Commune de Paris qui est proclamée le 18 mars. Belle coïncidence, puisque cette même date du 18 mars rappelle le déclenchement de 1848 à Berlin. La Commune reprend le fil interrompu alors, par-delà les frontières : les déclarations internationalistes enflammées se multiplient[69]. Paris semble redevenir la capitale des révoltes et des révolutions.

Mais Marx et Engels ne s'étaient pas trompés en décelant au cours de cette séquence une modification majeure. Le « centre de gravité » du mouvement ouvrier organisé est désormais en Allemagne. L'auteur du *Capital* s'était d'ailleurs montré dubitatif à propos de la Commune, avant de s'y rallier et d'exalter, dans *La guerre civile en France*, l'aube d'une ère nouvelle, celle de la révolution prolétarienne. Il reste que l'écrasement rapide du soulèvement parisien ramène les Allemands aux réalités nationales et au cadre politique qui est désormais le leur : la priorité est d'organiser l'opposition au puissant chancelier, vainqueur de l'Autriche et de la France, Otto von Bismarck. Désormais les mouvements ouvriers germanophones, à contrecœur, doivent se structurer séparément. L'État allemand n'est plus perçu comme une entité provisoire, une solution temporaire, mais « est accepté comme une réalité politique légitime[70] ».

Les nombreux projets « mitteleuropéens » de toute obédience semblent, au moins temporairement, enterrés. Au-delà du cas socialiste, « l'idéologie de la Mitteleuropa, c'est-à-dire le sentiment des intérêts solidaires des grands États de l'Europe centrale, connaît entre 1871 et 1914 une éclipse à peu près complète[71] ». Du côté du Reich allemand de Berlin (le *Kaiserreich*), les priorités se situent ailleurs : bâtir des institutions nouvelles et développer économiquement le pays. Dans la partie autrichienne de l'Empire habsbourgeois, les problèmes internes de la double-monarchie, et

notamment la question des peuples slaves, prennent le dessus. À partir de cette date, « Allemagne » va désigner une réalité de plus en plus clairement identifiée. Après 1871, « “l’Allemagne” […] devint alors de plus en plus associée avec les frontières, institutions et citoyens du *Kaiserreich*[72] ».

Les perspectives pour la gauche socialiste ne pouvaient plus être les mêmes. Les sociaux-démocrates des deux empires s’adaptent à ces nouvelles réalités. L’évolution de la couverture des événements autrichiens par la presse allemande ne laisse pas de place au doute. Alors qu’en 1868-1870, les rassemblements viennois occupaient une grande place dans le *Demokratisches Wochenblatt* ainsi que dans les premiers mois du *Volksstaat*, les années 1871-1872 voient un net changement : les pays autrichiens sont bien plus rarement mentionnés. Dans les congrès, la présence autrichienne n’a plus lieu d’être. Au congrès de Stuttgart de juin 1870, les délégués autrichiens ne peuvent venir pour des raisons politiques ; un an plus tard, lors de celui de Dresde, il n’est plus envisagé de les inviter. N’exagérons pas pour autant la rupture ; Heinrich Scheu, l’un des fondateurs de l’association ouvrière viennoise en 1867, passe encore plusieurs mois en Allemagne en 1869 après le congrès d’Eisenach, notamment à Leipzig. Dans la cité saxonne, il entretient des liens avec Liebknecht et Bebel et anime une association de formation ouvrière (*Arbeiterbildungsverein*)[73]. Des relations étroites demeurent entre plusieurs dirigeants.

Il reste qu’une étape historique décisive est franchie. Le jeune SDAP prend acte de l’unité allemande. Quelques mois plus tard, en décembre 1871, cesse la parution de *Der Vorbote*, signe de décomposition de la section allemande de l’AIT. Faute d’Internationale, Allemands et Autrichiens consolident leurs propres structures. Pour autant, la « grande-Allemagne » disparaît-elle de l’horizon ? Elle reste un objet pour nombre de sociaux-démocrates. Quand Liebknecht est attaqué par le pouvoir prussien pour haute trahison en 1872, il réaffirme combien l’Allemagne « unie et libre » demeure son objectif :

> « Depuis ma jeunesse, j’ai toujours eu un double idéal en vue : une Allemagne libre et unie, et l’émancipation du peuple travailleur […]. J’ai combattu de toutes mes forces pour ce double but, et je continuerai à le faire jusqu’à mon dernier souffle. Le devoir l’exige[74] ! »

Ce débat sur la nation allemande « libre et unie » n’était pas clos. Quant aux controverses sur le traitement des nationalités au sein des empires centre-européens, timidement esquissées à Eisenach à travers l’évocation des peuples slaves, elles ne faisaient que commencer. Elles devaient connaître des développements inédits dans les décennies suivantes. Désormais, la question des nationalités constituait sans nul doute un des plus grands défis que le socialisme ait eu à affronter depuis la défaite des révolutions de 1848. Au point de devenir une des polémiques majeures animant les rangs socialistes.

# Chapitre II

## *Qu’est-ce qu’une nation ?*

### La gauche face au réel

La question célèbre que pose Ernest Renan en 1882, *Qu’est-ce qu’une nation ?*, a fait l’objet d’innombrables débats[1]. La gauche socialiste y est confrontée, comme tous les courants politiques de l’époque. Faute d’accord sur la réponse à y apporter, la nation demeure pour les socialistes un objet de controverses. Face à des pouvoirs impériaux, souvent répressifs, les soupçonnant d’être des ennemis de l’intérieur, ils doivent perpétuellement se justifier. Accusés de propager une rhétorique internationaliste, leur loyauté est mise à rude épreuve. D’autant qu’est terminée l’époque où l’on pouvait se contenter d’affirmer que, à terme, l’Internationale serait le genre humain. Ayant conquis des positions de plus en plus décisives, le socialisme organisé doit prendre position sur la nation et les nationalités. Jusqu’aux années 1860, la question pouvait être esquivée, et l’on pouvait se permettre de ne pas en donner de définition précise. Mais comme Renan, le socialisme doit désormais préciser sa pensée, au prix de débats intenses, objets du présent chapitre.

Les années 1870-1880 constituent un moment clé de l’histoire des partis sociaux-démocrates. De petits groupes actifs réunissant des milliers de membres, ils deviennent des organisations politiques de plus en plus influentes et, dans certains pays, des partis ouvriers de masse. À Berlin et Vienne, ils subissent encore longtemps les persécutions des États dirigés par les Habsbourg et les Hohenzollern. Leurs dirigeants sont traînés devant les tribunaux et comparaissent dans des procès pour haute trahison. Près de quarante ans plus tard, à la veille de la guerre, Victor Adler à Vienne et August Bebel à Berlin incarnent la principale opposition aux empereurs et dirigent des organisations de centaines de milliers de membres[2]. Le

phénomène est inégal en Europe. En France, Jean Jaurès et Jules Guesde deviennent des députés reconnus et influents. En Russie, l'exil demeure la règle, et Lénine et d'autres dirigeants sociaux-démocrates ne sont à la tête que de petits groupes, certes de plus en plus actifs et efficaces, mais dénués d'implantation réelle face à un pouvoir répressif intransigeant. Des situations intermédiaires existent, en Europe du Nord et du Sud, où d'autres sensibilités, comme les courants anarchistes, peuvent freiner cette montée en puissance. Globalement, l'esprit de conquête et l'enthousiasme sont bien là.

Dans ce contexte, la question des nationalités devient un sujet majeur, tout particulièrement en Autriche, empire multinational par excellence où les socialistes disposent d'une influence. Doit-on considérer l'intégration à la « nation » comme un processus irréversible dont témoigne, à la fin de la période, le ralliement de 1914 et la participation au pouvoir en 1918-1919 ? À une époque où le « patriotisme » est sur toutes les lèvres, existe-t-il une conception spécifiquement socialiste ?

Sur ces différents points, le monde germanophone constitue encore un observatoire particulièrement pertinent, d'autant plus lorsqu'il est mis en miroir d'autres cas, notamment russe, avec lequel des points de connexion existent. Nous reviendrons notamment sur les thèses de Karl Renner et d'Otto Bauer, fondatrices de la théorie des nationalités « austro-marxiste ». Souvent discutées, leurs contradicteurs de l'époque, parfois influents, n'ont en revanche guère droit de cité hors des études spécialisées. C'est particulièrement vrai de l'aile la plus nationaliste des deux partis, au cœur d'un réseau intellectuel et politique austro-allemand qui mène une lutte importante, d'après ses propres termes, contre le « cosmopolitisme ». De même, du côté de l'internationalisme radical – c'est-à-dire tous ceux qui refusent de défendre la nation, considérée tout au plus comme un cadre d'intervention –, la figure de Rosa Luxemburg occupe tous les esprits. Sans minimiser ses positions, elle n'a pas une place aussi importante que celle qu'on lui attribue habituellement (à l'image – et d'ailleurs pour des raisons similaires liées à l'histoire ultérieure du marxisme – de l'influence de Karl Marx). D'autres figures comme Victor Adler en Autriche ou August Bebel en Allemagne doivent être également prises en compte, alors que leurs voix, en tant que principaux dirigeants du parti (dont les textes sont diffusés par de nombreux canaux auprès du public militant et sympathisant), pèsent lourd.

## Fraternités militantes par-delà les frontières

Les cadres dirigeants socialistes maîtrisent souvent plusieurs langues et se rendent ponctuellement dans des congrès internationaux[3]. Si, dans les faits, peu de militants voyagent, les cadres connaissent d'autres réalités nationales que la leur. Au-delà des mésententes et caricatures, des formes de « pratiques internationalistes » existent véritablement, même si elles sont loin de satisfaire les promesses les plus optimistes[4].

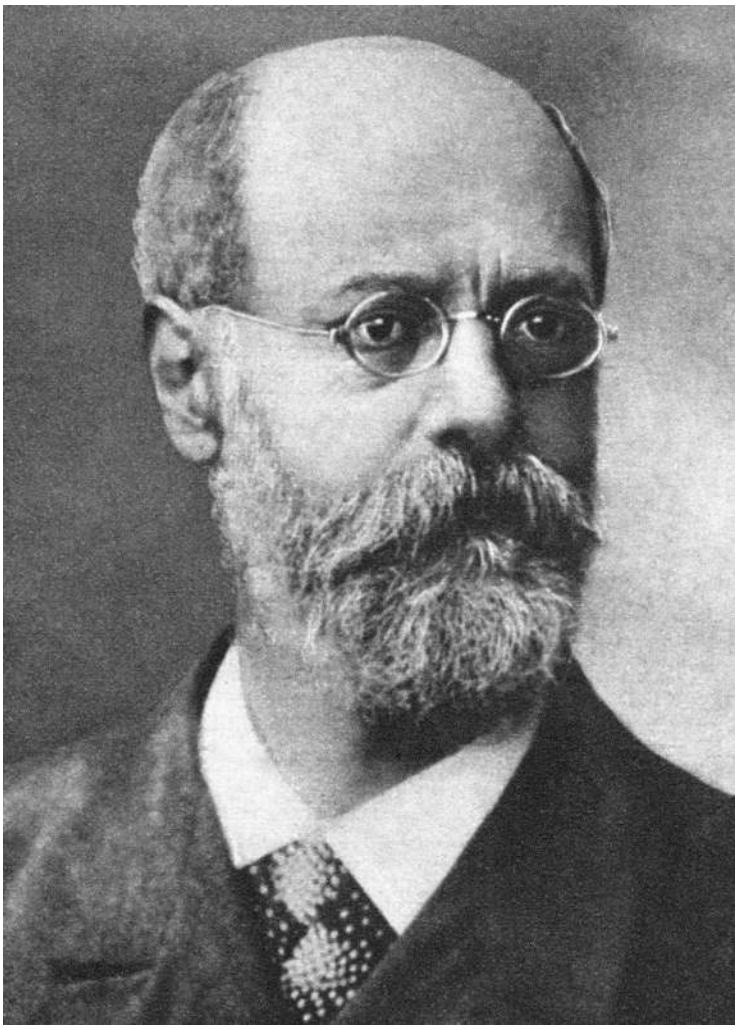
Les liens sont particulièrement forts parmi les militants appartenant à une sphère linguistique commune ; ainsi des militants germanophones. Ils se remarquent par exemple au niveau de la presse, principal média de l'époque permettant aux sociaux-démocrates de faire connaître leurs positions. Les premiers bilans des campagnes d'abonnement du *Vorwärts* (*En avant*), quotidien berlinois de la social-démocratie allemande lancé en 1876 et servant souvent de modèle (nombre de ses articles sont repris dans la presse locale ou régionale, et parfois étrangère), montrent une présence non négligeable de la partie autrichienne parmi les abonnés. Andreas Scheu, militant autrichien, sert de correspondant à Londres pour les deux premières années de la publication, dans laquelle il écrit régulièrement des articles sur le mouvement ouvrier britannique. Même relativement marginale, la présence d'Autrichiens dans les associations ouvrières est encore à souligner : d'après un bilan annuel de l'activité d'une association ouvrière à Leipzig en 1875[5], on constate logiquement que sur cinq cent soixante-trois membres l'écrasante majorité est allemande. Mais on souligne aussi une présence ponctuelle de ressortissants d'autres États : dix Autrichiens, sept Russes, quatre Suisses, deux Danois, deux Serbes, deux Roumains, un Suédois, un Belge. En 1877, un rapport similaire confirme la tendance : sur quatre cent quarante (la baisse s'expliquant par les persécutions politiques), dix-neuf sont Autrichiens (les « autres nationalités » seulement deux)[6].

Un personnage joue un rôle dans ces réseaux et va bientôt devenir la grande figure théorique du socialisme européen : Karl Kautsky (1859-1938). Né à Prague et issu d'une famille austro-tchèque, il se fait remarquer dans le mouvement socialiste en fournissant depuis Vienne des rapports et informations sur la situation de son pays[7]. Kautsky réalise bientôt ses premiers pas comme correspondant à Vienne pour la presse allemande. Il se retrouve ensuite à Zurich en exil, en raison des lois répressives de Bismarck. En 1883, il lance à Stuttgart sa revue, la *Neue Zeit* (*Les temps*

*nouveaux*) ; celle-ci n'étant pas officiellement politique, elle ne tombe pas sous le coup de la loi. Le nom de Kautsky devient alors internationalement connu : la presse de l'époque – comme une large part de l'historiographie à sa suite – évoque le « théoricien de la social-démocratie allemande ». Dans les années 1890, il ne fait aucun doute pour Jaurès, Guesde, Turati ou Keir Hardie que Kautsky est allemand, lui qui est désormais surnommé le « pape du marxisme ». Un rapport de la police viennoise de 1882 se réjouit d'ailleurs, en toute ironie, de la « perte énorme » que représente son exil pour la social-démocratie autrichienne[8]. Que ce brillant individu reste à Stuttgart, Zurich ou Berlin ! Kautsky incarne un mouvement plus général, difficile à quantifier, limité probablement au niveau des élites et des cadres politiques intermédiaires, mais malgré tout significatif. Il existe bien dans les représentations collectives de la gauche un univers qui transcende les limites des différents empires, notamment des Habsbourg et des Hohenzollern.

La répression des gouvernements accentue ces liens, renforçant les solidarités. Alors que *Vorwärts* commençait à prendre son envol, le mouvement social-démocrate doit subir de nouveau la répression. La première « loi antisocialiste », votée en 1878 à Berlin, empêche toute propagande, quand la législation autrichienne est moins répressive (et cela jusqu'en 1884). Aussi l'entraide entre les socialistes des deux empires fonctionne-t-elle à plein régime[9]. Pendant cette période, une véritable organisation transnationale germanophone est mise en place pour le développement des sociaux-démocrates allemands, moment important de renforcement des contacts personnels entre de nombreux cadres. Comme au temps de la formation de la section allemande de l'AIT, la Suisse occupe un rôle important : une « poste rouge » (« *Rote Feldpost* ») est mise en place et Zurich sert de base arrière

pour permettre la publication d'un nouvel hebdomadaire, *Der Sozialdemokrat*, qui, de 1880 à 1890, est le principal organe de presse du mouvement.



*Karl Kautsky. © Granger/Bridgeman Images.*

Ludwig Brügel, auteur dans les années 1920 de la première histoire de la social-démocratie autrichienne, signale que, dès les premières mesures, plusieurs dirigeants des deux empires se rencontrent à Vienne pour étudier la possibilité de publier la presse allemande en Autriche, en attendant des jours meilleurs[10]. Des brochures initialement publiées en Allemagne rencontrent un important succès en Autriche et au-delà : ainsi du *À bas les sociaux-démocrates !* publié en 1876 à Leipzig par Wilhelm Bracke[11]. Si le texte n'est pas traduit en français ou en anglais, il l'est dans plusieurs langues d'Europe de l'Est. Cette brochure montre l'émergence véritable du « parti-modèle » pour l'Europe médiane[12]. En 1908, revenant dans ses mémoires sur ces années fondatrices, le social-démocrate Ludwig Bretschneider souligne combien cette brochure de Bracke fut diffusée parmi les premiers cadres de la social-démocratie autrichienne, et contribua à fonder leur identité[13].

La police prussienne surveille de près ces activités transimpériales. En relation étroite avec les représentations diplomatiques allemandes, elle épie les activités des socialistes dans toute l'Europe[14]. La lecture de ses rapports, parfois extrêmement détaillés, s'avère instructive pour comprendre la perpétuation des liens entre les militants et la façon dont ceux-ci forgent leurs représentations collectives. Deux rapports de la fin de l'année 1878 soulignent par exemple que journaux et brochures sociaux-démocrates arrivent en Allemagne par l'intermédiaire de la Bohême. Le 11 décembre, le premier rapport mentionne que « l'importation de revues et de brochures socialistes en direction de l'Allemagne doit passer par la Bohême[15] ». Deux semaines plus tard, on insiste encore sur le rôle clé de la Bohême comme lieu de passage : « C'est sans doute aussi principalement en raison des mesures prises par les autorités que l'introduction en Allemagne d'écrits interdits en provenance de Bohême sur laquelle on comptait auparavant n'a, en général, pas pu avoir lieu[16]. »

La zone frontalière entre les deux empires est particulièrement surveillée. La coopération des gouvernements allemand et autrichien pour leur lutte conjointe contre la social-démocratie s'accélère. À partir de 1880, les polices de Vienne, Prague, Berlin, Dresde et Munich échangent régulièrement des données à propos de l'évolution du socialisme dans leurs différentes villes[17]. En janvier 1881, la police berlinoise invite l'ambassade allemande à Vienne à pousser le comte Taaffe à agir afin d'« entraver considérablement la contrebande d'écrits socialistes traversant la frontière du pays ; un strict contrôle aux frontières, notamment à Brégence[18], s'est avéré utile en la matière ». Le même rapport insiste : « Pest constitue un véritable port franc pour la distribution d'imprimés socialistes »[19]. Une Internationale des polices pourchasse les groupes socialistes.

Les Allemands et Hongrois germanophones de Budapest aident en effet également leurs frères allemands. Un ancien membre de la Commune de Paris, Léo Frankel – le seul étranger à avoir occupé une position dirigeante à Paris en mars 1871 –, joue à cet égard un rôle particulier. Cet habitué des pratiques militantes internationalistes devient rédacteur d'un des premiers journaux ouvriers de langue allemande publié à Budapest, l'*Arbeiter-Wochen-Chronik*, puis fait transiter de la littérature socialiste allemande imprimée à Budapest *via* un circuit allant de Reichenberg (Liberec), Prague pour arriver jusqu'à Leipzig, voire Berlin[20]. Frankel, avec un talent d'organisateur peu commun, structure le réseau permettant d'imprimer

matériellement une partie de la propagande. La frontière entre la « Bohême allemande » et la Saxe constitue là encore un espace privilégié. Par ces circuits parviennent en Allemagne des milliers d'exemplaires de brochures et livres socialistes imprimés à Budapest : *La femme et le socialisme* de Bebel – véritable best-seller dans le milieu militant – et plusieurs textes plus courts de Wilhelm Liebknecht. Le journal hongrois *Arbeiter-Wochen-Chronik* rend souvent compte des échanges avec les sociaux-démocrates allemands[21]. Bebel venait régulièrement à la rencontre des groupes sociaux-démocrates à Reichenberg entre 1879 et 1882[22]. Pendant ces mêmes années, les contacts entre Liebknecht, Bebel et un Autrichien qui vient de rejoindre la social-démocratie, Victor Adler, s'intensifient. Ils se rencontrent notamment tous les trois à Borsdorf (près de Leipzig) en août 1883[23].

En dehors de ces figures de premier plan, il devient plus difficile d'identifier les sociaux-démocrates circulant entre les deux espaces. Un recensement de 1880 indique que 117 997 personnes originaires d'Autriche-Hongrie résident en Allemagne contre 98 150 pour la situation inverse[24]. Faute de données plus précises, il n'est guère possible d'estimer la proportion de militants socialistes, de toute manière nécessairement réduite si l'on tient compte du fait que ce nombre global regroupait au moins le personnel diplomatique, les professions relevant des échanges commerciaux, etc. Ludwig Brügel, se fondant sur des rapports du ministère de l'Intérieur autrichien, estime que les Allemands proches de la social-démocratie sont nombreux dans un premier temps à se réfugier dans l'Empire autrichien, sans donner d'autres détails que des témoignages rapportés[25].

## Persistances de l'horizon grand-allemand

Ces solidarités politico-idéologiques héritent des logiques des décennies précédentes. Qu'advient-il pendant ces années de leur conception de la nation ? Certes, il est rare qu'un congrès socialiste ne se termine pas par des déclarations internationalistes. Celles-ci ne sont que rarement abstraites et envoient un message ciblé à des militants de certains pays. Au congrès de Gotha de 1875 qui marque l'unification des courants du mouvement ouvrier allemand, la fraternité proclamée est avant tout destinée à la France, en raison de la vive impression laissée par la Commune de Paris. Emblème

ravivant la tradition révolutionnaire française, elle sert à affirmer que, par-delà les antagonismes issus de la guerre de 1870, existent des liens franco-allemands que seul le mouvement ouvrier est en capacité de défendre. Quand il est question de frontières ou de nations, on s'attarde bien plus sur l'Alsace-Lorraine que sur la situation polonaise ou une quelconque définition de la nation allemande. Il s'agit en effet alors d'un enjeu essentiel et politiquement stratégique. Au-delà des questions territoriales, l'Alsace-Lorraine pose la question de la légitimité de la tradition républicaine française face à celle revendiquée par le nouvel Empire allemand. Or sur ce point les sociaux-démocrates demeurent discrets, et ne vont guère plus loin que quelques grandes déclarations d'intention. À propos du célèbre débat entre Theodor Mommsen et Fustel de Coulanges sur l'Alsace et ses origines « allemandes » ou « françaises »[26], les dirigeants ne prennent pas de position ferme. Engels estimait que cette portion du territoire devait revenir à la France, avant de se faire plus discret sur la question avec la plus grande implantation du parti. Quant aux nationalités minoritaires (notamment les Polonais), le programme de Gotha (largement le produit des efforts de Wilhelm Liebknecht dont on a vu l'attachement à la grande Allemagne depuis 1848) élude la question, comme si ces populations n'avaient pas d'existence spécifique dans le Reich allemand[27]. Silence éloquent.

En revanche, le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » est affirmé en 1874 à Neudörfl, au congrès d'une social-démocratie autrichienne encore embryonnaire[28]. Simple rhétorique ? Il s'agit dans tous les cas de la première affirmation de ce type explicitement présente dans un programme politique socialiste. Un vif internationalisme prolétarien est proclamé et traverse les interventions, appelant à l'union des peuples allemand et slave. Cependant, si « droit des peuples » il y a, peut-il aller jusqu'à la sécession ? Si le débat n'est pas tranché, le caractère spécifique de l'empire des Habsbourg est pris en compte. Assurément, la réalité multinationale autrichienne, flagrante, avec notamment une minorité tchèque numériquement importante, oblige à se positionner[29]. On assiste en effet alors à une « tchèquisation » de plusieurs villes, à commencer par Prague. La ville passe de 157 000 habitants en 1850 à 514 000 en 1900, dans un contexte d'industrialisation et d'urbanisation rapide. L'augmentation de la population provient essentiellement des migrations de populations tchèques issues des alentours[30].

Bref, là où en Autriche une révision de la perspective d'assimilation des peuples minoritaires s'imposait, même timidement, en Allemagne, ce point n'avait pas à être à l'ordre du jour. La logique « grande-allemande » continuait à faire son chemin. La lecture de l'hebdomadaire *Der Sozialdemokrat*, publié pendant les lois d'interdiction, le confirme. Karl Kautsky et surtout Eduard Bernstein, futurs acteurs de premier plan des débats doctrinaux au tournant des XIXe et XXe siècles, y jouent un rôle important. S'il y est beaucoup question d'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et les développements du socialisme dans d'autres pays reviennent régulièrement dans les colonnes du journal. Le *Sozialdemokrat* publie non seulement des articles, mais rend compte aussi des pratiques de solidarités concrètes entre les deux social-démocraties. Plusieurs brèves rapportent avec ferveur, semaine après semaine, les grèves en Autriche : ainsi de celle des ouvriers du textile en Bohême, soutenue avec force dans l'édition du 10 avril 1884, qui annonce le lancement d'une souscription[31]. Régulièrement, des rapports paraissent sur l'action politique de la social-démocratie en Autriche[32]. On se fait l'écho deux ans plus tard de manifestations à Vienne, par exemple d'un regroupement de 5 000 personnes en mai 1886. Des messages de solidarité avec les « camarades allemands » de Vienne sont régulièrement reproduits et, les premières années, des fonds de soutien parviennent au journal depuis plusieurs pays, mais avant tout de l'Autriche, « pour les victimes des lois antisocialistes[33] ».

Une lecture attentive montre également que plusieurs contributions invitent à rattacher le parti autrichien à l'allemand, et à laisser les autres nationalités (notamment slaves) s'organiser, selon le principe d'autodétermination des peuples. L'objectif final à court terme devait être la proclamation du « rattachement des travailleurs d'Autriche à l'Allemagne socialiste[34] », comme l'affirme un article d'août 1890. Dans la continuité des années 1860, on ne théorise pas à proprement parler sur la « nation allemande ». En revanche, les délimitations de l'espace dans lequel les socialistes doivent exercer leurs activités constituent toujours un sujet majeur.

L'article dont sont tirés ces propos est le plus conséquent écrit à ce sujet. Publié en août 1890, anonyme, il pourrait être de Kautsky compte tenu de son investissement dans le journal, et de son intérêt pour les questions théoriques. Si de telles revendications se font bien plus rares par rapport aux

années 1860, elles montrent néanmoins que le projet « grand-allemand » n'est nullement abandonné. La génération de dirigeants autour de Liebknecht et Engels avait été fascinée par l'idée d'une alliance et d'une réconciliation entre Allemands, idée qu'ils ont transmis à la génération suivante. Rappelons qu'Engels est né en 1820 et Liebknecht en 1826 ; Kautsky, lui, est né en 1859, Bernstein en 1850 et Victor Adler – sur lequel nous reviendrons – en 1852. Si ces derniers n'ont connu les révolutions de 1848 que par les récits des anciens, ils ont hérité des idéaux de la grande Allemagne démocratique.

L'horizon d'un vaste espace germanophone unifié, réaffirmé ici, ne relève pas uniquement de théorisations abstraites. Si officiellement les partis évoluent chacun de leur côté, leurs relations se maintiennent. Théoriquement, un internationalisme sans frontières domine, définissant un horizon commun aux divers peuples européens. Cependant, tant dans les premières esquisses de définition de la nation que dans les pratiques concrètes, la perspective « nationale », consistant à mettre au centre du mouvement ouvrier international les populations allemandes seules, s'impose. Il s'agit donc d'un cas spécifique et particulièrement significatif d'une « nation imaginée » transnationale et/ou transimpériale, voire d'un « nationalisme transnational », porté par un discours internationaliste[35].

## Une hégémonie allemande ? Attractions et répulsions

Le SPD, sorti victorieux en 1890 de lois antisocialistes qui n'ont fait qu'accroître ses positions, devient une organisation modèle partout en Europe. Premier parti ouvrier du monde, il peut à sa manière endosser une forme de *Weltpolitik* (politique mondiale) avec une rhétorique internationaliste, où l'Allemagne jouerait le rôle de guide. Si les rapports austro-allemands dans l'univers socialiste ne peuvent se résumer à cela, il existe bien une forme d'hégémonie allemande, qui sera d'ailleurs contestée à des degrés divers en Europe. Une certaine arrogance du SPD se manifeste parfois à l'égard de l'Autriche, tandis que les autres organisations solidaires de leurs positions, des courants socialistes français à ceux évoluant en Europe de l'Est, sont considérées comme des satellites. En Russie, les admirateurs de la social-démocratie allemande issus de pays non germanophones renforcent cette dernière dans son sentiment de supériorité

et de parti modèle. Les plus « pro-allemands » sont incontestablement en Europe de l'Est. Lénine voue une admiration sans faille à Karl Kautsky et au SPD. Son *Que faire ?* publié en 1902 qui prône la formation d'une avant-garde consciente susceptible de guider les masses ouvrières constitue avant tout une adaptation russe des principes de Kautsky[36] ; le véritable « parti de type nouveau » bolchevik est incompréhensible sans cette inspiration.

Rien de surprenant à voir apparaître au grand jour des rivalités entre peuples au sein du socialisme européen. Jusqu'en 1890, les lois répressives contribuent à souder les rangs. Et, après d'infructueuses tentatives, l'Internationale renaît à Paris en 1889. Toutefois, dès le congrès suivant, qui se tient à Bruxelles en 1891, des conflits entre les délégations allemande et autrichienne surgissent. Les Autrichiens se solidarisent avec les Français pour défendre la perspective d'un 1er mai chômé et engagé contre des délégations britannique et allemande bien plus réticentes, craignant la répression des classes dirigeantes[37]. Plus tard, d'autres divergences apparaîtront à propos des pratiques ouvrières, par exemple sur la question de l'usage de la grève générale, mal vue par la majorité du SPD, mieux acceptée par une social-démocratie autrichienne comprenant en son sein des éléments plus combatifs et radicaux[38]. On aurait tort de dissocier ces divergences politiques des problématiques nationales : si les Tchèques font davantage grève, comment ne pas établir le lien avec leur situation d'oppression nationale[39] ?

Un autre élément marquant est le phénomène d'absorption d'une partie de l'élite militante investie initialement en Autriche. Les « meilleurs » Autrichiens ont tendance à partir en Allemagne, accréditant l'idée d'une centralité berlinoise. Karl Kautsky en est l'incarnation la plus célèbre. Un autre cas significatif est celui de Max Beer, connu en France pour avoir publié dans les années 1920 une brève biographie de Marx qui fit autorité dans les rangs du mouvement communiste international, notamment au sein du Parti communiste français[40]. Son autobiographie, publiée en 1935, révèle une trajectoire transnationale intéressante[41]. Beer est né à Tarnobrzeg (Dzikow, Pologne actuelle) en Galicie, sur la Vistule, alors dans l'Empire austro-hongrois, à la frontière de l'Empire russe. Il évolue dans un milieu juif qu'il décrit comme indifférent à la politique viennoise, mais marqué par une forte fidélité à l'empereur. Après avoir exercé plusieurs métiers à Lemberg (Lwow/Lviv, aujourd'hui en Ukraine), Cracovie puis Vienne, il se

rend finalement à Berlin en 1889, avant de trouver du travail au nord-est de Cologne. La situation lui semble bien meilleure : « Depuis que je suis arrivé en Allemagne et ai vu la situation du peuple, je ne peux que constater le contraste entre l'Autriche et l'Allemagne, avec un net avantage pour cette dernière[42]. » Après avoir sollicité Wilhelm Liebknecht, il devient en juillet 1892 un des responsables de la *Volksstimme*, journal socialiste paraissant à Magdebourg. Emprisonné pour ses activités, on lui propose de rester en Prusse s'il renonce à son militantisme. Il préfère partir ; en 1896, on le retrouve délégué au congrès de Londres, en tant que militant allemand du SPD.

Pourtant, à suivre plusieurs trajectoires de près, on ne peut décrire un processus d'intégration pure et simple. Un certain flou à propos de l'identité nationale règne en Europe médiane, permettant des jeux politiques complexes. Prenons à nouveau le cas de Karl Kautsky. Il sait jouer de son influence ancienne pour, par exemple, se rendre aux congrès de l'Internationale en tant que délégué autrichien. Les rapports de plusieurs congrès internationaux le signalent comme délégué de la social-démocratie autrichienne à plusieurs reprises : à Zurich en 1893, Londres en 1896 ou encore Paris en 1900[43]. Il navigue ainsi sans difficultés entre les deux partis pour obtenir des mandats. Au cours de la même période, au congrès de Vienne du parti autrichien, il affirme par exemple :

> « Je ne suis certes plus actif en Autriche, mais je me sens néanmoins encore membre de la social-démocratie autrichienne (Bravo !), à laquelle je dois mes impressions premières et les plus profondes, et que je ne pouvais pas omettre de remercier pour cela[44]. »

L'abondante littérature sur Kautsky mentionne très rarement ce jeu entre l'Allemagne et l'Autriche[45]. Or, si sa forte légitimité internationale tient certes à son rôle de théoricien du SPD, elle repose également sur cette capacité à se présenter comme autrichien pour pouvoir être délégué à un congrès de l'Internationale. Dans le même temps, l'appartenance à la délégation autrichienne l'insère au cœur des problématiques nationales et plurinationales si aiguës dans ce pays. Autrement dit pour Kautsky, l'Autriche peut être une « base arrière » des plus utiles. L'empire des Habsbourg n'est-il pas une des pièces maîtresses d'un ensemble international plus vaste, pour qui veut penser le nouveau monde

internationaliste ? L'Autriche n'est pas qu'une Allemagne de seconde zone. Pour les Russes, l'Autriche est bien évidemment une frontière, mais surtout un espace où les questions de nationalités occupent une place prédominante. Nombre d'exilés de l'Empire russe – le plus célèbre d'entre eux sera Staline, nous y reviendrons – feront un détour par Vienne[46]. Pour ces militants, la « Vienne 1900 » est le lieu d'une expérience politique de premier ordre et un modèle à suivre. Les difficultés de traitement des nationalités ont plus en commun, d'une certaine manière, avec la Russie du tsar Nicolas II qu'avec l'empire des Hohenzollern.

## La première définition socialiste de la nation

Il n'existera jamais de définition « officielle » de la nation. Une date charnière est néanmoins le congrès de l'Internationale tenu à Londres en 1896. Il proclame, non sans heurts, le soutien à l'indépendance de la Pologne. Mais cette stratégie pro-polonaise vise autant, comme pour Marx et Engels, à satisfaire une aspiration légitime d'une partie des délégués polonais qu'à appuyer une revendication permettant de déstabiliser l'empire russe ; à côté de cela, nulle caractérisation d'une « nation socialiste », spécifiquement de gauche, qui aurait permis de la distinguer clairement du reste du champ politique.

Pourtant les premiers éléments de définition commencent à être formulés. Nous retrouvons de nouveau la figure favorite des militants russes, Karl Kautsky. L'élaboration de *Die Neue Zeit* tient beaucoup des connexions entre les deux espaces germanophones. Dans ses mémoires, Kautsky reviendra sur les pourparlers qui ont permis de mener à bien la création de la revue. Des échanges avaient eu lieu à Salzbourg (Autriche) entre l'éditeur Dietz et Bebel, Liebknecht ainsi que des responsables autrichiens en novembre-décembre 1882, à une époque où la répression était beaucoup moins brutale en Autriche qu'en Allemagne[47]. Au cours de la même période, il entretient une abondante correspondance avec Friedrich Engels, dont il sera le fidèle disciple, où il est régulièrement question de problématiques nationales. Kautsky, convaincu de la pertinence des grands ensembles, doute de la pertinence de la revendication d'indépendance de la Pologne. À ces objections, Engels répond : « Pour pouvoir lutter, il faut d'abord avoir une terre, de l'air, de la lumière et de l'espace pour se

mouvoir. » Et il conclut notamment sur l'importance de deux nations : « Je suis donc d'avis que deux nations en Europe ont non seulement le droit mais le devoir d'être nationales avant d'être internationales : les Irlandais et les Polonais »[48].

Au même moment paraissent au compte-gouttes dans *Die Neue Zeit* des contributions sur la nation et le nationalisme. Kautsky est le premier à en proposer une définition spécifiquement socialiste dans un article de 1887 relatif à la « nationalité moderne ». Que faire de la nation à l'ère du développement du capitalisme et alors que le mouvement ouvrier commence à sortir de l'ombre[49] ?

L'idée centrale est limpide. Elle reprend des éléments de langage alors très répandus dans les milieux marxistes, assimilables par de larges factions militantes. Les choses paraissent alors claires : le développement économique doit à terme mécaniquement entraîner la constitution de grands ensembles, réduisant les possibilités de survie des petites nations et de leurs langues. Le résultat ne fait aucun doute : la perspective est celle d'« un seul territoire économique, (et le) renversement des barrières nationales[50] ». L'avenir de l'internationalisme est étroitement lié à celui des échanges marchands : « À mesure que se développe le mode de production moderne, s'approfondit la solidarité internationale des travailleurs, alors que s'amenuise la solidarité nationale entre ouvriers et capitalistes d'une même nation[51]. »

Mais si le développement du capitalisme prépare le terrain pour un monde socialiste sans frontières, quelle(s) langue(s) les membres de communautés nationales distinctes pourront-ils, ou devront-ils, parler ? L'exemple principal pris par Kautsky est éloquent :

> « À mesure qu'elles reculent, que le capitalisme se développe, l'importance économique du tchèque décroît en Bohème et celle de l'allemand s'accentue. Toute tentative pour enrayer les progrès de la langue allemande en Bohême produit obligatoirement un ralentissement de développement économique de ce pays […]. Que les Tchèques se consolent. Des nations plus grandes sont menacées du même sort[52]. »

La langue et le territoire fondent la nation. Mais dans bien des cas les « petits » peuples sont fatalement amenés à se dissoudre avec le capitalisme. À quoi bon défendre des revendications archaïques ? Nombre

de spécificités culturelles et historiques apparaissent comme des résidus du passé ; le renforcement de quelques grandes structures avec des langues véhiculaires est considéré comme un progrès historique, que nul n'a intérêt à freiner. L'allemand devient la langue de l'avenir, à plus forte raison au cours d'une période où l'audience internationale du SPD ne cesse de grandir. Somme toute, une forme d'utopie : pour le plus grand bonheur de la cause ouvrière, l'épanouissement de la langue allemande. Cette vision « internationaliste » peut s'accommoder de la perspective grande-allemande ; elle en est même probablement une des conséquences directes. Dans la définition proposée par Kautsky, il n'existe pas à ce stade un « droit des peuples » nécessaire, sauf exception. La marche de l'histoire s'impose.

Une telle vision ne peut pourtant pas être assimilée à un nationalisme pur et simple. Outre le fait que l'article de Kautsky reflète un état d'esprit plus général, que l'on rencontre depuis les années 1850, il laisse notamment ouverte la question de l'évolution de la langue allemande elle-même. Et parallèlement à ces déclarations, un ouvrage connaît au même moment dans le milieu militant et sympathisant de la social-démocratie un vif succès. Il s'agit d'un dictionnaire de langue allemande où l'on insiste sur l'origine étrangère de nombreux mots. Véritable « best-seller » dans le milieu socialiste, réédité à plus de vingt reprises jusqu'au début des années 1920, son auteur n'est autre que Wilhelm Liebknecht. Lui qui a connu de l'intérieur l'AIT (la Première Internationale), qu'il a fortement contribué à développer dans le monde germanophone, sait combien la langue universelle était une des utopies portées par le mouvement ouvrier international. Au congrès de Lausanne de l'AIT en 1867, une résolution conclut en affirmant la nécessité d'une langue universelle, « un bienfait général [qui] contribuerait puissamment à l'unité des peuples et à la fraternité des nations[53] ». Il est à noter que Liebknecht publie son ouvrage avant l'initiative de Ludwik Lejzer Zamenhof en 1887 de créer une nouvelle langue universelle, l'esperanto.

L'objectif de Liebknecht est en quelque sorte d'internationaliser la langue allemande, afin de souligner son caractère cosmopolite, contre la propagande nationaliste. Son ouvrage s'intitule *Dictionnaire populaire des mots étrangers de Liebknecht*. Rédigé pour une large part lorsqu'il était en prison, publié pour la première fois en 1882, son ambition est d'examiner l'importation de mots étrangers dans la langue allemande, proposant un vaste éventail d'entrées, mêlant mots latins, français, anglais[54]. Il reprend,

en l'élargissant, un premier essai du même type datant de 1874 (qui avait déjà été écoulé à 10 000 exemplaires dans un contexte de quasi-clandestinité). Dans la préface à la deuxième édition de 1889, il expose la démarche l'ayant conduit à ce travail sur la langue :

> « Nous les Allemands, nous devons écrire l'allemand et parler l'allemand. Mais qu'est-ce que l'allemand ? Notre langue est – comme toute langue de culture – une langue mixte, et elle a incorporé en elle de façon organique des éléments issus d'autres langues. Si nous voulions exclure de notre langue tous les mots qui ne sont pas purement d'origine germanique, elle cesserait d'être une langue de culture[55]. »

Et Liebknecht de rappeler, toujours dans la même préface :

> « Les grands maîtres de notre langue, Schiller, Goethe, Lessing, Heine, auprès desquels nous devons nous instruire, ont écrit un bon allemand malgré leurs mots étrangers, tandis que nos monstres "fringants" qui se font les champions de l'unité de la langue germanique originelle, malgré leur peur panique des « mots étrangers », sont tous incapables d'écrire l'allemand[56]. »

Rencontrant un vif succès, ce dictionnaire montre l'attention du public social-démocrate pour des volumes encyclopédiques, amples mais facile à consulter, avec des entrées brèves. Il s'inscrit de ce point de vue dans l'autodidaxie socialiste, le souci d'apprendre et de se cultiver, caractéristique des milieux militants ouvriers d'avant 1914. Il constitue par ailleurs un exemple éloquent de la façon dont les sociaux-démocrates pensent l'articulation entre la défense d'éléments relevant de la culture allemande et la construction parallèle d'une identité internationaliste. Le terme « mot étranger » appartient en effet au vocabulaire négatif des nationaux-allemands :

> « Depuis 1816, "mot étranger" est un mot de combat, qui provient du discours des nationalistes radicaux qui veulent épurer la langue des mots étrangers ; de ce fait, le mot est connoté négativement dans l'esprit de beaucoup. Le principe d'un dictionnaire des mots étrangers est attesté depuis 1817 et a sa part de responsabilité dans ces connotations[57]. »

Une forme d'identité nationale existe bien ; le mouvement ouvrier doit en tenir compte et se l'approprier. Jusqu'où et à quelles conditions ? C'est tout l'enjeu du débat qui va animer la gauche européenne au tournant des XIXe et XXe siècles.

## Penser l'altérité : une nouvelle conception de la nation

Au congrès de l'Internationale de Bruxelles de 1891, un rapport général dresse l'état des forces socialistes en Europe. Sa lecture témoigne d'un enthousiasme peu commun. Le SPD vient de sortir victorieux de son affrontement avec Bismarck. Partout en Europe, malgré d'innombrables difficultés, la croissance des effectifs socialistes, même en ordre dispersé, semble leur montrer la voie d'un bel avenir. La génération de Liebknecht et Engels se sait trop âgée pour voir se réaliser les espoirs nés des barricades viennoises et berlinoises de 1848. Cependant, ils en sont convaincus : leurs successeurs auront la possibilité de construire la société fraternelle et égalitaire dont ils rêvent depuis des décennies. Tout revers ou difficulté majeure semblent écartés.

Pourtant, les nuages s'amoncellent rapidement au-dessus des débats. Évoquant la social-démocratie autrichienne, un rapport à ce même congrès de Bruxelles souligne que celle-ci « rencontre sur sa route des difficultés que nul autre ne connaît ». Lesquelles ? La diversité des peuples est-elle en cause ? Nullement. Le document s'empresse de souligner : « Elles sont de diverses causes, la différence des nationalités agglomérées sur le territoire impérial est la moindre […][58]. » L'internationalisme proclamé haut et fort ramène les difficultés avant tout à « la différence économique qui existe en Autriche ». À ce propos, on ne parle pas d'Autrichiens mais d'« Allemands, Tchèques, Polonais, Italiens et autres ». La division existe, et est même reconnue, mais elle pourra être résorbée à terme. On se refuse encore véritablement à croire que la nation posera problème.

Pourtant, la question tchèque ne peut être mise sous le boisseau ; l'assimilation de la totalité de la population est rapidement abandonnée par les sociaux-démocrates. Dès 1878 est fondé un parti « tchécoslave », s'inscrivant dans une logique de « parti global » (*Gesamtpartei* ), c'est-à-dire dans le cadre d'une organisation fédérale de plusieurs partis nationaux.

Le parti plurinational sera officiellement mis en place en 1897 et existera jusqu'en 1910, date à laquelle la sécession tchèque devient irréversible. Les difficultés sont donc bien là, mais on persiste à les croire temporaires. Dans les années 1880, l'illusion d'un possible « happy end » persiste[59].

Des révisions déchirantes vont bientôt briser ce rêve d'harmonie. Remaniement ? En effet, celui des fondamentaux marxistes du SPD commence après la mort d'Engels (en 1895). Vivant, ce dernier incarnait une forte légitimité par-delà les frontières, disposant d'une autorité politique très forte dans le socialisme international, que n'eurent jamais Lassalle et Marx. Morts respectivement en 1864 et 1883, ceux-ci n'ont pas connu des organisations massivement implantées. Aux lendemains de la disparition du « général Engels », ses portraits ornent la tribune du congrès international de Londres de 1896, et nombre d'interventions célèbrent sa vie et son œuvre. Ses articles et points de vue sur la situation politique internationale avaient été lus dans de multiples langues[60]. Le socialisme est orphelin.

Engels s'était pourtant bien gardé de fixer une définition de la nation allemande, laissant ce soin à Kautsky. Avait-il sous-estimé le problème ? Était-il soucieux de ne pas fragiliser les progrès des partis sociaux-démocrates avec une question trop clivante ? Les deux hypothèses n'ont rien de contradictoire. Significativement, le dernier texte d'Engels, l'introduction aux *Luttes de classes en France de 1848-1850* (un recueil de textes de Marx), porte sur l'héritage de 1848, mais n'aborde pas la question nationale. Il envisage, dans certaines conditions, de se passer du combat insurrectionnel dans la mise en œuvre du socialisme, soulignant l'importance des élections et du parlementarisme[61]. Au regard du torrent de protestations provoqué par ce thème, il est fort probable qu'il n'ait pas cru nécessaire de nourrir une autre controverse autour de la nation.

Engels mort, nul ne dispose d'une telle légitimité. Le débat s'engage donc au sujet de la voie à suivre pour le développement du socialisme. Pur hasard, Engels meurt au moment où la situation économique d'une partie du monde ouvrier s'améliore, justifiant pour certains la « révision » de la ligne du mouvement. La révolution tant souhaitée n'aura pas lieu, du moins pour le moment. En conséquence de quoi l'abolition des barrières nationales, tout comme l'insurrection prolétarienne, se fait attendre. Aussi, dès 1896, Eduard Bernstein se lance-t-il dans l'écriture d'une série d'articles, rassemblés en 1899 pour être publiés sous le titre *Les présupposés du*

*socialisme*[62], qui ouvre le fameux chapitre de la « révision » du marxisme, l'un des plus documentés de l'histoire du socialisme international. Et pour cause : le mot « révisionnisme », largement repris par la suite dans la littérature historique au XXe siècle, trouve son origine dans cette controverse interne au socialisme.

Ce « révisionnisme » inaugure le grand débat entre la pertinence d'une révolution ou de réformes graduelles pour l'action politique. La question nationale n'est pas abordée, ou très marginalement. Ce n'est ni le problème de Bernstein, ni celui de ses deux contradicteurs les plus célèbres, Rosa Luxemburg et Karl Kautsky[63]. Lorsque Jaurès> s'engage à son tour dans la discussion depuis la France, tout comme Lénine ou Plekhanov en Russie, là encore nulle référence, ou de façon très périphérique, aux enjeux de nationalités.

Pourtant, on aurait tort de penser que la nation disparaît des préoccupations. Au cours de cette période, la social-démocratie autrichienne, après avoir acté la structure du *Gesamtpartei* en 1897, se dote d'un nouveau programme spécifique sur la question des nationalités au congrès de Brünn (Brno) en 1899. Très exactement l'année où éclate la controverse autour du livre de Bernstein. Concours de circonstances ? Si la question du traitement des nationalités a ses spécificités et sa propre temporalité, lire la *Neue Zeit* ou encore les *Sozialistische Monatsfhefte* (*Cahiers mensuels socialistes* ; une nouvelle revue, pour une large part porte-parole des thèses « révisionnistes » bernsteiniennes) ne laisse pas de place au doute. Les thèses en discussion au congrès de Brünn s'intègrent dans un même ensemble de questionnements. Kautsky, défenseur de l'orthodoxie marxiste, y ferraille avec Bernstein, également mis en cause pour sa lecture de la nation jugée archaïque.

Plusieurs événements expliquent l'entrelacement de ces problématiques. Au moment où Bernstein souligne la hausse du niveau de vie du monde ouvrier en Allemagne sont promulguées les ordonnances Badeni en Autriche (1897). Celles-ci imposent le bilinguisme tchèque/allemand aux fonctionnaires en poste en Bohême. Elles provoquent une vive réaction des germanophones, y compris dans certaines franges de la social-démocratie[64] : tous ou presque refusent l'apprentissage et la pratique de la langue tchèque. Ainsi, au cours de ces années 1896-1899, le socialisme fait face à une multitude de réalités concrètes qu'il croyait jusqu'alors potentiellement

résolues à court terme par le seul mouvement de l'histoire. Le réveil est brutal. Le conflit interne en est d'autant plus violent.

Néanmoins, l'écho rencontré par ces diverses controverses n'est pas identique. Il faut en effet distinguer plusieurs niveaux. Bernstein porte un « révisionnisme global » : ses thèses parlent à différents courants socialistes européens, de Londres à Moscou, sans exception, même si l'intensité de la controverse est variable selon les pays. Les arguments transcendent les spécificités et particularités des divers espaces. C'est très net dans les congrès internationaux où interviennent des délégués venus de tout le continent : tous discutent de la voie révolutionnaire ou d'une perspective davantage gradualiste, approuvant ou contestant la vision de Bernstein et de ses partisans. D'autres problématiques s'inscrivent plutôt dans un « révisionnisme national » ou « régional », à l'échelle d'une aire géographique supranationale. En France, la question républicaine est centrale : le régime, malgré ses imperfections, mérite d'être défendu selon Jaurès, quand d'autres, tels Guesde ou les syndicalistes révolutionnaires, y accordent peu d'importance. Le républicanisme français donne lieu dans un premier temps à des propos localisés, avant de prendre une tournure internationale avec l'entrée de Millerand au gouvernement en 1899[65].

Si tous sont concernés par le problème du rapport entre socialisme et nation, la question reste intimement liée aux spécificités nationales, n'autorisant guère un débat global méthodique. La pertinence de la forme du régime républicain n'a par exemple qu'un écho très marginal dans le monde autrichien ; inversement, les Français ne s'intéressent que très peu aux thèses discutées au congrès de Brünn. En résumé, au moment où les « présupposés du socialisme », pour reprendre la formule bernsteinienne, sont en discussion partout, le socialisme européen, face à la question nationale, ne peut avancer un vocabulaire commun. Au-delà des incompréhensions, une forme de « polycentrisme » explique les multiples directions que prennent les controverses socialistes de l'époque[66].

## Brünn et la « petite internationale »

Le congrès de Brünn (Brno, en Moravie du Sud, en territoire tchèque) n'est pas qu'une affaire autrichienne. Il répond à la nécessité d'affronter de nouvelles réalités qui posent de redoutables difficultés aux socialistes. De

ce point de vue, ce congrès marque un tournant, et pas seulement pour la gauche autrichienne, puisqu'il s'adresse aussi aux Slaves des différents empires centre-européens. Pour la première fois en effet, le programme d'un parti socialiste prend acte de la diversité existante, abandonnant le simple « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », encore prôné à Neudörfl vingt-cinq ans plus tôt. Il entend défendre une nouvelle perspective, davantage en phase avec les réalités impériales.

À la suite du congrès d'Hainfeld de 1888-1889 déjà, lieu de fondation du parti autrichien moderne, s'était esquissée la théorie d'un parti plurinational avec plusieurs branches nationales. En signe d'égalité avec les Tchèques, principale composante de l'empire après les Allemands, deux organes de presse du parti avaient alors été reconnus comme tels, *Die Gleichheit* (*L'égalité*) et *Delnicky Listy* (*Le journal des ouvriers*, pour les tchécophones). Dans les mois qui suivirent, des journaux paraissaient dans plusieurs langues, comme l'*Arbeiterfreund* (*L'ami des travailleurs*), publié en allemand et en croate. Malgré ce mouvement, à Hainfeld, les délégués se répartissaient entre 97 Allemands, 10 Tchèques, 2 Slovènes et 1 Polonais. La domination ne faisait aucun doute.

La genèse de Brünn ne relève pas d'une pure affaire interne à l'empire des Habsbourg. Elle doit aussi être recherchée dans les congrès de l'Internationale socialiste où les prises de position sur la question des nationalités se font de plus en plus claires. En 1896, au congrès de Londres, avait été défendue l'indépendance de la Pologne. Certes, cette revendication venait de loin : depuis notamment le soulèvement de 1863 et les manifestations organisées en faveur de la Pologne par l'AIT, ce pays bénéficiait d'une attention particulière. À Londres avait été débattue la question de l'accréditation des délégués « polonais » venus des trois empires russe, allemand et autrichien et de la place à leur accorder[67]. Toujours à Londres, un seul délégué était issu de la Bohême et s'exprima au nom du « parti socialiste tchèque[68] », de façon clairement autonome par rapport aux Autrichiens. En réaction, plusieurs délégués interpellèrent le congrès sur ce qu'être « Autrichien » voulait dire. Victor Adler répondit. Et après avoir expliqué le faible nombre global de membres de la délégation autrichienne, justifié selon lui par la lutte pour le suffrage universel absorbant les moyens financiers du parti et limitant de ce fait les déplacements internationaux, il effectua une mise au point :

> « Notre section a traité le problème. Je peux tout à fait comprendre qu'il puisse paraître étrange que nous ayons des sections autrichienne, tchèque et hongroise. Mais elles doivent exister séparément, comme organisation indépendante, et nous devons reconnaître ce fait[69]. »

Mettre sur le même plan Tchèques et Hongrois revenait *de facto* à reconnaître une sécession. Les deux social-démocraties autrichienne et hongroise existaient en effet comme deux partis bien distincts, avec des points de connexion limités, correspondant aux deux entités étatiques créées par le compromis de 1867.

Mais politiquement, à l'issue du congrès, la question tchèque demeure irrésolue. Or depuis les conflits consécutifs aux ordonnances Badeni, les revendications nationales tchèques prennent une ampleur préoccupante. Méfions-nous pour autant d'une lecture pointant l'irréversible montée des nationalismes, face auxquels les sociaux-démocrates seraient démunis. Le fait que la social-démocratie tchéco-slave continue à enregistrer des adhésions et des gains électoraux, alors même que les perspectives internationalistes sont toujours très présentes dans la propagande du parti, le montrent[70].

Il reste que, confronté à une réalité brutale que les formules internationalistes ne parviennent plus à masquer, le parti fait donc le choix de se structurer sous la forme d'un *Gesamtpartei* en 1897, avec plusieurs organisations nationales distinctes, supervisées *de facto* par la plus importante structure : les Autrichiens de l'Empire. À ces nouvelles réalités devait correspondre une refonte programmatique. C'est bien cela l'objet du congrès de Brünn qui se tient à la fin du mois de septembre 1899, dans un contexte tendu et conflictuel.

Deux grandes conceptions des nationalités se dégagent au fil des débats. L'une, majoritaire, insiste sur le principe territorial et propose d'organiser l'Autriche autour de « territoires d'auto-administration autonomes et nationaux, correspondant le plus possible aux frontières linguistiques[71] ». Une autre proposition, émanant principalement des délégations des Slaves du Sud, refuse de faire coïncider territoire et nation. L'imbrication de multiples nationalités sur un même territoire rend la chose impossible. Ils soulignent l'importance du facteur culturel et surtout la dispersion des populations : « On fait ainsi d'une question purement culturelle une

question de possession, mais jamais les nations vivantes ne pourront recouper des cartes mortes[72]. » La résolution finale sur l'organisation cherche à combiner ces différentes propositions :

> « Chaque peuple vivant en Autriche, abstraction faite des territoires occupés par ses membres, est un groupe autonome, qui gère et se charge de manière autonome de toutes ses affaires nationales (linguistiques et culturelles) ; les délimitations territoriales ont un caractère purement administratif et n'ont pas la moindre influence sur les rapports nationaux[73]. »

L'objectif premier est bien d'établir un « État démocratique fédératif de nationalités[74] » avec des ensembles nationaux auto-administrées, mais devant demeurer ensemble une « union homogène ». Le droit des minorités devra être garanti par une loi spéciale. La volonté de rester fidèle à l'internationalisme se perçoit au niveau des langues : une résolution proposant l'allemand comme langue de communication naturelle pour toute la social-démocratie fut finalement retirée. Certes, dans les faits, cela reste le cas. Mais, officiellement, on ne reconnaît pas de langue dominante.

Avec un tel programme est remise en cause la tradition républicaine et unitaire de 1848, dont la popularité demeurait forte. La république unitaire rêvée par Wilhelm Liebknecht en 1848 est, sans le dire explicitement, nettement contestée et les conflits entre nationalités vont de plus en plus fréquemment occuper le devant de la scène. Ainsi, deux ans après Brünn, au congrès de Vienne de la social-démocratie autrichienne, alors qu'est discutée une révision programmatique qui va dans le sens des thèses de Bernstein, les conflits entre nationalités apparaissent au grand jour. Un partisan d'Eduard Bernstein, Engelbert Pernerstorfer, réaffirme l'ancrage grand-allemand du socialisme. Plusieurs délégués lui répondent, dont un certain Kristan, venu de Trieste, proposant une autre conception de l'internationalisme :

> « Pernerstorfer se trompe lourdement s'il croit que les sociaux-démocrates de langue slave ont aujourd'hui un autre avis sur l'internationalisme qu'auparavant. Jamais un social-démocrate n'a prétendu que l'homme n'avait pas du tout de nationalité. […] Nous, les sociaux-démocrates slovènes, nous sommes depuis longtemps écartés du

nationalisme de Pernerstorfer, et notre internationalisme n'a pas faibli, il est aussi puissant qu'il l'était jadis[75]. »

## Droit et nation : l'entrée en scène de Karl Renner

Période difficile et conflictuelle pour le socialisme donc, mais aussi propice à un véritable bouillonnement intellectuel autour de ces questions. L'année 1899 est aussi celle de la publication d'un petit ouvrage, *État et nation*, écrit par Karl Renner. Malgré la coïncidence chronologique, l'auteur n'a pas participé à l'élaboration du programme de Brünn. Futur chancelier d'Autriche en 1918 puis en 1945, Renner incarne une partie importante de l'histoire au XXe siècle, lui qui négociera l'avenir de son pays à deux reprises, avec Clemenceau à la fin de la Première Guerre mondiale puis, près de trente ans plus tard, avec Staline.

Mais en 1899, Renner est peu connu. Né en 1870, issu d'un milieu rural pauvre de Moravie, il fut marqué par son service militaire, croisant les destinées des peuples de la Double-monarchie. Précepteur, juriste de formation, il se tourne vers la social-démocratie. Professionnellement, il devient bibliothécaire au parlement de Vienne, ville dont il sera le député en 1907. En 1899, fonctionnaire impérial, il ne peut s'exprimer publiquement et signe son ouvrage sous le pseudonyme de « Synopticus ».

Renner accorde une place très importante aux questions juridiques. Elles doivent permettre selon lui de réguler les rapports entre individus, et empêcher le nationalisme de parvenir à ses fins. Son objectif vise donc à « dépolitiser » la question nationale afin qu'elle cesse de nuire aux luttes sociales. Plus proche de Lassalle que de Marx sur ce point, son univers mental est très marqué par le droit. À l'échelle historique, il dresse un panorama rapide de l'évolution des religions et des nationalités. Les deux, selon lui, sont déterminées par des rapports complexes et conflictuels. Renner en déduit que le modèle politique faisant coïncider État et nation est périmé, surtout dans le cas d'une structure comme l'Empire autrichien. Il prône dès lors le principe de l'extra-territorialité : une vaste réforme juridique devrait permettre de mieux tenir compte des réalités et de la diversité plurinationale.

Dissocier l'État de la nation est assurément son idée forte. Si l'État constitue une réalité historique indéniable, « la nation, pour sa part, est la

communauté de la vie de la pensée et de l'affectivité, donc purement intérieure ». Autrement dit, si la nation est une « communauté de culture » et une « communauté d'individus », le problème, pour Renner, est « qu'en réalité État et nation ne coïncident jamais entièrement ». Vouloir absolument affirmer le « principe du territoire […] est générateur de lutte et d'oppression puisque dans son essence il est domination ». En bref, il faut rompre avec les logiques classiques qui ont présidé aux réflexions sur la question des nationalités jusqu'à présent : « On parvient ainsi à dissocier État et nation. Et c'est le point central du problème »[76].

La solution réside dans un « principe de personnalité », ou « autonomie personnelle », tout en sachant que le problème n'est pas en soi la centralisation ou l'autonomie. Les deux sont possibles ; ce qui importe « c'est la nature des buts et des moyens de l'État qui indique la façon de séparer les domaines[77] ». Il faut abandonner l'idée de territorialiser de façon précise la nation. Celle-ci doit reposer, compte tenu de la structure de l'État autrichien, sur une libre déclaration individuelle qui pourrait figurer sur un registre national, comme dans le cas des Églises. Ce parallélisme avec l'organisation des religions revient à plusieurs reprises. À noter que la perspective défendue par Renner demeure indissociable de la revendication du suffrage universel avec un système à la proportionnelle – un des principaux combats du parti autrichien – qui permettrait une juste représentativité de tous.

D'après Renner, il existe ainsi désormais une forme supérieure à l'État-nation à la française : l'État multinational. D'une certaine manière, l'empire des Habsbourg issu du compromis de 1867 peut être saisi comme une occasion historique. « L'internationalisme semble donc incarné par l'Autriche des Habsbourg, et on imagine mal contempteur plus virulent du nationalisme que Renner[78]. » Dans ce contexte le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » n'a rien d'automatique, et devient même suspect, voire contre-productif. Comme la République française, ce droit des nations à la séparation et à la sécession semble dépassé par l'histoire, du moins dans le cadre de l'Europe centrale.

Renner mène une réflexion sur plusieurs années. Il publie de nombreux articles et deux ouvrages, poursuivant ses présupposés définis en 1899. Si son problème est avant tout l'Empire autrichien et il ne prétend pas que ses

solutions puissent être universellement acceptées, ses thèses rencontrent un assez vaste écho.

Qui dit écho dit aussi controverse. Le refus surgit notamment dans les textes de Kautsky, au zénith de son influence sur le socialisme international. Dans la *Neue Zeit*, juste avant le congrès de Brünn, il avait déjà publié une ferme mise au point sur la situation en Autriche en plein conflit à la suite des ordonnances Badeni[79]. Défendre les particularismes dans les empires allemand et autrichien revenait d'après lui à se lier à la réaction. Aussi réagit-il dans un premier temps très négativement aux thèses de Renner :

> « Le droit à avoir un État de la Bohême renforcera la domination du cléricalisme petit-bourgeois et paysan dans les pays alpins, de la *szlachta* en Galicie, de la haute noblesse capitaliste en Bohême […]. Comme dans l'Empire allemand, la réaction en Autriche tire des forces nouvelles du particularisme et de l'affaiblissement du Parlement central ; là-bas comme ici, apporter un support moral au particularisme revient à œuvrer en faveur de la réaction. Là-bas comme ici, il nous faut résister de toutes nos forces au courant actuel tendant à affaiblir le Parlement central[80]. »

Kautsky peut s'accorder avec Renner sur la préférence des grands ensembles. Cependant, lorsqu'est évoquée la question des « droits spéciaux dans l'Empire », sans détour, il affirme qu'il faut s'y opposer[81]. Concédant que la situation autrichienne exige des ajustements, il rapproche les deux partis, « telle est, en dépit de toutes les différences historiques et autres en Allemagne et en Autriche, la position de la social-démocratie sur la question du centralisme et du particularisme[82] ». Mais point besoin de changer l'essentiel.

C'était compter sans la pugnacité d'un jeune militant autrichien, décidé à bousculer toutes les certitudes acquises : Otto Bauer.

## *La question des nationalités* d'Otto Bauer

Si Renner a publié un grand nombre d'interventions et d'articles sur le sujet, l'ouvrage de Bauer, *La question des nationalités et la social-démocratie*, publié en 1907, est incomparablement plus volumineux. En outre, il doit être d'emblée situé au-delà des seuls enjeux internes au

socialisme organisé. Rappelons en effet que, en Autriche-Hongrie, la division étatique établie par le Compromis de 1867 fait l'objet de plus en plus de contestations. L'occupation de la Bosnie-Herzégovine en 1878, le développement économique et national tchèque, la prise de conscience d'autres nationalités contribuent largement à faire émerger critiques et projets pour réformer l'Empire. Ils émanent de milieux très différents, du prince héritier Rodolphe à des personnalités comme Aurel Popovici, un Roumain du Banat qui propose en 1906 ses « États-Unis de Grande Autriche[83] ». C'est logiquement en Autriche que la question se pose avec encore plus d'acuité ; les Tchèques occupent des positions importantes – en proportion, les Polonais de l'empire des Hohenzollern demeuraient extrêmement minoritaires.

La publication de Bauer ne doit donc rien au hasard. Surtout, au même moment, un événement d'importance inspire encore la réflexion sur les nationalités : la première révolution russe, partie de Saint-Pétersbourg en janvier 1905. Nous aurons à y revenir, notamment au tournant qu'elle représente quant au regard porté sur « l'Orient ». Pour le moment, soulignons que l'éveil des peuples slaves à une forme de « maturité » politique renforce certaines formes d'internationalisme. Cet éveil rapproche les peuples autour de causes communes, mais contribue également à accentuer les aspirations nationales en Europe. Si les Russes peuvent faire la révolution et se montrer offensifs pour défendre leurs droits contre l'arbitraire, pourquoi les autres peuples slaves – vivant parfois à quelques kilomètres de l'Empire autrichien – ne pourraient-ils pas revendiquer leurs aspirations à l'autonomie, voire l'indépendance ? Ainsi, alors que l'écho de la révolution russe bat son plein en Autriche, un rapport de police rapporte par exemple, à propos de la manifestation du 1er mai 1906 :

> « Lors de la célébration du premier mai à Brno, occasion normalement d'afficher la solidarité tchéco-allemande, une majorité de travailleurs tchèques quittèrent ostensiblement la manifestation quand commencèrent les discours en langue allemande[84]. »

À l'heure où la révolution s'étend, l'internationalisme semble bien, paradoxalement, rencontrer de nouvelles difficultés. Elle élargit certes les perspectives et redonne de l'espoir, mais aggrave dans le même temps les tensions en incitant les « petits » peuples à se révolter et à réclamer leurs

droits. Ajoutons à cela que la principale conséquence du soulèvement russe est l'obtention du suffrage universel masculin à Vienne. En 1907, quatre-vingt-sept députés sociaux-démocrates sont élus : au sein du groupe parlementaire, seulement cinquante sont allemands, mais pas moins de vingt-quatre députés sont tchèques, et le reste est composé des autres nationalités de l'Empire.

Le fait qu'Otto Bauer s'attache tout particulièrement dans son ouvrage à donner une place historique aux peuples slaves doit être pensé dans ce contexte. La social-démocratie dans son ensemble devait impérativement répondre à ces nouveaux défis. Sa première réponse fut la création d'une revue théorique, *Der Kampf* (*Le combat*), dont le premier numéro paraît en 1907. Le changement de statut du parti (une organisation parlementaire dotée de moyens supplémentaires) lui permet de se développer dans plusieurs directions. L'absence de revue autrichienne jusqu'alors contribuait à faire de l'Allemagne le principal centre de production intellectuelle sur les nationalités, quand bien même l'actualité du débat était plus vive à Vienne qu'à Berlin. L'éditorial du premier numéro de *Der Kampf* le souligne explicitement, en assignant désormais une tâche spécifique aux Autrichiens. Il rappelle que les Allemands ont montré leur rôle déterminant pour la théorie, les Anglais développé un modèle syndical, les Belges un mouvement coopératif ; les Français, enfin, ont porté haut la tradition révolutionnaire et le parlementarisme. L'évolution récente de la Russie témoigne quant à elle de l'extension du capitalisme, préparant les changements sociaux et politiques à venir. Et l'éditorial se conclut ainsi : « Une spécificité nous était ainsi réservée, à nous Autrichiens. Nous avions et avons avant tout la tâche difficile de traduire l'idée de l'internationalisme dans la réalité effective vivante[85]. » Redoutable défi auquel la nouvelle revue entend pour une bonne part se consacrer.

*Der Kampf* publie sur de nombreux thèmes, mais la question des nationalités occupe une place décisive et centrale. Rien ne le souligne mieux qu'un rapport de la police allemande, qui continue à observer de près le développement du mouvement socialiste dans toute l'Europe *via* ses correspondants diplomatiques :

> « L'internationalisme de la social-démocratie n'est en fait qu'un vœu pieux, ce n'est pas une réalité. Le comité directeur de la social-démocratie d'Autriche le sait très bien et c'est pour cette raison qu'il a fait en sorte

que ce problème soit analysé en détail à plusieurs reprises dans sa nouvelle revue scientifique mensuelle, *Der Kampf* [86]. »

S'il existe une identité autrichienne « danubienne » (une « austriacité ») liée à la coexistence de divers peuples, son versant socialiste apparaît bien ici. Le fait que le parti autrichien dispose de sa propre expression théorique constitue assurément un moyen d'affirmer haut et fort cette spécificité. Et *Der Kampf* n'est pas le seul exemple : *La question des nationalités et la social-démocratie* de Bauer est la deuxième livraison d'une récente collection des *Marx-Studien* (*Études sur Marx*), une autre revue autrichienne proposant, en plusieurs fascicules, une collection d'ouvrages pensée pour renouveler les défis posés à ceux s'inspirant de la pensée de Marx. À l'étranger, ces publications sont remarquées, d'autant qu'elles ont l'immense avantage d'être en allemand, langue, comme nous l'avons vu, de légitimation des « grands » articles théoriques à l'échelle internationale.

## Nation et culture, au cœur de l'ambition de Bauer

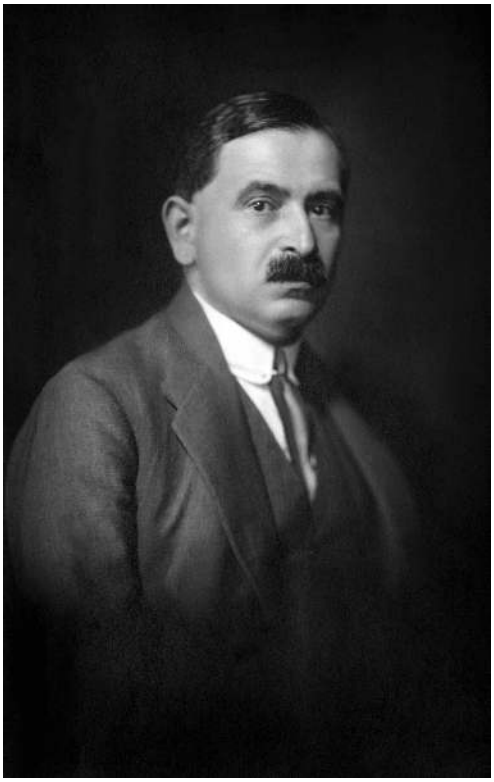
Examinons désormais le propos de Bauer. Lorsqu'il publie son ouvrage, le jeune militant n'a que vingt-sept ans. Né en 1881 à Vienne, issu d'un milieu juif cultivé et aisé, il suit de près les controverses entre Kautsky et Bernstein, tout en soutenant avec succès un doctorat de droit à vingt-quatre ans. Il se rapproche du Parti social-démocrate et y adhère en 1904. Il rencontre rapidement ses dirigeants les plus influents. En 1907, Bauer devient secrétaire du groupe parlementaire, fonde *Der Kampf* et publie son livre sur les nationalités. Il effectue ainsi une entrée fracassante dans le monde de la social-démocratie autrichienne, bientôt connu dans le monde germanophone et le socialisme international.

Comparé à Renner, son ambition est plus grande : l'ouvrage fait près de 400 pages, même si il reprend pour partie les intuitions de *État et nation* en les développant. Nouvelles idées, nouvelle génération ? Toujours est-il que *La question des nationalités* est l'œuvre d'un militant de moins de trente ans, en rupture avec ses aînés[87]. Les idéaux de 1848, toujours présents, relèvent désormais de la mémoire militante et historique. Bauer, ambitieux, appartient à une troisième génération qui entend s'imposer par rapport aux

plus âgés. Les conflits entre nationalités lui apparaissent comme la tâche du moment.

Relève de la jeune garde ? L'année de publication de ce gros ouvrage sur les nationalités est aussi celle du lancement de l'Internationale des jeunes, montrant la volonté de renouvellement

d'une partie des cadres. Ajoutons à cela une spécificité « viennoise » qui fait de la capitale autrichienne, pour de multiples raisons, un lieu aux dimensions internationales, observée dans toute l'Europe. Lumineuse, fière, cosmopolite, orgueilleuse, la capitale de la « Cacanie », chère à Robert Musil, semble avoir l'avenir devant elle, contrairement à sa froide *alter ego* prussienne Berlin et aux sobres cités industrielles comme Leipzig. Bauer incarne en quelque sorte le visage socialiste de cette modernité autrichienne[88].



*Otto Bauer. © SZ Photo/Scherl/Bridgeman Images.*

Bauer ne partage pas le point de vue « révisionniste » de Bernstein sur le plan politique. Pourtant, il s'inscrit comme ce dernier dans une forme d'hétérodoxie en mobilisant d'autres précédents théoriques. Refusant de s'enfermer dans les seules références d'un Karl Kautsky, il prend néanmoins soin – l'autorité de ce dernier étant encore très forte en

Autriche – de ne pas s'en distancier de façon trop décisive. Bauer, attaché au cadre de pensée marxiste, reprend certains éléments de la lecture kautskyenne de la nation. Par exemple, il développe dans son ouvrage l'idée que les caractéristiques propres à la nation à l'époque contemporaine doivent beaucoup au développement du capitalisme :

> « L'extension de la communauté nationale de culture ne pouvait se faire que par l'énorme déploiement des forces productives qui fut l'œuvre du capitalisme moderne. […] C'est le capitalisme moderne [qui] a produit pour le peuple dans son ensemble une culture véritablement nationale qui dépasse les étroites limites territoriales du village[89]. »

Dans le même esprit, il ne manque pas de rappeler que, au-delà de la définition de la nation, la question sociale demeure une des clés du problème, à laquelle demeurent subordonnés tous les autres points du programme :

> « Le moyen qui permettra ces conquêtes n'est pas le principe de territorialité mais la politique sociale, et dans la lutte pour ces conquêtes nationales les ouvriers allemands peuvent compter sur l'alliance des prolétaires de toutes les nations[90]. »

Mais les rapprochements s'arrêtent là. Alors que Kautsky demeure convaincu d'un inéluctable processus d'homogénéisation découlant du développement capitaliste, Bauer souligne à l'inverse la montée en puissance de nouvelles nations : « Le réveil de la nation sans histoire est l'une des manifestations innombrables du développement capitaliste[91]. » La prise de distance avec Engels est nette. Ce dernier qualifiait en 1848 de nombreuses minorités de « peuples sans histoire », particulièrement les Slaves de l'Europe médiane. Prenant acte de leur persistance et de leurs revendications grandissantes, Bauer cherche à proposer des solutions politiques pour adapter l'idée internationaliste aux nouvelles réalités du XXe siècle. D'autant plus que, dans le cadre de la partie autrichienne de l'Empire, les antagonismes nationaux tendent à recouper dangereusement les clivages sociaux. Les Allemands apparaissent en pays tchèques comme les riches, les patrons ; côté allemand existe un antislavisme latent, y compris dans le milieu social-démocrate[92]. Il est donc nécessaire d'agir.

S’il fallait résumer en deux formules l’ambition de Bauer, nous pourrions reprendre de son ouvrage ces deux brèves citations : « À aucun moment l’histoire d’une nation n’est achevée[93] », et : « La nation n’est jamais uniquement communauté de nature, mais toujours en même temps communauté de culture[94]. » Bauer met en effet l’accent sur l’histoire passée et à venir, décisive selon lui pour comprendre la « communauté de destin ». Sans nier le rôle de la langue, il la relativise pour se différencier de la longue tradition allemande, qui en fait un des critères majeurs d’appartenance à un ensemble national. Le rôle du territoire est à relativiser tant faire coïncider État territorial et nation, dans le cas autrichien, semble impossible. Sa perspective entend ainsi rompre avec les approches « nationales-conservatrices » et pense la nation dans une perspective « évolutionniste », sans pour autant nier son existence ni prôner sa disparition à terme :

> « Pour différencier celle-ci de la politique “nationale-conservatrice” que nous connaissons déjà, je le désignerai sous le nom de politique “nationale-évolutionniste”. On peut la qualifier d’évolutionniste car elle rompt avec l’idée qu’il est de notre devoir de préserver dans son intégrité la spécificité nationale telle qu’elle résulte de l’histoire ; elle oppose à cette conception erronée celle du développement, de l’évolution du caractère national[95]. »

Bauer ne renonce pas à l’utopie originelle du mouvement ouvrier, percevant un « cosmopolitisme » spontané des ouvriers, qu’il oppose aux intellectuels issus des classes dominantes. De ce point de vue, *La question des nationalités* ne se situe pas en rupture avec le pari internationaliste classique. La perspective du dépassement des frontières, voire des nations, affleure à plusieurs reprises puisque pour lui « il n’y a pas de classe plus libérée intérieurement de toute valorisation nationale que le prolétariat ascendant, libéré de toute tradition par la puissance dévastatrice, destructrice du capitalisme, coupé de la jouissance des biens culturels nationaux, en lutte contre toutes les puissances historiques traditionnelles[96] ».

*La question des nationalités* doit aussi être située hors des enjeux strictement internes du parti. En premier lieu parce que sa lecture de la nation découle pour partie de traditions non socialistes. La dimension

culturelle s'inspire notamment de la lecture de l'universitaire de Leipzig, Karl Lamprecht[97]. L'importance accordée à la culture, voire aux caractères ethniques, peut aussi être attribuée à une tradition plus « allemande ». Il existait déjà par exemple une forme d'« ethnicisation » des peuples chez Bakounine, voire chez Engels[98], et elle était très présente dans le monde germanophone au XIXe siècle. Bauer opte pour une même lecture « ethnique », mais en la « gauchisant » en quelque sorte, sans perspective assimilatrice. D'autres influences l'amènent à mettre l'accent sur l'individu, débouchant sur la prise en compte d'une individualité nationale, distincte des appartenances collectives sur un même territoire : sur ce point, outre l'évident héritage de Karl Renner, il reconnaît sa dette à l'égard de Ferdinand Tönnies et d'Emmanuel Kant[99].

Les conceptions de Bauer (tout comme celles de Renner) sont aussi influencées plus pragmatiquement par les réalités sociales et économiques de l'empire des Habsbourg. Tout d'abord, l'article 19 de la loi fondamentale relative aux droits généraux des citoyens de décembre 1867 précise que tous les groupes nationaux sont « égaux en droit et qu'ils doivent jouir du droit inviolable à sauvegarder et à cultiver leur nationalité et leur langue ». Si, par ailleurs, pour eux la langue ne joue pas le même rôle central que pour les Allemands, c'est qu'en Cisleithanie le recensement des nationalités s'effectue sur la base de la déclaration de la « langue d'usage » (*Umgangssprache*) et que celle-ci peut varier en fonction de l'âge et du contexte dans lequel on évolue. Les parents d'Otto Bauer, originaires de Bohême, parlaient tchèque et l'ont appris à leur fils. L'élément déterminant qui modifie le choix de la langue d'usage est la mobilité de la main-d'œuvre. Concernant les générations nées entre 1870 et le début du XXe siècle, on suit l'exode rural qui les arrache à la Bohême, à la Moravie ou, pour d'autres, à la Galicie et qui les conduit à Vienne ou dans les nouveaux centres industriels de Haute-Autriche. Les enfants parlent tchèque à la maison et apprennent l'allemand à l'école[100]. Bauer porte d'ailleurs significativement une grande attention à ces phénomènes migratoires. En marge de son ouvrage, on relève un nombre important de contributions sur ces questions. Par exemple, en 1908, Josef Seliger pose concrètement la question dans un article de la revue théorique *Der Kampf* [101]. Partant de la carte linguistique de la Bohême, il constate que les migrations importantes ont eu lieu du centre agraire du pays vers les marges industrielles, c'est-à-dire de la partie tchèque vers la partie allemande. Il distingue deux stades

dans la progression tchèque : au départ, le phénomène des minorités nationales est quasi inexistant, l'assimilation des minorités ne semble pas poser de problème ; puis, lorsque l'exode devient massif en raison du développement industriel, les minorités nationales se constituent et l'assimilation est freinée. Il affirme ainsi que c'est l'industrie allemande qui a produit les minorités tchèques, d'autant que que le patronat construit des colonies ouvrières à l'extérieur des villes, là où s'installent les travailleurs migrants. La vie de la communauté tchèque se reconstitue et les revendications nationales surgissent. Les interrogations de Bauer sont indissociables de ces nouvelles réalités.

Enfin, son œuvre est pensée comme une histoire alternative au récit officiel autrichien. Il s'agit en quelque sorte de proposer un équivalent socialiste aux grandes entreprises lancées par le régime impérial. Celui-ci cherche en effet à promouvoir une identité particulière respectueuse des spécificités des différents peuples, sous la forme de multiples récits historiques[102]. *La question des nationalités et la social-démocratie* peut ainsi être lue comme un grand récit du peuple allemand, mais d'un « peuple-nation » non figé, étroitement lié à l'évolution des classes sociales, des échanges commerciaux, etc. D'ailleurs, si l'écriture de l'ouvrage est dense et fourmille de données, certains passages tendent à renouer avec le genre utopique qui fut si familier aux socialismes du premier XIXe siècle. L'harmonie doit triompher, une humanité nouvelle peut naître : tous les peuples se valent, chaque nation pouvant se spécialiser à terme dans un domaine agricole ou industriel lui permettant d'échanger avec les autres. Le socialisme doit tenir compte de cette diversité afin de remettre en cause la division mondiale du travail développée par le capitalisme qui, en plus de séparer la population entre bourgeois et prolétaires, produit également de fortes inégalités entre les différentes nations, allant jusqu'à nier tout droit pour certaines d'entre elles. Dans cette perspective, la pluralité des peuples, plutôt qu'un problème, peut devenir une richesse, annonçant un avenir de prospérité et de bonheur partagé.

Bauer développe une perspective originale, mais sans prendre radicalement ses distances avec une conception plus classique : la longue tradition socialiste qui préfère les grands ensembles aux petites structures peu pérennes. Là où la différence essentielle se fait sentir, notamment avec l'esprit de nombreux quarante-huitards, c'est dans le refus clair de toute germanisation des minorités.

Bauer, *de facto* comme Renner, favorable au cadre austro-hongrois et opposé alors à toute sécession, souhaite bien réformer ce vaste ensemble. Certes, les sociaux-démocrates auraient théoriquement préféré vivre sous la bannière d'une République allemande, et ici et là on voit poindre cet espoir républicain, mais Bauer considère cette perspective comme désormais – sans le dire explicitement, afin de ne pas heurter l'identité historique du socialisme – incompatible avec les nouvelles réalités. Le cadre de l'Empire est bien plus adapté qu'un grand nombre de petits États conduisant à l'éclatement entre de multiples nationalités. L'Empire doit être réformé et éventuellement « républicanisé »… Mais certainement pas, pour Bauer, dans le sens d'une république unitaire et assimilatrice.

## Refuser l'identité nationale ?
## L'internationalisme radical

Malgré leur originalité, les thèses de Bauer sont loin de faire l'unanimité. Une frange des socialistes européens professe un vigoureux internationalisme, contre les thèses de Bauer jugées bien trop modérées. Cette aile gauche du mouvement ouvrier a bénéficié d'une postérité considérable. Rosa Luxemburg, Lénine et, bien que le fait de le classer ici *a priori* puisse heurter, Staline ont notamment fait leurs premières armes en apportant des éléments à ce débat. Minoritaires, mais non dénués d'influence, ils incarnent une virulente critique de la nation et du nationalisme qu'ils n'hésitent pas parfois à confondre et à renvoyer dos-à-dos.

Pour en rester d'abord au cas germanophone, nombre de contributions ont tendance à ramener les points de vue de cette aile gauche à ceux de Rosa Luxemburg. « Rosa la rouge » est la plus célèbre de ces acteurs ; elle a bénéficié d'un grand prestige, inentamé jusqu'à nos jours, résistant bien mieux que les dirigeants bolcheviks, discrédités pour beaucoup par l'expérience soviétique. Sans ignorer son importance incontestable, il ne faut pas sous-estimer les positionnements et réseaux de tous ceux qui contestent les positions de la social-démocratie au nom d'un internationalisme radical. Des figures parfois beaucoup moins connues, mais non dénuées d'influence. L'« internationalisme radical » regroupe celles et ceux qui, au sein du socialisme, refusent toute concession faite à la

nation. Ils la considèrent tout au plus comme une étape nécessaire du développement capitaliste, mais qui ne doit en aucun cas être considérée comme un objectif en soi. Au mieux s'agit-il d'un cadre bien identifié permettant de développer les luttes politiques et sociales ; toute défense des frontières ou d'un quelconque protectionnisme leur semble réactionnaire et vain.

Pourtant, au sein de cette aile la plus internationaliste, il n'existe pas de consensus sur une définition de la nation, un positionnement commun sur la question des nationalités. Cette absence pourrait s'expliquer simplement : la nation étant perçue comme une question subalterne pour l'extrême gauche du mouvement socialiste, rien ne l'oblige à perdre son temps à définir avec précision ce qui doit être de toute manière dépassé et aboli le plus rapidement possible. Un tel raisonnement ne tient pourtant pas à la lecture des sources. Rosa Luxemburg en « Pologne » et Josef Strasser en Autriche ont par exemple publié des articles substantiels sur la question nationale, notamment en réaction aux thèses d'Otto Bauer à partir de 1907. Et, au-delà de l'écho suscité par Bauer, ces problématiques occupent une telle place dans les débats que tous se devaient d'avancer des arguments contre la montée en puissance des nationalismes.

À nouveau, on retrouve la centralité de Kautsky. Face au succès des thèses de Bauer, le « pape du marxisme » prend la plume pour faire une longue mise au point dans la *Neue Zeit*, en reprenant ses éléments de définition de 1887, et en les précisant à la lumière de l'actualité politique. À noter que, au moins jusqu'en 1910, Kautsky peut être classé au sein de la gauche du parti sur les questions nationales. Sa légitimité est forte et déterminante pour les internationalistes radicaux : Luxemburg, Strasser ou même Lénine vont chercher à s'appuyer sur lui, en le critiquant parfois… Mais toujours très prudemment : Kautsky demeure alors le gardien incontesté de la doctrine.

Le point de vue kautskyste est donc publié en 1908 dans la *Neue Zeit*, en réaction à plusieurs ouvrages et articles de Renner et Bauer, sous le titre « Nationalité et internationalisme »[103]. Selon lui, « la nationalité est un rapport social qui se modifie sans cesse, revêt dans des conditions différentes des significations très différentes […][104] ». La question mérite donc approfondissement. Néanmoins, il estime que Bauer va beaucoup trop loin en proposant une définition extensive de la nation, conduisant au bout

du compte à une « impossibilité d'appréhender la force de l'idée nationale dans toutes les classes à l'époque présente, d'appréhender les fondements des conflits nationaux actuels qui secouent les peuples entiers[105] ».

Bauer n'aurait pas assez pris en compte la question de la langue – essentielle pour Kautsky – permettant de définir quelques « grands peuples » dominant de vastes ensembles géographiques. Compte tenu de la supériorité numérique des germanophones, même relative dans le cas autrichien, il réaffirme sa thèse : « Parmi les langues de ces peuples, une seule est une langue mondiale, l'allemand, une seule qui ouvre directement l'accès à une grande partie de la culture internationale[106]. » Les contre-tendances demeurent trop peu évidentes pour justifier d'accorder des droits aux minorités puisqu'« il en résulte l'absorption d'autres nations qui perdent leur langue et en adoptent une autre, soit celle de la nation majoritaire soit une langue mixte[107] ».

Kautsky classe les langues par grandes aires de civilisation : dans le « milieu culturel chrétien », l'allemand, l'anglais et le français sont devenus des langues mondiales. Le russe pourra bientôt les rejoindre si l'empire des tsars parvient à être radicalement réformé et/ou renversé. Compte tenu de la puissance grandissante des États-Unis d'Amérique et de l'extension colossale de l'empire britannique, il envisage qu'à terme l'anglais puisse même devenir l'unique langue internationale. Dans sa perspective – parier sur l'internationalisation à tous les niveaux pour favoriser le développement de l'internationalisme –, le sens de l'histoire ne fait aucun doute. Et il lui apparaît aussi positif qu'inéluctable.

Ne serait-ce ici qu'une réaffirmation de ses positions des années 1880 ? Pour partie, oui. Il reconnaît cependant les difficultés qu'ont les socialistes à se satisfaire de l'État national classique. Ce dernier demeure à l'heure actuelle, malgré tout, le cadre le plus adapté à la modernité, c'est-à-dire au développement du capitalisme. Relevant les progrès de la communication et la progression des échanges à l'échelle mondiale – développant ici l'idée déjà présente chez Marx et Engels d'une « mondialisation » qui ne peut être arrêtée –, il prône « le rassemblement des nations en communautés de culture internationales », concédant implicitement à Bauer l'importance de la diversité des cultures, contre la seule perspective d'un vaste ensemble germanophone. Néanmoins, l'attachement de Bauer et de ses soutiens aux

diverses « cultures nationales » très minoritaires lui semble illusoire, et politiquement contre-productif.

Kautsky répète ses éléments de définition dans de nombreuses contributions publiées dans les revues allemandes et autrichiennes, et nombre de celles-ci sont traduites dans toute l'Europe, notamment à l'Est mais aussi plus ponctuellement en français, italien et espagnol[108]. Il s'intéresse autant à la question allemande qu'au sort des peuples de l'Europe médiane et des Balkans, qui lui sont irrémédiablement liés. Il prône par exemple dans *Der Kampf* en 1909 l'unification de toutes les nations de la péninsule balkanique en une « république fédérative[109] ». Dans cette même contribution, il réaffirme néanmoins, encore et toujours, le primat de la question sociale : « Le bien de notre nationalité n'est pas le critère suprême de notre action. » Paradoxalement, Kautsky publie énormément sur ladite question nationale, tout en affirmant qu'elle ne peut pas être pour les socialistes la priorité, ni le devenir. Aussi manifeste soit-elle, la question des nations et nationalités demeure subordonnée à d'autres objectifs. Il doute largement du « réveil des peuples sans histoire », mais le fait qu'il écrive autant à ce propos trahit en quelque sorte les craintes qu'il pressent pour l'avenir du mouvement socialiste.

Or, sur bien des points, les internationalistes radicaux partagent les perspectives de Kautsky. Rosa Luxemburg, dans son refus absolu de tout nationalisme, va encore plus loin que Kautsky mais puise chez lui l'essentiel de sa grille d'analyse. Elle s'oppose à la perspective d'indépendance de la Pologne, une résistance vivace et régulière depuis le congrès international de Londres de 1896 (dont une résolution réclamait justement, contre son avis, l'indépendance de la Pologne). Un tel refus s'accorde bien avec la vision kautskyenne des grands ensembles. D'ailleurs, initialement, Kautsky doutait fortement de l'indépendance de la Pologne ; il ne s'était laissé convaincre que sous la pression d'Engels. Aussi une véritable matrice commune existe-t-elle depuis les années 1880, avant même les premiers contacts entre Luxemburg et Kautsky, qui continue à alimenter le corpus théorique des internationalistes radicaux. Juive polonaise naturalisée allemande, Luxemburg partage l'horizon d'une humanité contrainte par le capitalisme à se regrouper de plus en plus dans des grands ensembles. Favoriser le développement des États-nations lui paraît être un retour en arrière à combattre.

Attardons-nous sur une série d'articles de la célèbre théoricienne, publiés en polonais dans la revue théorique du « SDKPil ». Ce petit parti polonais, vigoureusement internationaliste et hostile à l'indépendance, a rejoint depuis 1906 le POSDR, le Parti ouvrier social-démocrate russe, conçu dans le cadre particulier de la Russie sur le modèle du SPD. Ses articles concernent « la question nationale et l'autonomie » et sont publiés en 1908-1909[110], au moment où les thèses de Bauer se diffusent. Rosa Luxemburg se trouve alors à la charnière de l'espace germanophone et russophone. Son propos rejoint de près les préoccupations d'Otto Bauer, tout en validant certains éléments de Kautsky ; il montre les hésitations et oscillations à fixer une position internationaliste conséquente. Reprenant l'argumentaire qu'elle développe inlassablement contre l'indépendance de la Pologne, Luxemburg cible en premier lieu le slogan du « droit des nations à l'autodétermination […], paraphrase du vieux slogan du nationalisme bourgeois de tous les pays et de tous les temps : "Le droit des nations à la liberté et l'indépendance"[111] ». À juste titre, Luxemburg enfonce le clou, en rappelant que Marx et Engels « étaient loin de résoudre toutes les questions des nationalités selon un même schéma, selon un modèle préétabli et, en outre, combien ils se souciaient peu du "droit" métaphysique des peuples lorsqu'il s'agissait des affaires concrètes du développement européen[112] ».

La mise en avant du « droit » lui paraît d'autant plus hypocrite que ce « droit des peuples » est mobilisé par certains socialistes comme Eduard Bernstein et le Néerlandais Henri van Kol pour justifier la colonisation extra-européenne. Pour Luxemburg, la seule auto-détermination qui vaille est sociale : celle du prolétariat qui doit écarter autant que possible toute perspective « nationale » dans ses revendications. Son argumentaire, pour une large part, s'appuie sur le texte de Kautsky sur les nationalités, en le « gauchisant », insistant encore davantage sur la lutte des classes. Sans rejeter entièrement Bauer, elle joue clairement la légitimité de Kautsky contre *La question des nationalités et la social-démocratie* :

> « Kautsky a raison d'inverser la perspective dégagée par Bauer en expliquant que la tâche de la grande réforme socialiste de l'avenir ne sera pas de nationaliser, c'est-à-dire de séparer les masses laborieuses selon les nationalités, mais au contraire d'ouvrir la voie à une culture universelle, internationale, unique dans laquelle les nationalités distinctes disparaîtront[113]. »

Après avoir souligné cela, Luxemburg concède malgré tout qu'une autonomie de la Pologne dans le cadre russe – sans sécession territoriale – peut être envisageable, tout en insistant sur l'aspect très particulier du problème puisque « l'autonomie nationale n'est ni l'unique forme politique applicable à tous les groupes nationaux ni l'idéal de liberté par excellence vers lequel devraient tendre les socialistes dans toutes les conditions existantes[114] ». Elle précise que c'est la situation exceptionnelle du « despotisme asiatique » incarné par l'Empire russe qui justifie une telle revendication. En aucune manière elle ne peut être généralisée.

Le point de vue de Luxemburg représente-t-il une tendance plus large ? Cette série d'articles sur la nation, les plus conséquents de la théoricienne sur la question, a été initialement publiée en polonais, et uniquement dans cette langue de son vivant. Elle qui connaissait parfaitement les logiques de légitimation d'une position (écrire et publier en allemand dans la *Neue Zeit* aurait eu un tout autre impact) souhaite circonscrire le débat à la partie polonaise. Sur la nation allemande, elle ne s'exprime pas et n'avance à notre connaissance aucun argument particulier, validant simplement l'idée selon laquelle le développement de grandes entités correspond au sens global de l'histoire. Sa relative discrétion sur ces questions confirme qu'il ne s'agissait pas pour elle d'une question cardinale, mais sa prise en compte de la problématique polonaise montre qu'elle ne voulait pas non plus fermer le débat en se contentant de réaffirmer purement et simplement les slogans internationalistes. Face au réel, les plus internationalistes se doivent eux aussi de proposer des solutions concrètes.

Et à y regarder de près, Luxemburg demeure en effet plus nuancée que d'autres. À lire les critiques de Bauer par la gauche en Autriche, on mesure en effet les différences importantes séparant des figures partageant pourtant un internationalisme viscéral. Prenons l'exemple de Josef Strasser, principal critique de Bauer au nom de l'internationalisme s'exprimant dans *Der Kampf*. Sa condamnation est radicale : selon lui, les thèses contenues dans *La question nationale et la social-démocratie* ne servent nullement la cause des nationalités du moment, tout au contraire. Sa contribution la plus importante est un ouvrage de 1912, regroupant plusieurs articles publiés sous le titre *Les travailleurs et la nation*[115]. Il est édité significativement dans une ville emblématique du problème austro-tchèque : Reichenberg. Strasser y affirme : « Nous, sociaux-démocrates, nous refusons non seulement de maintenir les caractères nationaux actuels mais nous

travaillons justement à leur destruction[116]. » Les intérêts nationaux ne peuvent correspondre, en dernière instance, qu'aux intérêts de la bourgeoisie. Il reprend la définition kautskyste en la radicalisant, jusqu'à refuser la moindre concession au cadre national. Ce que développe Bauer, loin d'être un pas en avant pour développer l'internationalisme, lui paraît être une pure tactique d'« opportunisme national ».

Pour convaincre, Strasser cherche en permanence l'appui de Kautsky, multipliant les citations de ce dernier qui vont le plus dans le sens d'un internationalisme pur et absolu. S'il ne poursuit pas jusqu'à nier l'existence des nations – il serait difficile de les ignorer à l'heure de la rivalité germano-tchèque –, il affirme qu'il ne s'agit que de phénomènes temporaires et limités à l'échelle historique. Le développement du capitalisme, puis du socialisme, va nécessairement rendre caduques les revendications nationales, et par conséquent « la vérité qui fait que les ouvriers doivent s'unir sans tenir compte de quelconques antagonistes qui existent entre eux est en marche[117] ». Les socialistes ne doivent pas s'y perdre.

Strasser dresse pour finir une comparaison avec les Églises et religions, reprenant une analogie très présente dans le débat, notamment dans l'œuvre de Renner. Comme les religions, les nations existent, et les socialistes doivent leur reconnaître une forme d'existence. Mais l'objectif des socialistes, tant pour les religions que pour les nations, doit s'inscrire dans un même horizon : leur abolition. Toute concession est donc suspecte. Quant aux problématiques liées à la protection des minorités, Strasser leur dénie toute légitimité. Dans une note de bas de page très révélatrice, le militant affirme sans détour : « La distinction entre état d'esprit national et nationaliste est trop subtile pour moi. J'estime que nationaux et nationalistes ne se distinguent pas fondamentalement[118]. »

On retrouve de telles considérations dans d'autres pays européens. Un bon exemple est le soutien explicite du Néerlandais Anton Pannekoek aux positions de Strasser. Pannekoek, dans un ouvrage sur les nationalités, minorait l'importance de ces dernières en soulignant combien « le fait national […] est une entrave à la lutte des classes[119] ». Pour lui, l'évolution du capitalisme balaiera toute hésitation : « La production mondiale organisée, transforme l'humanité future en une seule et unique communauté de destin[120]. » Est-ce là le signe du réseau d'une gauche internationaliste à

l'échelle de plusieurs pays ? À regarder de près les propos de Pannekoek et Strasser, on mesure ce qui les sépare de Rosa Luxemburg. Contrairement à eux, la révolutionnaire « ne nie pas la réalité culturelle de la nation, l'autonomie […] est une revendication praticable dans la conjoncture d'une démocratisation de la Russie[121] ». Aussi n'existe-t-il pas de véritable définition de la nation émanant de l'aile gauche de l'Internationale, ni de stratégie commune au-delà d'une perspective, nécessairement floue et lointaine au regard du contexte de l'époque, de dépassement/abolition (le double sens du mot allemand d'*Aufhebung* s'appliquant bien ici) de la nation.

## Le « patriotisme prolétarien » de Clara Zetkin

Un dernier exemple confirme cette forte hétérogénéité. Les congrès socialistes évoquent régulièrement le « patriotisme » et la « patrie », avec une tendance de plus en plus accentuée à s'approprier la « patrie » dans un sens progressiste. Réactions aux accusations des classes dominantes et des gouvernements à leur service, qui ne cessent de stigmatiser les socialistes pour leur prétendu antipatriotisme ? Toujours est-il que dans plusieurs textes parus en 1907, Clara Zetkin revient sur ce qu'elle appelle « notre patriotisme[122] », défini spécifiquement comme un « patriotisme prolétarien ». Zetkin devient à ce moment-là une figure clé du socialisme international : ardente militante des droits des femmes, elle prend l'initiative d'une structuration internationale spécifique des féministes socialistes en 1907. Classée alors dans le courant de gauche du SPD, elle publie de nombreux articles sur de multiples sujets dans l'organe de presse destiné aux femmes sociales-démocrates, *Die Gleichheit* (*L'égalité*), qu'elle dirige. Dans une série de contributions publiées dans ce journal, elle revient longuement sur le rapport entre « social-démocratie et patriotisme », synthétisant des positions qu'elle reprend dans les congrès nationaux et internationaux, tandis que nombre d'articles dans la presse régionale reproduisent son argumentaire.

Elle repart d'un des premiers objectifs des associations ouvrières, le nécessaire élargissement de la *Kultur* (souvent traduit en français par « civilisation », un terme explicitement rattaché ici à la « patrie ») aux milieux populaires : « Il revient à la lutte de classe prolétarienne de

transformer la patrie (*Vaterland*) et sa culture, de monopole d'une petite minorité qu'elles sont aujourd'hui en foyer (*Heimat*) et propriété de tous[123]. » Ici, le vocabulaire ne distingue guère Zetkin des autres sensibilités du parti. Certes, elle souligne ensuite les délimitations de classe de façon très claire, réaffirmant le primat de la question sociale, mais sans jamais s'extraire d'un certain patriotisme :

> « Le patriotisme de la bourgeoisie et de l'aristocratie est réactionnaire […]. Le patriotisme du prolétariat, au contraire, est révolutionnaire. Il ne veut pas préserver, il ne peut que renverser. Sa tâche est de faire sauter les chaînes nuisibles et déshonorantes de la domination de classe dont la patrie est prisonnière. Par-delà les ruines de l'ordre bourgeois, c'est la patrie libre qui attend le prolétariat[124]. »

Nulle négation de la nation ou de la patrie, tout au contraire. Il s'agit de lui donner un contenu de classe, mais aussi de faire comprendre aux militants et aux militantes que seule la perspective de la révolution prolétarienne peut sauver la nation. En aucune manière celle-ci ne paraît avoir terminé son rôle historique. Le cadre national ne semble nullement voué à s'effacer puisque « l'essence du patriotisme prolétarien se caractérise par un rapport aux pays étrangers fondé sur la solidarité internationale des exploités et des opprimés de toutes les nations et de toutes les races[125] ». Les termes proposés se distinguent assez radicalement des positions de Rosa Luxemburg, et plus encore de celles de Strasser qui n'évoquent jamais, en positif, un quelconque besoin de patriotisme.

D'autres emplois du même type peuvent être décelés, comme celui de « patriotisme mondial ». Dans le journal en l'honneur du 1er mai 1904 (*Maifestzeitung*, qui paraît chaque année et à la diffusion massive), Kurt Eisner présente l'internationalisme comme un élargissement de conceptions antérieures, s'inscrivant dans la continuité des penseurs du XVIIIe siècle, citant Herder et Kant[126].

Toujours est-il que l'aile gauche ne propose pas une ligne cohérente sur la nation comme, par exemple, lors de son opposition au révisionnisme théorique et politique. L'hétérogénéité des positions semble rendre impossible toute position commune, hors de l'opposition frontale aux propos et courants les plus nationalistes. Ces difficultés constituent assurément un des éléments permettant d'expliquer l'absence de liens

sérieux entre les gauches à l'échelle internationale. Rosa Luxemburg ne semble pas disposer d'un réseau structuré autour d'elle, ce que confirme l'étude de ses correspondances : un réseau dense de relations politiques et amicales, mais pas de véritable groupe solide défendant des positions communes[127]. Il existe certes en Allemagne le quotidien saxon *Leipziger Volkszeitung* (*Le journal du peuple de Leipzig*) rapportant les positions de la gauche du SPD, mais nulle revue théorique comme *Die Neue Zeit*. Un élément d'explication important est assurément le souci de « jouer le jeu du parti » pour y peser le plus possible ; il faut également relever que, au moins jusqu'en 1910, les positions critiques peuvent s'exprimer librement dans les divers organes de presse, dont la *Neue Zeit*.

## Échos hongrois

Les social-démocraties hongroise et autrichienne connaissent, à l'image des pays dans lesquels elles évoluent, des trajectoires assez distinctes. Cependant, les thèses d'Otto Bauer et le débat qu'elles ont pu susciter ont bénéficié d'un certain écho dans tout l'Empire habsbourgeois, à commencer par la Hongrie.

La situation à Budapest différait nettement de la gestion viennoise. Le gouvernement hongrois pratiquait en effet une politique assimilatrice bien plus virulente que dans la partie autrichienne. Au niveau de la gauche socialiste, le parti réclamait certes formellement l'égalité entre les nationalités, mais sans s'y attarder. On remarque un timide droit à l'autonomie des nationalités plus clairement affirmé à partir de 1903 (notamment sous la pression des Roumains, une des principales minorités de la partie hongroise) que l'on peut interpréter comme un écho du congrès de Brünn. Sur la longue durée, l'évolution est incontestable : jusqu'aux années 1890, aucun droit n'était explicitement accordé aux minorités. Surtout, dans les faits, l'organisation ne s'y intéresse guère et a plutôt tendance à prôner un nationalisme assimilateur, bien plus fort que dans la partie germanophone. Dans le compte rendu d'un congrès du Parti social-démocrate de Hongrie en 1909, on peut par exemple lire cette intervention d'un délégué : « Nous savons combien les non-Hongrois, exceptés les Allemands, sont arriérés ; par contre, la race magyare est civilisée : c'est sur elle que les socialistes de Hongrie doivent compter avant tout[128]. »

De tels propos ne doivent pas surprendre. Sous l'impulsion de Zsigmond Kunfi, son principal leader à partir de 1908, le parti a plutôt tendance à durcir ses positions sur les nationalités, refusant explicitement les théories de Bauer et Renner par crainte de dissolution de l'identité hongroise[129]. Mais le fait même que leurs positions soient réfutées montre qu'elles ont bénéficié d'un certain écho. Il n'en demeure pas moins que dans la social-démocratie, il n'existe « aucune vue d'ensemble comparable à celle de Jaszi[130] ». Si un « Bauer hongrois » doit être recherché, il faudrait davantage se tourner vers Oscar Jaszy, radical réformiste (mais non socialiste), auteur de *La formation des États nationaux et la question des nationalités* (1912). Hostile au marxisme, il s'autorise l'influence d'un certain matérialisme. Pour lui, la nation passe avant tout par la reconnaissance de la langue. Il propose une démocratisation générale et une reconnaissance des droits dans le cadre de la Hongrie supranationale, contre la magyarisation forcée alors à l'œuvre. Il s'oppose clairement aux projets d'autonomie de Bauer et Renner dans lesquels il perçoit l'esquisse d'une ambition de grande-Autriche au détriment des Hongrois. Comme beaucoup d'acteurs de Budapest, tout projet autrichien mobilisant la cause des nationalités aurait pour but d'affaiblir la Hongrie. S'inspirant de cela, une partie de la gauche du parti radical hongrois accuse même Bauer de vouloir opprimer les prolétaires hongrois ! L'incompréhension est quasi totale, mais reste qu'un esprit commun traverse les propositions de Bauer et Jaszy[131]. Le fait qu'il faille sortir des courants socialistes en Hongrie pour trouver de telles convergences montre combien l'internationalisme rencontre des difficultés à exister.

Comme en Autriche, en marge de la ligne nationale majoritaire existent aussi des minorités radicales. Quelques cas de militants ayant circulé d'un empire à l'autre illustrent l'esquisse d'une coordination de cette gauche internationaliste, au-delà des seuls germanophones. Ils méritent à ce titre d'être signalés ici. Nous en avons connaissance grâce à des historiens hongrois qui ont reconstitué les trajectoires de ces militants tentant de constituer un réseau transimpérial. Un des cas significatifs est celui du hongrois Gyula Alpari (1882-1944)[132]. Il séjourne en Allemagne à l'occasion du congrès de l'Internationale socialiste de Stuttgart de 1907 – où la gauche se fait notamment remarquer en faisant adopter une motion critique de la politique coloniale, nous y reviendrons – et reste en territoire allemand plusieurs mois, d'avril 1907 à juillet 1908. Ouvrier des transports,

il participe au congrès du syndicat des travailleurs allemands de sa corporation avant d'assister à plusieurs conférences données par August Bebel. Surtout, il se lie d'amitié avec des membres de l'aile gauche, tout particulièrement Karl Liebknecht, et s'associe à lui pour fonder l'Internationale de la jeunesse. Autre exemple, celui d'Ervin Szabo (1877-1918) qui a publié en allemand un texte de solidarité avec les Roumains, minorité opprimée dans la partie hongroise de l'Empire. Son texte était adressé à un congrès de jeunes socialistes roumains ; on ne dispose pas de la réponse car le congrès en question fut interdit. Il montre néanmoins qu'existaient des tentatives concrètes de liens internationalistes dans un contexte difficile où existait un fort consensus autour de la magyarisation prônée par le parti hongrois[133]. Autant d'échanges et de conceptions témoignant de l'existence d'un vigoureux internationalisme, au demeurant marginal par rapport à la ligne globale de la social-démocratie.

## De Vienne à Moscou, penser la spécificité slave

Au-delà du cas hongrois, le livre d'Otto Bauer a eu un impact sur les social-démocraties d'Europe centrale, notamment dans les courants les plus internationalistes, ou revendiqués comme tels. Les questions posées lors du congrès de Brünn eurent en effet un écho relativement important dans les années qui suivirent ; dans ce contexte, le cas du judaïsme est particulièrement éclairant, nous y reviendrons. Dans l'univers du « socialisme 1900 », une conception d'origine « autrichienne » de la nation est bien en discussion en dehors de l'Autriche. Il s'agit moins de l'existence d'une « petite internationale » que d'un modèle plus large, pouvant être opérant pour les autres peuples à l'est de l'Europe. Il incarne en quelque sorte une forme d'universalité, concurrente des modèles davantage pensés sur le mode d'une nationalisation/assimilation à court ou moyen terme, et refusant le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » dans un sens sécessionniste.

L'importance qu'accordent par exemple les dirigeants des courants sociaux-démocrates russes à la critique de ces conceptions en montrent la diffusion. Lénine démonte par exemple méticuleusement leurs arguments pendant les années 1900-1905[134]. Selon lui, de telles conceptions reviennent à accepter la structure de l'Empire autrichien et à refuser de le combattre

frontalement. Il s'agit de fait d'un réformisme masqué. Les militants comme Lénine s'inscrivent dans l'internationalisme radical : avec Luxemburg et d'autres, ils combattent les courants les plus nationalistes. Dans ce contexte, un cas spécifique doit être signalé, celui de l'ouvrage de Staline dédié aux questions des nationalités. Il peut pourtant sembler paradoxal de placer dans un même chapitre Rosa Luxemburg et Staline qui, sans même évoquer les débats ultérieurs sur le « luxembourgisme » en URSS à la fin des années 1920[135], s'opposent déjà vivement sur leurs conceptions de la nation. Mais Staline est à l'époque un représentant du parti bolchevik. Dans le cadre de la Deuxième Internationale, il soutient les mêmes textes que la gauche du SPD. Tous participent à la constitution d'un embryon de réseau transnational autour de positions communes. Surtout, nombre de ces bolcheviks passent une partie de leur existence en Europe occidentale et centrale. Une des très rares fois où Staline s'est rendu à l'étranger, c'est à Vienne. Il y est en effet envoyé pour étudier la question des nationalités au nom de son parti, en réaction aux thèses de Bauer, afin de livrer une définition de la nation qui soit plus nette que celle de Kautsky.

Compte tenu de l'impact ultérieur de l'ouvrage de Staline, considérable dans l'historiographie marxiste, il ne peut être passé sous silence. Des millions de personnes ont en effet connu l'œuvre d'Otto Bauer à travers la critique stalinienne, notamment dans les pays du Sud, où le « marxisme-léninisme », et tout particulièrement l'essai de Staline sur la question nationale, a connu un écho considérable jusqu'aux années 1960[136]. De fait, la condamnation ferme de Bauer et de l'« austromarxisme » dans les pays sous influence soviétique a paradoxalement contribué à rendre célèbre les théories de Bauer dans le monde entier. Puis la déstalinisation a rendu ce même texte stalinien presque invisible ; l'oubli a pris le relais du concert de louanges au « petit père des peuples ».

L'histoire de l'élaboration du texte *Les marxistes et la question nationale*, rédigé en 1913, est indissociable de l'histoire du mouvement ouvrier germanophone, tout comme de l'histoire organisationnelle de la social-démocratie russe[137]. Le parti bolchevik a été en effet définitivement fondé à Prague en janvier 1912. Quelques mois plus tard, en août, les mencheviks y répondent en formalisant leur organisation à Vienne. Nombre de dirigeants de la social-démocratie russe, de toute tendance, ont séjourné en Autriche. Lisant pour la plupart la presse et les revues du parti autrichien, ils ont pris connaissance des programmes et débats autour des questions nationales.

Lénine, considérant la nation comme une problématique capitale, invite Staline, qui reste cinq semaines à Vienne en 1913, à écrire une série d'articles synthétiques à ce propos. Les positions de Lénine se fonderont pour une large part sur les textes de celui qu'il qualifiera à cette occasion de « merveilleux Géorgien ».

Seul ouvrage à prétention théorique rédigé de la plume de Staline, sa composition a fait l'objet de nombreux commentaires. Le futur dirigeant de l'Union soviétique ne maîtrisant aucune langue étrangère, il a nécessairement fait appel à ses camarades russes pratiquant l'allemand. Aucun document précis, excepté des témoignages indirects, ne nous permet de savoir dans quelle mesure il a pris connaissance de l'ouvrage et des articles de Bauer, ou de ses contradicteurs. Nikolaï Boukharine, alors également présent à Vienne, a servi de traducteur à Staline, probablement en lui dictant quelques citations[138]. Mais compte tenu du rôle que joua l'oralité dans l'élaboration de ce texte, il est très peu probable que, par exemple, Boukharine n'ait pas fait état des controverses autour de l'ouvrage de Bauer, en plus d'en avoir livré des extraits significatifs.

Rappelons ici la définition de la nation d'après Staline, qui répond selon lui à des critères stables, prenant le contrepied des affirmations de Bauer. Une nation, c'est une langue, une entité économique, un territoire, un certain « psychisme » : malgré les évolutions historiques, elle se caractérise par une certaine stabilité. Si l'on ne retient pas ces critères, il n'est pas possible de parler de « nation ». L'autonomie nationale dans le sens de Bauer n'a donc aucune véritable consistance et, derrière de bonnes intentions, ses thèses se révèlent impraticables à l'échelle d'un empire. Deux possibilités existent d'après *Le marxisme et la question nationale* : soit l'autonomie régionale de nations bien identifiées et stables (« La seule solution juste, c'est l'autonomie régionale, l'autonomie d'unités déjà cristallisées, telles que la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine, le Caucase, etc.[139] ») ; soit le droit à la séparation de ces mêmes entités, ce qui revient à valoriser le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », mais de manière sélective et limitée à certaines situations particulières. Staline s'en prend tout particulièrement aux « Caucasiens » favorables à l'autonomie nationale et aux « séparatistes » du Bund qui souhaitent accorder une autonomie aux Juifs ; en tant que géorgien, il s'estimait particulièrement bien placé pour évoquer la question. Sur le reste, Staline reprend les perspectives assimilationnistes affirmées par Kautsky et ses soutiens depuis

les années 1880 : « Qu'est-ce que ces sociaux-démocrates qui, à l'époque d'une aggravation extrême de la lutte des classes, organisent des unions nationales de toutes les classes[140] ? »

C'est cette même base kautskyste qui le rapproche du reste de la gauche de la social-démocratie internationale, notamment allemande. Pourquoi vouloir affirmer à tout prix les droits « nationaux » en toute circonstance ? Ce serait encourager un processus contraire à l'évolution du capital : « Les cloisons nationales ne s'affermissent pas, mais se désagrègent et tombent. » Disserter sur l'évolution dite « nationale » de certains peuples reviendrait à favoriser la fragmentation, et ainsi à « morceler le mouvement ouvrier unique[141] ». Staline conclut son propos en insistant sur le « principe du rassemblement international des ouvriers comme point indispensable dans la solution de la question nationale ». Propos qui ne surprend pas pour un internationaliste : Staline peut de ce point de vue être considéré en 1912-1913 comme un marxiste plutôt classique. Significativement, le militant géorgien montre une certaine prudence à l'égard de la social-démocratie autrichienne en tant que telle. La critique qu'il expose vise avant tout l'écho des thèses autrichiennes dans l'Empire russe (chez les Arméniens, Juifs, Géorgiens, etc.), Staline soulignant à plusieurs reprises que les divergences sont liées à des situations très différentes. Il insiste ainsi sur l'existence d'un régime parlementaire en Autriche ; sont davantage visés les peuples de l'Empire russe imitant les sociaux-démocrates autrichiens que ces derniers : « Différente est la façon de poser la question, différentes sont les perspectives et les méthodes de lutte, différentes les tâches immédiates[142]. » Là où il se démarque clairement des Autrichiens, c'est par son insistance sur la stabilité des nations, affirmée de façon particulièrement nette et péremptoire. Il prône sans détour l'assimilation pour les peuples très minoritaires puisque « les nations et les peuples attardés doivent être entraînés dans la voie générale d'une culture supérieure[143] ».

## Vulgariser une pensée : l'autre œuvre d'Otto Bauer

Au-delà des multiples échos et controverses au sujet de l'œuvre d'Otto Bauer à l'échelle internationale, il est nécessaire d'en comprendre l'impact au plus près du vécu militant. Il faut ainsi tenir compte des autres « petits »

textes d'Otto Bauer où il a cherché à vulgariser et transmettre ses conceptions au plus grand nombre. La densité et la longueur de *La question des nationalités et la social-démocratie* font qu'il n'a pu être lu et débattu que par une toute petite frange de l'élite sociale-démocrate pouvant lire l'allemand. Même ses *Œuvres* publiées dans les années 1970, regroupant pourtant de très nombreux textes issus de différents supports, oublient certains écrits de propagande – probablement jugés peu dignes d'intérêt – qui eurent pourtant un lectorat bien plus important[144].

Bauer voulait aller au-delà, peser politiquement et toucher plus large : la montée du camp pangermaniste (« *alldeutsch* »), nationaliste et antisémite est un des éléments essentiels de l'histoire politique de l'Autriche et de l'Allemagne au début du XXe siècle et l'action de Bauer doit être comprise comme une réponse à cette montée en puissance. Ayant conquis des positions importantes au niveau électoral, les militants de gauche répondent point par point à ces courants par une propagande intense. Une série de petites brochures résumant à grands traits leurs argumentaires (pour, comme l'indique leur titre, « éclairer » militants et sympathisants) peut servir de corpus intéressant pour comprendre la vision des nationalités qui était diffusée pour tenter de contrecarrer les courants nationalistes[145].

Prenons par exemple l'une des brochures, consacrée à « Germanité et social-démocratie », dont l'auteur est Otto Bauer. Elle est publiée en 1907, l'année de la parution de son ouvrage sur les nationalités. Loin des subtilités des débats de *Der Kampf* ou *Die Neue Zeit*, Bauer cherche en quelques pages à contrer l'argumentaire « national-allemand » visant avec virulence Slaves et Juifs au nom du slogan « Vive le peuple allemand ». L'alternative défendue par Bauer soutient dans un premier temps la perspective internationaliste classique : « Parti international de classe ou parti national interclassiste[146] ? » La social-démocratie doit réaffirmer, face au camp national, ses positions de classe. Chiffres à l'appui, Bauer montre que les travailleurs de l'industrie sont les plus nombreux et que, là où ils sont encore très minoritaires, leur croissance est irréversible, et ce indépendamment du peuple dont on parle (allemand, tchèque, etc.). Mais la suite de l'argumentaire révèle le malaise traversant la social-démocratie : les affirmations très « lutte de classes » et internationalistes cèdent progressivement la place à des arguments valorisant la législation sociale, avant tout pour le bien de la nation allemande :

« Mais chaque victoire de la classe ouvrière fut un succès de la nation allemande ! Car chaque augmentation de salaire, chaque réduction du temps de travail, chaque amélioration de l'hygiène dans les ateliers réduit la mortalité des Allemands et accroît par conséquent notre population[147]. »

Développer la nation allemande est chose impossible avec les autres partis, selon Bauer ; seule la social-démocratie peut représenter véritablement ses intérêts :

« La politique des partis nationaux est antinationale, hostile à la nation. Il ne peut pas en aller autrement. La recherche du profit capitaliste et la recherche de la puissance nationale s'excluent mutuellement. Celui qui sert les intérêts des classes possédantes ne peut pas favoriser le développement de la nation[148]. »

Mobilisant une vive défense de la *Kultur* allemande, Bauer lie combat politique, combat social et défense de la culture :

« Celui qui veut transformer les esclaves du travail en bons Allemands, c'est-à-dire en êtres humains ayant part à la culture de la nation allemande, celui-là est forcé de combattre l'exploitation capitaliste. C'est pour cela que l'histoire des dernières décennies ne connaît pas de plus grand fait national que la lutte héroïque de la classe ouvrière[149]. »

Le troisième volet de l'argumentaire revient davantage à une perspective plurinationale, défendant la coexistence entre Allemands et Tchèques. L'acharnement à imposer une unique langue à tous serait contraire aux intérêts nationaux des Allemands[150] ; les intérêts réciproques entre Tchèques et Allemands doivent donc prendre le dessus : « Les travailleurs allemands ont eux-mêmes intérêt au progrès culturel de la classe ouvrière tchèque, tout comme le développement culturel des travailleurs allemands sert les intérêts des travailleurs tchèques[151]. »

Bauer explique enfin le principe de l'autonomie et de la représentativité nationale de chaque nation, rappelant le programme de Brünn, sans entrer dans les détails. Et pour conclure, il répète que le combat pour l'éducation et la culture allemande doit en passer par là. Bref, sans être en rupture avec ce qu'il publie au même moment dans *La question des nationalités*,

l'essentiel de l'argumentaire politique demeure malgré tout centré sur la défense des intérêts du peuple allemand. Une distance par rapport à ses propos les plus internationalistes qui, si elle n'a rien de surprenant dans un contexte où les Allemands représentent l'électorat le plus important, doit être soulignée. Bauer sait s'adresser à des publics divers, habileté que l'on retrouvera à d'autres moments de sa carrière et qui lui vaudra auprès de certains, jusqu'à l'un de ses plus récents biographes, une réputation « d'illusionniste[152] ».

Cependant, son propos peut aussi se lire autrement. Tout en cherchant à satisfaire les intérêts allemands, il insuffle un minimum d'internationalisme en pointant la nécessaire solidarité avec les Tchèques, et ce d'autant qu'il ne peut, dans une brochure de parti, simplement exprimer son point de vue personnel. *La question des nationalités* n'est pas le nouveau programme officiel du parti, mais une contribution au débat.

Autre exemple de propagande politique, le « journal en l'honneur de mars » 1848 (*Märzfestschrift*) publié en 1907[153]. Une magnifique Marianne orne la couverture ; la majeure partie du contenu porte sur le droit de vote pour tous, que la social-démocratie vient d'obtenir. C'est bien de toute l'Allemagne dont on parle lorsque 1848 est évoqué, qu'il s'agisse des événements à Vienne ou Berlin. Dans ce cadre, un article d'Otto Bauer évoque la révolution, ainsi que le développement industriel du télégraphe. Pour Bauer, ces innovations sont contemporaines de la révolution russe. À l'instar de *La question des nationalités*, ce texte est fortement marqué par une dimension utopique : le socialisme saura faire fructifier ces progrès dans un sens égalitaire à l'avenir. Mais seules quelques formules lapidaires rappellent la nécessaire solidarité avec les autres peuples. Lorsque Bauer évoque 1848, c'est bien de la « grande Allemagne », sans le dire explicitement, qu'il traite avant tout, plutôt que des questions de pluri-nationalités. Adaptation, là encore, au contexte et au public, avec une touche, mais guère plus, d'internationalisme.

On peut mettre ces propos en miroir d'autres brochures consacrées à cette question, souvent anonymes, peut-être rédigées par Bauer, ou tout du moins inspirées par lui, tel *Le peuple travailleur et la question des nationalités*[154]. Ce texte s'arrête notamment sur des questions de vocabulaire et s'attache à démonter la lecture « droitière » de la conception du « peuple »[155]. L'argumentaire se déploie en trois temps. En premier lieu, il dénonce les

courants hostiles aux socialistes affirmant que ceux-ci ont une définition restrictive de la nation. Ensuite, s'il existe un peuple allemand et une nation allemande définis notamment par la langue, il faut souligner l'existence d'autres nations, notamment celle de la « nation polonaise », réalité historique niée farouchement par le courant national allemand. Enfin, et sans surprise, la question sociale demeure au premier plan : « Le peuple en tant que peuple travailleur. Le seul usage correct du mot "peuple" est ce troisième usage[156]. » Par la suite, l'argumentaire insiste fortement sur la classe, sur la question du travail, notamment le salariat. Le « peuple », c'est l'opposé des classes dominantes (noblesse et clergé, les anciennes ; les intermédiaires, la bureaucratie ; et bien sûr les nouveaux arrivants avec l'industrialisation, la bourgeoisie). À partir de là, que faire ? Une section entière est consacrée à la « politique nationale » pour bien souligner la spécificité des sociaux-démocrates :

> « Les partis nationalistes ont falsifié le mot "national", si bien que ceux qui plaident pour la liberté de leur propre nation, mais non ceux qui plaident pour l'oppression des autres, sont contraints, pour se distinguer, d'énoncer plus clairement leur position sur la question nationale[157]. »

Et outre la réaffirmation classique des droits des nationalités, le propos insiste sur les complémentarités entre national et international : « Pour être international, il faut – le mot lui-même l'indique déjà – d'abord être national[158]. » À l'aide d'exemples imagés, on affirme, « contre la solidarité des classes possédantes, la solidarité du peuple travailleur de toutes les langues[159] ». L'internationalisme demeure une devise, qui passe clairement en premier lieu par l'affirmation de l'autonomie nationale dans un cadre supranational :

> « Notre devise est : liberté pour chaque nation et unité de toutes les nations libres ! Autonomes à l'intérieur, soudés à l'extérieur, internationaux ! C'est le signe de la victoire de la solidarité prolétarienne[160] ! »

D'autres brochures évoquent des propos proches, par exemple le *Lichtstrahlen* n° 22 consacré au « mouvement ouvrier national-allemand », signé de Karl Cermak, visant plus spécifiquement à réaffirmer les positions de la social-démocratie face au poids grandissant du camp nationaliste[161].

L’argumentaire développé ici, assez classique, pointe les accointances du camp national-allemand avec la bourgeoisie. Et l’auteur se saisit de l’occasion pour souligner à nouveau la nécessaire reconnaissance des droits nationaux des autres peuples dans une perspective de fraternité à long terme. Mais, encore une fois, la priorité reste bien le « peuple allemand d’Autriche », définitivement central.

Ces propos publiés en 1912 surgissent à un moment où la situation s’est considérablement dégradée : les socialistes tchèques sont entrés dans une dynamique de sécession définitive tandis que grandit, à Vienne comme à Berlin, l’écho d’un camp « national-allemand » (*deutschnational*) entendant réaffirmer la prééminence d’une nation allemande au-dessus de tout. Ce camp nationaliste est pourtant loin de se limiter aux courants extérieurs aux gauches socialistes. En effet, au sein de ces dernières s’est notamment structuré un puissant réseau germano-autrichien « pro-allemand » proférant parfois des propos n’ayant rien à envier aux pangermanistes. Souvent bien moins connus dans l’historiographie que les thèses audacieuses d’un Bauer, ils sont loin d’être dénués d’influence. C’est à eux qu’il faut désormais s’intéresser pour bien comprendre le rapport ambivalent de la gauche aux questions nationales.

# Chapitre III

## *La haine du « cosmopolitisme » : la gauche nationaliste*

En concluant son ouvrage sur les nationalités, Otto Bauer se donnait pour tâche de débarrasser son parti des écoles nationalistes. *La question des nationalités* peut être en effet comprise comme une réponse à la progression des positions assimilatrices et hostiles aux droits des minorités. Ce courant est qualifié par Bauer de « national-révisionniste » : « Il ne s'agit pas du tout dans le parti d'un antagonisme entre Allemands et Tchèques, mais d'une lutte entre une tactique national-révisionniste et une tactique internationale de principe. » Et d'ajouter : « Nous ne pouvons combattre efficacement la politique de certains camarades tchèques, qui déchire le parti et divise les syndicats, si nous ne venons pas à bout du révisionnisme national dans nos propres rangs[1] ! »

Ce phénomène d'ampleur – la présence d'un fort courant nationaliste – n'a pas échappé aux contemporains. Ainsi Louis-Gabriel Jaray, observateur français des mœurs et débats des dirigeants sociaux-démocrates, écrit-il au début du XXe siècle :

> « Et puis voici un ancien nationaliste allemand, dont la conversion au socialisme n'a pas été, à en croire les Tchèques, sans lui laisser de temps en temps "le lait de sa nourrice lui remonter au cerveau". M. Pernerstorfer se souvient-il, autant qu'on veut bien le dire, de ses origines pangermanistes, nous ne savons ; peut-être seulement ne le prédestinaient-elles pas au rôle de défenseur des aspirations prolétariennes[2]. »

Engelbert Pernerstorfer et quelques autres dirigeants incarnent cette gauche nationaliste qui assume ses positions. Deux revues leur servent principalement de tribune. D'une part, les *Deutsche Worte* (*Les mots allemands*), lancés à l'initiative de Pernerstorfer, et surtout les *Sozialistische*

*Monatshefte*, mieux connus car ils ont laissé une grande place à la défense des partisans d'Eduard Bernstein. Mais ces « cahiers mensuels socialistes » furent également un lieu majeur d'élaboration de la question de la nation allemande, tout en abordant d'autres problématiques liées aux nationalités, notamment celles du sionisme et de l'antisémitisme[3].

Ces deux revues sont des dissidentes par rapport à la ligne du parti. Elles ont souvent été de ce fait sous-estimées par nombre d'historiens du socialisme. Elles se présentent comme les héritières des traditions d'avant la séparation de 1870 entre l'Autriche et l'Allemagne. L'une est publiée en Allemagne et fait appel régulièrement à des Autrichiens (*Sozialistische Monatshefte*) ; l'autre est gérée depuis Vienne, mais obtient rapidement une antenne à Leipzig (*Deutsche Worte*). Elles font vivre des réseaux allemands par-delà les frontières impériales, qui n'ont nullement renoncé à la vieille perspective de réunir le peuple allemand. Paradoxalement, leurs connexions fonctionnent bien mieux que celles des internationalistes radicaux, fragilisés par leur hétérogénéité.

Les rédacteurs, affichant parfois un nationalisme sans complexe, ont-ils déserté les rangs du socialisme ? Non. Ils affichent fièrement leur identité politique, voire leur « internationalisme », qu'ils opposent à un « cosmopolitisme » abstrait. Il serait trop simple de les exclure comme l'a souvent fait l'historiographie : ces « révisionnistes » utilisent les notions clés du socialisme pour s'exprimer et s'imposer. Pour les détourner de leur sens initial ? Peut-être. Mais il existe bien, dès la fin du XIXe siècle, un « socialisme national » qui mène un combat inlassable dans les rangs du mouvement ouvrier.

## « Protectionnisme » socialiste et « socialisme national »

Une des idées fortes du rédacteur en chef des *Sozialistische Monatshefte* au début du XXe siècle, Joseph Bloch, est la défense d'un vaste empire continental aux frontières délimitées. Précurseur de ce que l'on désignerait aujourd'hui comme du « protectionnisme », il se fait alors l'écho de l'influence, sur les premiers socialistes, des thèses de Friedrich List. Ce dernier avait publié en 1841 son *Système national d'économie politique* (*Das nationale System der politischen Ökonomie*), dans lequel il prônait une

libre circulation entre États allemands et une forte protection vis-à-vis de l'extérieur[4].

List, économiste de renom de la première moitié du XIXe siècle, est considéré comme l'un des théoriciens du protectionnisme. En ce début de XXIe siècle, dans le cadre des débats actuels sur le « souverainisme », son nom est revenu au premier plan dans le débat public, notamment en France[5]. Défendant une « économie nationale » fondée sur une production permettant aux peuples de se suffire à eux-mêmes, List a, parmi les premiers, développé l'idée d'une « Mitteleuropa » dans un sens moderne. Sa conception de cette « Europe du milieu » reposerait sur l'organisation d'un vaste État fédératif avec des frontières internes germano-magyares, susceptibles de rivaliser politiquement et économiquement avec les grands empires[6]. Quel rapport avec le socialisme ?

Marx et Engels ont fortement critiqué les conceptions de List. Il serait pourtant erroné d'y voir un débat extérieur à la tradition dont se revendique la social-démocratie. Avant List, le célèbre auteur des *Discours à la nation allemande* (1808), J. G. Fichte, avait par exemple théorisé un « État commercial fermé » avec un fort volet social, se rapprochant du fondateur de la théorie communiste moderne, Gracchus Babeuf[7]. S'il serait anachronique de considérer le protectionnisme comme une question centrale dans la genèse des courants socialistes des années 1870-1880, l'idée de développer une nation socialiste autonome avec des frontières pour se protéger d'un environnement hostile fait bien partie des éventualités envisagées alors.

Dans le cas de l'Allemagne, la « voie prussienne » autoritaire menée par Bismarck ne s'oppose pas en tout point aux perspectives socialistes. Prenons par exemple la définition de la « voie particulière » allemande (*Sonderweg*) donnée par Bernd Faulenbach ; pour lui, le *Sonderweg* est « la combinaison d'éléments autoritaires et démocratiques, le signe d'un développement étatique particulier, autonome et supérieur au modèle ouest-européen, qui aurait poursuivi la tradition du despotisme éclairé sous une forme adaptée à son époque et aurait été plus apte à accompagner les évolutions sociales que le parlementarisme d'Europe de l'Ouest[8] ». S'opposant à la construction nationale prussienne, la gauche sociale-démocrate s'en distingue certes sur de nombreux points. Elle en a même fait une de ses raisons d'être en tant que parti d'opposition. Mais il existe un

courant « socialiste », dit « socialisme d'État », dans ces années 1870 s'inscrivant dans cette acception du *Sonderweg* et soutenant le pouvoir bismarckien. On pourra invoquer alors la ferme condamnation de la social-démocratie à son encontre. Pourtant, au-delà des oppositions formelles, son extériorité à l'histoire du socialisme est loin d'être évidente.

L'héritage de Ferdinand Lassalle, fondateur du premier parti ouvrier allemand en 1863, favorable à Bismarck et à la Prusse, joue dans ce processus un rôle important. Il est nécessaire d'aller au-delà et de suivre l'intellectuel libéral Élie Halévy (1870-1937), auteur d'une *Histoire du socialisme européen* parue en 1948[9]. Cette œuvre de synthèse a marqué toute une génération, notamment Raymond Aron. Si ses jugements sur l'histoire du socialisme peuvent être contestés, Halévy avait envisagé, comme le montrent des manuscrits récemment exhumés, d'intégrer pleinement à l'histoire du socialisme ces « socialistes d'État » (« *Katheder-Sozialisten* », littéralement les « socialistes de la chaire »), ardents opposants au marxisme et à la social-démocratie organisée dans les années 1870-1880[10]. Les autres histoires de la gauche et du socialisme les mentionnent tout au plus, sans les prendre en considération. Halévy rappelait bien sûr que ces « socialistes d'État », favorables à une politique sociale « par en haut », se pensaient avant tout comme des alliés de Bismarck. Napoléon III en France, dans un autre contexte, avait tenté des opérations du même type dans les années 1860 en favorisant l'émergence d'un personnel ouvrier non socialiste. Pour autant, il n'existe pas de séparation radicale entre les deux univers.

Ainsi le socialisme d'État prôné par Albert Schäffle (1831-1903), un des principaux représentants de ce courant, ne peut-il pas être considéré comme extérieur à l'histoire de la social-démocratie. Certes, Schäffle est politiquement hostile au SPD, qu'il condamne sans détour. Pourtant, son ouvrage *La quintessence du socialisme* publié en 1874 est jugé positivement par au moins deux dirigeants majeurs, influents de la social-démocratie jusqu'à la guerre et représentant deux sensibilités antagonistes : August Bebel et Eduard Bernstein. Tous deux se réfèrent à lui pour traiter du rapport qu'entretiennent les socialistes avec l'État[11]. Son influence dépasse même les frontières du monde germanophone, Schäffle ayant été également traduit en français par une nébuleuse proche des socialistes réformistes[12].

Or, lorsqu'il s'agit d'évoquer la nation, évoquer ce « socialisme d'État » paraît essentiel. « S'agit-il de l'internationalisme ? » se demandait Halévy en 1937, constatant qu'« il existe un socialisme dit d'État, strictement national et qui réagit contre l'internationalisme dérivé de la révolution de 1789 »[13]. Outre la *Quintessence*, Schäffle est l'auteur d'un autre ouvrage, *Bau und Leben des sozialen Körpers* (*Fondement et vie du corps social*, 1875-1878). Il y avance notamment la thèse – reprise et étayée ailleurs – qu'en raison des développements économiques et politiques inégaux des différents pays, il ne sera pas possible d'esquiver un socialisme national, avec des développements historiques et des caractéristiques particulières. Ferdinand Lassalle avait certes exprimé des idées proches, mais il en était resté à des considérations générales, et ce dans un autre contexte, celui du début des années 1860, à un moment où ni l'unité allemande ni la progression du mouvement ouvrier n'étaient encore des phénomènes tangibles.

Dans les années 1870-1880, la donne a profondément changé. Une brochure pose explicitement la question, traitant de « l'État socialiste isolé[14] ». L'auteur en est Georg von Vollmar (1850-1922), un nom associé à la révision du marxisme. Il sera l'un des premiers, depuis la Bavière, à contester la ligne du SPD au début des années 1890, défendant l'idée que la petite propriété paysanne n'allait pas péricliter avec le développement du capitalisme, et qu'il était donc nécessaire pour les socialistes de la défendre. Mais lorsqu'il écrit son texte sur l'État socialiste isolé, il n'incarne pas encore le révisionnisme. Tout au contraire : en 1878, il se place du côté de la majorité du parti. Or il émet alors l'hypothèse d'une Allemagne socialiste isolée, évoluant dans un environnement hostile :

> « La question est la suivante : pour pouvoir réaliser ses projets économiques, le socialisme doit-il nécessairement parvenir au pouvoir en même temps dans l'ensemble du monde civilisé, autrement dit dans tous les pays économiquement développés, ou bien un État isolé, organisé de manière socialiste, est-il possible et viable[15] ? »

Il invite le parti de Gotha – nous sommes trois ans après son unification – à se préparer concrètement à cette hypothèse :

« En tout état de cause, il est vraisemblable et même très vraisemblable que la victoire du socialisme n'advienne d'abord que dans un seul pays, tandis que le contraire est beaucoup plus invraisemblable[16]. »

Vollmar développe ensuite nombre d'éléments sur la propriété transitoire, sur les échanges de marchandises possibles dans un tel contexte (notamment sur le compromis nécessaire au niveau commercial avec des pays voisins, etc.). Procédant par analogie historique, il raisonne à l'échelle internationale en comparant l'encerclement de la France révolutionnaire en 1792 avec celui, possible et probable, du socialisme à venir. Il se montre ouvert à la négociation avec les autres pays, n'envisageant pas par exemple de recourir à la force. Ses conclusions manifestent une grande confiance en cette voie : l'Allemagne socialiste constituera un modèle, et les pays voisins finiront par l'imiter. Vollmar ne développe pas au cours de cet argumentaire une définition précise de la nation. Néanmoins, il légitime de fait le cadre national et/ou impérial – dans tous les cas avec des frontières délimitées – et se montre critique à l'égard de l'internationalisme classique. Sa proposition rencontre peu d'échos à l'époque. August Bebel par exemple, qui publie peu après son ouvrage à succès *La femme et le socialisme* (1879), critique ce type de position, soulignant l'impossibilité de développer des réformes socialistes dans le cadre d'un seul pays[17]. Mais le fait même qu'il y ait débat indique que la question n'a rien d'évident : le mythe d'une gauche et d'un socialisme imperméable à tout nationalisme avant ces années de forte implantation à la fin du XIXe siècle ne tient pas. Il reste que les thèses de Vollmar montrent une certaine proximité entre la social-démocratie issue du mouvement ouvrier et l'idéologie du « socialisme d'État ».

Surtout, elles exposent pour la première fois l'idée du « socialisme dans un seul pays ». Cette théorie évoque des débats ultérieurs et un tout autre contexte, celui de l'URSS des années 1920 et la position stalinienne justifiant la défense des frontières soviétiques ainsi que l'arrêt temporaire des révolutions à l'étranger. Un des plus célèbres opposants à Staline, Léon Trotsky, avait justement évoqué ces débats des années 1880, cherchant dans l'histoire les sources d'une telle conception. Trotsky relève que l'idée de concevoir le développement d'un nouveau régime politico-économique dans des frontières nationales bien délimitées était déjà présente chez certains représentants importants de la gauche germanophone dans la

seconde moitié du XIXe siècle (il cite Vollmar[18]) sans pour autant qu'un véritable débat n'ait eu lieu sur cette question.

## Le nationalisme au cœur de la gauche : le cas d'Engelbert Pernerstorfer

L'Autrichien Engelbert Pernerstorfer (1850-1918) est un des héritiers et défenseurs inconditionnels d'un socialisme national. Il incarne à la fin du XIXe siècle une des principales voix de ce courant après la mort d'Engels. Aussi doit-on revenir sur sa trajectoire et surtout sur son réseau. Comment expliquer la place grandissante d'un homme qui défend avec ardeur un nationalisme sans complexe ?

Bauer le prend pour cible. Chercher une solution aux problèmes posés par les nationalités, c'est prendre le contre-pied des affirmations de Pernerstorfer :

> « La social-démocratie allemande en Autriche comporte elle aussi des nuances nationalistes. Elles ne proviennent pas des ouvriers, mais du petit nombre d'intellectuels bourgeois qui, de la démocratie bourgeoise, ont trouvé la voie au socialisme […]. La personnalité d'Engelbert Pernerstorfer incarne […] cette part de l'histoire de notre parti. Ces hommes sont venus au parti en y apportant leur nostalgie nationale […]. Mais ces nuances nationales bourgeoises ne sont jamais parvenues à troubler le caractère cosmopolite naïf du mouvement ouvrier allemand d'Autriche, issu des conditions des ouvriers eux-mêmes[19]. »

Pernerstorfer est le nom d'une certaine idée du socialisme. Rien ne serait plus faux que de comprendre le socialisme autrichien comme un bloc défenseur des droits culturels et d'une extra-territorialité hostile à tout nationalisme. Les réseaux prônant une perspective grande-allemande, puisant notamment dans l'héritage de 1848 et sensibles à d'autres influences extérieures à la tradition socialiste, sont très actifs dès les années 1890. Ils font tout pour mettre au premier plan ce qu'ils estiment être les intérêts fondamentaux des populations germanophones.

Victor Adler (un des principaux dirigeants du parti autrichien dans les années 1890), parmi d'autres, avait rencontré Pernerstorfer au sein d'un

cercle justement désigné comme le « cercle de Pernerstorfer ». La genèse de ce cercle permet de mieux comprendre la conception grande-allemande d'une frange non négligeable de l'élite de la social-démocratie autrichienne. Les contacts entre Adler et Pernerstorfer sont précoces, dès le début des années 1870, soit peu après la création du premier cercle en 1867. Celui-ci, valorisant la nation allemande, prend pour référence Wagner, Nietzsche et Schopenhauer. Nous sommes alors très loin des premières associations ouvrières adoptant des convictions socialistes. Une fascination pour les peuples celtiques et leurs mythologies s'y répand. Ces cercles servent de point de ralliement à des intellectuels autrichiens désorientés par la guerre de 1866 et Sadowa, qui a marqué la disparition du projet d'unification allemande. Le traumatisme fut réel et considérable[20].

Au sein de cette nébuleuse naît, le 2 décembre 1871, un cercle de lecture (*Leseverein*) d'étudiants allemands de Vienne, influent parmi la jeunesse, pour défendre le caractère « allemand » de la culture. En même temps, un fort intérêt pour les problèmes sociaux s'y développe. En est membre honoraire le professeur Lorenz von Stein, militant pour l'amélioration de la condition ouvrière ; sensible à la question sociale, il se montrait en revanche tout à fait hostile au socialisme et au communisme. Malgré sa haine profonde du mouvement ouvrier organisé, il avait accumulé à son propos de très nombreuses données et était capable, comme peu d'intellectuels de l'époque, de restituer ses diverses réalités[21].

Ces cercles nationalistes viennois ont en commun une admiration sans borne pour le passé révolutionnaire de 1848, mais la nostalgie du passé cède peu à peu la place à la politique. Le cercle de lecture viennois se dissout à la fin des années 1870, manifestant le désir de la plupart de ses partisans de passer à l'action. Un « club allemand » prend le relais et lance une revue, *Deutsche Worte*, en mai 1881. Pernerstorfer en est le directeur. Un programme politique pangermaniste, dit « de Linz » (car conçu à l'occasion d'un congrès dans cette ville autrichienne), est publié. Réformes sociales et défense d'une perspective nationaliste grande-allemande y sont intimement liées. Quelques années plus tard, les figures les plus nationalistes s'éloignent de la revue. Cependant se maintient dans les *Deutsche Worte* une perspective sociale et démocratique presque toujours indissociable de l'exaltation du combat national. La dimension culturelle apparaît sous la plume de nombreux auteurs de la revue comme un combat essentiel. On objectera que cette revue n'a pas de lien officiel avec la social-démocratie,

et n’en n’a même aucun au niveau idéologique à l’origine. Ajoutons que, si aucune archive ne nous permet de préciser les choses, son lectorat a dû rester nécessairement confidentiel.

Néanmoins, les *Deutsche Worte* se préoccupent de plus en plus des débats au sein du parti autrichien, notamment après l’adhésion de Pernerstorfer à la social-démocratie en 1896. Il intervient alors davantage dans la presse socialiste, les congrès ainsi que les commémorations. Or la matrice des réflexions que Pernerstorfer diffuse auprès du large public militant et sympathisant se trouve bien dans ces *Deutsche Worte*. Cette revue peu connue constitue un véritable laboratoire d’idée dont l’influence souterraine est réelle.

Et si la revue est publiée depuis Vienne, elle mobilise un réseau important d’auteurs de plusieurs pays, essentiellement germanophones, avec un nombre non négligeable d’Allemands du Reich. À partir de 1889, le journal indique d’ailleurs la possibilité de se procurer des numéros depuis Leipzig « pour l’Empire allemand et le reste de l’étranger[22] ». Elle présente une certaine ouverture, recrutant des plumes de sensibilités diverses : au moins jusqu’au début des années 1890, elle accueille des figures variées du socialisme européen. En 1889-1890, on repère en effet des articles de Karl Kautsky[23], tête montante de la social-démocratie, Domela Neuwenhuis (un critique de gauche de la social-démocratie néerlandaise) ou encore Karl Grünberg, futur fondateur des Archives pour le socialisme, à l’origine de la future école de Francfort. Karl Renner, au moment où il publie son ouvrage *État et nation*, écrit également dans ses colonnes[24].

Passé ce premier moment, au milieu des années 1890, la préoccupation nationale allemande prend le dessus. C’est justement le moment où Pernerstorfer adhère à la social-démocratie, juste après la mort d’Engels. À cette occasion, un excellent exemple de l’orientation que prend la revue est un hommage enflammé et singulièrement « national » à Engels dans les *Deutsche Worte*, signé de Pernerstorfer[25]. Comme le regretté théoricien du socialisme scientifique, Pernerstorfer est un nostalgique de 1848. Son père a même participé à la révolution de Nussdorf durant les journées d’octobre 1849 au cours desquelles Robert Blum fut assassiné. Les *Deutsche Worte* publient d’ailleurs régulièrement des articles sur 1848 et son héritage, à travers lesquels la tradition grande-allemande est affirmée avec force[26]. Pernerstorfer saisit l’occasion pour assumer l’héritage : « Il est

aujourd'hui très à la mode de railler et même de présenter de façon méprisante le mouvement de 1848[27] » – une allusion aux textes sarcastiques de Marx sur les révolutionnaires de 1848[28].

Revenons à la contribution de Pernerstorfer en hommage à Engels. Les classes dirigeantes sont devenues incapables d'incarner les intérêts nationaux : « Tous les partis bourgeois se déguisent extérieurement en représentants de l'idée nationale, cela constitue simplement leur intérêt de classe, même s'ils n'en sont pas toujours conscients. […] Les partis bourgeois ne sont que trop heureux de trahir les intérêts nationaux[29]. » Puis il se livre à une ode au génie d'Engels, à son « esprit » (*Geist*) si en phase avec le « peuple » (*Volk*) :

> « Son esprit a embrassé le monde tout en restant allemand. Il a davantage aimé son peuple que certains patriotes farouches qui mesurent la grandeur de leur peuple au nombre des ennemis vaincus. Ce n'était pas le cas d'Engels, et ce n'est pas notre cas à nous qui, tout comme lui, aspirons à la gloire de notre peuple par une autre voie. Nous voulons que la grandeur de notre peuple soit mesurée à la part qu'il prend à la libération de l'humanité à l'égard de la servitude physique et spirituelle. Et nous voulons passionnément rendre cette part de plus en plus grande. C'est de cette façon que nous aimons notre peuple, c'est de cette façon que nous lui sommes dévoués[30]. »

C'est fort de ses convictions « nationales » que Pernerstorfer rejoint donc les rangs de la social-démocratie. Quelques mois plus tard, il devient critique littéraire dans le quotidien social-démocrate *Arbeiter-Zeitung* et incarne rapidement une des voix « grande-allemandes » au cœur du parti.

Au cours des années suivantes, de nombreux articles relatifs à la controverse révisionniste paraissent dans les *Deutsche Worte* ; ses auteurs s'expriment presque toujours, avec des nuances, en faveur des thèses de Bernstein[31]. Au cours de cette même période, plusieurs contributeurs reviennent sur la question des nationalités. Parmi eux, un certain Chäim Schitlowsky (1865-1943), Juif russe installé en Suisse alémanique. Une première série de ses articles revient sur la place du marxisme dans l'histoire[32]. Schitlowsky souligne longuement l'antériorité historique du mouvement ouvrier par rapport au marxisme. Pour lui, aucun doute : on peut approuver un programme politique socialiste sans partager la

perspective marxiste. Significativement, il cite les mesures les plus étatiques et « nationales » des programmes de la social-démocratie, renouant avec la tradition du Vollmar de l'« État socialiste isolé ». Enfin, il insiste sur l'aspect scientifique du marxisme, incompatible d'après lui avec l'idéal mobilisateur originel du socialisme. Le socialisme ne peut s'envisager sans idéaux ni « énergie vitale » ; l'héritage d'inspiration nietzschéenne, qui avait tant marqué Pernerstorfer et dont il est régulièrement question dans les colonnes des *Deutsche Worte*, semble jouer ici un rôle fondamental[33].

Dans une autre contribution de près de quarante pages, Schitlowsky revient en 1899 sur le « Socialisme et la question des nationalités[34] ». Il s'intègre dans le double contexte du congrès de Brünn et de la révision du marxisme, l'article étant précédé et suivi d'autres papiers traitant des thèses de Bernstein. Là encore, la lecture attentive des *Deutsche Worte* confirme combien le débat sur la nation s'inscrit dans la controverse révisionniste. Les deux « affaires » sont intimement liées : le socialisme doit fournir des réponses aux nouveaux défis.

Revenons à Schitlowsky, qui ne traite pas en tant que tel du peuple allemand. Il propose en revanche de mieux définir le vocabulaire que doivent employer les socialistes. À l'heure où les questions de vocabulaire font rage dans la social-démocratie internationale (notamment autour de la question de la « révolution »), il entend ainsi préciser le contenu de l'« internationalisme » (et par-là touche à la définition de la nation), qu'il oppose fermement à un autre terme, condamné sans détour, le « cosmopolitisme » :

> « Tandis que le cosmopolitisme trouve son idéal dans la disparition des différences nationales et comprend l'humanité comme un conglomérat d'individus singuliers, l'internationalisme se fonde sur l'idée de la fraternisation entre les peuples, ce qui ne veut pas dire qu'un frère doive être identique à l'autre comme un œuf est identique à l'autre[35]. »

À l'appui de plusieurs exemples, sa longue démonstration vise à insister sur la spécificité internationaliste du socialisme, tant à distance du « cosmopolitisme » que du « nationalisme » :

> « Notre tâche consiste bien plutôt à saisir plus profondément la différence entre nationalisme, cosmopolitisme et internationalisme pour pouvoir ensuite chercher à défendre de manière scientifique l'internationalisme sur sa droite et sur sa gauche, dans sa double dimension qui consiste d'une part à promouvoir la nationalité et d'autre part à combattre fermement le chauvinisme[36]. »

Il définit finalement la nationalité comme un groupe qui a su conserver sur le long terme une culture – l'allusion implicite à la culture allemande ne fait aucun mystère : « Une nationalité est donc un groupe d'êtres humains, qui au travers d'une longue série de générations s'est approprié tous les problèmes de la culture[37]. » Il condamne également les approches exagérément nationalistes : « Nous serions bien les derniers à vouloir nier l'existence d'un caractère national[38] », mais en aucun cas l'auteur ne souhaite être confondu avec l'extrême droite. Le nationalisme incriminé, c'est le pangermanisme alors en pleine expansion, miroir inversé des revendications « excessives » d'autonomie. Il faut lire à travers les lignes, là encore, même quand les choses ne sont pas exprimées clairement : les Slaves sont visés, et notamment les Tchèques. La conclusion résume son point de vue et les « tâches » (là encore terme très fréquent dans le vocabulaire de l'époque : quelles tâches – *Aufgaben* – doit se fixer la social-démocratie ?) à venir :

> « Afin que le peuple se passionne pour les tâches les plus hautes de la vie nationale, afin qu'il fasse de son mieux pour résoudre cette tâche purement nationale, il doit en premier lieu améliorer sa situation économique, avoir le loisir de reconnaître la valeur des grandes productions culturelles. Si donc le socialisme trouve entièrement son compte dans l'internationalisme, le légitime principe national de ce dernier doit aller main dans la main avec le socialisme afin de pouvoir être réalisé[39]. »

L'article est significatif d'une démarche, et de convictions fortement ancrées. À consulter la presse sociale-démocrate de la période et les interventions dans les congrès, un même type d'arguments contre l'excès d'internationalisme revient régulièrement. Vollmar prône ainsi ouvertement dans une série de textes parus dans la presse, regroupés dans un ouvrage

publié en 1891 et réédité en 1899 (relatif là encore aux nouvelles « tâches » de la social-démocratie), un abandon explicite de la formule de Marx et Engels, « prolétaires de tous les pays, unissez-vous[40] ». Un an plus tôt, au congrès de la social-démocratie autrichienne, Pernerstorfer multiplie les interventions en faveur d'un recentrage de la social-démocratie sur ces tâches nationales[41]. Au congrès suivant, il intervient de nouveau, insistant cette fois-ci sur le fait qu'être internationaliste, c'était avant tout se soucier de la nation ; très proche des arguments de Schitlowsky, il reprend les éléments de ses discours dans plusieurs articles de l'*Arbeiter-Zeitung*, le journal quotidien du parti autrichien.

Cet ensemble de textes de Pernerstorfer et la contribution de Schitlowsky permettent de comprendre la perspective globale de ce courant et sa stratégie. Le maintien de la référence à l'internationalisme montre un souci de « jouer le jeu » du vocabulaire employé par les socialistes, afin d'en préciser le sens pour l'opposer aux excès « cosmopolites », mot global désignant tous ceux contestant l'importance de la nation. Il s'agit également de motiver les sociaux-démocrates pour qu'ils défendent une nation susceptible d'agglomérer et/ou d'absorber les peuples environnants. Enfin, en se positionnant contre les « nationalistes », Schitlowsky comme Pernerstorfer assignent à la social-démocratie un rôle central : contre les « cosmopolites » certes (ce qui renvoie aux militants les plus à gauche critiquant le révisionnisme au sein du socialisme), mais aussi contre les conservateurs et le pangermanisme alors en pleine expansion.

À toutes ces conditions selon eux, la social-démocratie peut devenir une organisation forte et structurante. On mesure ici combien, pour un certain nombre de « révisionnistes », la question nationale s'avère centrale. La crédibilité du socialisme en dépend. La nation ne fut certes pas le principal problème de Bernstein, mais le débat qu'il contribua largement à lancer permit une plus grande visibilité de positions nationalistes ouvertement assumées.

## Joseph Bloch et les *Sozialistische Monatshefte*

Mieux connus que les *Deutsche Worte*, les *Cahiers mensuels socialistes* (*Sozialistische Monatshefte*) sont restés dans l'histoire comme la revue « révisionniste » par excellence, où de nombreux textes défendant les thèses

d’Eduard Bernstein et de ses partisans furent publiés. Les deux revues partagent en effet une même sensibilité critique à l’égard de l’orthodoxie marxiste. Certains auteurs s’expriment d’ailleurs dans les deux (Schitlowsky a publié plusieurs articles dans les *Sozialistische Monatshefte*), montrant l’existence d’un réseau international capable de concurrencer les revues officielles des organisations (*Die Neue Zeit* avant tout, mais aussi dans une certaine mesure l’autrichienne *Der Kampf*).

Néanmoins, la plus grande centralité des *Sozialistische Monatshefte* ne fait aucun doute : si l’influence des *Deutsche Worte* semble avant tout circonscrite à l’Autriche, ces « cahiers mensuels socialistes » disposent d’un écho international. De Paris à Moscou, ces cahiers constituent pour la plupart des acteurs du mouvement ouvrier international la revue de référence d’un socialisme prenant radicalement ses distances avec le modèle marxiste, que l’on apprécie les articles qui y sont publiés ou non. Étudier les textes relatifs à la nation qui paraissent dans ce cadre semble indispensable.

Hors des études spécialisées, il arrive fréquemment que les *Sozialistische Monatshefte* soient cités comme la revue d’Eduard Bernstein. Pourtant, bien que la défense des positions de ce dernier ait assurément beaucoup contribué à la faire connaître, Bernstein ne l’a jamais animée et n’a pas occupé la position centrale que beaucoup lui prêtent. C’est un certain Joseph Bloch (1871-1936) qui fut la figure principale de la revue sociale-démocrate, à laquelle il a consacré une grande partie de son existence ; son riche fonds d’archives personnelles en atteste.

Bloch était le seul responsable de la ligne éditoriale de la revue, et peu osèrent défier son magistère. S’il n’a écrit qu’une poignée d’articles substantiels, il est le personnage clé des réseaux de la droite du socialisme international. Discret, préférant l’anonymat lorsqu’il écrit, Bloch n’en est pas moins un intellectuel de premier plan.

Né en 1871 en Russie, il grandit à Königsberg en Prusse orientale. Il reçoit une éducation humaniste classique et suit des études de mathématiques et physique à Berlin, où il obtient un doctorat. Interlocuteur d’Engels sur la conception matérialiste de l’histoire, il se rapproche de la social-démocratie au début des années 1890[42]. Comme un certain nombre de Juifs assimilés, Bloch développe un amour particulier pour la culture allemande et souhaite que ses amis socialistes la défendent avec ardeur.

Les *Sozialistische Monatshefte* deviennent ainsi au début du XXe siècle la revue de référence d'une ligne ouvertement grande-allemande. Bloch lance une première version de sa publication sous le titre *Der sozialistische Akademiker* en 1896, qui prend ensuite le nom de *Sozialistische Monatshefte* à partir de 1897. Signe de l'écho de la revue, ses partisans essayent de lui donner un caractère plus officiel en tentant de la mettre sur un pied d'égalité avec la *Neue Zeit*, la revue du parti, mais ils échouent à s'imposer au congrès du SPD de Munich en 1902, notamment à cause de l'opposition du président Bebel. Ce dernier refuse néanmoins d'exclure ceux qui écrivent dans cette revue comme le demandait l'aile gauche du parti. Aussi les positions de Bloch s'inscrivent-elles pleinement dans le cadre du socialisme politique.

Parce qu'il écrit finalement peu de textes, l'influence de Bloch a été longtemps sous-estimée. Pourtant, le contenu de la revue a probablement essaimé bien davantage que les textes et ouvrages de Bernstein. Il n'est pas excessif de considérer que « l'organe révisionniste fut certainement bien mieux connu et lu que les écrits théoriques d'intellectuels comme Eduard Bernstein[43] ». L'élite du socialisme international, de toute tendance, se passionnait en lisant ses livraisons. Les adversaires de la gauche de l'Internationale socialiste, en la prenant régulièrement pour cible, notamment à l'étranger, ont paradoxalement contribué à étendre son rayonnement et à la légitimer. Ainsi un des principaux dirigeants de la fraction bolchevique de la social-démocratie russe, Lénine, la lisait-il avec attention, la considérant comme caractéristique de l'« opportunisme » d'une frange importante du SPD.

Plusieurs historiens ont eu tendance à vouloir donner une cohérence aux *Sozialistische Monatshefte* ; vouloir y déceler une ligne directrice sur plusieurs sujets est pourtant contraire à l'identité de la revue[44]. Certes, elle fut un laboratoire non négligeable du réformisme à l'échelle internationale : Jean Jaurès et Georges Sorel ou encore Filippo Turati y publièrent plusieurs articles importants, y voyant un rempart efficace contre une *Neue Zeit* trop marquée par les positions de Kautsky et de l'aile gauche. Mais on ne saurait résumer les *Sozialistische Monatshefte* à cette dimension. Des positions hétérodoxes sur divers sujets ont pu s'y exprimer. Ainsi, sur la question des femmes : Therese Schlesinger, militante féministe autrichienne qui ne parvenait pas à exprimer son point de vue ailleurs, y trouva refuge[45]. Les archives de Bloch confirment d'ailleurs son intérêt pour ces questions[46].

Rosa Luxemburg, qui deviendra quelques années plus tard une adversaire intransigeante des *Sozialistische Monatshefte*, publie un de ses textes sur la question polonaise dans une des premières livraisons[47]. Bloch, au moins au départ, a eu clairement la volonté de s'associer à des figures de divers horizons pour contester la ligne du parti.

Les *Sozialistische Monatshefte* constituèrent d'emblée un lieu important de théorisation de la nation, impliquant de nombreux socialistes européens, avec au centre un noyau de personnalités germanophones : questions allemandes, coloniales et sionisme reviennent régulièrement. Sans être spécifiquement centrée sur ces problématiques, la revue en traite régulièrement et, comme les *Deutsche Worte*, fustige l'internationalisme abstrait d'une partie du socialisme, défendant avec une ardeur et un enthousiasme sans complexe la grandeur et la spécificité de la culture allemande.

Questions cardinales, qui occupent même une place de plus en plus marquée. Une fois passé le « moment chaud » de la controverse autour des thèses de Bernstein (c'est-à-dire les quelques années qui séparent la publication de son livre en 1899 de la condamnation officielle de ses thèses en 1903 au congrès du SPD), le nombre d'articles strictement politiques et théoriques relatifs aux problématiques réforme/révolution a tendance à décroître, laissant plus de place aux questions de nationalités (colonie, culture, langue, minorités, etc.). Bloch sollicite alors largement l'avis de nombreux responsables politiques, tel Victor Adler[48].

En termes de contacts internationaux, parmi les auteurs de la revue et interlocuteurs de Bloch, les Autrichiens figurent en bonne place. Karl Leuthner ou Engelbert Pernerstorfer sont régulièrement sollicités. Dans les archives de Bloch, on relève une importante correspondance avec des responsables autrichiens, souvent pour leur demander des précisions sur la situation politique, y compris avec des figures ne publiant pas dans les *Sozialistische Monatshefte*.

Karl Leuthner, un des plus prolixes, défend l'idée d'un changement radical de politique internationale. Fini l'internationalisme abstrait : il prône une diplomatie active, appelant à lutter contre la « haine des Allemands » (« *Deutschenhass*[49] ») et à favoriser la constitution d'une union plus forte entre l'Allemagne et l'Autriche. La prégnance des idéaux de 1848 est là encore manifeste. L'exemple de Leuthner est significatif : loin d'être une

voix isolée et minoritaire, il siège à la rédaction de l'*Arbeiter-Zeitung* autrichien, le quotidien du parti, où il est notamment en charge des questions de politique extérieure.

Leuthner propose également, avec d'autres, de définir une nouvelle « *Weltpolitik* » (« politique mondiale ») sociale-démocrate, en faveur d'un impérialisme grand-allemand qui permettrait de résoudre toutes les difficultés auxquelles doit faire face le continent, notamment au niveau des nationalités[50]. Plusieurs responsables sociaux-démocrates s'expriment dans le même sens, évoquant un projet d'« Europe continentale » (*Kontinental Europa*) dominée par le peuple allemand. L'idée est défendue par Richard Calwer, qui rêve d'une Mitteleuropa sous hégémonie allemande contrebalançant le poids des États-Unis et de la Grande-Bretagne[51]. Selon lui, l'idéal socialiste ne peut que suivre une telle perspective, qui favorisera sa réalisation. Il l'exprime la première fois dans le cadre des *Sozialistische Monatshefte* en novembre 1905, en réaction à un discours de Jean Jaurès prononcé quelques mois plus tôt défendant un rapprochement entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Bloch est sensible à cette idée d'une Allemagne forte, mais reste convaincu de l'amitié franco-allemande, expliquant notamment la présence de figures comme Jean Jaurès dans les *Sozialistische Monatshefte*. Opposé avant tout violemment à la Grande-Bretagne libérale, l'alliance des grandes forces continentales s'imposerait selon lui pour assurer le socialisme.

Défendre une « Europe continentale » va alors de pair avec un enthousiasme pour le protectionnisme. Au niveau économique, un *Zollverein* étendu à l'ensemble du monde germanophone doit se dessiner. La revue de Bloch se pose en héritière des socialistes d'État et de Vollmar, les *Sozialistische Monatshefte* publiant de nombreux articles de Lassalle. Or les prises de position traditionnelles du parti mènent campagne contre les tarifs de douane et les mesures protectionnistes impériales[52].

La perspective d'une telle Europe est par ailleurs intimement liée à la défense de l'empire colonial allemand. Pour qu'un pays socialiste auto-suffisant puisse se développer, les colonies deviennent nécessaires afin d'assurer assez de ressources à la classe ouvrière. En écho aux représentants de l'aile bernsteinienne du parti, les *Sozialistische Monatshefte* publient de nombreux textes défendant le colonialisme, au moment où cette question occupe le devant de la scène entre 1905 et 1914. Cet extrait d'une

intervention d'Eduard David, une des plumes les plus actives sur ce point, au congrès international de Stuttgart de 1907 – où l'aile gauche présente des motions extrêmement critiques à l'égard de l'œuvre coloniale – résume cette position :

> « Le socialisme ne se réduit en aucune manière à la critique. Il a partout un idéal positif, un but, qui ne peut être atteint que par des réformes graduelles. C'est à partir de l'idéal positif que nous nous faisons de la politique coloniale que se justifie notre activité réformatrice dans l'ensemble de ce domaine […]. C'est pour cela que, dans l'intérêt de nos semblables qui vivent dans les colonies et dans l'intérêt du progrès de notre culture, je vous demande de donner votre assentiment à cet idéal positif[53]. »

Coloniser n'est pas ici un moindre mal ou une dimension regrettable et/ou annexe liée au contexte politique : il s'agit d'en faire un élément majeur de l'identité socialiste allemande.

Sur ces différents points, on mesure l'écart entre Bernstein et la revue : bien que les *Sozialistische Monatshefte* aient été un vecteur important de ses idées, Bernstein ne considérait pas la question nationale comme « le » sujet principal du moment. Dans ses *Présupposés du socialisme*, il n'aborde que très marginalement la question. La grande Allemagne n'existe pas en tant que problématique et ne constitue guère un enjeu pour lui. Favorable à la colonisation et très critique à l'égard de l'internationalisme, il est pourtant loin d'adhérer aux thèses les plus centrées sur la défense de la nation allemande. Il prend position clairement pour le libre-échange et s'oppose au protectionnisme de Bloch et de nombreux collaborateurs de la revue. Par ailleurs, Bernstein s'est montré très anglophile ; un long séjour en Angleterre l'ayant beaucoup marqué, certains historiens y voient même la raison principale de son révisionnisme. La modération du mouvement ouvrier britannique l'aurait convaincu d'adopter une ligne plus conciliatrice[54]. Cette anglophilie contraste là encore avec l'idée d'un bloc continental hostile au monde anglophone que nombre de sociaux-démocrates germanophones appellent de leurs vœux. Ultérieurement, le retrait soudain de Bernstein de la revue en 1915, alors que le nationalisme des *Sozialistische Monatshefte* s'exacerbe avec la guerre, confirme qu'il

n’est finalement pas la figure la plus centrale sur un certain nombre de questions essentielles. Notamment, on l’aura compris, sur la question nationale.

## Assimilation et judaïsme : le grand dilemme socialiste

De très nombreux responsables socialistes étaient juifs. Dans un contexte où l’antisémitisme grandissait, la social-démocratie, dans le monde germanophone, était souvent le seul courant politique pouvant les accueillir. Pour beaucoup d’entre eux, la perspective largement partagée était celle de l’assimilation à la culture dans laquelle ils évoluaient. Ce pari historique était déjà annoncé par Marx dans *La question juive* (1844), non sans reproduire certains clichés de l’antisémitisme dont le socialisme ne fut pas exempt. Nombre de dirigeants et théoriciens de la social-démocratie issus de familles juives considèrent comme évidente leur assimilation à la culture allemande, assimilation qu’ils comprennent comme un pas historique décisif, positif et irréversible. Certains, revendiquant avec zèle leur assimilation, ont même été jusqu’à partager un temps des convictions antisémites, tel Victor Adler.

Attardons-nous sur ce dernier, dont le rôle clé depuis la fin des années 1880 a déjà été souligné[55]. Adler n’a nullement l’envergure intellectuelle de Karl Renner ou d’Otto Bauer. En France, il est demeuré un quasi-inconnu, là où les noms de Renner et Bauer sont régulièrement cités, le premier comme homme d’État, le second comme un des grands théoriciens sur les nationalités. Pourtant le nom de Adler est indissociable de l’histoire du Parti social-démocrate autrichien et de l’Internationale socialiste, où il fit des interventions remarquées.

Il appartient à une nouvelle génération de dirigeants suivant celle des Liebknecht ou des Bebel. Au début du XXe siècle, il apparaît comme l’homme de l’organisation nouvelle et de l’avenir, et sa trajectoire singulière illustre parfaitement les ambiguïtés de l’identité juive de nombreux socialistes. Les premiers engagements d’Adler s’inscrivent dans les milieux nationaux allemands ayant participé à la révolution de 1848. Issu d’une famille juive assimilée, son environnement l’initie à la défense de la germanité (*Deutschtum*) contre le nationalisme slave environnant. Le jeune Adler sympathise avec les figures de Nietzsche et de Wagner,

accueille dans sa maison la « Telyn Society[56] », un cercle de sensibilité nationaliste hostile au libéralisme. En 1876, il se rend au premier pèlerinage à Bayreuth en l'honneur de Wagner[57]. Dans une lettre à l'un de ses amis en 1878, un certain Engelbert Pernerstorfer, il exprime sa fascination pour le *Niebelungenlied*[58]. Quelques années plus tard, il participe à l'élaboration du programme de Linz de 1882 avec notamment Georg Ritter von Schönerer, théoricien majeur du pangermanisme, qui sera bientôt mondialement connu. Schönerer est en effet cité avec admiration par Adolf Hitler dans *Mein Kampf* en 1925[59]. Quels sont les éléments de ce programme proposant un projet radical pour l'Autriche ? Parmi les points les plus saillants : divorce d'avec la Hongrie, exclusion de la Bucovine et de la Galicie du territoire, désignation de l'allemand comme seule langue officielle. Le programme défend aussi le suffrage universel masculin et d'importantes réformes économiques et sociales : nationalisation des chemins de fer, système national d'assurance, restriction du travail des femmes et des enfants, etc. Les chemins de Schönerer et Adler se sépareront toutefois : celui qui sera un modèle pour Hitler abandonne progressivement presque toute référence à la question sociale au seul profit d'un pangermanisme antisémite virulent.

De son côté, Adler devient un membre influent de la social-démocratie au milieu des années 1880. Il fréquente Karl Kautsky dont il admire l'envergure théorique. Ce dernier évoque Adler dans ses mémoires comme l'exemple du Juif assimilé enthousiasmé par la perspective grande-allemande : « Les juifs autrichiens étaient alors les partisans les plus ardents de l'idée de rattachement[60]. » Les échanges de cette époque entre Kautsky et Adler montrent l'importance du projet : dans une lettre de 1886, Adler affirme qu'un nationaliste peut être également sans difficulté un bon communiste[61]. Un « usage du mot communiste qui semble plus proche de Wagner que de Marx[62] ».

Quoiqu'il en soit, Adler occupe une place de plus en plus importante. N'appartenant à aucune des factions issues des conflits des années 1860-1870 – le mouvement socialiste s'était notamment déchiré autour de la question de l'État avec une forte contestation interne provenant des anarchistes –, Adler se présente en garant de l'unité. Habile et manœuvrier, il prend en charge à partir de 1886 le journal *Die Gleichheit* (*L'égalité*) qui va constituer le lieu de réunification des différents courants. Adler n'est pas un théoricien mais, chose fréquente dans l'élite dirigeante du socialisme de l'époque, un homme politique qui justifie théoriquement ses choix. Il publie

ainsi de nombreux articles où il est régulièrement question de la coexistence entre les différentes nationalités. Ainsi affirme-t-il au début de l'année 1887 que, « en tant qu'Allemands, il peut nous être tout à fait indifférent que les Tchèques apprennent l'allemand ; mais en tant que sociaux-démocrates, nous ne pouvons que le souhaiter[63] ».

Au niveau professionnel, Adler devient médecin avant de s'engager pleinement en politique. Pour cette génération, à l'instar de Kautsky, science et socialisme semblent parfaitement compatibles. La maladie, comme la misère sociale, disparaîtront grâce au progrès irréversible. Il partage[64] une forme de darwinisme et de scientisme imprégnant une large part de ses déclarations, ce qui ne l'empêche pas de s'en éloigner parfois, et de faire preuve d'audace.

Pour lui, émancipation, *Kultur* (civilisation) et *Deutschtum* (germanité) sont intimement liées. La conservation de l'Autriche-Hongrie ne sera jamais véritablement son affaire ; il intervient peu dans le débat sur les nationalités – la théorie, encore une fois, n'est pas son point fort –, sauf lorsque l'actualité et l'unité du parti entrent en jeu et l'y contraignent. Sa perspective demeure la germanisation. Comme l'a bien souligné Hans Mommsen, « on peut comprendre sa politique aussi bien comme une forme raffinée de germanisation que comme une série ininterrompue de concessions faites au nationalisme tchèque[65] ».

Adler fut, comme d'autres personnalités déjà présentées, un grand ami de Friedrich Engels. À la fraternité militante succède une forte complicité au début des années 1890. Fin 1893, Engels effectue un long séjour à Vienne et échange beaucoup avec lui. Depuis la capitale autrichienne, Engels semble émerveillé par cette figure montante du mouvement ouvrier international. Il livre dans une lettre son sentiment à Karl Kautsky et affirme sans détour :

> « L'Autriche est à présent le pays le plus important d'Europe, au moins pour le moment. C'est ici que l'on trouve l'initiative qui, dans un an ou deux, se répercutera sur l'Allemagne et sur les autres pays[66]. »

Adler incarne cet avenir. Or l'excellente entente entre les deux hommes doit beaucoup à leur commune perspective « nationale-allemande ». Cela reste relativement peu visible si l'on s'en tient aux déclarations publiques ; en revanche leur correspondance, dont l'intégralité a été publiée[67], apparaît sur ce point éloquente. Pour eux, la rupture entre les deux espaces allemand

et autrichien est clairement momentanée. Dans une lettre d'août 1892, Engels l'exprime clairement : « Tu vois qu'en la matière je fais toujours abstraction de la séparation politique momentanée qui affecte l'Allemagne[68]. » Engels se montre ici fervent défenseur de l'union du peuple allemand dans un même territoire. Il n'a jamais abandonné son idéal de jeunesse, né sur les barricades de 1848.

Lorsque tous deux échangent à propos de la progression des industries, du développement du capitalisme, ils se projettent dans l'avenir avec comme objectif la réunification des deux ensembles étatiques : un mouvement ouvrier germanophone réunifié sera bientôt à l'ordre du jour. Le prolétariat de langue allemande doit se développer pour montrer la voie aux peuples slaves destinés, sur la longue durée, à être assimilés. La vie politique des deux empires doit être pensée globalement. Des phénomènes similaires s'y déroulent d'ailleurs, comme l'opposition des « Jeunes » (« Jungen ») à la direction du parti : « Il faut ajouter à cela que les "indépendants" d'Allemagne ont trouvé leurs singes en Autriche[69]. » Dans un article publié par l'*Arbeiter-Zeitung* autrichien présentant l'actualité allemande à travers plusieurs extraits de récents articles du *Vorwärts* de Berlin, Victor Adler exalte le lien historique entre les deux prolétariats :

> « Que nul n'observe les événements d'Autriche et leurs effets sur le prolétariat avec un plus vif intérêt et des vœux de succès plus chaleureux que nos camarades allemands, voilà qui ne fait pas de doute[70]. »

Adler est emblématique d'une position plus largement partagée. Tournons-nous de nouveau vers le théoricien majeur qu'est Kautsky, qui lui n'est pas juif, mais marié à une juive et fortement marqué par cet environnement culturel et intellectuel[71]. Pour Kautsky les fondements d'une nation sont certes la langue et le territoire, mais dans bien des cas les « petits » peuples sont fatalement amenés à se dissoudre avec le capitalisme. Il semble alors que la voie privilégiée est une « sorte d'happy end de l'histoire, où le destin des nations était celui de leur autonégation dans un melting pot universel, entraînait inévitablement l'idée d'une dissolution du judaïsme[72] ». Les Juifs sont placés au rang des peuples devant à terme s'assimiler, de même que les Tchèques pour certains, un peuple devant s'effacer devant la culture allemande. Inutile là encore de s'opposer au déclin irrémédiable des petites nations.

Symptomatique est la position d'Otto Bauer – également juif – sur cette question. L'autonomie culturelle qu'il prône en effet pour plusieurs peuples n'est pas universelle. Une lecture attentive de *La question des nationalités* montre qu'il en est qui échappent aux règles générales. À l'instar de Marx et Engels (focalisés sur l'Irlande et la Pologne), Bauer fait de la politique. À travers des thèses généralisantes et généreuses, il défend des causes pouvant servir plus globalement la ligne de la social-démocratie. Le débat soulevé au congrès de Brünn avait pourtant suscité des réflexions dans le milieu juif socialiste. En 1904, Vladimir Medem avait repris, dans *La question nationale et la social-démocratie*[73], les propos de Karl Renner sur de nombreux points, et mobilisé l'exemple du programme de Brünn pour défendre les droits spécifiques des Juifs comme nationalité. Il souhaitait ainsi accorder une très grande importance à la langue comme fondement national-culturel (dans le cas présent, le yiddish). Le Bund juif, issu du mouvement ouvrier est-européen, va formaliser ce type de conception sous une forme organisationnelle. Aussi, dans plusieurs articles ou des synthèses historiographiques, est-il fréquent de rapprocher les thèses « austro-marxistes » de celles prônées par l'organisation[74]. Cette dernière revendiquait en effet, alors que le Parti social-démocrate russe leur refusait toute autonomie, une perspective fédérale avec droits spécifiques reconnus pour les Juifs.

Pourtant, en 1907, Bauer n'applique absolument pas ce raisonnement et ne se réfère pas à ces appropriations « juives » de Renner par Medem. L'évolution moderne du capitalisme ne laisse plus de place aux Juifs : certains métiers liés aux échanges commerciaux sont en voie de disparition. Et Otto Bauer n'accorde pas une grande importance à la langue, contrairement à Medem ; sur la question juive, les points de convergence sont presque inexistants.

Le théoricien des nationalités en veut pour preuve « la disparition des anciennes écoles juives[75] ». Mais comment expliquer alors le maintien de fortes communautés attachées à leurs traditions dans des régions comme la Galicie ou la Bucovine ? Sa réponse relève pour lui d'une évidence, et sur ce point Bauer rejoint de nombreux sociaux-démocrates. Le développement du capitalisme étant moindre dans certaines régions de l'Empire, les traditions survivent davantage. Néanmoins, rien ne pourra contrecarrer ce processus de disparition progressive.

Pourtant, attentif aux multiples réalités de l'empire des Habsbourg, Bauer ne peut nier que l'antisémitisme autrichien a provoqué un refus d'assimilation d'une partie des Juifs. Cela n'invalide pourtant pour lui que marginalement les tendances historiques à l'œuvre. Peut-on comparer l'évolution des Juifs à celle des peuples slaves, notamment des Tchèques ? Le processus historique n'aurait selon lui rien de comparable puisque « les Juifs deviendraient une nation historique, s'ils restaient une nation : mais la société capitaliste ne leur permet nullement d'exister comme nation[76] ».

L'affirmation en cours de l'identité de certains peuples comme les Tchèques accélérera le processus ; les traditions juives devront se fondre dans le cadre des petites nations en développement. Ainsi, « tant que ces peuples sont des nations sans histoire et sans grande culture, ils ne peuvent absorber les minorités juives. Mais si les Ruthènes s'éveillent à une vie culturelle nouvelle, vivante et dynamique, ils pourront exercer sur les Juifs de Galicie orientale une attraction aussi forte que celle que les Tchèques ont commencé à exercer aujourd'hui sur les Juifs de Bohême et de Moravie[77] ». Bauer concède du bout des lèvres que l'autonomie peut être concédée aux Juifs ponctuellement. Lorsque ces deniers ne se trouvent pas dans une situation d'assimilation à court terme comme en Galicie et Bucovine et « tout au plus aussi pour des petites minorités juives de Moravie et de Silésie orientale[78] », une telle perspective est envisageable. Mais il insiste sur l'aspect temporaire, et finalement anecdotique, d'une telle mesure. En résumé, aucun doute : « Les ouvriers juifs doivent s'adapter à la culture des nations parmi lesquelles ils doivent chercher leur subsistance[79]. »

Bauer se situe dans la continuité de Marx : comme lui, les quelques formules malheureuses sur les Juifs ne l'amènent pas à un antisémitisme plus « conséquent », comme une partie de l'aile révisionniste de la social-démocratie, ni à épouser les nouvelles conceptions sionistes, ou encore celles de la théorie d'une nation culturelle de Simon Dubnov. Bauer ne s'émancipe pas du cadre assimilationniste, qu'il refuse pourtant aux autres peuples de l'Empire. Cette conception, fondée sur un optimisme puisant dans un déterminisme économique et historique, caractérise les « marxistes juifs "non juifs" » considérant que le judaïsme est voué à disparaître, ou à exister de façon résiduelle. Dans sa définition socialiste de la nation allemande, Bauer estime qu'il pourra s'agir tout au plus d'une survivance.

Dans cet ensemble, un point mérite spécifiquement que l'on s'y attarde : la question du sionisme. Revenons à la revue de Bloch et aux positions de la gauche nationaliste. L'assimilation est ici rejetée par de nombreuses contributions, dans le contexte de discussion des thèses sionistes de Theodor Herzl, contemporaines de la révision du marxisme. *L'État des Juifs* (*Der Judenstaat*) est publié en 1896, au moment du lancement de la revue de Bloch. Bien que professant un athéisme assumé, Bloch défendait la liberté de culte dans le domaine privé. Il se référait ainsi au mot d'ordre adopté officiellement par les sociaux-démocrates autrichiens au congrès de Hainfeld, repris en Allemagne, à Erfurt, en 1891, et très populaire chez une partie des militants et sympathisants. Sur la question juive, Bloch manifeste un vif intérêt pour le sionisme, dont il devient même un ardent militant. Comment l'expliquer, lui qui professait par ailleurs une défense acharnée de la culture allemande, sans craindre de rejoindre des positions nationalistes[80] ?

Plusieurs sensibilités s'expriment dans ses *Sozialistische Monatshefte* sur le sionisme. La tonalité globale ne fait néanmoins aucun doute. Il s'agit de s'opposer à Kautsky (et plus rarement à Bauer, moins central politiquement) qui répète à plusieurs reprises qu'il n'existe pas d'avenir pour une quelconque nation juive. Kautsky condamne en effet presque sans détours la perspective sioniste, n'y voyant qu'une forme de nationalisme moderne à combattre. Il inaugure ainsi une longue tradition de critique radicale à l'égard de toute velléité d'un État juif dans le mouvement socialiste, qui n'est pas fondée alors – il faut le souligner – sur la défense des peuples arabes. Dans un article de 1907 sur les nationalités, il affirme que les aspirations à maintenir et développer la culture juive sont vaines dans les États modernes[81]. Le sionisme ne peut être qu'un instrument détournant les ouvriers juifs de leur cause première. Notons que, de son côté, Eduard Bernstein ne manifeste pas avant la guerre une quelconque sympathie pour le sionisme. Exprimant à plusieurs reprises son horreur pour les pogroms qui ont lieu en Roumanie et Russie, et attentif à la littérature relative à la perspective sioniste qu'il peut citer ou commenter, il partage globalement l'horizon assimilationniste.

Pourtant, la colonisation juive en Palestine trouve d'ardents défenseurs dans les *Sozialistische Monatshefte*, notamment sous la plume de l'Allemand Ludwig Quessel ou de l'Autrichien Karl Leuthner. Elle s'inscrit dans le cadre d'une « mission civilisatrice » engagée à l'échelle

internationale[82]. Le peuple juif, présent dans les empires allemand, autrichien et russe, peut s'intégrer au contexte global du développement de la *Kultur*, c'est-à-dire de la « civilisation ». Comme aujourd'hui les Allemands en Europe, qui prolongent et perfectionnent à l'époque contemporaine l'œuvre ancienne des Grecs et Romains, les Juifs peuvent jouer un rôle similaire en Palestine et sortir de leur rôle de paria auquel ils sont cantonnés dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale :

> « Il serait tout à fait ridicule de parler d'une politique coloniale juive par analogie avec les méthodes violentes que combat la social-démocratie dans le domaine de la politique coloniale. Les Juifs accomplissent, au sens le plus élevé du mot, une mission civilisatrice lorsqu'ils ouvrent la Palestine à la culture moderne. »

Un article de Leon Chasanowitsch nous semble particulièrement emblématique de la démarche qu'entend promouvoir Bloch. Critiquant le cosmopolitisme abstrait de certains socialistes, Chasanowitsch lui oppose une défense des nations sur la longue durée. Dans ce cadre, il défend l'idée d'un sionisme socialiste[83]. Secrétaire du mouvement « Poale Zion » (un courant d'inspiration marxiste insistant sur la nécessité de créer une nation spécifiquement juive), il soutient la colonisation en Palestine, seule issue pour les Juifs d'Europe. Son argumentaire montre qu'il cherche une troisième voie – caractéristique des *Sozialistische Monatshefte* – distincte du nationalisme bourgeois (donc du « sionisme bourgeois ») et du « cosmopolitisme » abstrait des internationalistes. Les *Sozialistische Monatshefte* constituent ainsi une tribune importante pour ceux qui refusent la perspective d'assimilation ou une reconnaissance trop timide des droits culturels et nationaux du peuple juif. Une figure grande-allemande et nationaliste comme Engelbert Pernerstorfer défend lui aussi cette perspective. La seule qui, selon lui, puisse permettre la survie du judaïsme, condamné sinon à être assimilé – et donc à disparaître – dans le cadre européen à relatif court terme.

## Influences

Du projet d'une nouvelle Europe aux solutions envisagées pour le peuple juif, la revue de Bloch fut un foyer important de réflexion sur la nation. Les

voix dominantes s'y exprimant défendent un vaste ensemble germanophone devant dominer le continent européen, voire le monde. Sa lecture dépasse amplement ses seuls partisans et son influence a largement essaimé, provoquant l'effroi des courants les plus internationalistes.

Un exemple inattendu montre ce rayonnement, au-delà des seuls cercles les plus nationalistes. À Vienne, Staline en exil, ne maîtrisant pas l'allemand, ne comprend que ce que ses camarades lui traduisent. Si l'on accepte l'hypothèse que ses amis russes comme Boukharine lui ont fait état des controverses autour du livre de Bauer (dont des passages sont cités *in extenso* à plusieurs reprises dans la version finale du livre de Staline), on ne peut exclure que Staline se soit également inspiré de certains propos des auteurs des *Deutsche Worte* ou des *Sozialistische Monatshefte*, plus ou moins directement et/ou consciemment. Ils ne sont évidemment pas cités, les bolcheviks ne voulant pas accorder le moindre crédit aux courants les plus à droite du socialisme germanophone. Mais, comme nous l'avons signalé, Lénine porte une grande attention aux *Sozialistische Monatshefte* qu'il lit, de même que Boukharine et les autres Russes germanophones, au moins ponctuellement, sans parler d'hypothétiques rencontres dans les congrès internationaux ou à Vienne avec certains des représentants de la revue. Il est frappant dans tous les cas de remarquer que certaines affirmations sur le caractère national, notamment dans les propos de Chäim Schitlowsky[84], semblent parfois très proches du propos stalinien. Les affirmations relatives au caractère intangible de certaines nations prennent racine dans les débats traversant la Vienne sociale-démocrate des années 1910, et montrent combien la question nationale et l'internationalisme constituent des objets délicats pour les courants les plus radicaux.

Cette gauche nationaliste a incontestablement pesé. En août 1914, le ralliement des social-démocraties à l'effort de guerre des deux grands empires est vécu par la revue comme une victoire, avant qu'elle ne devienne une tribune, en 1918-1919, pour les partisans de l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne (l'*Anschluss*[85]). À l'inverse, Bloch est parfois cité comme le précurseur de la future communauté européenne d'après 1945, lui qui prône la constitution d'un bloc de pays autour de la France et de l'Allemagne uni contre la Grande-Bretagne et la Russie. L'idée d'un Bloch visionnaire est développée par une de ses vieilles connaissances, collaborateur des *Sozialistische Monatshefte*, le social-démocrate d'origine autrichienne Félix Stössinger. Ce dernier publie en 1938, alors qu'il est en

exil à Prague, une série de volumes reprenant des articles de Bloch[86]. Après-guerre, Stössinger écrit dans les *Frankfurter Hefte* un article sur « Bolchévisme ou révisionnisme révolutionnaire ». Il y qualifie Joseph Bloch d'« annonciateur de la politique européenne moderne[87] », tournée contre la Grande-Bretagne libérale et l'autoritarisme russe. Nombre d'auteurs et d'animateurs des *Sozialistische Monatshefte* comme Stössinger avaient retenu de leur expérience auprès de Bloch la place prédominante que devait occuper la nation allemande dans le concert général des nations. Soit un véritable laboratoire intellectuel et politique qui pèsera bien au-delà de la seule sphère socialiste.

# Chapitre IV

## *Consolider l'identité : l'invention d'une histoire populaire et nationale*

La nation n'est pas qu'une affaire de débats et de controverses. À la fin du XIXe siècle, face aux récits historiques dominants expliquant la genèse de tel ou tel pays, la gauche socialiste entend proposer une contre-histoire. Ainsi, dès ses premiers pas, le socialisme organisé promeut une lecture internationaliste de l'histoire. Pour justifier les combats contemporains, il était nécessaire de se réapproprier le rôle de glorieux prédécesseurs, susceptibles de faire contrepoids aux histoires officielles portées par les classes dominantes. Il paraissait d'autant plus indispensable de le faire que l'histoire jouait un grand rôle dans la construction nationale d'un pays comme l'Allemagne après 1871. Pour pouvoir toucher de larges fractions du monde ouvrier, cette question s'est posée très rapidement.

Une abondante littérature, des ouvrages scientifiques aux multiples articles de vulgarisation, promeut un récit où les classes populaires occupent une place décisive. Un « peuple-classe », que très tôt les socialistes cherchent à ancrer dans le cadre national. Certes, il n'existe pas de texte clé définissant une histoire nationale spécifique. Entre 1880 et 1914, si les récits historiques élaborés à la lumière de la conception matérialiste de l'histoire publiés sont nombreux, mobilisant les luttes de classes dans l'histoire, peu se présentent comme des synthèses « nationales ». En Allemagne et en Autriche, on relève celles d'Otto Bauer et Franz Mehring[1]. Dédiées à la formation militante, elles ne proposent guère de définition claire et spécifique de la nation. Surtout, elles ne sont pas l'objet d'une diffusion massive. Difficile ainsi de repérer une « contre-histoire » socialiste, alors même que l'écriture de l'histoire nationale est investie par les autres courants politiques.

Les projets de « grande histoire » concernent principalement l'histoire du parti social-démocrate (Franz Mehring rédige une histoire du parti parue en 1897-1898[2]) ou celle de l'idéologie socialiste à travers les siècles[3]. Pourtant, en analysant les pratiques militantes et les grands rassemblements à l'occasion de commémorations, on mesure combien une forme d'histoire populaire et nationale a connu une grande fortune à la fin du XIXe siècle.

## « Peuple nation » et « national-populaire »

Avant d'en arriver à quelques cas concrets, une mise au point s'impose. Plusieurs historiens et théoriciens ont en effet pensé l'articulation entre mouvement populaire et nation. Il existe bien selon eux un concept de « peuple nation », englobant l'intérêt du plus grand nombre, viscéralement opposé à une minorité de particuliers et de privilégiés[4]. C'est par exemple le cas de l'historien Pierre Vilar (1906-2003) qui a rédigé des travaux majeurs sur la question nationale dans un tout autre contexte, celui de la Catalogne. Il est intéressant de s'arrêter sur sa méthodologie car il se réfère à ces débats du début du XXe siècle. Vilar s'appuyait sur une étude rigoureuse du corpus marxiste pour tenter de définir la nation, articulant érudition et conceptualisation, afin de mieux comprendre les particularités du cas catalan. Il retenait notamment que la définition assez rigide fixée par Staline en 1913 méritait plus d'attention que l'opprobre habituel dont ce texte était victime, permettant de préciser l'existence (ou non) d'une nation à partir de critères clairs. Le rejet des thèses staliniennes lui semblait en effet excessif et peu productif intellectuellement, car jugé en fonction des responsabilités politiques ultérieures de Staline. De son côté, l'historien Félix Kreissler (1917-2004) répétait (en comité très restreint) que la définition stalinienne lui paraissait plus judicieuse pour définir au mieux l'émergence de plusieurs nations modernes, notamment l'Autriche à partir de 1945[5]. D'autres exemples pourraient être cités, notamment le cas de pays africains dans la seconde moitié du XXe siècle : confrontés au besoin de définir des critères bien clairs pour fonder une nation, nombre de dirigeants du Tiers-Monde n'hésitaient pas à se rapprocher de la définition proposée par Staline en 1913[6].

Dans tous les cas, en tentant d'appliquer le débat Bauer/Staline à un espace géographique que ces derniers n'avaient pourtant jamais évoqué (le

cas espagnol et catalan), Vilar ouvrait la voie à une approche, si ce n'est universelle, du moins européenne du problème. Une telle démarche nous semble des plus utiles, car elle permet de sortir des seuls textes de la fin du XIXe siècle. Elle invite à nous tourner vers d'autres horizons pour penser le lien entre nation et socialisme, au-delà des débats des années 1880-1914. Mobiliser d'autres acteurs confrontés à des problématiques similaires pour la période ultérieure peut être ainsi digne d'intérêt, afin de mieux comprendre les démarches d'appropriation.

Il existe, dans la tradition socialiste et communiste des années 1920, des développements pouvant constituer un précieux éclairage pour comprendre les logiques à l'œuvre dès la seconde moitié du XIXe siècle. Antonio Gramsci (1891-1937), penseur marxiste de premier ordre, fondateur du Parti communiste italien (PCI) avec Amadeo Bordiga en 1921, réfléchit à l'importance de la question nationale pour le mouvement ouvrier après la victoire du fascisme dans son pays[7]. Après avoir été longtemps négligé, il est revenu au premier plan dans plusieurs travaux de sciences humaines et sociales depuis les années 1980. Fortement mobilisé par des acteurs politiques jusqu'à nos jours (tout particulièrement à propos de la nécessaire « bataille pour l'hégémonie culturelle »), le fondateur du PCI nous a légué un ensemble de textes susceptible de fournir des éléments éclairants.

Gramsci n'appartient que marginalement au monde de l'Internationale socialiste d'avant la Première Guerre mondiale. Néanmoins, il a pleinement investi cet univers à la fin de la guerre. Après la victoire du fascisme et son arrestation, Gramsci revient dans ses *Cahiers de prison* sur une série de problèmes afin d'expliquer la déroute du mouvement ouvrier dans son pays[8]. Il développe alors quelques concepts clés fondés sur l'expérience historique des partis ouvriers sur la longue durée. Parmi eux, l'exigence d'une orientation « nationale-populaire[9] » pour le parti communiste, qui fait directement écho à des questionnements et problématiques de la fin du XIXe siècle.

Ce concept de « national-populaire » s'applique initialement aux domaines de la langue et de l'histoire de la littérature italienne, mais Gramsci en élargit rapidement le sens. Un usage politico-historique apparaît, avec une forte dimension stratégique : le mouvement ouvrier doit s'emparer de la question nationale et en devenir le meilleur défenseur et héritier, au risque sinon d'être durablement marginalisé.

Gramsci part d'une comparaison entre la culture politique française et son *alter ego* italienne sur la longue durée. La France présente une forte cohérence nationale, rendant la tâche plus aisée pour le parti. Or « ce n'est pas le cas de l'Italie, dont l'unité nationale ne s'est pas fondée sur un peuple-nation existant mais sur la littérature italienne et la langue de ses hommes de lettres, une histoire concernant essentiellement une élite intellectuelle qui s'était toujours sentie étrangère à un peuple qu'elle ne connaissait pas et donnait à la "nation" une nature essentiellement rhétorique[10] ».

À partir de là, Gramsci souligne l'importance de la « volonté nationale collective » associée au « national-populaire », expression répétée à plusieurs reprises dans ses *Cahiers de prisons*. La « volonté nationale » doit être menée par le « Prince moderne », à savoir le parti ouvrier. Il s'agit de construire une nation moderne, non en niant entièrement le passé au profit d'un internationalisme vigoureux dépassant les frontières – perspective que Gramsci récuse alors explicitement en critiquant la « révolution permanente » défendue par Léon Trotsky – mais en prenant pour base l'acquis et l'existant dans la culture nationale, au risque de devoir être confronté sinon à de nouvelles défaites.

En quoi cette réflexion nous concerne-t-elle ? Gramsci est utilisé dans les sciences humaines et sociales pour penser des situations historiques ultérieures à son contexte (notamment à propos des « subaltern studies »[11]). Étrangement, la quasi-totalité de ces usages ne servent guère à l'étude du XIXe siècle hors du cadre italien, horizon dans lequel le tout jeune Gramsci a pourtant initialement évolué. Les grands événements du siècle (1848, 1871 tout particulièrement) lui servent d'ailleurs de référence, au moins autant que la consolidation du fascisme, pour fonder ses conceptions. Qui plus est, comme le rappelle Romain Descendre, « *nazionale-popolare* est un concept exemplaire de la pensée de Gramsci en ceci que les usages qu'il en fait présentent une grande plasticité[12] ». Il peut ainsi s'appliquer sans difficultés à des situations diverses. Dans ces conditions, s'il est possible de s'en servir pour la fin du XXe siècle, en quoi ne pourrait-il pas éclairer l'univers du XIXe siècle, ce qui est bien plus rigoureux historiquement compte tenu de ses années de formation ?

Gramsci défend en effet avec une grande clarté ce qui n'avait pas été affirmé ou défini avant la guerre de 1914 par les partis ouvriers, mais *de*

*facto* déjà mis en œuvre à travers des pratiques (notamment festives et commémoratives) mobilisant des référents nationaux. Là où l'unité nationale est fragile, inachevée ou contestée, le mouvement ouvrier doit être en capacité de devenir le meilleur défenseur de la nation contre la bourgeoisie, incapable de mener à bien une telle tâche. L'Allemagne, l'Autriche et les pays d'Europe centrale ne sont pas l'Italie, mais des parentés existent. Tous ont un caractère hybride d'États récents ou encore à inventer ; et tous peuvent s'appuyer sur des cultures « nationales » mobilisant des siècles d'histoire pour justifier leur existence. Aussi ne nous paraît-il pas excessif de voir dans la démarche des acteurs des années 1880-1890 du « national-populaire » avant la lettre.

## Être « autant nationale que démocratique »

Avant d'en venir à l'étude de ces commémorations, précisons que nombre de figures de premier plan de la social-démocratie n'hésitent pas à souligner dans leurs interventions publiques l'importance de cet ancrage national. Ainsi de Karl Kautsky pour qui la social-démocratie devait se montrer « autant nationale que démocratique[13] ». Il pensait ici avant tout à la Pologne, mais la formule s'applique à d'autres espaces mal définis, à des nations en devenir, comme les frontières de la « nation allemande » qui devaient à terme renouer avec le vieux rêve de 1848. Et pourquoi pas à d'autres pays comme la France ? Si la nation devait être synonyme d'une réalisation populaire plus concrète que la « République bourgeoise » à la française, alors ces tâches « national-démocratiques » pouvaient être comprises comme universelles.

À lire les articles et retranscriptions du principal dirigeant du SPD, August Bebel, des années 1880 à sa mort en 1913, l'internationalisme revendiqué par le « Jaurès allemand » n'est que rarement dissocié de professions de foi patriotiques et démocratiques. Attaqué par le pouvoir bismarckien, Bebel rétorque par exemple dès mai 1889 : « Nous sommes allemands tout autant que vous et nous portons à cette Allemagne tout autant d'amour que vous[14]. » L'ancrage populaire et national est à maintes reprises souligné. Quinze ans plus tard, au congrès de Iéna en 1905, il insiste encore sur le rôle national du prolétariat :

> « Le prolétariat constitue déjà aujourd'hui […] le fondement de la nation, c'est lui qui crée les richesses, il est le fondement de notre prospérité, […] de notre capacité fiscale, […] de notre capacité défensive, il est le fondement de toute chose[15]. »

Deux ans plus tard, il conforte l'idée d'une forte complémentarité entre nation allemande et internationalisme : « National et international ne sont pas des concepts et des mouvements qui s'excluent, mais qui se complètent mutuellement[16]. » Le cas de Bebel est emblématique, mais il n'a rien d'exceptionnel. Depuis les années 1880, nombre de dirigeants socialistes soulignent combien, comme acteur historique, le prolétariat et son parti peuvent prétendre être les meilleurs défenseurs de la nation. Même dans les pays où les socialistes sont très minoritaires comme la Russie, on est loin de prôner un internationalisme « sans patrie ni frontières ». Et l'on peut suivre ici l'historien Jakub Benes qui, analysant les textes de Pernerstorfer, souligne que ce dernier, dans sa défense de la grandeur de la culture allemande, ne perd jamais de vue un impératif de démocratisation, contrairement aux autres courants politiques grand-allemands[17].

Dans tous les cas, la volonté de s'intégrer à des dynamiques nationales ne fait aucun doute. Il a été souvent question d'« intégration négative » pour expliquer la position paradoxale de la social-démocratie allemande au début du XXe siècle : une grande force politique exclue du pouvoir mais malgré tout de plus en plus intégrée à l'Empire, s'incorporant donc sans réellement le vouloir[18]. Des approches similaires ont été avancées pour les diverses organisations affiliées à la Deuxième Internationale en Europe de l'Ouest, notamment pour les cas français, autrichien, italien, etc. Les controverses ont porté moins sur le constat que sur les conclusions à tirer de ce phénomène. Pour les historiens d'inspiration marxiste, l'intégration était notamment liée à une bureaucratisation des organisations politiques contraire aux intérêts fondamentaux des ouvriers[19]. Seule l'aile gauche, désignée comme la « social-démocratie révolutionnaire » autour de figures comme Rosa Luxemburg et Clara Zetkin, aurait alors sauvé l'honneur du socialisme, annonçant les combats futurs des premiers communistes. Quant aux historiens favorables au positionnement réformiste des sociaux-démocrates à partir de 1918, cette intégration, pleinement confirmée en 1914, aurait montré la voie pour une ligne politique responsable, contre les nostalgiques de la révolution[20]. Enfin, l'histoire sociale des groupes ouvriers

souvent encadrés par la social-démocratie, très productive en Allemagne dans le sillage de Jürgen Kocka, sensible aux pratiques des acteurs, a montré qu'appartenir à une région, une nation, une religion et à une forme d'internationalisme n'était pas contradictoire[21].

Dans ces études, on relève ponctuellement des références à l'histoire nationale et au passé historique. Il n'en demeure pas moins que tous insistent, à des degrés divers, sur cette dimension d'intégration. Une conclusion simple ressort invariablement, au-delà des divergences : la social-démocratie étant plus intégrée, elle se nationalise, y compris dans ses références historiques. Le schéma du passage de l'internationalisme à la nation, voire au nationalisme, fonctionne là encore à plein. Certes, pour une part, l'histoire sociale des mondes ouvriers correspond à ces étapes et nombre de travaux sur l'internationalisme ont montré que nations et nationalismes n'existaient guère pour toute une portion des ouvriers pendant une partie du XIXe siècle, et que l'ancrage « subnational » et régional, notamment *via* des enracinements locaux, était demeuré longtemps très important[22].

À partir des années 1880, la donne change. Bien que de plus en plus « nationalisés », les sociaux-démocrates ne se contentent pourtant pas de reprendre les références historiques existantes et lancent un travail d'appropriation de plusieurs événements ou figures historiques. Une dimension particulière qui doit être analysée pour mieux saisir leur rapport à la nation.

Notre ambition est ici d'essayer de comprendre, au plus près des acteurs, comment la social-démocratie a tenté de concevoir sa propre « histoire nationale » et le rôle qu'elle assigne à cette dernière auprès du vaste milieu qu'elle représente politiquement et socialement.

## « Le jour le plus glorieux de notre histoire » : célébrer 1848

Les révolutions de 1848 constituent un enjeu majeur pour l'histoire de nombreuses nations européennes. Dans le monde germanophone, l'évaluation de 1848 et de sa place dans l'histoire nationale ont fait l'objet de nombreux débats, au cœur de la raison d'être du pays. Au cours de la guerre froide, 1848 fut un enjeu pour les deux États allemands, le centenaire

de 1848 ayant précédé de peu la création de la RDA et de la RFA en 1949. Au cours des quarante années suivantes, une abondante littérature y a paru sur la place à accorder à ces événements dans l'histoire de la nation allemande[23]. L'Autriche a été touchée par un phénomène similaire, bien que dans une moindre mesure.

Plus récemment, dans la perspective de l'histoire transnationale et globale, 1848 est régulièrement réexplorée à une échelle internationale, notamment à l'occasion des commémorations ayant suivi la réunification allemande (1998, 2008, 2018). Exposer ces diverses interprétations et le contexte de leur développement serait l'objet d'un vaste travail en tant que tel, tout particulièrement dans le domaine français où les révolutions de 1848 du monde germanophone constituent rarement un objet de recherche. Significativement, dans l'ouvrage consacré aux *Mémoires allemandes*, 1848 est absente de la version française, évoquée simplement dans l'entrée « calme et ordre » et de façon relativement périphérique[24]. Côté autrichien, dans un ouvrage similaire, les commémorations socialistes de 1848 ne font l'objet d'aucune étude[25]. En revanche, pour les socialistes de la fin du XIXe siècle, l'enjeu est central à bien des niveaux : célébrer 1848 est une manière de souder les rangs et de souligner le rôle des luttes de classes dans l'histoire tout en s'inscrivant dans un cadre national.

En soi, célébrer un événement historique sous la forme d'une manifestation publique n'a rien de spécifiquement socialiste[26]. En Allemagne, les sociaux-démocrates ont ainsi pris modèle sur l'existant. Durant l'époque contemporaine, il existe une longue tradition de fêtes commémoratives remontant à la Révolution française. La première d'ampleur fut celle de 1814, rendant hommage en grande pompe au « soulèvement populaire » (*Völkerschlacht*) de 1813, la bataille des nations de Leipzig, tournant majeur dans l'histoire européenne, marqué par le soulèvement des peuples contre l'occupation napoléonienne. Cette manifestation de 1814, tout entière tournée vers la contestation de l'occupation étrangère, peut être considérée comme matricielle, malgré la nette évolution idéologique des fêtes et commémorations au XIXe siècle[27]. Ainsi les fêtes ouvrières, sociales-démocrates et oppositionnelles, même lorsqu'elles ne revendiquent pas de mots d'ordre spécifiquement nationaux, reprennent-elles une bonne partie des rites et du déroulement des fêtes officielles.

Des changements s'observent avec l'unité allemande. Jusqu'en 1870, les courants libéraux, bourgeois et socialistes multiplient ce type de manifestations pour exprimer leur opposition. Puis, avec la consolidation du Reich, une grande partie de la bourgeoisie se rallie aux fêtes officielles[28]. La gauche socialiste se distingue alors en maintenant une tradition protestataire. En prenant de l'ampleur, la gauche sociale-démocrate devient la principale force d'opposition organisant ce type de manifestations publiques, dont une des finalités est de montrer la force grandissante de l'organisation et son influence. Ritualisées et scrupuleusement organisées, elles participent pleinement à la vie du monde ouvrier militant. Avec ces rituels et symboles, elles donnent à voir, pour quelques heures, un monde uni et déterminé, traçant le chemin de l'émancipation future. Ces défilés permettent, grâce à leur forme festive, de mobiliser plus largement que les conflits sociaux ou réunions politiques ; les familles ouvrières peuvent se montrer partie prenante du mouvement. Elles s'insèrent dans l'idéal d'encadrement des populations sensibilisées aux idées sociales-démocrates, selon l'expression du moment, « du berceau à l'urne ».

Ce type de mobilisations ne peut pourtant se résumer à de la politique immédiate. Elles mettent en effet en scène des événements historiques où les aspects culturels, nationaux et la mise en valeur d'un certain langage occupent une place importante. Les premières associations ouvrières structurées par Lassalle avaient déjà hérité de pratiques festives et commémoratives des années 1820-1830[29]. La spécificité du courant lassallien sera d'organiser un véritable culte en l'honneur de son fondateur, orchestré par Bernhard Becker, qui lui a succédé à la tête de l'ADAV : bustes, poèmes et chants se multiplient au milieu des années 1860. Cette dimension très personnalisée sera ensuite progressivement abandonnée dans le parti unifié, notamment sous la pression d'Engels, Liebknecht et Bebel. Mais le « *Lassalle-Kult* » aura contribué à installer une tradition de célébration au sein du socialisme.

## « Notre histoire » : 1848

Depuis les événements eux-mêmes, les journées de 1848 sont célébrées comme un tournant historique. Dès le 22 mars 1848, une longue marche de révolutionnaires à Berlin a lieu en hommage aux morts parmi les insurgés

du 13. Au moins jusqu'en 1871, la tradition de célébration de 1848 n'appartient pas au mouvement ouvrier de type social-démocrate ; elle est revendiquée au départ par une série de forces oppositionnelles, notamment libérales. Plusieurs élus de Berlin veulent regrouper leurs dépouilles et les enterrer au cimetière du quartier de Friedrichshain. Les représentants des différentes confessions rendent hommage aux défunts, tout comme les démocrates modérés[30]. Dès l'année suivante, à Berlin, en 1849, le même quartier de Friedrichshain est investi pour l'anniversaire du 18 mars, où se trouvent les pierres tombales (*Grabstätten*) des révolutionnaires tombés lors des événements.

À Berlin, l'inauguration d'un monument le 18 octobre 1854 se fait en premier lieu pour célébrer le soulèvement de Leipzig de 1813. Les victimes de 1848 lui sont associées, et dans plusieurs villes est ainsi inauguré un « monument national à la guerre » (« *National-Krieger-Denkmal* »). Cependant, alors que jusqu'au début des années 1860 des forces politiques diverses et hétérogènes célébraient le 18 mars chaque année à Friedrichshain, la consolidation du pouvoir bismarckien à partir de 1864, puis l'unité allemande marquent une inflexion. Les révolutions relèvent désormais de l'erreur historique pour l'État unitaire. Une partie des forces libérales abandonnent ainsi la commémoration de 1848. Les groupes se réclamant du mouvement ouvrier, au contraire, l'investissent avec d'autant plus de force.

Après l'unité, la commémoration en l'honneur de la bataille de Sedan, décidée officiellement en 1873 par Bismarck, est conçue comme une grande fête de l'unité du peuple allemand. Quelques mois plus tôt, les différentes branches de la social-démocratie avaient rendu hommage à 1848, vingt-cinq ans après. Face à la tradition impériale et militaire de Sedan se dresse ainsi le souvenir des insurgés de Berlin et Vienne de mars 1848. C'est le début d'une longue bataille symbolique et historique, où chacun cherche à s'afficher comme le meilleur représentant du peuple allemand. Cette même année 1873, à l'occasion des vingt-cinq ans de la révolution, tous les courants politiques livrent leur point de vue sur la question[31]. La plupart des libéraux et conservateurs tentent de minimiser l'impact de 1848. Côté social-démocrate, les courants rivaux d'Eisenach et pro-Lassalle (l'unification n'intervient qu'en 1875) partagent un même souci de rendre hommage à la révolution. Le *Volksstaat* célèbre l'événement en publiant un poème de Georges Herwegh, ancien acteur de 1848 :

« Mille huit cent soixante-treize
Reich des riches, te voilà, hourra !
Mais nous les pauvres, vendus et trahis,
Pensons aux hauts faits des prolétaires –
On n'en a pas encore fini avec les mois de mars,
Mille huit cent soixante-treize[32]. »

Le 18 mars 1873, plus de 20 000 Berlinois sympathisants de la cause socialiste se retrouvent devant le monument du quartier de Friedrichshain, célébrant conjointement les 18 mars 1848 et la Commune de Paris de 1871[33]. Associer 1848 à 1871 permet d'affirmer une forte identité internationaliste et socialiste, tout en l'ancrant dans l'univers national. De nombreux documents montrent la surveillance forte et étroite de la police. Elle fait tout pour limiter, voire dans certaines localités pour interdire, défilé ou rassemblement[34]. Jusqu'au début des années 1890, montrer sa solidarité avec les insurgés de 1848 au mois de mars relève de la subversion, et peut entraîner de sévères persécutions, perte d'emploi ou emprisonnement[35].

Dans ce contexte, hors de question pour la gauche social-démocrate de se détacher de toute référence à la nation. Le rapprochement entre 1871 et 1848 permet de définir une ligne commémorative précise. Bien qu'il s'agisse d'un échec, le 1848 allemand appartient à une glorieuse lignée révolutionnaire. De plus, le caractère de « printemps des peuples » permet d'associer les autres nationalités. Même Engels écrit en 1893 :

> « Ce que les travailleurs de Bohême des deux nationalités ne faisaient que sentir [à l'époque], ils le savent aujourd'hui, à savoir que toute cette discorde autour des nationalités n'est possible que sous la domination des grands seigneurs féodaux propriétaires fonciers et des capitalistes, qu'elle ne sert qu'à perpétuer cette domination, que les travailleurs tchèques et allemands ont les mêmes intérêts communs et que dès que la classe ouvrière s'emparera du pouvoir politique, tous les prétextes favorisant la division nationale disparaîtront. Car la classe ouvrière est internationale par sa nature la plus intime, et elle en fera à nouveau la démonstration lors de ce premier mai. »

Une figure, déjà rencontrée, incarne cet héritage lors des commémorations, en Allemagne comme en Autriche : Robert Blum, martyr de 1848. Vingt ans après sa mort, alors que venait d'être fondé le parti d'Eisenach, le *Volksstaat* lui rendait un hommage vibrant le 13 novembre 1869, relevant que, « dans l'Allemagne d'aujourd'hui, nous honorons la mémoire de Robert Blum et des milliers qui sont tombés sous les balles autrichiennes et prussiennes, en 1848 et 1849, luttant pour la même cause, à Vienne, dans le Bade et à Dresde, afin de nous souvenir que ce n'est pas à cause du morcellement du territoire en petits États que la lutte pour la liberté et l'unité allemande a échoué[36] ».

Dix ans plus tard, en 1879, alors que la social-démocratie allemande vient de voir ses activités publiques largement limitées par des lois liberticides, Wilhelm Liebknecht publie un essai biographique sur Robert Blum, accordant une place importante à des textes de ce dernier. Par la suite, chaque anniversaire décennal est l'occasion d'une commémoration. Ainsi, la deuxième édition du livre de Liebknecht, publiée en 1889 pour les quarante ans de la mort de Blum, est la plus aboutie. Elle regroupe des textes issus de ses articles et discours (donc adressés initialement à un large public) depuis les années 1850. Or écrire une biographie de Blum, c'est rendre hommage au mouvement populaire allemand. Blum à Vienne, insiste Liebknecht, c'est l'histoire de « notre patrie ». S'il souligne ses erreurs et sa non-appartenance au mouvement socialiste, le rôle exemplaire de « martyr » – le mot revient à plusieurs reprises – et de combattant du peuple en Allemagne comme à Vienne lui donne un statut tout particulier.

Incarnation du mouvement révolutionnaire, Blum n'en est pas moins le symbole d'une certaine conception de la nation allemande. Pour Liebknecht, l'un est indissociable de l'autre. Au début des années 1840, Blum livre de nombreuses contributions et discours dans des « feuilles patriotiques », affirmant que, comme le souligne Liebknecht dans sa biographie, « le sentiment de notre unité, en tant que grand peuple des Allemands, est plus élevé que jamais[37] ». Le projet de Blum concerne « toute l'Allemagne ». Évoquant de nouveau le « peuple allemand », Liebknecht rappelle l'enjeu du mois de mars 1848 : « Un pouvoir du peuple contre les forces dynastiques[38]. » Il insiste ensuite principalement sur l'émergence de la question socialiste et du mouvement ouvrier.

En résumé, revenir sur le Blum des années 1848 et 1849, c'est l'occasion de célébrer le temps où le monde germanophone aurait pu s'unir sous la double bannière de la liberté et de l'égalité. Mais ce qui pouvait être encore espéré en 1869 est devenu caduque dix ou vingt ans plus tard. Aussi Liebknecht tente-t-il de rehausser le rôle dans l'histoire de l'emblématique combattant en en faisant une sorte de précurseur de 1871, ayant même permis d'ouvrir la voie à l'unité. Cette cohésion, bien que réalisée *in fine* contre l'esprit de 1848 et, sur bien des points, antinomique avec le socialisme, lui doit quelque chose. Personne ne peut nier que les socialistes sont donc d'authentiques défenseurs du peuple allemand.

## L'éclat du cinquantenaire

Le cinquantenaire de 1848 est l'occasion d'exposer pleinement cette perspective, à une toute autre échelle et dans un contexte où le socialisme, force conquérante, paraît désormais promis à un brillant avenir.

Avant d'en venir à l'année 1898 en tant que telle, il faut rappeler que, depuis le début des années 1890, la commémoration gagne en importance. Le 18 mars 1891 voit une multiplication des rassemblements dans de nombreuses villes d'Allemagne[39]. Anti-Sedan ou anti-Wilhelm, ils sont à l'opposé des commémorations officielles organisées en grande pompe par l'Empire à l'occasion de la victoire militaire contre la France et pour la naissance de l'empereur. Mais ce 18 mars ne se veut pas « anti-allemand » ou antipatriotique, tout au contraire.

En 1897, à l'approche du centenaire de la naissance de Guillaume I^er^, le 18 mars prend une tournure particulière. La une du journal social-démocrate *Vorwärts* appelle à une large célébration de la tradition révolutionnaire allemande. On y reprend l'idée du double anniversaire (1848 et 1871), mêlé cette fois à la fête du 1^er^-Mai : « Le dix-huit mars est, comme le 1^er^ mai, une des deux fêtes que le prolétariat s'est données lui-même, qu'il a arrachées en luttant contre la résistance des classes dominantes, et qu'il conservera quoi qu'il advienne[40]. »

La complémentarité est exposée avec clarté. Le premier à un sens national, le second international : « Le 18 mars 1871 a, pour le mouvement international, une signification similaire à celle de mars 1848 pour le mouvement national allemand. » Le lendemain, l'édition du 19 mars 1897

rend compte de nombreux rassemblements, notamment d'un discours de Bebel en présence de plusieurs milliers de personnes, d'un deuxième de Georg Lebedour dans un autre quartier, etc.[41]. Tous les organes de presse sont mobilisés pour l'occasion. L'édition du 16 mars 1897 du journal satirique *Der Wahre Jacob* rend compte de l'importance dans tout le pays des fêtes en l'honneur de 1848 :

> « Partout en Allemagne, le prolétariat paya le prix du sang lors de la révolution de mars […]. Dans les provinces, les principaux centres de la révolution de mars se situaient là où le prolétariat industriel était le plus fortement développé […]. Et dans les provinces où il n'y avait qu'un prolétariat industriel clairsemé, ou même pas de prolétariat du tout, c'est le prolétariat rural qui fournit les colonnes de la révolution. »

Le cinquantenaire revêt en effet un caractère bien plus spectaculaire et démonstratif. Le milieu social-démocrate, militant et sympathisant, est concerné au premier chef par la célébration de ce moment clé qu'il construit comme l'affirmation de l'identité politico-idéologique du socialisme.

Car le contexte est au procès en légitimité du socialisme qui, d'après les autorités, ne saurait prétendre incarner le peuple allemand. Alors que le parti en Allemagne est en pleine campagne électorale, le pouvoir impérial s'inquiète de ses progrès. Le 10 avril 1898, l'appel du groupe parlementaire aux Allemands pour qu'ils votent SPD commence significativement par l'évocation du souvenir de la révolution de 1848 : « Au printemps du Jubilé de la révolution de mars, il revient au peuple allemand de forger son avenir[42]. » Un tract rédigé par la section de Hambourg – et repris dans plusieurs villes allemandes – expose parfaitement la ligne générale de l'interprétation proposée par le parti : « Pourquoi le peuple travailleur fête-t-il les cinquante ans de la révolution de 1848 ? » Oui, la révolution de 1848 constitue un moment clé de l'histoire du peuple allemand, bien qu'elle soit demeurée prisonnière de limites bourgeoises.

Les sociaux-démocrates organisent un important dispositif commémoratif, mêlant ouvrages, articles de presse et manifestations publiques. Deux livres bénéficient d'une intense promotion : le dernier ouvrage de Wilhelm Liebknecht publié pour le jubilé[43] et la nouvelle édition d'une histoire populaire sur *La révolution allemande de 1848*, sous la forme d'un roman historique ; l'auteur en est Wilhelm Blos, qui s'était déjà fait

connaître avec une histoire de la Révolution française[44]. La deuxième édition est tirée à 45 000 exemplaires. Dans un registre plus théorique et destiné à un public plus restreint, Karl Kautsky se saisit de l'occasion pour publier les textes de Friedrich Engels sur le sujet *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Côté autrichien, Maximilian Bach> publie son histoire de la révolution à Vienne[45].

Liebknecht revient sur les spécificités du retard allemand et insiste sur un mot d'ordre essentiel : « Une Allemagne libre ! Une Allemagne unifié ! » Suivant pas à pas l'émergence et la défense de l'idée d'une république allemande, il déplore les divisions ayant empêché la réalisation de l'unité sur une base progressiste, qui aurait ensuite facilité le triomphe du mouvement ouvrier. Il s'afflige de l'« État fédéral » (« *Bundesstaat* ») qu'il perçoit comme un héritage négatif de l'histoire allemande.

Face à cette intense mobilisation, le pouvoir s'inquiète du poids grandissant de la gauche socialiste. Lors de la session du Reichstag précédent la commémoration du 18 mars, les conservateurs et la plupart des libéraux réaffirment la juste voie suivie depuis 1871 et stigmatisent les sociaux-démocrates comme une « pègre étrangère » (*ausländisches Gesindel* ). Le président du parti allemand, Bebel, sans dénier toute légitimité au succès de 1871, insiste sur le rôle précurseur des hommes de 1848 et répond lors d'une séance au Reichstag aux attaques dont il est l'objet :

> « Vous allez nous le payer, nous n'oublierons pas que vous avez prononcé le mot "pègre". C'est une infamie que d'insulter de cette façon les hommes qui, à l'époque, ont risqué leur vie en combattant pour leurs idéaux… Ces hommes ont fait, en 1848, ce que vous prétendez avoir fait en 1870 et dont vous vous glorifiez aujourd'hui. Si 1848 était devenu ce que les combattants du peuple voulaient en faire à l'époque, il n'y aurait pas eu besoin de 1870, car l'Empire allemand aurait été fondé dès cette époque, avec une tout autre puissance et une tout autre splendeur qu'aujourd'hui[46]. »

Ici, Bebel réécrit l'histoire, partisan d'une *What if History* avant l'heure : si les combattants de 1848 avaient triomphé, le sort de l'Allemagne aurait été différent. Malgré son échec, 1848 montre ainsi la voie de l'avenir, d'une Allemagne démocratique dépassant la construction étatique de 1870.

Remettre l'insurrection populaire de mars au cœur de l'histoire du peuple allemand est un des grands objectifs affichés par les sociaux-démocrates. Le 16 mars, en une, le *Vorwärts* publie un long compte rendu des manifestations à Vienne – qui ont donc précédé celles de Berlin, conformément à la chronologie des révolutions[47] :

> « Vienne a connu, le 13 mars, une impressionnante manifestation de masse. Le caractère de toute la ville était social-démocrate. C'était une journée ensoleillée, aussi belle et éclatante que celle que Vienne avait connue 50 ans plus tôt. »

Il est également fait mention de la commémoration à Prague, et de la démonstration de force de la social-démocratie à cette occasion. Toujours le 16, dans les dernières pages, les rassemblements appelant au défilé du 18 mars sont annoncés dans divers quartiers de Berlin. Se dessine en toile de fonds de ces célébrations l'enjeu des mobilisations militantes, de l'occupation des quartiers et de l'espace public. Les rues révolutionnaires doivent appartenir aux ouvriers conscients. On pourrait appliquer ici ce que Henri Lefebvre avait analysé à propos de la Commune de Paris de 1871, mais en quelque sorte en différé, *via* ces commémorations intenses, préparées et ritualisées[48]. Lefebvre comprenait en effet l'événement comme un grand moment de réappropriation de l'espace urbain par des classes populaires rejetées hors des quartiers centraux de Paris. *Mutatis mutandis*, l'événement révolutionnaire – ou plus exactement sa commémoration – peut être lu comme un moment de réappropriation de l'espace urbain contre les puissants qui cherchent à les déloger de « leur » ville. Le 18 mars est bien dans tous les cas la grande date historique des conquêtes grandissantes du mouvement ouvrier. Et le mouvement ne doit pas se limiter aux deux grandes capitales, mais englober la moindre localité de l'Empire.

L'édition du 18 mars du *Vorwärts* est presque tout entière dédiée à la célébration de l'ainsi nommé « jour le plus glorieux de notre histoire ». D'innombrables poèmes et articles historiques se succèdent pour rendre hommage aux combattants de 1848. Un plan détaillé des barricades de Berlin est reproduit, accompagné d'un texte fourmillant de détails sur les combats dans telle ou telle rue de la capitale. Plusieurs brèves rendent compte des difficultés à organiser dans plusieurs villes allemandes les défilés, interdits ici et là. À ces derniers sont de nouveau associés ceux de la

Commune française de 1871. À l'honneur donc, la solidarité internationaliste, fille des révoltes germanophones de 1848. La relation avec les Français est soulignée, manière là encore de défier le modèle impérial construit explicitement contre la tradition révolutionnaire française :

> « Le jubilé de la révolution de mars est une année électorale en Allemagne comme en France. Eh bien, rivalisant avec nos frères français, nous allons mener la lutte électorale, conduire la bataille électorale de telle façon que les morts de la révolution de mars puissent se montrer satisfaits de nous.
>
> Nous le promettons solennellement aujourd'hui, lors du cinquantième anniversaire du Dix-huit mars !
>
> Vive la révolution de mars !
>
> Vive la social-démocratie internationale, libératrice des peuples[49] ! »

La même édition signale les lieux variés où prendront la parole différents orateurs. Le lendemain, un compte rendu détaillé est présenté. La dimension d'appropriation de la ville est encore plus marquée. Une sorte de « Berlin est à nous » traverse nombre d'articles :

> « Dans dix des plus grandes salles de Berlin, sans compter celles des faubourgs, les travailleurs de la capitale se sont réunis hier soir pour honorer la mémoire des combattants de la liberté de 1848. Et ils étaient sortis en masse, les hommes et les femmes du peuple ; les locaux étaient bondés, nombre d'entre eux ont été fermés par la police[50]. »

Quittons maintenant le *Vorwärts* pour les journaux satiriques, alors en pleine croissance ; ils constituent, pour tous les courants politiques, un des indices de rayonnement auprès d'un large public. *Der Wahre Jacob* est l'organe de presse publié par le SPD. Véritable média alternatif aux journaux dominants du même type, il voit son tirage augmenter considérablement dans les années 1890. Wilhelm Blos, qui fut son premier directeur, impulse un modèle où le récit historique, romancé et fortement imagé, occupe une place importante, malgré des évolutions sensibles à partir de 1900. Il existe un lien fort avec son livre sur 1848, déjà publié en 1893, et dont la diffusion connaît un vif essor à l'occasion de la commémoration. Récit rempli d'anecdotes, sans développements

théoriques, l'ouvrage de Blos illustre la forte volonté de diffuser et transmettre en quelque sorte une « histoire populaire du peuple allemand », véritable contre-manifeste des calomnies et critiques à propos des révolutionnaires. Ce qui se retrouve dans le journal satirique relève du même registre.

Dans *Der Wahre Jacob*, dès le premier numéro de l'année 1898, qui présente les meilleurs vœux aux lecteurs sous la forme d'un train socialiste montrant la voie de l'avenir, l'année est placée sous l'égide des cinquante ans des révolutions : « En souvenir du jubilé des cinquante ans du mouvement populaire de 1848-1849. » Au milieu est représenté un citoyen combattant à proximité d'une barricade ; en haut, la foule suivant le trône renversé de Louis-Philippe à Berlin ; en bas, la commémoration des victimes des combats à Berlin en mars 1848. Puis suivent deux recommandations de lectures : les œuvres « populaires et richement illustrées » de Wilhelm Blos sur la révolution allemande de 1848-1849 et celle de Louis Héritier sur les événements français et la Deuxième République.

À première vue, rien de très « national » dans ce traitement des événements révolutionnaires : c'est avant tout la mobilisation populaire qui est honorée, avec un trait d'égalité entre la France et l'Allemagne, représentées comme les deux principaux épicentres du printemps des peuples. Mais plusieurs éléments indiquent une prise en compte spécifique des problématiques nationales, à commencer par la place occupée par le drapeau allemand dans plusieurs retranscriptions des commémorations berlinoises. Dans *Der Wahre Jacob*, dès le 18 janvier, est publié un poème d'Arno Holz (1863-1929) sur la France et l'Allemagne. Ici, patriotisme allemand et solidarité avec la France révolutionnaire entendent ne pas être contradictoires :

> « Je suis un patriote allemand
>
> Et mes vers sont noirs-blancs-rouges
>
> Car fidèle au peuple jusqu'à la mort
>
> Je jure sur Werther, Faust et Lerse
>
> […]
>
> Si j'ai déjà bu à la santé de la germanité

Sans avoir, moi, le gars de souche,
Encore jamais roulé sous la table,
Pourtant je crie : Vive la France
Honni soit, qui mal y pense[51] ! »

À partir de ce numéro est publié en plusieurs séries un « calendrier des révolutions de l'année 1848 » qui accompagne le lecteur tout au long de l'année 1898. Les événements peuvent être suivis au jour le jour : ceux du monde germanophone y occupent la place la plus importante, avec ponctuellement des ouvertures vers la France (notamment pour les morts de juin 1848, victimes de la répression anti-ouvrière). Quelques semaines plus tard, l'édition du *Wahre Jacob* du 15 mars 1898 s'ouvre par la publication d'un poème écrit en l'honneur de Wilhelm Liebknecht, auquel est voué un véritable culte en tant qu'ancien combattant. Une illustration sur la même page montre sans ambiguïté le lien entre les deux dimensions, sociale et nationale. À côté de ce texte figure un dessin repris de l'*Urwähler-Zeitung* (un des journaux de la démocratie radicale paru de 1849 à 1853[52]), représentant l'enterrement le 22 mars des victimes révolutionnaires tombées au combat quelques jours plus tôt. Les drapeaux allemands y côtoient le drapeau rouge. Les vrais défenseurs de la nation allemande sont bien ceux qui prolongent les combats de 1848. Enfin, la dernière page du journal se compose d'extraits d'articles de l'époque, notamment du célèbre journal satirique allemand le *Kladderadatsch*, dont les premiers numéros paraissent justement au cours des événements de 1848. À noter aussi l'importance de la dimension régionale, avec par exemple la publication d'un récit de l'insurrection de Bade d'avril 1848[53]. Comme dans le *Vorwärts*, 1848 ne se joue pas qu'à Berlin et Vienne, bien qu'elles en soient l'épicentre – du moins est-ce la vision qui ressort de ces sources.

Les *März-Zeitung* (les « journaux en l'honneur de mars ») constituent un autre vecteur important de la mémoire de ces événements. Ces journaux publiés une fois par an au mois de mars ont été imprimés à 98 000 exemplaires en 1892 ; 120 000 l'année suivante, 150 000 en 1898 et 145 000 en 1899[54]. Richement illustrés et contenant un nombre de textes assez limité, ils constituent des outils pour les militants, notamment pour tout ce qui concerne la partie liée au défilé du 18 mars, les stèles à honorer, etc. La bataille pour un monument digne de ce nom est par

exemple relatée dans le *März-Zeitung* de Berlin de 1899, évoquant une polémique sur les inscriptions en l'honneur des combattants :

> « Mais l'inscription, l'inscription !
>
> Après de longs débats au conseil municipal de Berlin et de nombreuses négociations, menées publiquement et dans les coulisses, visant à aboutir à un compromis avec les huiles de la municipalité – négociations qui ont révélé une fois de plus toute la couardise lamentable des libéraux berlinois – l'administration municipale s'est accordée sur le fait, non pas d'ériger un monument en l'honneur de ceux qui sont tombés en mars, mais simplement de remettre en état les tombes à l'abandon dans le quartier de Friedrichshain et de les entourer d'une grille de fer surmontée d'un portail portant une inscription insignifiante : "Ici reposent ceux qui sont tombés lors des journées de mars 1848." À cause de cette inscription, la préfecture de police de Berlin a refusé d'accorder le permis de construire[55] ! »

Seuls les événements de 1848 ont droit à cet honneur dans les publications socialistes. Unique type de propagande comparable, la publication de journaux en l'honneur du 1er Mai. Chaque commémoration remplit une fonction spécifique au printemps : au mois de mars, le souvenir des combats révolutionnaires passés, qu'il est nécessaire d'honorer ; puis en mai le combat concret, quotidien et immédiat pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. Les deux moments festifs sont investis d'une force mobilisatrice, chacun dans son registre. Elles jouent ensemble en quelque sorte le rôle de « mythe mobilisateur » d'un large milieu militant, mythe que Georges Sorel analysait avec la « grève générale » dans le cas français[56]. L'articulation entre passé, présent et futur est nettement revendiquée : si l'on devait appliquer un régime d'historicité au socialisme de cette époque, l'union des trois dimensions s'appliquerait parfaitement ici. Citons à ce propos une dernière fois Wilhelm Liebknecht ; il évoque dans cette lettre personnelle à la fille de Marx, Laura, cette articulation avec netteté :

> « Le 18 mars – jour de la double commémoration du soulèvement berlinois de 1848 et de la Commune de Paris de 1871 – est devenu une fête internationale, qui, dans notre Allemagne, est célébrée dans chaque

ville, dans chaque localité où il y a des sociaux-démocrates, afin de raffermir, par le souvenir des hauts faits du passé, la génération actuelle dans les tâches difficiles qu'elle a à accomplir aujourd'hui, et les tâches plus difficiles encore qu'elle aura à accomplir dans l'avenir[57]. »

À Vienne, les similitudes avec l'Allemagne, jusqu'au rituel commémoratif, sont frappantes. En 1888 a lieu au cimetière de Zentralfriedhof à Vienne un regroupement des ossements des victimes de 1848. Ensuite, des manifestations régulières se tiennent dans ce cimetière devant un obélisque en l'honneur des morts du 13 mars. En 1895 se réunissent 30 000 à 40 000 personnes. Trois ans plus tard, le cortège est bien plus considérable : ce sont 200 000 personnes qui défilent dans les rues de Vienne. Décrit par la presse social-démocrate, cette procession est ritualisée[58] ; elle peut être là aussi comparée aux défilés du 1er mai, plus centrés sur les questions sociales et politiques.

Comme en Allemagne, le souvenir de 1848, très ancré dans une perspective germanophone, cohabite avec un souci internationaliste. Ainsi, le jour J de l'anniversaire du soulèvement à Vienne, le 13 mars, l'édition du journal *Arbeiter-Zeitung* est-elle presque entièrement consacrée à cette célébration. À noter qu'il n'est pas question ici d'« Allemagne » ou d'« allemand » mais avant tout des « peuples d'Autriche ». On compose avec un 1848 regroupant la diversité des peuples de l'Empire : « Nous commémorons le jour au cours duquel, pour la première fois, les peuples d'Autriche sont entrés consciemment et volontairement dans le cours de l'histoire […][59]. » Aucune mention explicite de la si sensible question allemande en pleine contestation des ordonnances Badeni, qui imposent depuis 1897 le bilinguisme tchèque/allemand aux fonctionnaires en poste en Bohême, soulevant l'indignation des germanophones de toute tendance. On parle avant tout de prolétariat, de luttes sociales et politiques. Et pourtant, c'est le 15 mars 1898, alors que les célébrations battent leur plein, que la décision est prise de renoncer au caractère obligatoire et immédiat des ordonnances, même si elles ne seront abrogées véritablement que l'année suivante.

La tonalité est fortement marquée par la lutte des classes, victimaire et martyrologique. On n'a de cesse de célébrer les « victimes » ; clairement, le politico-social prime. Les seuls aspects nationaux évoqués renvoient à la nécessaire fraternité avec les autres sociaux-démocrates de l'Empire.

L'*Arbeiter-Zeitung* souligne par exemple que, lors du grand rassemblement viennois, des discours en polonais, tchèque, italien et slovène furent prononcés. L'internationalisme fièrement revendiqué sert de distinction par rapport aux adversaires. On se démarque ouvertement des « rassemblements bourgeois », notamment ceux des « nationaux-allemands » hurlant des chants et réclamations nationalistes. Et la dimension de classe (les nationalistes regroupant notamment des étudiants de milieux favorisés) est nettement soulignée.

La commémoration de 1848, du moins dans la façon dont le principal organe de presse la présente, est donc celle des « peuples d'Autriche » intégrant les autres nationalités, et fonctionne ici comme une réaffirmation de l'identité du parti. Les nationalités sont évoquées, mais dans une perspective internationaliste unifiante, dans un contexte politique incertain. Aussi la question nationale, hors de quelques formules convenues, ne revient-elle formellement que très peu.

## Lendemains de commémoration : la fin d'une génération

Dans toute l'Europe germanophone, Liebknecht est incontestablement la figure clé de ce cinquantenaire de la révolution de 1848. Nulle autre personnalité dans le camp socialiste ne possède autant d'autorité que lui, à la fois en tant que responsable politique de premier plan et comme ancien acteur de 1848. Il est une des rares personnalités à être aussi célèbre depuis la mort de Ferdinand Lassalle en 1864. Au-delà même des frontières du monde germanophone, son nom est respecté et prononcé avec vénération par bien des socialistes, de Paris à Moscou.

Son étoile a certes pâli, notamment en France, à la fin de sa vie. Hostile à la défense du capitaine Dreyfus, il se crispe et soutient une identité socialiste fermée à d'autres dimensions de la lutte. Reste que, jusqu'en 1895, seule l'autorité d'Engels pouvait rivaliser avec lui. En 1895-1896, la mort de ce dernier est l'occasion de multiples textes en son honneur, rappelant ses faits de gloire et engagements. Au congrès de l'Internationale de Londres de 1896, son portrait est présent dans les divers espaces où se tiennent les débats[60]. Les hommages se succèdent, avec une insistance particulière du côté des délégués allemands et autrichiens. Kautsky, Bernstein, Adler, Pernerstorfer : tous se déclarent fidèles et s'inscrivent

dans son sillage. Tous également mentionnent son rôle d'acteur, témoin et analyste des années 1848-1849.

Quelques années plus tard, Wilhelm Liebknecht, père fondateur d'un socialisme allemand vénéré par des cohortes de militants en 1898, meurt à son tour. Ses funérailles, le 7 août 1900, constituent un tournant. Pour la première fois, un spectacle d'une dimension inconnue jusqu'alors et habituellement réservé aux commémorations de 1848 ou du 1er Mai est organisé pour honorer la mort d'un dirigeant du mouvement[61]. Aussi la direction du parti sort-elle les grands moyens. Les hommages rituels à Marx et Engels paraissent bien ternes à côté de l'avalanche d'émotions que suscite la disparition de Liebknecht.

Le *Vorwärts* reproduit durant plusieurs jours une sélection des milliers de télégrammes reçus en hommage au fondateur de la social-démocratie, d'Allemagne et d'Autriche avant tout, mais aussi du monde entier. Le 12 août, une gigantesque marche a lieu depuis le lieu de résidence de Liebknecht jusqu'au cimetière de Friedrichsfelde où il est enterré. Il inaugure ainsi une longue tradition d'enterrements de figures socialistes. Karl Liebknecht – son fils – et Rosa Luxemburg y seront enterrés puis célébrés en 1919.

En 1900, les cohortes du socialisme berlinois lui rendent un hommage grandiose et appuyé, à dimension internationale. Comme en 1898, la social-démocratie s'approprie « son » Berlin. Les autorités, craignant des débordements en cas d'interdiction, autorisent l'imposant cortège. 100 000 personnes auraient participé au défilé, avec des centaines de milliers d'autres tout au long du parcours. Un public qui manifeste une immense empathie à l'égard de son héros. L'ordre des discours est éloquent : le premier est évidemment celui du président du parti, August Bebel. Il est immédiatement suivi de Victor Adler, puis du Français Paul Lafargue, gendre de Marx et porte-drapeau du marxisme en France, dont le nom était bien connu en Allemagne grâce à la traduction de divers articles et ouvrages.

Pendant plusieurs années, dans les congrès et dans la presse socialiste, les hommages se poursuivent et saluent régulièrement en lui un grand révolutionnaire ayant défendu l'union de tout le peuple allemand, contre les constructions dynastiques de 1867 et 1871.

La mort de Liebknecht clôt une séquence d'intense référence à la révolution de 1848, entamée lors des commémorations du cinquantenaire. Pendant plusieurs années, de multiples textes proposent, sans la théoriser explicitement, une autre lecture de l'histoire nationale : 1848 représente une rupture, le début de ce qui aurait pu être une voie démocratique et sociale. Dans l'attente d'un changement politique majeur, l'horizon de l'espérance est indissociable de cette remémoration annuelle du mois de mars.

## « Gauchiser » un mythe national : le cas Schiller

Les partis socialistes ne se contentent pas de valoriser « leur » histoire, tout particulièrement les événements révolutionnaires. Ils cherchent à s'approprier des figures nationales convoitées bien au-delà de leurs rangs. Aussi l'histoire nationale « officielle » ne les laisse-t-elle pas indifférente. Friedrich von Schiller en est un bon exemple en Allemagne. Lors du centenaire de sa mort, en 1905, le socialisme met en avant certains traits de cette célèbre figure culturelle, revendiquée par de nombreux courants politico-idéologiques comme tutélaire. Étudier de telles appropriations permet de mesurer ce que l'« intégration » à la nation allemande pouvait concrètement signifier pour des socialistes qui vivaient leur engagement comme un acte d'opposition au pouvoir en place.

Les commémorations autour de la mort de Schiller nous semblent emblématiques de la façon dont la nation allemande est perçue par la gauche. En effet, alors même que, en mai 1905 (grèves de masses, revendication du suffrage universel en Autriche, préparation de la manifestation du premier mai…), les priorités politiques auraient pu largement les faire passer au second plan, y compris avec la révolution russe qui bouleverse les certitudes acquises, une véritable mobilisation est organisée en l'honneur du poète.

Avant d'en venir à ces célébrations, évoquer Schiller implique de revenir brièvement sur la façon dont sont comprises les notions de *Kultur* et *Bildung* dans la social-démocratie. Civilisation (plus que « culture » lorsque l'on parle de « *Kultur* » en allemand) et éducation (*Bildung*) sont en effet essentielles pour comprendre les spécificités du mouvement ouvrier germanophone. Pour les élites allemandes, la *Bildung* désigne une éducation caractéristique des classes dominantes au début du XIXe siècle que

les partis ouvriers s'approprient bientôt : leur objectif est d'offrir aux classes populaires une formation ouvrant la voie à l'émancipation. Mais se pose alors la question de savoir quelle attitude adopter par rapport aux références historiques classiques. Faut-il fonder une nouvelle culture socialiste antibourgeoise ou démocratiser l'accès à la culture existante ? Si l'impératif de démocratisation prime, le mouvement socialiste doit-il « gauchiser » ou « socialiser » en quelque sorte les références déjà en vigueur[62] ? Le débat existe depuis la fondation des premières associations ouvrières. Il prend une tournure particulière avec l'accroissement important des effectifs des organisations de la gauche socialiste dans les années 1880.

Une des premières contributions significatives à ce débat émane d'un professeur de philosophie viennois, proche du Parti social-démocrate, Emil Reich, qui publie en 1892 un ouvrage sur l'art bourgeois et les classes populaires[63]. Il défend notamment l'idée que la haute culture doit être accessible aux masses. Avec Ludo Moritz Hartmann (professeur d'histoire à Vienne qui rejoint la social-démocratie en 1901, ardent défenseur de la culture allemande avec Pernerstorfer), il crée à Vienne les premières universités populaires (*volkstümliche Universitätsvorträge*) du continent européen. Entre 1895 et 1905, près de 100 000 personnes y participent[64]. Parallèlement, les partis sociaux-démocrates institutionnalisent des écoles de formation de différents niveaux, plus structurées et hiérarchisées. Leur place et le contenu des enseignements entraînent des controverses, notamment lorsqu'il s'agit de transmettre la culture allemande.

Parmi les protagonistes du débat, nous retrouvons de nouveau Engelbert Pernerstorfer. Dans un article dédié à l'art et au monde ouvrier publié dans *Der Kampf*, la première année de parution de la revue en 1907, il défend fermement l'idée que le mouvement social-démocrate doit apporter la culture allemande classique aux larges masses[65]. Et si d'autres au contraire souhaitent que le socialisme avance vers l'invention d'une culture nouvelle, nul ne songe à rejeter en bloc la culture allemande. Otto Bauer, dans *La question des nationalités*, ne tranche pas véritablement. La culture socialiste sera bien « toute nouvelle », croit-il savoir. Mais il s'empresse d'ajouter qu'elle « sera quand même l'héritière de toutes celles qui l'ont précédée »[66]. Aucune position claire ne prend le dessus. Et à lire les articles sur ce sujet dans les journaux et revues des deux partis, il existe une vaste gamme de sensibilités diverses.

L’exemple de la célébration de Schiller permet précisément de voir comment les socialistes se confrontent au réel. Le poète allemand est, avec Goethe, une des grandes figures de référence. Emblème littéraire et poétique de la culture allemande, il incarne également dans une certaine mesure ses spécificités politiques. Au XIXe siècle, « il était devenu le poète que tout le monde connaissait en Allemagne et que connaissaient tous les gens cultivés dans les sociétés européennes[67] ». Partout où la langue allemande est parlée, Schiller apparaît. Jusqu’au Central Park de New York où a été érigé un monument en son honneur. Aucun doute donc sur son rôle de « lieu de mémoire » allemand et ce sur la longue durée. Schiller est abondamment cité et utilisé par les courants pangermanistes à la fin du XIXe siècle. Trente ans plus tard, en 1934, les nazis, à peine arrivés au pouvoir, célèbrent en grande pompe le « précurseur » du national-socialisme par la voix du ministre de la Propagande, Goebbels[68]. Après 1949, les deux Allemagnes s’empareront de ce symbole.

## Tradition schillérienne et mouvement révolutionnaire

Place désormais au grand moment schillérien de 1905. Ces commémorations (*Schiller-Tag*), comme celles de 1848, s’inscrivent dans une même tradition de « culture de la fête » (*Festkultur*) du monde germanophone. Une différence majeure les sépare néanmoins. 1848 est une révolution subversive à bannir pour les pouvoirs impériaux et de nombreux courants politiques. La logique y présidant est une logique d’opposition. En revanche, Schiller constitue une figure consensuelle, que les socialistes cherchent en quelque sorte à « gauchiser ». L’occasion pour eux de se présenter comme d’authentiques héritiers et défenseurs de la culture allemande. Aussi ne lésinent-ils pas sur les moyens pour rendre hommage au poète.

Schiller n’est en aucun cas une figure méconnue que la social-démocratie sortirait de l’ombre. Qui plus est, il n’a pas grand-chose du précurseur du socialisme ou du communisme. Il se situe plutôt dans la catégorie des réformateurs, relativement modérés, attachés à une conception de l’éducation esthétique et morale visant à empêcher les changements politiques trop violents et les débordements révolutionnaires. Il fut certes fait citoyen d’honneur français en août 1792 par l’Assemblée législative

révolutionnaire, à l'image d'autres Allemands comme Klopstock. Mais la période où Schiller exprime une sympathie pour la Révolution est brève[69]. Reste qu'une partie de son œuvre, notamment ses *Brigands*, comme d'autres pièces des années 1780 publiées avant la révolution de 1789, porte en elle un puissant souffle anti-despotique. Elle a fait du poète un symbole fort de la résistance aux pouvoirs pour de nombreux représentants de la gauche démocratique allemande, et ce tout au long du XIXe siècle. Son idéal pédagogique – même s'il peut être compris comme un « moyen de faire l'économie du changement révolutionnaire de type français[70] » –, soit éduquer pour éviter le déchaînement des foules, permet de le hisser au rang de précurseur de la *Bildung* dans un sens progressiste. Formation et culture, au cœur de l'identité socialiste, peuvent ainsi se référer à lui.

L'autre point essentiel pour comprendre sa popularité est sa conception de la nation allemande. Pour Schiller, elle doit accomplir une mission particulière : recueillir l'héritage des progrès de l'humanité, et les faire fructifier à un stade supérieur[71]. Ses conceptions sont empreintes d'un puissant universalisme qui, aussi idéaliste soit-il, peut être perçu comme le ferment d'une nation progressiste, opposée aux conceptions plus étroites et spécifiques portées par les représentants du courant romantique comme Johann Gottfried von Herder et Novalis. Il est certes possible de retenir de ses propos une lecture nationaliste. Mais Schiller, sans être un « jacobin » allemand, incarne une figure nationale plutôt hostile aux autorités traditionnelles. L'idéalisme schillérien peut ainsi être lu comme le meilleur de la tradition philosophique allemande, prolongée ensuite par le mouvement ouvrier au milieu du XIXe siècle. En dépit de ses ambiguïtés à l'égard du mouvement populaire et révolutionnaire, il demeure fidèle aux Lumières allemandes (l'*Aufklärung*) et à la réalisation d'un idéal républicain.

Insistons néanmoins sur ce point une dernière fois, il n'y a rien d'évident à le célébrer si l'on se réfère aux fondateurs du marxisme. Marx conserve une forte aversion à son égard en raison de son « idéalisme », même s'il lui arrive de souligner sa grande importance. Engels, quant à lui, a significativement écrit des lignes plus flatteuses à son sujet dans ses années de jeunesse[72]. Aucun texte canonique ne justifie pourtant une telle appropriation. Contrairement à la révolution de 1848, consubstantiellement liée à l'histoire du mouvement ouvrier, Schiller aurait pu être rejeté : comme une figure trop nationale, ou trop bourgeoise. Il n'en est rien.

En effet, à étudier les pratiques militantes, qui sont à la fois le produit des impératifs dictés par les cadres du parti mais aussi le résultat d'appropriations venues d'en bas, la figure de Schiller est très présente symboliquement depuis les années 1830 dans les organisations ouvrières. Et ce, d'une certaine manière, indépendamment des caractérisations positives ou négatives de tel ou tel théoricien. Avant même que la social-démocratie ne se constitue sous la forme d'une organisation structurée, des commémorations existent. Trois ans après la création de la « Ligue des bannis » en 1836 (ancêtre de la ligue des communistes où évolua Karl Marx), on note des fêtes en l'honneur de Schiller pour l'anniversaire de sa naissance (1759), prônant une « patrie » non nationaliste. Ce type d'initiative festive joue un grand rôle dans l'identité du mouvement ouvrier naissant, notamment dans les villes qui allaient connaître un important développement industriel comme Leipzig[73].

Vingt ans plus tard, le centenaire de la naissance de Schiller en 1859 est marqué par de grands rassemblements et de nombreuses publications. Pendant trois jours, du 9 au 11 novembre, dans plus de quatre cents lieux en Allemagne (dans une proportion moindre en Autriche et partout où se trouvent des germanophones – soit une cinquantaine de villes hors des territoires du futur empire des Hohenzollern[74]), des fêtes sont organisées en son honneur. À l'échelle du siècle, il s'agit des commémorations les plus importantes dans le monde germanophone[75]. Dans une lettre à son ami Engels, Marx, depuis Londres, les décrit comme « pathétiques » (lettre du 26 octobre 1859), n'y voyant que des commémorations officielles à la solde des autorités traditionnelles. Pas question alors de s'appuyer sur une telle dynamique, qui lui semble être à contre-courant de l'histoire.

Pourtant, plusieurs futurs dirigeants de la social-démocratie s'enthousiasment déjà, esquissant une perception « ouvrière » et socialiste du poète. Wilhelm Bracke, un des correspondants majeurs de Karl Marx (c'est à lui qu'il adressera sa célèbre lettre critiquant le programme de Gotha de 1875), s'investit dans les associations commémoratives en cette année 1859[76]. Au cours de l'hommage, certains célèbrent Robert Blum et Schiller derrière des : « Vivat Schiller ! Vivat Blum[77] ! » Ces « fêtes en l'honneur de Schiller » marquent de nombreuses figures investies dans l'élaboration d'une nouvelle Allemagne progressiste. À Berlin, un immense rassemblement de 100 000 personnes défie les commémorations officielles, donnant lieu à des interdictions de se rassembler puis à des arrestations[78].

En Autriche également, tout particulièrement à Vienne, un même processus s'opère, même si la mobilisation des associations ouvrières, à un stade moins avancé, est plus faible.

Ces affrontements restent gravés dans la mémoire militante. Il s'agit bien d'une bataille politique. Bismarck cherche à légitimer sa position historique et, à partir de 1871, veut montrer que les grandes fêtes schillériennes de 1859 furent une étape menant inéluctablement à la proclamation du Reich sous sa férule[79]. Mais les militants socialistes ne souhaiteront pas laisser « leur » Schiller aux seules autorités impériales : le centenaire de sa mort va le montrer avec éclat.

## L'hommage grandiose à une figure nationale

Le 9 mai 1905, la quasi-totalité des sections des deux partis sociaux-démocrates participent aux commémorations en l'honneur de Schiller[80]. Déjà, deux mois plus tôt, le *Vorwärts* publiait une édition spéciale soulignant toute l'importance des commémorations à venir[81].

Hasard du calendrier, le fait que cette commémoration se tienne en pleine révolution russe n'est pas sans conséquence. Aux portes des deux empires allemand et autrichien émergent des conseils ouvriers et des contestations massives. Les perspectives révolutionnaires redeviennent une réalité concrète. Dans ce contexte, la commémoration de Schiller donne lieu à une intense mobilisation. Contrairement à d'autres sujets (sur la grève, la révolution russe…), les lignes de clivage n'ont rien d'évident. La gauche de l'organisation ne se bat pas particulièrement contre une célébration nationale voire nationaliste et la droite du parti, qui défend ardemment la culture allemande, ne le commémore pas forcément en grande pompe. Fait remarquable, tous ou presque se retrouvent pour rendre hommage au poète. Schiller permet de souder presque unanimement le milieu social-démocrate.

Certes, lorsque Schiller apparaît en une de l'*Arbeiter-Zeitung* viennois et du *Vorwärts* berlinois au début du mois de mai 1905, les auteurs des deux principaux articles, respectivement Engelbert Pernerstorfer et Conrad Schmidt, appartiennent à l'aile la plus nationaliste de la social-démocratie. La commémoration dépasse néanmoins ces deux figures. Les dizaines de journaux sociaux-démocrates dans les différentes régions rendent compte de diverses manifestations. Sur 91 journaux sociaux-démocrates en Allemagne

en 1905, aucun n'oublie de rendre l'hommage ; des revues théoriques aux journaux quotidiens en passant par les suppléments hebdomadaires (*Die Neue Welt*) ou les journaux satiriques, tous publient des articles sur Schiller, agrémentés d'extraits de sa prose. Le caractère populaire des commémorations est perceptible à travers les retranscriptions de nombreux rassemblements en l'honneur du poète. Ainsi le *Vorwärts* rapporte-t-il le caractère majeur de la commémoration qui vient de se tenir dans le quartier de Friedrichshain à Berlin :

> « Les cérémonies en l'honneur de Schiller dimanche dernier ont constitué un témoignage éclatant de la haute considération accordée à l'anniversaire de la mort de Schiller dans les cercles ouvriers, de l'amour et de la vénération qu'on y éprouve, au plus profond du cœur, pour le grand poète[82]. »

En Autriche, l'ampleur des rassemblements prévus pour le 1er mai par rapport à ceux en l'honneur de Schiller montre que la grande fête internationaliste prédomine. Mais la célébration du poète n'a rien d'anecdotique. Preuve de son importance, dès le 30 avril 1905, la veille du 1er mai, le parcours du défilé dans Vienne en l'honneur de Schiller, qui doit avoir lieu une semaine plus tard, est détaillé[83]. À cette même date, plusieurs représentations de ses pièces au Burgtheater sont annoncées. La dernière page de cette édition du 30 avril est consacrée à une série d'annonces, y compris gouvernementales, dont celle du comité officiel commémorant Schiller où doit notamment parler « Son excellence Mr Docteur Wilhelm von Hartel, ministre des cultes et de l'enseignement ». Est annoncée la parution d'un « numéro spécial Schiller » (« Schiller-Nummer ») du *Neue Glühlichter*, revue satirique du parti, que l'on invite à se procurer dès à présent. Enfin est reproduit sur une demi-page le programme de la soirée du 8 mai 1905, cette fois à l'initiative de la social-démocratie, expressément recommandée aux « camarades du parti et aux travailleurs viennois ».

De son côté, le 30 avril, la une du *Vorwärts* à Berlin promeut le « jour de la culture » qu'est le 1er mai ; toutefois, dans le même temps, elle rend hommage à Johann Jacoby, reproduisant son discours du 10 novembre 1859 tenu à Königsberg en l'honneur de Schiller. Schiller, c'est à la fois le « citoyen du monde » (*Weltbürger*) et l'« ami de la patrie » (*Vaterlandsfreund*).

Dans l'*Arbeiter-Zeitung*, le 2 mai, est annoncée une conférence que doit donner le soir même le député Julius Ofner sur le thème « Schiller comme précurseur du socialisme scientifique ». Le 4 mai, les lecteurs sont informés d'une fête en l'honneur du poète à Budapest. Parmi les orateurs, on constate notamment la présence, soulignée à plusieurs reprises, du député Engelbert Pernerstorfer. Un point commun entre ces diverses éditions est la vente de portraits de Schiller, omniprésente. Toujours dans l'*Arbeiter-Zeitung*, le 6 mai, la création de la Section française de l'Internationale ouvrière est célébrée comme un jour glorieux du socialisme international. Enfin, la France se dote d'un parti socialiste où se retrouvent les diverses tendances. Mais l'événement, dès le lendemain, ne fait plus l'objet de contributions particulières. Il passe de fait relativement inaperçu.

La révolution russe et l'unité du socialisme français semblent finalement reléguées au second plan par rapport à la célébration de l'auteur des *Brigands*. L'annonce en première page de la « Fête de Schiller du monde du travail viennois » (*Schiller-Feier der Wiener Arbeiterschaft*) le 7 mai en constitue une preuve éclatante. Difficile d'y échapper pendant plusieurs jours. Le 8 mai, outre l'annonce de la grande réunion viennoise des sociaux-démocrates, sont signalées les commémorations à Berlin et celles des associations allemandes aux États-Unis, notamment à New York. Hors de question de laisser le maire chrétien-social de Vienne, ennemi des sociaux-démocrates et antisémite notoire, Karl Lueger honorer seul Schiller.

Le 9 mai, à la une du quotidien autrichien, Pernerstorfer revient sur la trajectoire de Schiller, occasion de commémorer le « peuple allemand ». Son discours est par la suite repris et imprimé sous forme de brochure ; l'*Arbeiter-Zeitung* en assure la promotion. Dans le compte rendu de la réunion s'étant tenue à la halle Katherine devant un parterre de sympathisants est cité un propos liminaire de Pernerstorfer soulignant le caractère international de la commémoration, qui concerne tout le peuple allemand :

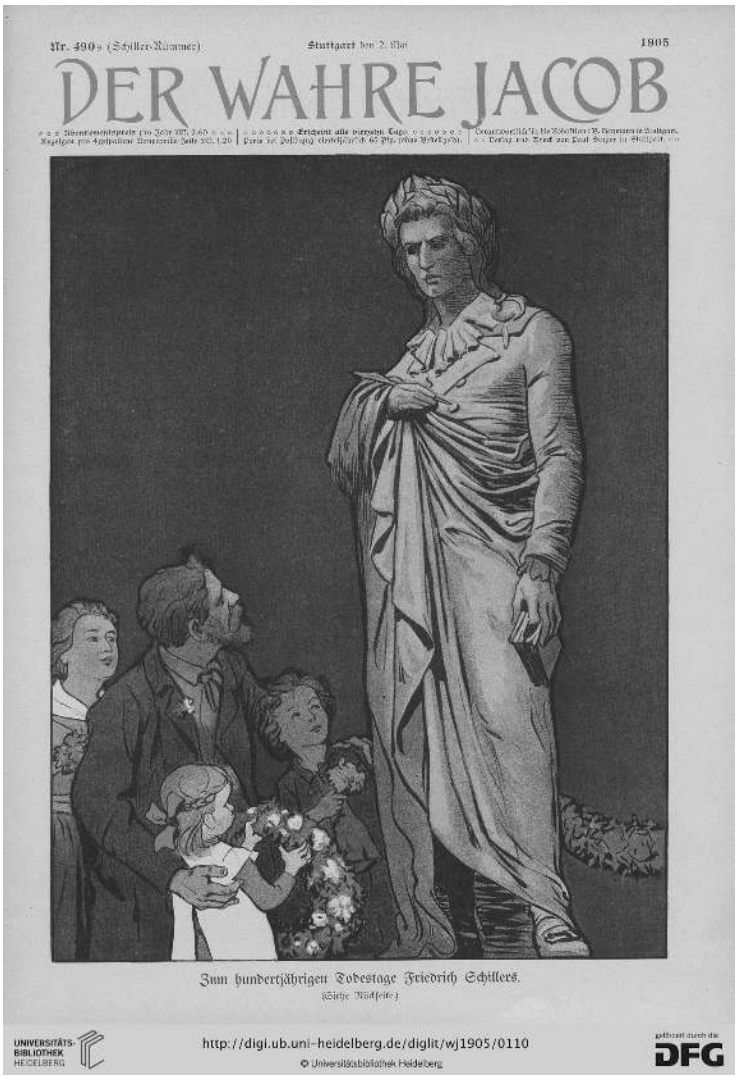
> « Partout dans les pays allemands on célèbre ces jours-ci la mémoire de Schiller. Les différences de partis ne semblent pas exister […]. Ces journées nous offrent donc l'image trompeuse d'un peuple allemand uni et nous nous laissons peut-être subjuguer un instant par la vision imaginaire d'après laquelle ce peuple, qui constitue une unité politique, représenterait

également une unité culturelle et spirituelle, et serait véritablement un “seul peuple de frères”[84]. »

Son époque est celle de la Révolution française, mais aussi de la révolution industrielle. Quelles que soient les nuances et réserves, aucun doute n’est permis : le seul héritier légitime du combat schillérien est le socialisme. Décrire les grandes commémorations berlinoises (concerts, représentations…) permet de glorifier le « socialisme victorieux ».

Le lecteur du *Vorwärts* peut prendre connaissance des manifestations qui se tiennent à Vienne, mais aussi à Budapest autant que des initiatives des écoles allemandes de Saint-Pétersbourg[85].

Le spectre de la grande Allemagne plane sur ces commémorations. La lecture croisée des sources allemandes et autrichiennes permet de suivre la véritable tournée qu’Engelbert Pernerstorfer entame à l’occasion du centenaire. Ce représentant « grand-allemand » de la social-démocratie se déplace régulièrement. Avant le congrès international d’Amsterdam où il était délégué, il avait ainsi fait une halte à Francfort en août 1904 pour une conférence. En 1907, juste avant le congrès de Stuttgart, il donnait également une série de discours dans des sections du Parti social-démocrate à proximité[86].


Nr. 490a (Schiller-Nummer) Stuttgart den 2. Mai 1905

DER WAHRE JACOB

Zum hundertjährigen Todestage Friedrich Schillers.

(Siehe Rückseite.)

UNIVERSITÄTS-BIBLIOTHEK HEIDELBERG
http://digi.ub.uni-heidelberg.de/diglit/wj1905/0110
© Universitätsbibliothek Heidelberg
gefördert durch die DFG

*Une de* Der Wahre Jacob*, commémoration en l'honneur de Schiller à Berlin, 1905. © Universitätsbibliothek Heidelberg.*

Son discours de 1905 sur Schiller, édité à Vienne aux éditions du parti autrichien[87], reprend sans surprise plusieurs passages de l'article en une de l'*Arbeiter-Zeitung* qu'il avait consacré au poète. Le discours imprimé constitue le support d'une série de conférences données en mai dans plusieurs lieux : à Berlin (dans une brasserie du quartier de Friedrichshain à Berlin et au théâtre de la *Freie Volksbühne*), puis quelques jours plus tard à la fête de Schiller à Vienne (*Katharinensaal*), et enfin à Prague. La brochure éditée reprend d'abord l'introduction de la conférence donnée à Prague, véritable leçon de « culture universelle » prônant l'échange réciproque entre Allemands et Tchèques. Une filiation est établie entre le philosophe et pédagogue tchèque du XVIIe siècle Comenius (Komenský) et Schiller, afin de rapprocher les deux peuples. Respect des autres traditions, mais avant tout, et au-dessus de tout, célébration de Schiller : l'appel aux

Tchèques à se fédérer autour du penseur allemand ne souffre d'aucune ambiguïté. L'ouverture du discours prône une célébration dans tous les « pays allemands » du grand poète. La suite du texte consiste en un portrait idéalisé de ce « fils du peuple ». Dans le même temps, l'œuvre de Schiller est portée en exemple de résistance à l'oppression et de lutte contre les conventions sociales, permettant de le rapprocher des objectifs du socialisme contemporain. Le mouvement socialiste prend la relève du poète. La mission historique du prolétariat est bien de mettre fin aux divisions du peuple allemand et à la société de classes. Défense de la nation allemande et perspective socialiste se confondent.

Mêlant des références à son engagement « antidespotique » et à son œuvre culturelle, les textes relatifs à Schiller sont tous marqués par un fort attachement à l'auteur des *Brigands.* Examinons par exemple les écrits de Franz Mehring, un des emblèmes de la gauche du parti durant cette période. Les positions de Mehring sur nombre de sujets ne laissent pas de place au doute : en tant que l'un des principaux animateurs du journal *Leizpiger Volkszeitung*, il incarne la frange radicale du parti, dénonçant les errements « révisionnistes » et droitières d'une partie de la social-démocratie. Il croise notamment le fer depuis le début de l'année 1905 avec cette frange de l'organisation à propos de la révolution russe. Pour Mehring, celle-ci ouvre un nouveau chapitre de l'histoire du monde, où les socialistes doivent désormais jouer un rôle prédominant. Autour de Bernstein, on y voit plus simplement l'ultime épisode du cycle des révolutions bourgeoises amorcé en Angleterre au XVIIe siècle[88].

Mehring publie sur le poète une courte biographie qui rencontre un succès important auprès des sympathisants socialistes[89]. Le registre mobilisé relève de la vulgarisation, d'une forme d'« histoire populaire » destinée à des militants et/ou à un public de sympathisants, peu susceptibles de se plonger dans les controverses autour de la nature de tel ou tel processus. En trente pages, Mehring restitue chronologiquement la vie de Schiller et, à travers elle, celle d'une Allemagne désunie sortant péniblement du féodalisme dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Les termes employés diffèrent certes de Pernerstorfer ; n'y figurent pas les mêmes propos exaltant la culture allemande, ses spécificités et sa supériorité. Mais ils ont en commun de rendre un hommage appuyé à Schiller. Mehring insiste largement sur l'esprit contestataire dont le poète fut l'incarnation en son temps, un opposant majeur à la tyrannie. Fidèle à

une stricte lecture matérialiste, le théoricien social-démocrate souligne que les tendances « bourgeoises » et « idéalistes » dont Schiller demeure le représentant doivent être comprises dans le cadre de son époque.

Existe-t-il alors « deux orientations » pour célébrer Schiller ? En réalité, il s'agit plutôt de nuances, vraisemblablement peu perceptibles par les lecteurs ou auditeurs des orateurs du parti. Les textes de Mehring côtoient sans difficultés les propos de Pernerstorfer dans les organes de presse. Il s'agit de sensibilités différentes autour d'une même volonté : s'approprier Schiller. Mehring se retrouve ici défenseur d'une figure nationale, quelles que soient les nuances qu'il peut apporter.

Au cours de ces années, la critique la plus explicite à l'égard de Mehring provient non pas de l'aile la plus nationaliste du parti (qui aurait pu par exemple reprocher à Mehring son matérialisme étroit) mais de sa gauche. Ainsi Rosa Luxemburg salue-t-elle le travail idéologique mené par la social-démocratie libérant Schiller des classes dominantes, lui dont la poésie et les conceptions prennent part à « l'œuvre d'émancipation de la classe ouvrière[90] ». Elle n'hésite d'ailleurs pas à s'y référer pour les combats actuels, comme lors de vigoureuses grèves dans la Ruhr dans le sillage de la révolution russe. Pour autant, si le lyrisme schillérien peut et doit être mobilisé, les hommages rendus par la social-démocratie, pour nécessaires qu'ils soient, doivent être circonscrits. Mehring va, en ce sens, trop loin : « Schiller peut et doit lui aussi faire aujourd'hui l'objet d'une analyse entièrement scientifique et objective de la part des travailleurs allemands, dans la mesure où il est une puissante manifestation de la culture bourgeoise. »

Que faire donc de la culture bourgeoise, du passé national ? En Autriche, Josef Strasser manifeste également son hostilité en insistant sur le fait que Schiller, comme Goethe, n'est en dernière instance que l'expression de la bourgeoisie allemande[91]. Le prolétariat doit plutôt faire appel à Heinrich Heine, ou encore au Freiligrath qui n'a pas encore basculé dans le camp nationaliste. Ou même directement à Marx et Engels sur les questions de culture. Il reste que ces voix critiques, s'exprimant dans des textes théoriques faiblement diffusés, ne pèsent guère face au consensus global autour de Schiller.

Le poète fonctionne en 1905 comme une figure consensuelle. Il permet de souder les rangs. À côté des débats enflammés traversant l'année 1905,

dont les codes ne peuvent être maîtrisés que par une élite militante, il est l'occasion d'une abondante littérature, relativement uniforme. Et il ne s'agit pas seulement d'un « coup » à l'occasion de l'anniversaire de sa mort. Dans les années qui suivent, les écrits de Pernerstorfer et Mehring sont réédités, signe de l'importance du mouvement sur la longue durée. Les social-démocraties montrent encore leur volontarisme pour s'approprier cette figure en 1909, lors du cent cinquantième anniversaire de la naissance du poète. Schiller est célébré à Vienne comme à Berlin, référence majeure qui peut encore réunir de la gauche du SPD à la droite du parti autrichien. Clara Zetkin participe à la célébration de Schiller en 1909. Celle qui prônait un « patriotisme prolétarien » deux ans plus tôt voit ici l'occasion de rendre hommage à une grande figure allemande. Lyrique, elle souligne ses ambivalences, mais aussi son souffle historique inégalable, qui ne peut qu'inspirer le socialisme contemporain :

> « Dans ce combat et dans cette lutte, Schiller ne peut pas indiquer au prolétaire la direction et le chemin. Mais il demeure bien pour lui un puissant protecteur parce qu'il l'éduque aux plus hautes vertus civiles, aux idéaux de l'humanité les plus sublimes, qui, à notre époque, croissent sur le sol de la conception socialiste du monde, sous les orages et les flammes de la lutte émancipatrice du prolétariat[92]. »

À l'intérieur du parti, la référence à Schiller permet de faciliter une cohésion mise à mal par les déchirures suscitées par la crise révisionniste et la révolution russe. À l'extérieur et auprès de son public sympathisant qui ne cesse de s'étendre, ce déferlement d'hommages légitime la social-démocratie comme une grande force politique, qui n'entend pas se tenir à l'écart de l'histoire nationale. Tout au contraire, elle lui permet de se présenter comme la meilleure héritière des traditions progressistes du peuple allemand.

Notons enfin que, à lire la presse sociale-démocrate sur plusieurs années, Schiller n'est au fond que l'exemple saillant d'une démarche plus globale. En témoignent les lectures par la gauche de Wagner ou encore de Fichte. Les appropriations de ces derniers sont moins systématiques et plus discrètes, mais relèvent de logiques proches, elles qui sont tout autant revendiquées par le pouvoir et des forces politiques s'opposant frontalement aux sociaux-démocrates[93].

## L’invention de l’« histoire populaire »

Si le cadre national constitue un élément central de ces récits autour de 1848 ou de Schiller, une spécificité demeure : la mise en avant du rôle de l’action populaire dans les processus historiques. Elle constitue un trait constant de la prose socialiste, depuis l’article le plus élémentaire adressé à des centaines de milliers de sympathisants jusqu’au texte théorique le plus pointu. Avec la progression des organisations ouvrières et leur implantation progressive, une histoire de type nouveau est née : l’histoire populaire.

La « *People’s history* » est bien évidemment une invention ultérieure, définie et pratiquée par l’historien britannique Edward Palmer Thompson à partir des années 1950-1960, et dont la fortune a essaimé jusqu’à nos jours[94]. Cette manière d’écrire l’histoire se conçoit comme un « travail de sauvetage de ce qui aurait pu se passer ; un travail de rachat d’autres systèmes de significations qui, ayant perdu leur bataille pour la légitimité, ont été “oubliés” […], un travail sur la mémoire et sur le pouvoir, sur tout ce que nous avons oublié ou qu’on nous a fait oublier[95] ». Il serait vain de trouver une telle ambition méthodologique dans nos sources socialistes de la fin du XIXe siècle. Il existe néanmoins une véritable filiation, une ambition proche[96].

Dans son histoire des révolutions de 1848, Wilhelm Blos évoque à plusieurs reprises un « mouvement populaire allemand » dont il se veut l’historien. De même, à l’occasion de l’anniversaire de la révolution, *Der Wahre Jacob* et le *Vorwärts* diffusent nombre de publicités pour inciter à la lecture de récits historiques courts et incisifs mettant en valeur l’action populaire dans l’histoire. On relève par exemple dans les années 1890 la promotion de la réédition d’un ouvrage de plus de 800 pages, abondamment illustré, sur la « grande guerre des paysans[97] » du XVIe siècle. Le mouvement ouvrier contemporain doit légitimer son combat actuel par une recherche des traces de ses précurseurs à l’échelle de plusieurs siècles. L’histoire des grands bouleversements révolutionnaires et des prémices de l’industrialisation ne saurait suffire, celle des révoltes paysannes à l’époque moderne, bien avant l’apparition d’une classe ouvrière moderne, doit être mobilisée.

Dans la dernière décennie du XIXe siècle s’est ainsi développée une première forme d’histoire populaire, « par en bas », certes encore

rudimentaire, mais inscrivant pour la première fois à une large échelle – un milieu militant et sympathisant socialiste alors en constante progression – les prodromes de ce qui sera développé au XXe siècle par des historiens et historiennes sensibilisés initialement à la conception matérialiste de l'histoire, souhaitant valoriser davantage le rôle historique des acteurs les plus modestes et des « invisibles ». Exactement au même moment, Luise Kautsky, Emma Adler, Therese Schlesinger, Adelheid Popp et Clara Zetkin se saisissent de cette idée pour écrire une histoire des femmes[98].

Les développements de ces premières histoires populaires nous semblent significatifs. Deux publications récentes ont montré l'important écho que peut rencontrer cette approche envisagée dans un cadre national, celles de Michèle Zancarini-Fournel et de Gérard Noiriel[99], dans le sillage d'Howard Zinn et de son histoire populaire des États-Unis[100]. Critiques des historiographies dominantes (notamment de l'accent mis sur « l'identité nationale ») qui omettent d'après eux toute dimension de lutte des classes dans la construction nationale, leur écriture, *mutatis mutandis*, nous renvoie là encore à nos interrogations sur les esquisses de la fin du XIXe siècle.

Pourtant, aucun ne revient sur les premières tentatives de ce genre produites dans le cadre du mouvement socialiste. La vaste fresque de l'histoire contemporaine de la France, par exemple, lancée à l'initiative de Jean Jaurès en 1900 – qui dépasse largement la seule histoire de la Révolution française – n'est pas mentionnée, bien qu'il s'agisse d'une des premières grandes entreprises de ce type[101]. On pourra objecter que la perspective jaurésienne ne vise pas à rompre avec l'histoire républicaine alors promue par l'État. Jaurès la considère en effet comme un acquis qu'il faut prolonger, voire, dans une certaine mesure, dépasser ; nous y reviendrons dans notre chapitre dédié à la France. Mais dans tous les cas la tradition issue du monde germanophone ne semble ici tout simplement pas exister.

Comment comprendre cette absence de filiation ou de dialogue entre diverses traditions ? En premier lieu, existe-t-il une forme de défiance, qui a sa légitimité et ses fondements, à l'égard des histoires élaborées dans un cadre partidaire ? Une telle attitude sous-évalue pourtant les liens complexes entre histoire et politique dès que l'on touche à la question de l'histoire « par en bas », originellement écrite dans un contexte politique.

Un autre élément d'explication a trait aux fortes différences nationales. Dans certains pays, l'« histoire populaire » est loin de se limiter à une seule filiation de gauche. Il n'existe pas en effet de telle tradition de publication à Berlin ou Vienne. Dans les années 1920-1930, l'histoire populaire est confisquée par les courants nationalistes puis monopolisée par le courant nazi. Le fil de cette histoire a été rompu au XXe siècle dans les pays germanophones et en Europe centrale. Une recherche dans les catalogues de bibliothèques à partir de l'intitulé « *Volksgeschichte* » (littéralement « histoire du peuple ») fait ressortir très majoritairement des ouvrages publiés entre 1933 et 1944, ou encore des ouvrages académiques récents traitant des appropriations historiques par les nazis entre 1933 et 1945[102]. L'histoire « populaire » de l'Allemagne et de l'Autriche, compte tenu de la place importante qu'occupe dans l'historiographie le nazisme et la question du degré de consentement de la population, se prête bien plus difficilement à l'exercice. La « *Volksgeschichte* » fut avant tout une histoire ethno-nationaliste qui connut ses premiers développements à la fin du XIXe siècle et qui aura son heure de gloire dans les années 1920-1930[103]. Il a certes existé ensuite une longue tradition d'histoire sociale à l'Ouest, tandis que l'historiographie est-allemande a valorisé l'histoire des mouvements populaires dans le cadre de la grille de lecture imposée du marxisme-léninisme stalinien. Mais « l'histoire populaire » balbutiante de la fin du XIXe siècle n'a pas connu la même continuité que dans un pays comme la France.

Par ailleurs, là encore, des parentés avec l'Italie peuvent être avancées, notamment la fragilité de l'édifice national et la voie qui a été empruntée, non « jacobine » (dans un sens gramscien) et anti démocratique. Suivons de nouveau Gramsci, pour qui « l'histoire de France est pour ainsi dire intrinsèquement une histoire populaire, une histoire du *peuple* français[104] ». En effet, hors de France il n'existait pas à la fin du XIXe siècle de pays où l'on pouvait tracer une ligne directrice de la république au socialisme. Il fallait donc inventer sa propre histoire et construire une généalogie historique spécifique.

Telle est l'ambition du socialisme germanophone dans les années 1890 : mettre en avant l'histoire d'un « mouvement populaire », expression employée par Blos. Il existe ainsi une conception particulière du rôle du peuple dans l'histoire, qui n'est pas celle d'un peuple exclusif et ethno-

nationaliste défendu par ailleurs. Il était alors possible de dissocier le « *Volk* » (« peuple ») du « *völkisch* » (« populaire ») nationaliste et racial.

On pourrait de ce point de vue reprendre aisément ce qu'affirme Gérard Noiriel à propos du rapport entre les classes populaires et les classes dominantes, et le comparer avec le socialisme de la fin du XIXe siècle : « L'identité des classes populaires, est déterminée fondamentalement par les classes dominantes, qui construisent des discours, des représentations que s'approprient ensuite les classes populaires et qui les transforment[105]. » Dans le cadre de la formation ouvrière (*Arbeiterbildung*), l'histoire nationale pouvait être l'objet de cours, de livres, de brochures spécifiques définissant une autre lecture de l'histoire nationale, sans perdre de vue la perspective internationaliste. Certains objectifs affichés à la fin du XIXe siècle à Berlin et Vienne nous paraissent être, si ce n'est aux sources des « histoires populaires » actuelles, du moins partageant une visée commune.

Toute histoire populaire se pensait alors dans un cadre national. Une mise en perspective plus globale à partir d'études empiriques de chaque groupe socialiste « national » (ou impérial) à l'échelle de toute l'Europe permettrait de saisir au mieux le rapport ambivalent entre nation et internationalisme. Tous les groupes socialistes ont en effet cherché à trouver des précurseurs et puisé dans l'histoire de leur « pays » (existant ou imaginé) pour légitimer leurs combats présents. Quelques cas pensés ensemble mettent en relief des transferts et croisements, révélant l'un des aspects d'une communauté socialiste transnationale à l'œuvre.

Faute de pouvoir dresser un panorama exhaustif, reprenons ici le cas tchèque. Un des éléments expliquant la force des socialistes à structurer un large milieu fut leur capacité à proposer une « version populiste de l'histoire nationale[106] » qui ne consiste pas uniquement à reprendre les événements connus en les interprétant dans un autre cadre, mais également à fonder un imaginaire puisant dans les mobilisations populaires sur la longue durée. Le caractère de nation opprimée rendait de ce point de vue ce type d'appropriation plus aisée. Les sociaux-démocrates tchèques devaient affirmer leur existence en se démarquant à la fois des nationalistes, hostiles au socialisme, mais aussi de leurs camarades allemands, dont une large partie méconnaissait, voire méprisait leurs particularités. La quête de précurseurs ne pouvait être pensée hors de ces exigences de démarcation. Là encore, le rôle des précurseurs, notamment des insurrections paysannes à

l'époque moderne, doit être souligné. On y a parfois vu, à juste titre, une volonté d'inscrire les luttes sociales dans le sillage de traditions anciennes. Le résultat est, *mutatis mutandis*, assez proche de la démarche engelsienne avec la guerre des paysans de 1525 : faute de révolution marquante et victorieuse, l'héroïsme militant est recherché dans une période antérieure à l'émergence du monde ouvrier. Alors que nombre de partisans de l'affirmation de la nation tchèque trouvent en Jan Hus (1369-1415), dirigeant du mouvement « hussite » mêlant réforme religieuse et affirmation nationale, leur modèle, les socialistes s'approprient une figure dissidente. Comme Engels, qui avait choisi Thomas Müntzer contre Luther, la social-démocratie « tchécoslave » choisit Jan Žižka (1360-1424), dès la fin des années 1860, contre Jan Hus. Elle célèbre la défaite de Lipany (1434) en souvenir de l'écrasement du mouvement des taborites, mouvement religieux radical et égalitaire inspiré par Jan Žižka, dont les partisans s'étaient réunis sur le mont Tabor (à proximité de Prague, d'où leur nom). Les taborites constituent la « gauche » de la réforme hussite ; les partisans de cette dernière n'ayant pas hésité à se lier aux catholiques pour écraser l'utopie égalitaire et messianique des taborites, le couple ami/ennemi fonctionnant ici à merveille. Žižka apparaît ainsi comme une figure à la fois tchèque, dans le sens d'une affirmation nationale[107], et égalitariste, annonçant le socialisme contemporain.

Ailleurs, par exemple en Roumanie, et partout où des minorités roumaines existent comme en Hongrie, le rôle du paysan est encore plus décisif. Il est un emblème central de la construction nationale. Là encore, l'espoir du socialisme passe inévitablement par la construction d'un imaginaire commun puisant dans l'histoire[108]. Pour les nationalités minoritaires des empires centre-européens, l'histoire des résistances nationales et populaires est convoquée au premier chef. Elle contribue à donner de la vigueur et une dimension messianique aux mobilisations populaires de ces peuples dont l'oppression est doublement pensée : sociale, bien sûr, mais aussi nationale. Le recours à l'histoire héroïque sert ici, peut-être plus encore qu'ailleurs, de ferment pour les mobilisations actuelles et à venir.

## L'histoire nationale : l'impossible écriture ?

Une histoire nationale alternative était-elle possible ? Elle existe, de fait. Mais la démarche semble tâtonnante et hésitante, non explicitement théorisée ou expliquée aux membres des organisations. Comment comprendre qu'aucune contribution définissant une histoire nationale et/ou populaire n'ait dans ce cas vu le jour dans les rangs de la gauche, elle qui était si prompte à justifier longuement la plupart de ses positions, notamment sur la question des nationalités ?

Plusieurs hypothèses peuvent être retenues. Parmi elles le fait que, pour plusieurs personnalités et courants, la question semblait simple et claire. Tandis que les plus nationalistes ne se sentaient guère dans l'obligation de se justifier – la nation existait et allait en quelque sorte de soi –, ceux qui au contraire pariaient sur l'internationalisme ne voyaient la nation que comme un phénomène temporaire. Nul besoin de définir une quelconque méthode pour s'approprier l'histoire d'un pays ou d'un peuple défini, puisque l'Internationale dominerait bientôt le monde.

L'autre hypothèse tient à l'impossibilité d'une définition claire au regard des présupposés idéologiques qu'implique le socialisme organisé de la fin du XIXe siècle. Définir l'histoire nationale aurait supposé en effet de dépasser certaines ambiguïtés et contradictions, et de régler notamment les sources de tension entre affirmation nationale et internationalisme. Or le cas allemand tout particulièrement posait de redoutables problèmes à celui qui entendait brosser un panorama historique de son évolution. Il n'y avait rien d'évident à intégrer Vienne à l'Allemagne en 1910 au regard de l'évolution de la situation et de la consolidation des empires. Certes, pour beaucoup, une grande Allemagne supranationale devait, tôt ou tard, naître. Mais parallèlement l'affirmation des nationalités comme les Tchèques et l'émergence du sionisme complexifiaient considérablement la situation.

Ces difficultés renvoient selon nous aux premiers pas du « socialisme scientifique », aux hésitations de Karl Marx lui-même quant à l'écriture de l'histoire. Nombre de ses textes ont bien fixé des critères pour interpréter l'histoire ; ils ne sont certes pas définitifs, mais suffisamment précis pour inciter historiens et militants se réclamant de son héritage à écrire des ouvrages historiques selon quelques grands principes. Du *Manifeste du parti communiste* (1848) à sa préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), l'histoire marxienne invite à une histoire des luttes des classes rompant avec les logiques à l'œuvre jusqu'alors, mettant

en avant le rôle cardinal des révolutions et des luttes populaires. Les sociaux-démocrates germanophones après sa mort furent les premiers à recueillir cet héritage et à le développer, avec quelques autres socialistes en Europe (dont Jean Jaurès qui, sur ce point, intégra pleinement Marx à sa réflexion).

Cela étant, il faut rappeler que, finalement, Marx n'a achevé aucun des récits historiques qu'il avait projetés. Les seuls ouvrages publiés relèvent d'un registre très particulier : l'histoire immédiate, voire l'histoire vécue. Marx écrit sur les révolutions de 1848 et la Commune de 1871[109]. Il les caractérise alors même que les braises en sont à peine refroidies. En revanche, les épisodes historiques antérieurs, dont certains le passionnèrent tout au long de son existence, telle la Révolution française, ne donnent lieu à aucun ouvrage livrant des clés d'interprétation. Seuls des manuscrits nous restent, contenant tout au plus des indications ou intuitions. Grâce à la publication des notes inédites de ses œuvres complètes, toutefois, son projet d'écriture d'une grande histoire mondiale est mieux connu ; une longue série de citations permet de se faire une idée des lectures et orientations générales qu'il aurait pris[110]. Sans jamais aboutir. Comme avec la Révolution française dans les années 1840, le Marx du début des années 1880 n'a pas réussi à conduire son grand projet d'histoire. On peut certes mettre cela sur le compte de ses difficiles conditions matérielles et souligner qu'il a laissé en friche d'autres manuscrits, à commencer par les livres II et III du *Capital*. L'une des hypothèses avancées serait plutôt que Marx, confronté à trop de difficultés et de contradictions dans le récit historique, n'aurait pas souhaité aller au bout[111].

Le nécessaire ancrage dans une dynamique nationale que nous avons étudié ici, fût-ce pour la penser en étroite relation avec l'international et les valeurs internationalistes, est un phénomène postérieur à Marx. Ce dernier disparaît précisément au moment où ces questions d'inscription dans la nation se posent avec le plus d'acuité. Mais, comme l'écriture de l'histoire de la Révolution française pour Marx impliquait de faire des choix presque impossibles (valoriser ou non 1789 ? 1793 ? Babeuf ?), celle d'une histoire nationale posait également des problèmes presque insolubles aux représentants de la social-démocratie. D'où la difficulté pour les théoriciens et historiens futurs à saisir la façon dont ils envisagent, d'un point de vue

socialiste ou marxiste, leur rapport à l'histoire nationale. D'Antonio Gramsci à Pierre Vilar, la question n'a jamais présenté un quelconque caractère d'évidence. Rien ne fut véritablement arrêté, en dépit de pratiques populaires d'appropriations. Le champ des possibles restait ainsi ouvert, tout comme celui des ambiguïtés et incompréhensions.

# Chapitre V

## *« L'Orient », avenir du socialisme ?*

La nation n'est-elle qu'une affaire européenne ? Jusqu'aux dernières années du XIXe siècle, la question coloniale ne semble guère être une préoccupation des socialistes. Les nations n'existent pas dans leur imaginaire hors de certaines limites géographiques. Mais ce qu'il est alors fréquent de désigner sous le terme général d'« Orient » retient de plus en plus l'intérêt. L'ouverture au monde à partir de 1900 marque un infléchissement significatif. Le socialisme devient une réalité mondiale et globale.

Pourtant, une telle affirmation n'a aucun caractère d'évidence tant il semble acquis que, avant la révolution bolchévique au moins, le socialisme demeure une affaire étroitement et exclusivement européenne. Depuis les années 1980, un courant historiographique inspiré par les études « post-coloniales » affirme que les mouvements politiques de gauche et socialistes dans la seconde moitié du XIXe siècle auraient porté un regard « orientaliste » sur les populations colonisées, partageant nombre de préjugés de l'époque sur les « peuples sans histoire ». Ils auraient ainsi contribué à façonner un discours négatif sur « l'Orient » et les populations concernées, notamment celles résidant sur le continent africain et en Asie. À quoi l'on pourrait ajouter une partie des populations est-européennes : le mépris des Slaves rejoindrait celui des peuples soumis à la domination de quelques métropoles européennes. Edward Saïd a ainsi pointé l'« orientalisme » de la tradition marxiste, incontestablement présente dans certains textes de Marx et surtout d'Engels[1]. Et de fait, parmi les héritiers autoproclamés du marxisme, nombre de textes vont en effet dans ce sens, plusieurs responsables socialistes s'exprimant pour défendre la « civilisation » contre l'« arriération » des populations non occidentales. Pourtant, de nouvelles recherches montrant l'intérêt de Marx pour les peuples non-européens à la

fin de sa vie en 1879-1882 contredisent les affirmations péremptoires de Saïd et de ses héritiers[2].

Qu'en est-il chez les fondateurs et animateurs des grands partis socialistes après la mort de Marx ? Que pensent-ils du monde « oriental » et extra-européen ? Pour répondre à cette question, les développements proposés par plusieurs historiens du colonialisme permettent de réexaminer les catégories traditionnelles. Jane Burbank et Frederick Cooper ont souligné combien il était nécessaire de penser par exemple la naissance des empires austro-hongrois et allemand dans les années 1860-1880 en miroir des empires coloniaux (« deux visages de l'idéologie impérialiste vers la fin du XIXe siècle[3] »). Il fallait « porter l'accent sur les multiples "répertoires" des empires, l'entrecroisement des différentes stratégies de gouvernance et de domination, le mélange des pratiques mises en œuvre [...][4] ». Cet appel stimulant à la mise en relation entre structures impériales est tout à fait adapté à l'étude des socialismes, dont les débats internes sont étroitement liés à la politique coloniale à partir des années 1880-1890.

Si le pari historique du socialisme se trouvait bien en Europe, rien ne permet d'affirmer que tous pensaient encore uniquement au continent européen lorsque les mots de révolution et de socialisme étaient proclamés au début du XXe siècle. Des dernières années de Marx à la veille de la guerre, les « peuples d'Orient » ont certes été l'objet d'une attention inégale ; néanmoins, l'idée selon laquelle les mobilisations des nationalités de ces peuples pouvaient changer le cours de l'histoire était déjà présente.

L'« Orient » pour les socialistes reste dans tous les cas mal défini : il peut désigner les populations slaves au cœur ou à la marge des empires, tout comme un vaste ensemble de populations, non-européennes, incluant les nations du continent asiatique. Ces analyses et perceptions participent à la construction d'un imaginaire spécifique qu'il convient d'analyser. Ils ont contribué à faire vivre la tradition internationaliste dont se voulait porteur un mouvement socialiste dont l'épicentre se trouvait dans le monde germanophone. Une étude exhaustive de cette question mériterait une recherche spécifique de longue haleine sur les liens complexes qui existent entre socialisme et colonialisme. Nous proposons ici une première approche contredisant l'idée selon laquelle le socialisme d'avant 1914 serait demeuré exclusivement l'affaire de quelques pays occidentaux.

## Le dernier Marx : cap à l'Est ?

Dans les années 1840, Marx était convaincu que les peuples slaves jouaient historiquement un rôle contre-révolutionnaire ; dans ce contexte, maintenir certaines identités nationales et certaines langues, notamment slaves, ne faisait que retarder le développement du mouvement ouvrier. Marx est-il resté profondément européocentrique, incapable de penser la diversité des structures politiques et sociales et leur évolution à l'échelle mondiale ? Les travaux d'Olivier Le Cour Grandmaison ont poussé jusqu'à la caricature l'image de Marx et Engels en défenseurs quasi inconditionnels de la colonisation européenne, position qui permettrait de comprendre la source d'un lien ambigu entre la gauche et la colonisation[5]. Assurément, certains socialistes de toutes tendances, notamment dans la première moitié du XIXe siècle, ont pu se montrer d'ardents colonisateurs. Les socialistes dits « utopiques » ou « conceptuels » des années 1830-1840 étaient nombreux à penser leurs projets, parfois délirants, dans un cadre colonial. Si certains, comme Étienne Cabet, ne se sont pas spécifiquement exprimés sur le sujet, d'autres n'ont en effet pas hésité à justifier aux avant-postes l'« Algérie française », voyant celle-ci comme « un excellent lieu d'essai, pour plusieurs grandes questions sociales qui agitent la France et ce faisant, elle leur permettra de prouver leurs "capacités"[6] ». Étrangers à ces projets d'utopie qu'ils critiquent radicalement, Marx et Engels ont partagé un temps cette perception positive de la colonisation algérienne. Non, pour eux, parce qu'elle pouvait devenir une terre d'expérimentation pour un projet socialiste ; mais le développement du capitalisme, même sous ses formes les plus barbares et coloniales, représentait à leurs yeux un progrès historique pour des populations « arriérés ». Marx serait alors resté étroitement « classiste » et incapable de penser la question coloniale. Autrement dit, sur les nations opprimées et colonisées, il n'aurait rien à nous dire, sa solidarité ponctuelle avec la cause de l'Irlande et la Pologne étant essentiellement stratégique, loin de correspondre à une perspective globale de solidarité avec les populations opprimées et discriminées.

Plusieurs chercheurs ont *a contrario* souligné, en mobilisant des textes et manuscrits peu connus de Marx[7], que de telles affirmations ne pouvaient permettre de comprendre le socialisme de Marx et les mouvements ouvriers organisés qui se développent à partir des années 1880. Il est incontestable que Marx, notamment dans le *Manifeste* de 1848, reste largement

« ethnocentré » et « européocentré ». Mais déjà de timides allusions aux indépendances éventuelles des pays colonisés dans les années qui suivent permettent d'infléchir une lecture trop rapide. En analysant avec attention ces textes de Marx d'apparence « secondaires », en particulier ses contributions au journal *New York Daily Tribune*, on constate que nombre d'articles traitent des réalités extra-européennes. Et une lecture extensive de tous les textes (brouillons, notes, correspondances, textes courts parus dans les journaux de l'époque) fait apparaître une autre lecture : un regard de plus en plus attentif aux réalités extra-européennes.

Si quelques textes sur la Chine et l'Inde indiquent déjà une bifurcation, c'est en 1857, à l'occasion de la révolte des cipayes en Inde, que Marx, sans changer encore radicalement de perspective, admet la possibilité que des révoltes « orientales » puissent être le signe d'un bouleversement plus général. Dans les *Grundrisse*, ses manuscrits préparatoires à sa grande œuvre, le *Capital*, dont la rédaction commence la même année, Marx esquisse ainsi une « théorie multilinéaire de l'histoire[8] ». Depuis ses développements sur le mode de production asiatique à son attention pour les formes « démocratiques » des communautés primitives, Marx ne considère pas le développement du capitalisme anglais comme un schéma purement et simplement applicable au monde entier. La même idée se retrouve dans l'édition française du livre I du *Capital*, parue entre 1872 et 1875 : Marx affirme plus nettement encore l'idée que le capitalisme sous sa forme classique vaut avant tout pour l'Angleterre, et que son propos ne saurait être généralisé d'un trait de plume pour le reste du monde.

Cette bifurcation est à replacer dans un nouveau contexte. L'édition française du *Capital* paraît après un événement majeur : la défaite de la Commune de Paris en 1871. L'écrasement de celle-ci constitue un véritable traumatisme pour tout le mouvement ouvrier européen. Un tel échec incite Marx à regarder ailleurs ; la révolution n'est-elle pas possible désormais hors des grandes capitales européennes ? En 1875, il rédige sa *Critique du programme de Gotha* à propos de l'orientation de la social-démocratie allemande unifiée, constatant avec dépit que l'orientation du nouveau parti lui échappe[9]. Plutôt isolé depuis Londres, où il est en exil, Marx prend du recul et se plonge dans l'étude d'autres aires géographiques qu'il avait jusqu'ici relativement peu prises en compte. Dépité par les échecs successifs du mouvement ouvrier européen, il déporte donc volontiers son regard vers d'autres contrées.

L’étude de la Russie et de ses particularités est à l’origine de nouvelles réflexions. Une lecture singulière de l’histoire des peuples non-européens se dessine. Marx prend le contrepied de son hostilité de jeunesse aux peuples slaves. Ses échanges avec plusieurs militants russes, notamment ses lettres à une militante révolutionnaire, Véra Zassoulitch, illustrent sa recherche d’une autre voie. La Russie, pays qui était encore considéré par l’intéressé comme un despotisme barbare irréformable quelques années plus tôt, devient un des possibles lieux pour le développement à venir du socialisme. Dans une préface à l’édition russe du *Manifeste du parti communiste* de 1882 – un des derniers textes politiques publiés de son vivant –, Marx s’attache à comprendre les raisons du maintien de la communauté paysanne (*mir*) en Russie. Les traditions communautaires du *mir* ne pourraient-elles pas constituer un embryon de socialisme égalitaire, susceptible d’éviter la phase capitaliste telle que l’Europe de l’Ouest l’a connue ? L’inflexion de Marx ne vient pas de sa seule curiosité. Le congrès de Berlin de 1878, dominé par Bismarck, a redistribué les cartes en Europe et contribué à contenir l’influence russe. Le tsar paraît désormais moins menaçant : l’hystérie antirusse, qu’a longtemps partagée Marx comme de nombreux responsables politiques, n’est plus de saison.

Cet intérêt pour « l’Orient » dépasse la seule Russie. En parallèle, Marx rédige une série de notes, regroupant des cahiers manuscrits sur le colonialisme et de nombreux peuples asiatiques, montrant son grand intérêt pour les questions anthropologiques, en particulier pour les formes maintenues de propriétés communautaires. Le propos de Marx, comme celui légèrement ultérieur d’Engels dans *L’Origine de la famille, de la propriété privée et de l’État* (1884), reflète les limites des connaissances de cette époque. Il révèle néanmoins qu’une des grandes préoccupations de Marx à la fin de son existence fut bien la tentative de saisir les complexités de l’évolution mondiale, à rebours d’un schéma simpliste tel que l’on a pu le formuler au XXe siècle à partir de quelques énoncés lapidaires issus de ses textes les plus connus.

## Après Marx : quel intérêt pour « l’Orient » ?

On objectera que ces textes sont passés inaperçus ou presque auprès de larges fractions militantes au début des années 1880. Ils n’avaient de ce fait

que peu de chances d'infléchir l'orientation d'un socialisme demeuré fondamentalement attaché à ses développements en Europe. Pourtant, les tensions et évolutions dans l'œuvre de Marx reflètent une sensibilité plus large : l'ambivalence des socialistes à propos de « l'Orient », partagés entre mépris et fascination pour des espaces qui pourraient finalement s'avérer être des terres nouvelles pour le progrès humain et le changement social.

Dans les années 1880, la pensée socialiste provenant d'Allemagne, influente en Europe de l'Est, ne se montre guère sensible à des perspectives extra-européennes. Dans la social-démocratie russe elle-même, malgré la préface de Marx au *Manifeste* de 1882 soulignant les possibilités révolutionnaires des communautés traditionnelles, nombre de dirigeants restent attachés à l'idée qu'il sera nécessaire de passer par l'étape du capitalisme avant de pouvoir envisager une transition vers un autre régime politique et social. Mais d'autres – sans connaître les textes manuscrits de Marx, alors inédits – commencent à considérer le potentiel révolutionnaire des luttes anticoloniales au sein de l'Empire russe. Les textes de Marx et Engels vont tant servir à justifier le colonialisme (l'aile droite de la social-démocratie allemande mobilisant les phrases sur les peuples slaves contre-révolutionnaires) qu'à le combattre avec virulence (Lénine et le courant bolchevik ainsi que, de manière plus générale, les gauches du socialisme international).

Mais l'étude précise des textes et de leur contexte d'élaboration ne doit pas obscurcir une réalité majeure : les effets d'un slogan dans le milieu militant et sympathisant. Prenons le célèbre « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » clôturant le *Manifeste du parti communiste* : il invite les peuples du monde entier au soulèvement… alors même que le texte parie avant tout sur la révolution à Paris, Londres, Berlin ou Vienne, et ne soucie guère du reste. Parce qu'ils prônaient la révolution sociale en se fondant sur l'analyse et l'expérience historique, la lecture de nombre de textes de Marx (et même ceux parfois très européocentrés, à l'image du *Manifeste*) a encouragé dans le monde entier la révolte contre l'ordre établi. En ce sens, le socialisme, par sa visée universelle, a tôt contribué à décloisonner « Orient » et « Occident » plutôt qu'à renforcer les oppositions entre les deux, malgré d'indiscutables ambiguïtés.

Même Engels – ardent « germanisateur » dans les années 1840 et au-delà, bien plus que Marx, et de ce fait peu suspect de sympathies excessives à

l'égard des minorités – mérite mieux que le portrait d'un nationaliste grand-allemand. Au moment même où Marx se plongeait dans l'histoire des peuples non européens, échangeant avec Karl Kautsky en 1882 à propos de la pertinence de la revendication d'indépendance nationale, Engels élargissait sa réflexion en faisant allusion à l'Inde et l'Égypte, à propos desquelles un processus d'indépendance lui semblait envisageable :

> « Mais quant à savoir quelles phases sociales et politiques ces pays auront à traverser avant d'en arriver eux aussi à une organisation socialiste, je crois que les hypothèses que nous pouvons aujourd'hui faire à ce sujet ne peuvent être qu'assez oiseuses. Seule une chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut en aucun cas chercher à faire le bonheur d'un peuple étranger à sa place sans enterrer par la même occasion sa propre victoire. Ce qui, bien sûr, ne veut pas dire exclure les différentes formes de guerre défensive[10]. »

Certes, en évoquant l'Inde et l'Égypte (comme parfois, dans d'autres textes, la Chine), Engels ne s'éloigne pas de sa conception hégelienne accordant une importance historique primordiale à certains « grands » peuples au détriment d'autres : l'Inde, l'Égypte et la Chine ont été gouvernées par des dynasties prestigieuses sur la longue durée. La Russie peut rentrer aussi dans ce cadre, d'autant qu'elle est également une grande puissance européenne. Reste que la tonalité est moins univoque qu'il n'y paraît : la remise en cause de la domination coloniale et sa critique radicale existent.

Ajoutons que l'histoire du socialisme en « Orient » – à commencer donc par les peuples slaves, pour une large part dominés dans la seconde moitié du XIXe siècle par les Empires allemand, austro-hongrois et russe – ne se limite pas à l'intérêt de Marx et de quelques autres pour ces populations. Il existe une longue tradition « slavophile » valorisant le rôle des peuples slaves et leurs spécificités dans l'histoire. Sans se confondre avec elle, elle rencontre les préoccupations de l'idéologie socialiste. Certes, nombre de slavophiles (puis les néo-slavophiles à la fin du XIXe siècle) détestaient le socialisme, compris et perçu comme une idéologie typiquement occidentale qu'il fallait impérativement refuser et combattre. Mais des hybridations eurent lieu : Alexandre Herzen (1812-1870) ou encore Nikolaï Tchernichevsky (1828-1889) reconnaissent aux slavophiles le mérite

d'avoir mis en avant la commune paysanne, les coopératives artisanales, la démocratie ancestrale des villages… Toutes choses auxquelles de nombreux socialistes, notamment les courants « populistes » (*narodniki*), seront très sensibles. Sans ces médiations, toute jonction avec le socialisme occidental aurait été difficile. Et même lorsque Tchernichevsky rompt avec les slavophiles en 1861, il reste « persuadé d'une prochaine renaissance des éléments démocratiques du monde slave[11] ». Cette croyance alimentera profondément l'identité du socialisme russe, partagé entre sa fascination pour la social-démocratie allemande, sa volonté de l'imiter dans le contexte russe et la valorisation de ses caractéristiques propres.

Significativement, chez les autres peuples slaves, ce même dilemme existe. Ainsi Svetozar Markovic en Serbie perçoit-il dans la *zadruga* serbe l'équivalent de l'*obscina* russe, c'est-à-dire là encore la structure agraire traditionnelle susceptible de constituer l'embryon du socialisme. Markovic affirme à l'un de ses correspondants en 1891 que « notre but n'est pas de détruire le capitalisme qui en fait n'existe pas, mais plutôt de transformer la petite propriété patriarcale en propriété collective afin de sauter par-dessus une période historique entière du développement économique, l'époque du développement capitaliste[12] ».

Ces convergences ne peuvent occulter néanmoins une réalité profonde, importante à souligner pour qui veut comprendre les questions de nationalité dans le socialisme est-européen : la désunion des peuples slaves. L'opposition en Autriche ne peut ainsi se résumer à une lutte binaire entre les germanophones d'un côté et plusieurs minorités, notamment slaves, (polonais et tchèques, entre autres) de l'autre. Certes, cette opposition est fondamentale et structurante. Mais ce serait faire fi des divisions internes qui affectent le fonctionnement de la social-démocratie autrichienne plurinationale. Un exemple significatif est le conflit polono-ruthène en Galicie, qui reproduit en quelque sorte en miniature le conflit entre Allemands d'Autriche et Tchèques[13]. Dans le parti autrichien, divisé en fédérations à la fin du XIXe siècle, Polonais et Ukrainiens (les Ruthènes étant considérés comme une petite partie du peuple ukrainien) disposent chacun de leur propre organisation. Cependant, les rapports de domination entre eux sont manifestes, perturbant la « petite Internationale » autrichienne. Certaines villes comme Lemberg (Lviv) étaient alors à la fois polonaise et ruthène. Toutefois, les Ruthènes considèrent qu'ils sont opprimés par la noblesse polonaise. Revendications nationales et luttes de classes se mêlent

ici clairement : les Ruthènes pauvres seraient dominés par une noblesse « étrangère ». La zone de la Galicie où résident les Ruthènes est en effet une des régions les plus reculées d'Europe, très agraire, avec un faible nombre d'actifs dans l'industrie. Et le conflit remonte au moins au congrès slave de Prague en 1848, lorsque les Ruthènes avaient déjà exprimé leurs revendications propres.

Aussi, bataillant pour obtenir au sein de l'Empire autrichien plus d'autonomie nationale, certains Ruthènes se tournent davantage vers la Russie. Beaucoup sont sensibles à un socialisme paysan proche des slavophiles ; Mykhaïlo Drahomanov (aujourd'hui considéré comme un précurseur de la « nation ukrainienne ») ne voulait pas d'un État-nation regroupant tous les Ukrainiens, mais une fédération slave des nationalités. Plusieurs groupes du mouvement ouvrier constitué reprendront cette idée de fédération, notamment le journal *Praca* (Le travail) dont les premiers numéros paraissent en 1878 ; l'objectif affiché est alors de former une « fédération de travailleurs polonais et ukrainiens ». Contraints à l'exil, plusieurs socialistes des deux nationalités conviennent à Genève en 1880 d'un premier programme socialiste où les uns et les autres sont reconnus à égalité, avec également un statut spécial pour les Juifs. À ce stade, il n'est pas question de reconstitution de la Pologne historique mais d'un ensemble plurinational. Le sentiment d'oppression des Ruthènes par les Polonais fera rapidement reculer cet idéal fédératif, qui néanmoins, sous diverses formes, devait ressurgir jusqu'à la Première Guerre mondiale. Tôt confronté aux conflits et problématiques liés aux nationalités, l'« Orient » des socialistes ne pouvait ainsi être perçu comme une réalité unique et unifiée. Ne serait-ce que parce que, dès les années 1870, des groupes politiques aux marges de l'Europe se réclamaient déjà du socialisme.

## Le pari « colonial » du socialisme

Néanmoins, pendant les vingt premières années de leur développement (1880-1900), qui voient plusieurs organisations passer de petits groupes à partis de masse dans un certain nombre de pays, les socialistes européens pensent très majoritairement que l'avenir se joue en Europe de l'Ouest. Le monde germanophone incarne le sens de l'histoire. Très peu partagent alors

les intuitions du dernier Marx ou les conceptions de quelques groupes à la marge des Empires centraux qui cherchent une voie socialiste hétérodoxe.

Officiellement, l'objectif du socialisme demeure, à terme, de s'affranchir des frontières et de tout particularisme. C'est ce que le programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande (1891) affirme sans détour : « Le Parti social-démocrate d'Allemagne se déclare en parfaite union avec les ouvriers de tous les autres pays qui ont conscience de leur classe[14]. » Trente ans plus tard, en 1912, Compère-Morel pouvait encore écrire dans *L'Encyclopédie socialiste* que « le Parti socialiste est le seul parti dont les membres, éparpillés sur la planète tout entière, sont de toutes les races, parlent toutes les langues, mais dont l'idéal est commun, la doctrine identique et le programme semblable ». Les spécificités demeureront ; cependant, les inégalités entre nationalités seront corrigées grâce à l'inexorable développement de l'idéologie socialiste.

Les citations du même type sont innombrables ; l'universalité semble être un fait acquis. Mais, le plus souvent, ce cadre demeure pensé à partir de quelques noyaux. Prenons encore le programme d'Erfurt : « L'émancipation de la classe ouvrière est donc une œuvre à laquelle sont intéressés les ouvriers de tous les pays civilisés » ; des « pays civilisés » qui demeurent ainsi au premier plan. Vingt ans plus tard, le 8 mars 1903, l'autrichien Victor Adler adresse un message à « la jeunesse travailleuse de Vienne », reproduit par extraits dans la presse militante. Adler commémore alors les événements de mars 1848. Malgré son échec, le printemps des peuples européens annonce l'avenir et relève de l'« histoire universelle » (*Weltgeschichte* ), comme jadis les révolutions anglaise et française :

> « Si vous sortez voir les obélisques de mars, ne songez pas seulement à la révolution viennoise, ne songez pas seulement à votre propre lutte, nous voudrions élargir votre regard, non seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace. De la même façon que nous sommes assemblés ici aujourd'hui et que nous le serons dimanche prochain – mi-mars – […] de la même façon, dans le monde entier, partout où il y a des travailleurs, des jeunes gens et des gens âgés se rassemblent et parlent de la révolution, partout, en Allemagne, en France, en Angleterre, et pas seulement en Europe, de l'autre côté de l'océan, en Amérique, et même plus loin, en Australie, où les travailleurs, par leur organisation, sont déjà plus avancés

qu’en Angleterre, en Afrique du Sud, et même au Japon – partout les gens sont animés par la même idée que nous ici[15]. »

Le reste du monde dépend bien de la destinée européenne. Pourtant, à cette date, Adler relève aussi que l’actualité des socialistes est également liée, désormais, à l’Afrique et à l’Asie : la chose était encore impensable en 1891 dans les programmes et la propagande politique. Entretemps, les opérations coloniales se sont multipliées, devenant une des priorités de plusieurs grands États européens, de la conquête de l’Indochine sous Jules Ferry en France à la « place au soleil » revendiquée par l’empereur allemand.

Qu’en est-il alors de l’attitude de ces mêmes socialistes à l’égard du monde colonial ? Toute une branche du mouvement s’avère favorable à la politique coloniale et manifeste un entrain qui contraste radicalement avec le dernier Marx. Élargissant à l’ensemble du monde la perspective d’assimilation des « petits peuples » en Europe, ces socialistes pensaient fondamentalement que l’idéologie colonialiste n’avait pas que du mauvais. Les pourfendeurs du « cosmopolitisme » y voient même en Allemagne une occasion historique de relever le pays. Le socialisme allemand à venir sera dans ce cadre, sans ambiguïté, colonial. Une aile de la social-démocratie allemande s’emploie (les proches d’Eduard Bernstein notamment, malgré des nuances individuelles) à défendre une ligne ouvertement pro-impériale en arguant le grand bénéfice qu’en retireraient les ouvriers de métropole.

À l’échelle internationale, un phénomène identique est constaté et une figure se distingue dans les congrès de l’Internationale socialiste. Le porte-parole de ce socialisme colonial est un certain Henri van Kol[16], ingénieur dans l’administration coloniale néerlandaise à Java. Il porte la première résolution spécifique sur le colonialisme au congrès de Paris de 1900[17]. Le texte, comme souvent sur les sujets délicats, est une motion de synthèse visant à satisfaire le plus de personnes possibles. Aussi condamne-t-elle sans ambiguïtés le capitalisme, le colonialisme tout comme les conflits militaires. Mais, en même temps, elle opère une distinction qui donne une idée précise de la façon dont nombre de socialistes considéraient les peuples et nationalités. En effet, est rejetée avant tout la politique coloniale de la bourgeoisie, mais la résolution du congrès laisse ouverte la possibilité d’une stratégie coloniale socialiste. Quelques années plus tard, au congrès d’Amsterdam en 1904, Van Kol revient à la charge et souligne la nécessité

du phénomène colonial pour l'expansion industrielle, même dans le cadre d'un système socialiste. Il affirme que les crimes coloniaux peuvent être adoucis par l'application d'une « politique coloniale socialiste ».

Van Kol devient pour d'autres socialistes l'emblème d'une invraisemblable collusion avec les classes dominantes et leurs politiques. Pour toute une partie de la gauche de l'Internationale, la condamnation est claire. Ils rejettent avec vigueur les expéditions coloniales même si, là encore, les ambiguïtés demeurent, puisqu'il s'agit souvent de mener une politique « pacifique » de « civilisation ». Le cas allemand est un peu à part, la colonisation étant tardive ; ailleurs, la présence de socialistes issus de la métropole dans les colonies – avec des cas très divers depuis la faible structuration pour les Néerlandais en Indonésie jusqu'à la véritable section du parti socialiste français en Algérie – a joué un rôle important. Des mesures sont d'ailleurs prises pour l'adhésion des organisations issues des colonies et pour l'établissement de rapports entre groupes socialistes[18].

Mais il serait réducteur d'opposer des courants avec des orientations nettement affirmées, notamment avant le tournant de la révolution russe de 1905, sur lequel nous allons revenir. La plupart du temps, les partis demeurent bien « réticents à internationaliser le traitement d'une affaire coloniale les concernant directement, et exigent que leur colonialisme ne soit jamais dénoncé à lui seul, mais toujours en lien avec celui des autres[19] ». Le malaise sur ce terrain est palpable.

Un détour par la France – pays concerné au premier chef par la question coloniale – s'avère indispensable de ce point de vue. Il révèle une situation ambivalente, avec des « marxistes » brandissant fièrement leur identité puisée notamment dans la social-démocratie allemande, mais peu enclins à contester l'ordre colonial, ou très occasionnellement. Le cas des « guesdistes » s'avère en effet instructif. Les partisans de Jules Guesde, regroupés dans le Parti ouvrier dont les considérants furent co-rédigés par Karl Marx en 1880, sont restés dans l'histoire comme les principaux introducteurs du marxisme en France. Et à la fin du XIXe siècle, certains textes et résolutions votés par le Parti ouvrier français apparaissent comme précurseurs pour la défense des « Indigènes ». Ainsi, au congrès de Romilly de 1895, la condamnation des expéditions coloniales est proclamée. Et c'est ce même courant qui fit élire un député guadeloupéen dès 1898, Hégésippe Legitimus, sensible à la critique de l'ordre colonial. Celui-ci prend bien soin

de préciser les contours de son action coloniale. Lisons-le, tant ses propres propos permettent de comprendre le cadre mental et politique de cette époque :

> « En France, mes adversaires ont déclaré que j'avais été élu en tant que Nègre par des Nègres, parce que je parle à mes semblables dans notre dialecte indigène et que je les caresse dans le sens du poil. Il a été dit que je suis un original teinté de socialisme. Il n'y a rien de plus faux. J'ai été élu par des Blancs, des Métis et des Nègres en tant que socialiste, et je suis un député français et non le représentant de tendances séparatistes en Guadeloupe. Mon premier collaborateur au *Peuple* a été Jules Guesde. J'ai propagé sa conception du socialisme avec un tel succès qu'aujourd'hui le portrait de Jules Guesde occupe la place d'honneur dans la moitié des foyers de mon pays. Par ailleurs, ma position à la Chambre balaiera tous les doutes quant à mes convictions et ma prise de position[20]. »

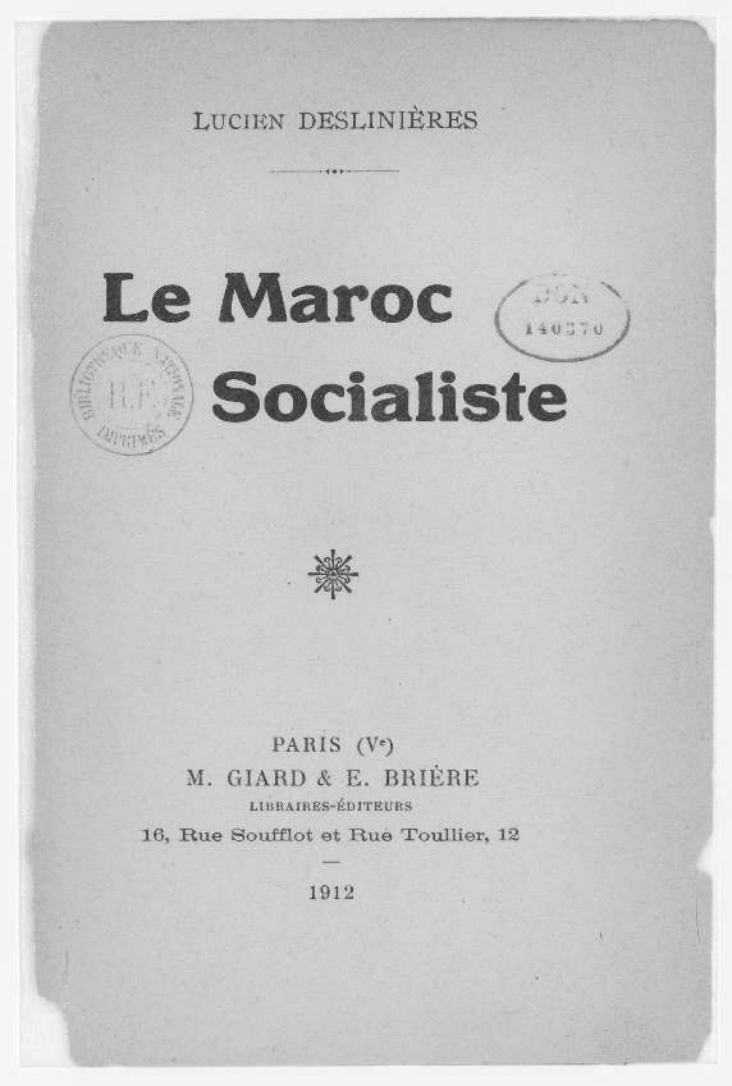
Pour ces premiers socialistes issus des colonies, l'horizon indépendantiste est encore loin. D'autant que, en métropole, certains guesdistes ne rechignent pas au principe même de la colonisation dans le cadre de l'Empire français. D'aucuns vont jusqu'à envisager une colonisation socialiste, pensant ainsi la transformation sociale dans le cadre d'un « progrès » de civilisation ne laissant que peu de place aux aspirations autochtones. Un projet de colonisation à propos du « Maroc socialiste », porté par Lucien Deslinières en 1912, ira très loin sur ce terrain, et révèle un état d'esprit dont certains « marxistes » revendiqués ne se départiront jamais[21]. Certes, le projet a été mis en échec par une majorité de parlementaires socialistes. Il a pourtant été soutenu jusqu'au bout par Jules Guesde en personne. Il s'agit dans cette entreprise de traiter le Maroc sans remettre en cause le cadre de l'empire colonial. Citons-le dans le texte, tant il peut sembler emblématique d'une sensibilité colonialiste et paternaliste :

> « Le Maroc est à nous. Sous réserve des droits des Indigènes, de ceux de l'Espagne dans la zone qui lui est accordée et des avantages économiques consentis à d'autres puissances, nous sommes libres de l'administrer par des méthodes de notre choix. Il s'agit de savoir quelles institutions nous allons lui donner, car en ce pays, attardé dans l'anarchie et la demi-barbarie du Moyen Âge, tout est à refaire, tout est à reprendre

par le pied. Les quelques intérêts européens qui ont pu, jusqu'à ce jour, s'y implanter sous la protection des nations dont ils ressortissent, y végètent en plein arbitraire, sans régime défini. Nous devons donner à la colonisation une organisation régulière […][22]. »

Ce Maroc socialiste fait même figure d'utopie, de lieu vierge où le socialisme pourra servir de modèle. On retrouve l'héritage de ceux qui, au premier XIXe siècle, voyaient l'Afrique comme une terre promise :

« La colonisation socialiste au Maroc dépasse d'ailleurs beaucoup par sa portée les limites de ce pays. Ce n'est pas seulement au point de vue des avantages à réaliser au profit de ses participants qu'elle doit être envisagée, c'est aussi et surtout sous le rapport de l'exemple qu'elle donnera au monde. On verra pour la première fois, depuis qu'il existe des sociétés humaines, un coin de notre planète d'où sera bannie la misère et son lugubre cortège de maux, de vices et de crimes, où la prospérité générale, au lieu d'être une moyenne entre l'extrême richesse et l'extrême pauvreté, ne sera faite que de prospérités particulières. »



LUCIEN DESLINIÈRES

Le Maroc Socialiste

PARIS (Ve)
M. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, Rue Soufflot et Rue Toullier, 12
—
1912

*Page de garde du* Maroc socialiste, *1905. © Gallica/Bibliothèque nationale de France.*

Ce projet a finalement été abonné du fait de plusieurs socialistes français, dont Jean Jaurès, qui refuse une telle conception. Fervent colonialiste à ses débuts, Jaurès évolue au début du XXe siècle[23]. S'il n'est pas possible d'en faire un « indépendantiste » avant l'heure, il se préoccupe de plus en plus du sort des populations colonisées et condamne les interventions militaires et la répression menée par l'armée française. Il accepte par ailleurs l'idée qu'il faut défendre les cultures spécifiques des peuples colonisés. S'il ne propose pas une critique cohérente et théorisée de l'impérialisme, assurément ses prises de position sont un encouragement à la critique de l'ordre colonial, qu'il soit assuré par la France ou les autres grandes puissances. Jaurès est un républicain légaliste, qui n'hésite pas soutenir à plusieurs reprises des coalitions gouvernementales, à la différence de

Guesde. Mais sur le terrain colonial, il se veut en quelque sorte républicain jusqu'au bout, reprenant l'élan anticolonial du premier Clemenceau qui avait croisé le fer avec Jules Ferry dans les années 1880.

Outre Jaurès, plusieurs autres dirigeants socialistes manifestent une certaine empathie à l'égard des populations colonisées, jusqu'à y percevoir parfois l'aube des combats futurs. Ainsi le président du SPD, August Bebel, s'intéresse-t-il de près à l'évolution de la situation internationale. Évoquant la Chine et la révolte des Boxers en 1900, il affirme :

> « La première condition vitale pour chaque peuple, c'est son indépendance nationale et, ce faisant, les guerres de libération et l'indépendance nationale qui en résulte sont la première condition préalable pour qu'un peuple connaisse un développement culturel supérieur et autonome[24]. »

Une telle audace est peu fréquente, mais les mots ont un sens : la perspective de l'indépendance nationale est bien envisagée. De même, une inflexion significative s'observe ponctuellement à propos des peuples slaves, renouant avec les intuitions du dernier Marx. Dans une contribution dédiée aux Slaves et à la révolution, Kautsky évoque par exemple le rôle progressiste que pourraient jouer ces peuples, rompant avec les préjugés anti-slaves très fortement répandus[25]. Ce texte, intitulé « Les slaves et la révolution », est publié en russe en 1902 dans l'*Iskra* (*L'étincelle*), l'organe de la social-démocratie russe récemment fondé, puis en allemand dans le très diffusé « journal en l'honneur de mars » 1848 (*März- Festschrift*, publié à Vienne la même année, en 1902). Au même moment, un des rédacteurs de l'*Iskra*, un certain Lénine – alors un parfait inconnu pour l'écrasante majorité des socialistes ouest-européens –, visite Prague. Il se dit très surpris du caractère slave de la ville, qu'il croyait beaucoup plus allemande que ce qu'il observe. Le rôle inévitablement secondaire dévolu aux Slaves dans la révolution à venir se dissipe. On perçoit déjà ce qui devait inexorablement remettre en cause l'hégémonie allemande dans le socialisme, et contribuer à bouleverser la réflexion sur les nationalités.

Après 1900, la prise en compte du monde extra-européen s'affiche. Ouverture incontestable en 1904 par exemple, lorsqu'au congrès international d'Amsterdam les deux vice-présidents du congrès choisis – pour symboliquement s'opposer à la guerre en cours entre Japon et

Russie – sont Georges Plekhanov, un des principaux théoriciens du marxisme russe, et Sen Katayama, fondateur en 1901 du premier parti socialiste japonais. À cette même conférence, l'intervention d'un militant indien, Dadabhai Naoroji, père du Congrès indien, marque un tournant. Il veut faire en sorte que le *Raj* (le régime colonial britannique imposé à l'Inde) accède au *self-government.* Certes, il n'est pas encore question de renverser la souveraineté britannique, mais c'est la première fois qu'un porte-parole d'un peuple colonisé hors d'Europe s'adresse à un congrès de l'Internationale. L'inflexion semble réelle.

La réalité est plus contrastée à regarder les positions des uns et des autres. Nous avons déjà considéré l'attitude du Néerlandais Van Kol. La vieille haine de l'autocratie tsariste est encore un réflexe très ancré : certains socialistes soutiennent pendant la guerre russo-japonaise le camp nippon, espérant qu'il mette fin au régime russe. Le Japon ne fait pourtant pas alors mystère de ses ambitions au sujet de la Corée et de la Chine, dont des parties entières sont déjà dans son orbite. Des dirigeants socialistes aussi variés que le Français Guesde, l'Allemand Mehring ou le Belge Vandervelde sont tentés par une telle position, ce qui en dit long sur l'eurocentrisme encore marqué du mouvement socialiste. Comment l'expliquer ? Stratégie, là encore, comme jadis la défense d'une Pologne indépendante : la défaite du tsar serait une si bonne nouvelle pour le développement du socialisme européen… qu'importe donc qui peut l'abattre, l'essentiel est de le voir à terre ! Une telle attitude provoqua d'ailleurs le désarroi des socialistes japonais, alors vivement persécutés par leur gouvernement. À quoi bon mettre un « Oriental » à la tribune d'Amsterdam si à la première occasion les socialistes de Paris et Berlin laissent tomber les militants japonais évoluant dans une situation si périlleuse ? Les difficultés à prendre à bras le corps la question coloniale sont manifestes à travers l'attitude du Bureau socialiste international (BSI) sur cette question. Le BSI, fondé lors du congrès de Paris en 1900 pour coordonner les actions et campagnes de l'Internationale, peine en effet à définir une politique cohérente à l'égard de la question coloniale et à affirmer une position commune.

Face à ces difficultés de coordination, les revues servent souvent de lieu où le débat peut pleinement s'exprimer. *La vie socialiste* propose ainsi à partir de mai 1905 une vaste enquête sur le patriotisme et l'internationalisme, la seule à notre connaissance de cette ampleur avant

1914[26]. Elle est motivée par la double crise au Maroc (attestant de la montée des hostilités entre la France et l'Allemagne sur le terrain colonial) et en Mandchourie (avec la guerre entre le Japon et la Russie). Les dirigeants socialistes sont amenés à répondre aux questions suivantes : « 1. Que pensez-vous de cette thèse et comment l'interprétez-vous ; patriotisme et internationalisme peuvent-ils se concilier ? 2. Quelle attitude pratique, quelle forme de propagande l'internationalisme impose-t-il aux socialistes en face du militarisme, du "colonialisme", de leurs causes et de leurs répercussions économiques ? 3. Quel rôle les socialistes ont-ils à jouer dans les relations internationales (tarifs douaniers, législation ouvrière, etc.) ? Quel est le devoir socialiste en cas de guerre ? » Tous insistent, avec des variantes, sur la complémentarité entre internationalisme et nation, tandis que l'on retrouve les lignes de clivage présentes à Amsterdam. La réponse du Français Édouard Vaillant est symptomatique de l'état d'esprit général : la fraternité internationaliste n'étant pour l'heure qu'à l'étape de projet, il n'existe donc aucune contradiction entre internationalisme et nation. Cette dernière n'est qu'une étape vers une internationalisation inéluctable, et les colonies elles-mêmes connaîtront le même chemin historique.

Il reste que les approches critiques de l'ordre colonial, pour significatives qu'elles soient, demeurent encore marginales avant 1905. Même les militants sociaux-démocrates russes, persécutés par le régime tsariste et dont l'influence demeure très faible, misent encore sur la vieille « triarchie européenne » (Paris, Londres, Berlin) inventée par Moses Hess au milieu du XIXe siècle. Souvent en exil à l'Ouest, à l'image de nombreux futurs responsables de premier plan de la révolution russe de 1917 (Lénine, Trotsky…), ils admirent avant tout la force propulsive du SPD. Un « dimanche rouge » de janvier 1905 dans la capitale russe va faire basculer leurs certitudes.

## Le tournant de 1905 : la première révolution russe

Le véritable tournant a lieu quelques mois après le congrès d'Amsterdam de 1904. Ni Vienne ni Berlin ne s'y attendaient : c'est à Saint-Pétersbourg et dans les grandes villes russes qu'a lieu une révolution. La première, de fait, depuis la Commune de Paris de 1871. Le socialisme organisé n'avait certes pas totalement écarté l'idée de changements sociaux et politiques

hors d'Europe. Depuis Marx, on pouvait envisager une telle perspective. Mais son ampleur et sa durée fascinent, et bouleversent la réflexion sur la nation.

L'année 1905 marque une rupture et « contribue à multiplier les foyers de réflexion[27] » sur différents sujets, notamment à propos des nationalités. Le fait que ce ne soit pas, contrairement aux prévisions initiales, en Europe de l'Ouest qu'une révolution éclate représente un tournant considérable. D'autant que ses effets ne se limitent pas à l'Empire tsariste : ils entraînent également une importante vague de contestations et de grèves dans le monde germanophone. Les représentations des militants, de la base au sommet, étaient marquées par l'érection des barricades à Paris, Vienne, Berlin : en résumé, le cadre mental de la dernière grande vague révolutionnaire européenne de 1848. Voici désormais, contre toute attente, Saint-Pétersbourg et Moscou. La révolution infirme par les faits l'idée qu'il n'y avait rien à attendre des peuples slaves. Et le débat autour de l'ouvrage d'Otto Bauer dont nous avons fait état, s'il trouve avant tout ses sources dans l'histoire autrichienne, doit aussi quelque chose aux bouleversements russes.

Le social-démocrate allemand Franz Mehring voit dans l'année 1905 un événement sans précédent, ou presque. Il n'est désormais plus assuré que le sort du socialisme ne puisse se jouer qu'en Allemagne. Jour après jour, la presse allemande et autrichienne rend compte des événements russes : les représentations des espaces révolutionnaires changent. La propagande sociale-démocrate lie désormais le destin des Allemands aux avancées possibles chez les autres peuples. La lecture des tracts de la social-démocratie destinés aux populations slaves montre cette inflexion : l'agitation aux frontières des deux empires allemand et autrichien ne pouvait pas laisser les minorités polonaises indifférentes. Dans la Varsovie « russe » se développe une intense contestation. Lisons par exemple un tract du 9 avril 1905 signé du président du parti, August Bebel, destiné spécifiquement aux travailleurs et travailleuses allemands en Pologne russe et Lituanie :

> « Que vous travailliez pour un patron polonais, russe ou allemand, catholique, orthodoxe ou juif, qui exploite votre force de travail et qui s'approprie l'apport de votre travail en le changeant en espèces sonnantes et trébuchantes, cela ne change absolument rien à votre situation. Un

> capitaliste est un capitaliste, et un chef d'entreprise est un chef d'entreprise, quelle que soit la religion ou la nationalité qui est la sienne[28]. »

Bebel évoque ensuite une longue liste de revendications qui commence significativement par « une république populaire libre dans tout l'Empire russe ; le suffrage universel, égal, direct et secret pour les deux sexes et pour toutes les nationalités [...][29] ». Quelques mois plus tard, en conclusion d'un tract de la social-démocratie de Prusse à propos de la manifestation de protestation contre le suffrage des trois classes, on y développe une perspective unifiante, liant le destin des Slaves à celui des Allemands :

> « À l'est, le peuple russo-polonais entre en lutte pour les droits de l'homme dont il est privé ; en Autriche-Hongrie, le peuple lutte pour obtenir le suffrage universel, égal et direct ; en Saxe, la classe ouvrière réclame, avec une force élémentaire, la fin du système électoral des trois classes[30]. »

Ne serait-ce là que des affirmations internationalistes, purement idéologiques ? Le glissement vers une plus grande prise en compte de la réalité des spécificités slaves demeure dans tous les cas significatif.

La révolution russe secoue certes l'Empire tsariste, mais provoque également une contestation massive dans l'espace germanophone. Les débats suscités par cette révolution, notamment la « grève de masse », attisent les conflits au sein du socialisme allemand. Les sociaux-démocrates russes, jusqu'alors dans l'ombre, semblent un élément plus crédible pour les changements sociaux et politiques à venir. Les nationalités et leur rôle historique reviennent au premier plan, prenant à rebours l'idée que les peuples slaves ne peuvent jouer qu'un rôle réactionnaire comme en 1848. On semble alors vivre une véritable inversion historique : la Russie est désormais dans tous les esprits. Pourtant, l'échec de la révolution au terme de l'année 1906 refroidit ces ardeurs. Cette forme de « slavophilie » ne résiste pas à la faillite de la révolution. Sans que personne ne l'explicite ouvertement, le fiasco russe est un retour en arrière : finalement, le résultat est un parlementarisme médiocre, et le tsar autocrate est toujours en place.

Cependant, nous sommes bien entrés dans un nouveau cycle où « l'Orient » va occuper une place grandissante, au-delà du cas russe. Car

bien que *in fine* 1905 ne soit pas une réussite, une nouvelle séquence s'ouvre, qui voit « l'Orient » devenir un espace central pour la stratégie socialiste. En témoigne ce qui se passe aux frontières de l'Empire russe, en Iran, où démarre une « révolution constitutionnelle » en 1906, une des premières révolutions contemporaines dans un pays non européen. Pour l'histoire de l'Iran, il s'agit d'un moment important à tous les niveaux, politique, social et économique[31]. Dans ce contexte, des petits groupes socialistes « orientaux » naissent, à la charnière de différentes nationalités, révélant l'existence de réseaux transnationaux loin du centre européen. En effet, les bouleversements en cours dans les deux pays frontaliers – Empire russe et Iran – permettent à des organisations sociales-démocrates, directement concernées par les questions nationales, de connaître leurs premiers développements.

Le « Parti social-démocrate d'Iran » (*Firqah-ye Ejtama'iyun-e 'Amiyun-e Iran – Mojahed*, dont l'acronyme est FEAM) émerge à cette période. Il a en effet réussi à devenir l'une des principales forces révolutionnaires organisées lors de la première phase de la révolution constitutionnelle iranienne (1906-1908). L'Iran fut ainsi le premier pays du Moyen-Orient à connaître la naissance d'un mouvement socialiste relativement bien implanté. Or la genèse et le rôle significatif joué par la FEAM sont indissociables d'interactions avec les noyaux de la social-démocratie russe situés à proximité de l'Iran.

Ces échanges sont décisifs et ont partie liée aux causes du déclenchement de la « révolution constitutionnelle ». Au niveau intellectuel, depuis le XVIIIe siècle, des membres de l'élite azerbaïdjanaise, sous l'influence des Lumières européennes, ont par exemple eu un fort impact sur les intellectuels iraniens, contribuant au développement des premières idéologies libérales et nationalistes dans le pays. Au niveau économique, au cours du XIXe siècle, l'intervention étrangère a provoqué de brusques changements : la pénétration militaire des grandes puissances européennes (des Empires russe et britannique tout particulièrement), qui accompagne la première mondialisation du capitalisme, bouleverse les structures socio-économiques de la société iranienne. Cette société, jusqu'alors traditionnelle, est plongée dans une crise entraînant l'affaiblissement du pouvoir de l'État et la destruction de l'économie usuelle. La formation du premier mouvement socialiste en Iran participe en quelque sorte de la même tendance. Avec l'interaction grandissante entre l'Iran et le Caucase russe, il

existe de très nombreux contacts intellectuels et économiques de part et d'autre de la frontière.

Ces liens sont essentiels pour saisir l'effervescence politique et intellectuelle à partir de 1906. Le développement du premier mouvement social-démocrate iranien n'a été concrètement possible que grâce à un deuxième élément majeur : la migration massive de travailleurs iraniens pauvres vers le Caucase dans la seconde moitié du XIXe siècle, en particulier vers les centres d'industrialisation rapide comme la ceinture pétrolière de Bakou. Les problématiques existantes au sein de l'Empire austro-hongrois avec les Tchèques, *mutatis mutandis*, se retrouvent ici dans une autre configuration, posant le problème concret de la superposition des identités nationales, internationalistes et « de classe ». Le déclenchement de la révolution russe de 1905 a été un catalyseur crucial pour la construction d'organisations dans la région. Et face aux hésitations du BSI, ce sont les socialistes russes – et particulièrement Lénine – qui œuvrent à partir de 1908 pour l'établissement de contacts réguliers avec les socialistes persans[32]. Le socialisme n'est plus uniquement une réalité occidentale. À la périphérie de l'Internationale socialiste existent désormais des groupes œuvrant concrètement à l'universalité de l'idée socialiste.

## Condamner l'Empire et l'« impérialisme » ?

Pour autant, dans le sillage de la révolution de 1905, les plus internationalistes en appellent-ils à la destruction des empires ? Ce n'est pas évident, comme l'invite à le penser Otto Bauer, dont la réflexion sur les nationalités est caractéristique : pour lui, les structures impériales constituent une première étape vers un monde débarrassé de particularismes, déjà bien trop développés.

À chaque fois qu'un empire vacille, la question se repose. Ainsi, lorsque la « Sublime Porte », l'Empire ottoman du sultan Abdülhamid II, est renversée par la révolution jeune-turque en 1908, de nouveau un grand espoir naît. Les Jeunes-Turcs sont au départ bien perçu par des socialistes français qui constatent que le renversement du sultan s'accompagne d'une forte symbolique empruntée à la Révolution française et à ses idéaux[33]. Chez les représentants des nationalités soumises à l'ordre ottoman, l'espoir est également de mise, tandis que naissent de premiers noyaux socialistes.

Mais là encore, la prudence semble à l'œuvre à propos de la destruction de l'empire. Ainsi Christian Rakovsky, un Roumain d'origine bulgare, partageant les positions de la gauche de l'Internationale socialiste, célèbre pour son rôle ultérieur au cours de la révolution bolchevique, adopte-t-il une attitude emblématique[34]. Dans un texte publié par la revue marxiste orthodoxe de Jules Guesde, *Le socialisme*, il se garde bien d'appuyer une disparition précipitée de l'empire, soulignant que les « capitalistes et impérialistes de tous les pays » attendent « la dislocation de cet empire, pour s'emparer d'une partie de ses territoires [et] cherchent à prendre dès à présent une plus grande place dans la maison ». Aussi dénonce-t-il avec vigueur « les propagandes nationalistes, bulgare, roumaine, serbe, grecque et autres, [qui] cherchent par le glaive, le feu et l'argent à élargir leur sphère d'influence ». Il en appelle finalement à une « Turquie régénérée, démocratique et forte ». Une formule résume bien sa position : « Il n'y a qu'elle [la Turquie] qui, satisfaisant les revendications justes des divers peuples de l'empire, peut les unir dans un esprit de solidarité commune »[35]. Pas question de renverser brutalement l'ordre territorial actuel. Puis l'enthousiasme décroît à propos des réformes éventuelles : le nouveau régime procède rapidement à la répression de la minorité arménienne et des socialistes qui pourtant avaient soutenu la révolution à ses débuts s'en détournent.

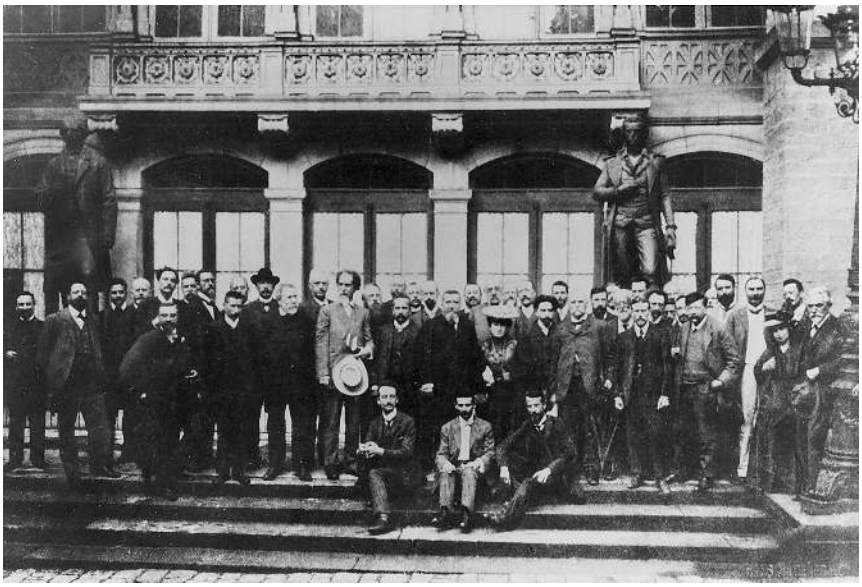
Ces débats à propos des empires et de leurs réformes éventuelles doivent être compris en miroir des positions prises au sujet des colonies. Contester, critiquer, réformer, détruire l'empire colonial : les options sont débattues jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Si les structures impériales diffèrent profondément en Afrique, à Vienne ou à Moscou, chez les socialistes tous ces édifices sont en discussion. L'empire incarne une figure ambivalente, que tous ne souhaitent pas voir s'effondrer, tant la multiplication des petits États-nations ne paraît pas être une solution d'avenir. Ajoutons à cela que la mémoire de l'Empire napoléonien joue un rôle décisif tout au long du XIXe siècle en Europe, brouillant encore plus des lignes de clivages. Certains empires – à commencer par celui de Napoléon – n'ont-ils pas été dans le « sens de l'histoire » en déblayant le terrain pour le développement économique ? Un empire peut-il être facteur de progrès ? Quand deux empires se font face, voire s'affrontent au cours d'une guerre, doit-on les renvoyer dos à dos ? Beaucoup de socialistes espéraient que la

lutte des classes allait faire passer ces questions au second plan. C'est l'inverse qui se produit.

Aussi fallait-il penser la conjoncture actuelle et caractériser ces empires persistants : ébranlés en 1905, ils sont pourtant encore tous debout quelques années plus tard. Une partie des socialistes met alors en avant une critique de l'« impérialisme ». Le terme est resté dans l'histoire comme un des éléments de vocabulaire du mouvement communiste au XXe siècle. Lénine l'a en effet défini comme le « stade suprême du capitalisme » dans un de ses plus célèbres ouvrages publié pendant la guerre (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1915). La « découverte de l'impérialisme » date pourtant bien de l'avant-guerre : la dénonciation traditionnelle du capitalisme s'accompagne de plus en plus de celle du « colonialisme » et donc de « l'impérialisme »[36]. L'oppression de certaines nationalités est au cœur de ces conceptions et amène à dépasser le cadre européen classique. Le terme « impérialisme » désigne la politique économique et expansionniste d'une grande puissance, soulignant le rôle central que joue la domination coloniale. Max Beer, un Autrichien émigré à Londres, et le socialiste français Paul Louis popularisent les premiers le terme d'« impérialisme » au tout début du XXe siècle. Au Japon, une réflexion avancée voit le jour avec le socialiste Kôtoku Shûshi qui publie en 1901 *L'impérialisme, le spectre du XXe siècle*[37]. Ce texte constitue un indice important des réflexions en cours : sont condamnés tout autant l'impérialisme japonais et celui des puissances coloniales occidentales. Cependant, le lien avec le développement du capitalisme n'est pas encore établi. C'est avec l'ouvrage de l'Autrichien Rudolf Hilferding, *Le Capital financier* (1910)[38] – remarqué tant par Jaurès que par Lénine –, que l'impérialisme devient un cadre d'analyse plus précis et désigne une nouvelle phase de l'histoire du capitalisme, où la rivalité entre les empires se situe au cœur de la démarche réflexive. La solidarité avec les peuples colonisés n'est certes pas centrale dans ces ouvrages, mais ils fournissent des éléments tangibles aux courants les plus internationalistes pour dénoncer l'étroite imbrication entre colonialisme et capitalisme.

Les débats dans l'Internationale socialiste témoignent de ces évolutions. En 1907, au congrès qui se tient à Stuttgart, l'affrontement sur la question coloniale atteint son paroxysme et occupe trois journées entières. La *Revue des deux mondes* rapporte que « vingt-sept nations étaient représentées. Jamais les délégués, venus de toutes les parties du monde, du Japon, de

l’Argentine, des États-Unis, de l’Afrique du Sud, de la Russie, n’étaient accourus aussi nombreux : 460 à Amsterdam ; à Stuttgart, ils s’élevaient à 880[39] ». La gauche de l’Internationale, autour notamment de Rosa Luxemburg et de quelques cadres russes (notamment Lénine et Martov), croise le fer avec des figures de premier plan comme le Belge Émile Vandervelde, qui soutient les thèses de Van Kol et Bernstein sur l’expansion coloniale. Chez ces derniers, l’acceptation du colonialisme est de plus en plus flagrante. Le déroulement du congrès indique combien cette question clive. En commission restreinte, l’approche de Van Kol est validée et semble s’imposer, mais la situation se renverse en assemblée plénière des délégués ; les représentants de la gauche, appuyés par une partie des représentants éminents du SPD, dont Kautsky, parviennent à modifier sensiblement la proposition[40], signe d’une évolution importante des cadres intermédiaires des organisations socialistes qu’incarnent ces délégués. Une nouvelle motion de compromis est finalement adoptée. Elle dénonce sans trop d’ambiguïtés la politique coloniale « capitaliste actuelle » et affirme que « seule, la société socialiste pourra offrir à tous les peuples la possibilité de développer pleinement leur civilisation », le tout « au service de l’humanité tout entière ». Les moyens d’actions restent plutôt vague, mais l’appel est net puisqu’il s’agit de « s’opposer irréductiblement dans tous les parlements à ce régime d’exploitation à outrance et de servage, qui sévit dans toutes les colonies existantes, en exigeant des réformes pour améliorer le sort des indigènes, en veillant au maintien des droits de ceux-ci, en empêchant toute exploitation et tout asservissement, et en travaillant, par tous les moyens dont ils disposent, à l’éducation de ces peuples pour l’indépendance[41] ».



*Congrès socialiste international, Stuttgart, 1907. Rosa Luxemburg est au centre. © Getty/ullstein bild Dtl./Contributeur.*

Au cours du même congrès, les délégués argentins mettent en avant pour la première fois les questions migratoires au sein de l'Internationale. Cela s'explique pour une large part par des raisons liées à la structuration spécifique du monde ouvrier sud-américain, qui s'est beaucoup nourri de l'apport de populations européennes. Dans bien des domaines, les sources originelles de l'Internationale se confrontent de plus en plus à des réalités extra-européennes qu'impose le nouvel état du monde.

## Le projet de « fédération balkanique »

Les exemples montrant ce changement de paradigme sont nombreux. Plusieurs projets politiques dénotent une volonté de prendre ses distances à l'égard de la gauche ouest-européenne afin d'affirmer d'autres voies. L'idée de « fédération balkanique », qui trouve sa genèse dans l'agitation née – ou plutôt renaissante – des nationalités est-européennes au début du XXe siècle, est emblématique de ce point de vue.

Comment est-elle née ? Il faut tourner le regard vers Bucarest, d'où le socialisme renaît de ses cendres en 1905, sous l'impulsion des événements russes[42]. Un événement marquant est en effet la mobilisation du 24 mars 1905 dans la capitale roumaine, à l'appel du cercle « Romania Muncitoare » (la Roumanie ouvrière) : les manifestants s'élèvent contre les persécutions tsaristes à l'encontre des révolutionnaires russes, avec lesquels

les socialistes roumains entretenaient des liens forts. Deux ans plus tard, en 1907, une grande révolte paysanne témoigne de l'agitation profonde et constante dans le pays. Dans ce contexte, un militant joue alors un rôle important dans la structuration du socialisme roumain : Christian Rakovski. Sa trajectoire illustre à merveille la tradition d'exilé polyglotte et internationaliste qui concerne de nombreux militants du socialisme issus de l'Europe de l'Est. On a déjà rencontré Rakovsky misant sur une « Turquie démocratique », davantage que sur une destruction de l'Empire ottoman. Né bulgare, celui que ses camarades surnommeront « Rako » est devenu roumain par accident ; il fut par la suite russe d'adoption, tout en demeurant un profond francophile, comme de nombreux Roumains éduqués. Évoluant à la charnière de plusieurs pays, il a l'occasion de se confronter aux profondes différences de traitement des nationalités. Exclu de son lycée en raison de ses opinions politiques à dix-sept ans, il se réfugie en Suisse. À Genève, il retrouve de nombreux Bulgares et Russes ; tous partagent une perspective socialiste. Puis, à Zurich, il se lie d'amitié avec Rosa Luxemburg, qui travaille alors sur sa thèse de doctorat. Présent au congrès de l'Internationale socialiste en 1893, « Rako » rejoint Berlin. Il observe les développements récents de la social-démocratie allemande et sa force grandissante. De nouveau expulsé, il se rend en France, rencontre Jean Jaurès et devient correspondant de son journal, *L'Humanité*. À Montpellier, il obtient un doctorat de médecine ; rappelé en Roumanie pour effectuer son service militaire, il exerce la profession de médecin à Constantza et rédige parallèlement un long ouvrage de synthèse sur la Troisième République française pour une maison d'édition roumaine[43]. En juin 1902, il rejoint la France. Médecin à Beaulieu-sur-Loire, il envisage un temps de faire une carrière politique en France. Son père, mort en 1903, lui lègue un précieux héritage qui lui permet de faire des allers et retours entre la France et la Roumanie. Finalement, il se stabilise dans son pays d'origine et, à partir de 1905, en devient une figure incontournable. Il s'impose alors comme penseur d'une fédération balkanique dont l'objectif est d'éviter ce qui est passé depuis dans le vocabulaire français courant, la « balkanisation ».

Un tel projet ne peut être limité aux seules réflexions de Rakovsky. Il remonte à loin : dans la seconde moitié du XIXe siècle, cette revendication de fédération est née dès les années 1870-1880 chez des socialistes serbes et bulgares, notamment chez un certain Dimitar Blagoev, un des fondateurs du Parti social-démocrate bulgare. Tous reprennent une idée déjà développée

par le russe Mikhaïl Bakounine – l'idéologie anarchiste en moins. Il s'agit d'encourager un mouvement panslave démocratique qui puisse faire coexister les peuples d'Europe centrale par-delà leurs divisions. Ces projets, dans le sillage de la révolution jeune-turque en 1908, prennent un virage plus concret. Par exemple est fondée la « Fédération socialiste ouvrière de Salonique », organisation multi-ethnique à majorité juive et révolutionnaire, réunissant des ouvriers de Macédoine et entretenant des liens avec la Deuxième Internationale.

Cette même année 1908, Rakovsky détaille un projet d'organisation fédérale : une Union des nations en une confédération balkanique, dont l'objectif est de se débarrasser des divisions qui règnent entre les nationalités, ou tout du moins d'atténuer considérablement tout prétexte de conflit nationalitaire entre différents pays. Si leur modèle n'est pas la social-démocratie autrichienne et les thèses de Bauer, assurément l'impact de ces dernières a joué, car tous partagent la volonté de reconnaître diverses nationalités au sein d'une vaste entité garantissant les droits des différents peuples.

Le projet prend une tournure plus concrète à partir de 1910. Les dirigeants socialistes des Balkans et de Turquie se réunissent à l'initiative du parti socialiste serbe, à Belgrade, pour une « première conférence Balkanique ». L'idée d'une Fédération balkanique démocratique, permettant notamment de contrebalancer la puissance russe mais aussi les empires de grande taille, est exposée. Là encore se retrouve la défiance à l'égard des petites entités et des « petits » pays, jugés non viables historiquement en tant qu'entités indépendantes. Ladite confédération, qui inclurait la Turquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro, reconnaîtrait fermement l'existence de ces différents peuples sur leurs territoires respectifs, en faisant respecter les droits de chacun. Un autre point important relève davantage de la vie concrète, notamment au niveau des activités commerciales et économiques locales. Le développement de ces dernières devait permettre de favoriser l'essor des forces productives dans des régions peu développées.

Mais les multiples divergences entre les différentes factions nationales minent d'entrée de jeu cet ambitieux projet. Socialistes serbes et bulgares ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la place de la Turquie dans la confédération, tandis que les délimitations territoriales, notamment de la

Bulgarie, posent problème. Surtout, le déclenchement des guerres balkaniques en octobre 1912 arrête brutalement la réflexion. Malgré cela, « l'idée de Fédération Balkanique […] montre à quel point les socialistes des Balkans ont su formuler une réflexion autonome, locale et en phase avec les espoirs de transformations sociales dans la péninsule balkanique[44] ».

### « Ce genre de politique coloniale touche à sa fin »…

Des Balkans à l'empire colonial, la réflexion sur la structuration du socialisme hors de l'orbite germanophone a assurément progressé. Gardons-nous de ne comprendre ces audaces qu'à travers quelques grandes figures ou projets alternatifs. Une étude attentive des sources – y compris de la propagande adressée à un large public – infirme l'idée d'une absence de réflexion sur le sujet hors des minorités les plus internationalistes.

Cette sensibilité aux questions extra-européennes se retrouve en effet dans de nombreuses déclarations de responsables socialistes, sensibles notamment aux contestations en Chine depuis le début du XXe siècle, et souvent très critiques à l'égard de la colonisation allemande. À lire attentivement des sources diverses du Parti social-démocrate allemand (tracts, articles de presse, rapports de police[45], etc.), tout particulièrement au cours des années 1905-1907, il semble impossible, d'une part, de conclure au désintérêt des socialistes pour la critique de la politique coloniale et, d'autre part, de limiter cette critique à l'aile gauche.

Dans le sillage de la résolution générale du congrès de l'Internationale de Paris (1900), on repère régulièrement des articles dans la presse relatant des mobilisations militantes contre la politique coloniale. On peut citer à titre d'exemple le *Vorwärts* du 3 novembre 1900 qui revient sur les protestations et manifestations sociales-démocrates à propos de la Chine. Nombre de tracts largement diffusés condamnent le principe même de la conquête d'un peuple par un autre[46]. Un tract de mai 1904 proclame par exemple son hostilité farouche à la colonisation et un autre de mars 1905 dénonce une « politique coloniale sans limites, avec la tristement célèbre guerre contre les Herreros ». En décembre 1906, le *Vorwärts* publie un appel du SPD pour les élections législatives en cours. Au nom d'une certaine conception de la nation allemande, en rupture ouverte avec le pangermanisme alors en

progression, la colonisation est clairement condamnée : « Nous ne voyons pas dans les colonies allemandes un renforcement mais un affaiblissement de l'Allemagne[47]. » Quelques années plus tard, s'opposant à l'intervention au Maroc en août 1911, le SPD hausse le ton, affirmant que la notion d'empire colonial est dépassée. Comme le montrent les événements récents en Chine où vient de naître une première République : « Ce genre de politique coloniale touche à sa fin[48]. »

La séquence ouverte en janvier 1905 à Saint-Pétersbourg se prolonge avec la fin de règne du dernier empereur chinois en 1911. Malgré les difficultés du nouveau régime, l'événement impressionne les socialistes européens. Des contacts entre Sun Yat-sen et l'Internationaliste socialiste se développent. L'attention accordée aux questions asiatiques se manifeste depuis le début du siècle et notamment de la révolte des Boxers. Les Européens sont attentifs aux premiers balbutiements d'une sensibilité socialiste qui s'y déploie. Qui plus est, le cas chinois est souvent examiné dans un cadre plus large, lié aussi à la destinée du Japon, pays où est né le premier parti socialiste en Asie. Les interactions entre les deux espaces ne passent d'ailleurs pas inaperçus auprès des dirigeants occidentaux : *La Petite République* de Jean Jaurès souligne par exemple la première traduction du *Capital* de Marx en chinois, parue au Japon[49]. La pensée de Marx est déjà devenue une pensée-monde.

À côté de ces textes directement politiques, notons également que la presse illustrée dénonce régulièrement les expéditions du Kaiser, comme le montre une lecture de *Der Wahre Jacob*, le principal organe satirique du parti allemand, en écho aux tracts anticoloniaux. L'édition de *Der Wahre Jacob* du 2 mars 1898 reproduit plusieurs illustrations ironiques et critiques sur la colonisation allemande. De son côté, l'historien Richard Evans a souligné dans une recherche fouillée, fondée sur de multiples rapports de police relatant les activités quotidiennes des sociaux-démocrates à Hambourg, le scepticisme de nombreux militants à l'égard des expéditions coloniales[50]. Il note par exemple en 1902 que plusieurs ouvriers regroupés dans une taverne expriment leur refus de rendre hommage à un homme envoyé dans la concession allemande en Chine et tué sur place. Un de ces ouvriers comprend même la réaction des Chinois, légitimant la violence défensive[51]. Ce type de réaction est relevé à plusieurs reprises par les autorités. Difficile d'affirmer qu'elles correspondent à un phénomène massif, mais leur existence est avérée, révélant combien les critiques des

opérations coloniales ne sont pas uniquement le fruit d'une fraction restreinte de l'élite militante dans les congrès nationaux ou internationaux, mais touche également une partie des travailleurs politisés et organisés.

N'idéalisons pas : les préjugés, notamment sur les peuples africains, restent monnaie courante et les contacts concrets avec des populations colonisées demeurent quasi inexistants, hors de quelques figures asiatiques représentant encore des organisations embryonnaires[52]. Et pour employer une terminologie allemande, l'idée de « peuples civilisés » (*Kulturvölkern* ) est encore bien présente. Les grandes civilisations arabes et asiatiques sont par exemple saluées régulièrement par August Bebel, mais ces propos pleins d'empathie ne se retrouvent guère à propos d'autres pays. Une hiérarchisation subsiste toujours, au-delà des promesses d'émancipation globale. Et si un Bebel ou un Kautsky prennent plutôt appui sur l'aile gauche au sujet de ces questions, la nouvelle génération de dirigeants du SPD qui arrive aux commandes juste avant la guerre, à l'image de Friedrich Ebert ou Gustav Noske, sans être directement impliquée dans les courants du parti, assume sans gêne une position favorable à la colonisation. Celle-ci est bénéfique selon eux pour toute l'Allemagne, y compris et avant tout pour ses travailleurs[53]. Le socialisme allemand, le plus puissant d'Europe, est plus que jamais clivé sur cette question.

## Vers le « nouveau monde »

Malgré des limites et des ambivalences, la gauche se tourne vers d'autres horizons. Comme le Marx des dernières années, des pays sur lesquels les socialistes ne comptaient guère semblent ouvrir la voie de l'avenir. La rupture de janvier 1905 est essentielle. Même si le reflux de la révolution à partir de 1907 relativise ses audaces, des expéditions coloniales aux guerres balkaniques, la gauche ne reste pas indifférente aux bouleversements du monde.

Secouée par ces événements, elle propose un regard nouveau au cœur de l'Europe à la fin du XIXe siècle, contribuant ainsi non seulement à nourrir des interrogations pour son époque, mais également à poser des bases pour l'avenir. Certains de ces éléments de la réflexion doivent être pensés à différentes échelles : entre une transnationalité large (les relations entre peuples européens et les populations asiatiques notamment) et une

transnationalité plus restreinte (le rapport des espaces ouest-européens avec leurs minorités « orientales » comme les populations slaves), de fortes différences se font jour. Mais le lien existe néanmoins, ouvrant une réflexion plus large sur une citoyenneté sociale et politique qui dépasserait le seul cadre occidental[54]. Le socialisme tente en effet à la fin du XIXe siècle de définir une essence singulière : ni négation des réalités environnantes, ni simple intégration aux critères dominants, son identité souhaitait être une forme de citoyenneté cosmopolite impliquant des rapports spécifiques aux autres peuples.

Si l'anticolonialisme militant à une large échelle relève d'une époque ultérieure, postérieure à la Première Guerre mondiale, émerge une identité spécifique portée par la social-démocratie, sensible à la condition des peuples non-européens. Otto Bauer, en se penchant sur le sort des peuples slaves comme les Tchèques, n'ouvre-t-il pas la voie à une prise en compte des questions coloniales ? Un article publié quelques années après son livre sur la question des nationalités justifie de tels rapprochements. En 1911, Bauer a approfondi sa réflexion et publie un texte significatif à propos des « révolutions orientales », faisant le bilan de la séquence ouverte par la révolution russe. Ce texte n'est que très rarement mentionné et cité, alors que la réflexion qu'il contient se rapproche nettement des positions revendiquées comme les plus internationalistes[55]. Après un long développement sur les liens forts entre le développement du capitalisme et la colonisation des grandes puissances au XIXe siècle, le théoricien des nationalités dresse un bilan des révolutions qui ont bouleversé l'Orient depuis 1905. Il s'intéresse tout particulièrement aux revendications formulées lors des processus révolutionnaires en Iran et en Russie. Proposant un parallèle avec les révolutions anglaises qui faisaient appel aux vieilles traditions ancestrales pour légitimer le soulèvement populaire, il lui semble probable que les bouleversements à venir dans ces régions du monde ressembleront davantage à l'Angleterre du XVIIe siècle qu'aux logiques à l'œuvre dans l'Europe capitaliste développée. Les « traditions populaires » y joueront d'après lui un rôle essentiel, au point d'en faire une des clés de l'avenir : « Ce n'est que par ce lien avec les traditions populaires, qui distingue les récents mouvements révolutionnaires en Orient de l'ancien libéralisme des intellectuels orientaux, que le mouvement révolutionnaire devient un mouvement de masse[56]. »

L’article se termine par un diagnostic clair, annonçant un nouveau cycle révolutionnaire. Peut-être ce nouveau cycle à venir, dont on a eu un aperçu saisissant entre 1905-1910, ne partira-t-il pas d’Europe. L’Asie et l’Afrique (le « nouveau monde ») prendront le relais d’une Europe qualifiée de « vieux monde » :

> « Si la lutte pour la libération de l’Amérique a donné le signal de la révolution européenne au XVIIIe siècle, la révolution en Asie et en Afrique sonnera peut-être un jour l’heure décisive dans la lutte pour la libération du prolétariat européen […]. Celui qui est en mesure d’observer le cours de l’histoire mondiale ne s’exprimera pas ainsi. Nous voyons tout le vieux monde en couches, sur le point d’accoucher d’un nouveau monde qui sera notre monde[57]. »

Trop occupé ensuite par les réalités politiques autrichiennes au quotidien, Bauer n’a pas repris de tels développements, dont les prémisses le rapprochent fortement du tout dernier Marx et des positions de Rosa Luxemburg, allant même au-delà.

Mais Bauer, en reconnaissant la persistance des cultures nationales, ne parvient-il pas à mieux comprendre les motivations des « révolutions orientales » (et par-là à mieux entrevoir l’importance à venir des soulèvements dans les pays colonisés) qu’une partie des internationalistes intransigeants négligeant toute réflexion de fond sur la nation ? La question reste ouverte, mais mérite d’être posée. Dans tous les cas, des tavernes ouvrières de Hambourg à l’élite du parti autrichien, l’Orient apparaît bien désormais comme un des horizons possibles du socialisme.

# Chapitre VI

## *Un déclin irrémédiable ?*

### *La France entre « grande nation » et question républicaine*

L'importance de la social-démocratie allemande dans le mouvement ouvrier international à la « Belle Époque » et la place grandissante de la question coloniale et « orientale » nous oblige à revenir sur le statut spécifique du socialisme français. L'influence du SPD se situe avant tout à l'Est. Quant aux questions de nationalités, elles concernent principalement les militants évoluant dans les Empires allemand, austro-hongrois, russe ou ottoman. Dans le débat sur la nation et les minorités nationales, on ne trouve pas l'équivalent français d'un Otto Bauer, d'une Rosa Luxemburg ou d'un Staline. Le cadre unitaire et relativement stable de la construction nationale française – renforcée par la consolidation de la Troisième République – expliquerait-il une forme d'indifférence ? Karl Marx affirmait que « l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre » ; pour le paraphraser, le socialisme français ne se pose-t-il pas uniquement des questions en rapport avec sa réalité concrète ? Autrement dit, ne laisse-t-il pas ce terrain aux seuls peuples évoluant dans les Empires centraux ? Si l'on en reste aux enjeux de nationalités tels qu'ils sont pensés en Autriche, la France est assurément en retrait. Il n'y aurait donc pas d'intérêt à évoquer ici le socialisme de Jean Jaurès et Jules Guesde, évoluant en quelque sorte dans un monde à part.

Mais deux objections doivent être immédiatement formulées. En premier lieu, comme le montre le cas de « l'Orient », la France est à la tête d'un gigantesque empire colonial, dont la caractérisation provoque des remous au sein du socialisme organisé. Les questions de nations opprimées sont donc *de facto* bien présentes. D'autre part, le socialisme français occupe une place particulière par rapport à son voisin allemand. Il est l'héritier de

la tradition révolutionnaire de 1789, réactivée et développée par la Commune de Paris en 1871. Et la France a par ailleurs produit des théoriciens et acteurs se réclamant du socialisme de grande envergure. La France est une source d'inspiration, mais également un concurrent sérieux en termes de modèle : fort de son prestige passé, le pays de 1789 ne peut-il pas prétendre à un développement autonome, négligeant la centralité de la social-démocratie allemande ? Ajoutons enfin l'enjeu spécifique des relations entre Français et Allemands après la guerre de 1870 : faire vivre l'idée socialiste et internationaliste entre ces deux peuples représentait pour toute l'Europe un défi particulier. La France, en tant que nation, apparaît bien comme un lieu central pour tous ceux qui entendent parvenir à faire triompher à court terme le socialisme.

## Patriotisme, républicanisme, socialisme

Le développement des premiers socialismes dans les années 1830 est difficilement dissociable de l'existence d'un fort courant républicain. Tous les socialistes ne sont pas – et ne seront pas – républicains, et l'inverse est encore plus vrai. Il existe néanmoins un rapport étroit et spécifique, résumé par l'historien Ernest Labrousse en une formule limpide : « Le socialisme français est un socialisme républicain[1]. » Pierre Leroux, qui popularise l'adjectif « socialiste » dans les années 1830, est un ardent républicain. Quant à ceux qui se disent « patriotes », attachés à la République et à la mémoire de la Révolution de 1789 (voire de 1793 et l'épisode républicain), ils s'estiment porteurs d'un message venu de France destiné à tout le genre humain. Lorsque des troubles voient le jour en Belgique en 1830 – le processus d'indépendance est en cours –, faut-il intervenir par les armes pour conserver la Belgique dans le giron de la France ? « Parce que la France est une nation qui, plus que toute autre, porte les valeurs de la Révolution, sa domination sur les autres pays est, en soi, positive, porteuse de progrès pour l'humanité », note l'historien Philippe Darriulat[2]. Filippo Buonarroti, le compagnon historique de Gracchus Babeuf – considéré par Marx comme le fondateur du « premier parti communiste agissant » à la fin du XVIIIe siècle – affirme de son côté en 1833 que « l'Angleterre a toujours été égoïste. Ses révolutions ont été circonscrites à son île, sans aucun

résultat continental[3] ». Et les citations du même type pourraient être multipliés : la France peut et doit être un exemple pour le monde.

Un exemple nous semble particulièrement caractéristique : la trajectoire d'Auguste Blanqui (1805-1881), à l'influence durable dans le mouvement ouvrier français. À l'échelle de plusieurs décennies, sa vie est marquée par une continuité remarquable d'engagements, depuis l'opposition des années 1830 jusqu'à l'émergence du premier parti ouvrier. Blanqui meurt en effet quelques mois avant que le premier Parti ouvrier ne devienne marxiste en 1882. Le courant « blanquiste » existe encore à la fin du XIXe siècle et sa figure tutélaire jouit d'un grand prestige. Opposant à la monarchie de Juillet, Blanqui est de tous les combats contre les régimes en place jusqu'à sa mort. Celui que l'on surnomme l'« Enfermé » passe une bonne partie de son existence en prison en raison des multiples coups de force qu'il tente contre les institutions. Or son patriotisme, voire son nationalisme, ne fait aucun doute. La France révolutionnaire doit guider l'humanité. Lors de son procès en 1832 devant la Cour d'assise en janvier 1832, il déclare :

> « C'est que le peuple est un plus profond politique que les hommes d'État ; son instinct lui disait qu'une nation n'a point d'avenir, quand son passé est grevé d'une honte qui n'a point été lavée. La guerre donc ! non point pour recommencer d'absurdes conquêtes, mais pour relever la France d'interdiction, pour lui rendre l'honneur, condition première de prospérité ; la guerre ! afin de prouver aux nations européennes nos sœurs que, loin de leur garder rancune de l'erreur fatale pour nous et pour elles, qui les conduisait en armes au sein de la France en 1814, nous savions venger elles et nous en châtiant les rois menteurs, et en portant à nos voisins la paix et la liberté ! Voilà ce que voulaient les 30 millions de Français qui ont salué avec enthousiasme l'ère nouvelle. Voilà ce qui devait sortir de la révolution de juillet[4]. »

La nation est ici centrale. Quarante ans plus tard, alors que la France vient de perdre la guerre face à la Prusse, Blanqui ne mâche pas ses mots dans *La patrie en danger*. Dans les « Envahisseurs », un article signé le 5 décembre 1870, il stigmatise, en pleine occupation de Paris, les Allemands :

> « Des bandits tels que Bismarck et ses Allemands sont des récidivistes de la pire espèce […]. Ces hordes ont prétendu nous châtier de crimes imaginaires […]. Leurs docteurs n'ont-ils pas osé dire, au bruit des applaudissements, que la race latine ou la race germanique devait périr, parce que leur existence était irréconciliable ? Nous admettons, nous, la coexistence, bien mieux, la fraternité de toutes les races […]. Mais, quand une horde se rue traîtreusement sur un peuple sans haine, criant qu'elle arrive avec mission divine de la détruire, ce peuple n'est-il pas en droit de lui répondre "C'est toi, race de brigands, qui vas périr[5] !" »

Excès de langages liés à l'occupation prussienne ? Tendance particulière d'un courant nationaliste au sein du socialisme ? Une certaine hostilité au « germanisme » ne se dissipera guère. Guesde, qui revendique son étiquette marxiste, admirait et respectait Blanqui. Il eut l'occasion de faire tribune commune avec lui au tout début des années 1880, et nous n'avons pas trace d'une quelconque condamnation de ces excès « patriotiques ». Nombre de communards voyaient dans l'Enfermé (justement en prison au cours des événements de 1871) un modèle à suivre d'énergie révolutionnaire. Bien des dirigeants socialistes, comme Édouard Vaillant (le « troisième homme » du socialisme français avec Guesde et Jaurès[6]), le considèrent comme leur maître. Il faudra au moins attendre la controverse autour des thèses « révisionnistes » d'Eduard Bernstein pour voir pâlir la brillante étoile de Blanqui. Engels l'avait déjà critiqué, mais c'est surtout Bernstein qui insiste sur ce point. En 1899, il dénonce en effet la tradition insurrectionnelle et « putschiste » que le révolutionnaire français incarne, d'où le qualificatif de « blanquiste » qui va dès lors devenir un adjectif stigmatisant faisant le tour du monde[7]. Le nationalisme n'était pas directement et explicitement en cause, mais en visant Blanqui, Bernstein s'attaquait bien à toute la tradition française de 1789. Mieux que quiconque, il savait que toute remise en cause des « présupposés du socialisme » passait par un examen critique de celle-ci. La voie de développement « à la française » devait être mise au ban de l'histoire pour que la social-démocratie puisse pleinement s'affirmer « telle qu'elle est », c'est-à-dire à distance de tout changement social et politique brutal.

## Un moment inaugural ambivalent : l'Internationale en 1889

Pour bien comprendre ces enjeux, un retour sur le moment clé de 1889 est nécessaire. Cent ans après 1789, l'événement fut en effet célébré avec fracas. La force d'impulsion de la social-démocratie allemande lors de la fondation de l'Internationale socialiste à l'été 1889 a déjà été soulignée. Pourtant, le lieu même de la réunion qui permit cette renaissance concrète relativise l'hégémonie allemande. C'est en effet à Paris que se réunissent les délégués et la capitale française n'avait pas été choisie au hasard. L'Allemagne, encore sous le coup de lois antisocialistes, ne pouvait l'accueillir. Nombre d'émigrés allemands ou d'Europe de l'Est avaient trouvé refuge à Paris, à l'image d'Ossip Zetkin (le mari de Clara). Or choisir Paris à l'été 1889 – même s'il y avait des contraintes objectives – était plus qu'un symbole. La France commémore en grande pompe le centenaire de la Révolution de 1789[8]. La célébration est alors sélective, et avant tout patriotique : il n'est nullement question des aspects les plus égalitaires de ladite révolution. Les dates choisies pour le centenaire officiel ne doivent rien au hasard : 5 mai, 20 juin, 14 juillet, 4 août (pour 1789) et le 21 septembre 1792 pour la République. Des choix qui oblitèrent nettement les années 1792-1793 au profit de 1789, puisque rien n'était prévu en 1892-1893. Et si 1792 est évoqué, c'est uniquement à travers l'aspect patriotique et l'union nationale.

Or, au sujet de cet hommage à la nation française qui puise ses origines dans 1789, les socialistes sont loin de partager un enthousiasme unanime. Le 1er mai 1889, *Le Socialiste*, l'organe de presse des marxistes français autour de Jules Guesde, à la manœuvre avec les sociaux-démocrates allemands, exclut explicitement de s'associer à la commémoration officielle : « Bourgeois, fêtez votre 89. Nous fêterons notre 93 !!! » Pour les guesdistes, en refusant de célébrer l'épisode le plus radical de la Révolution, les républicains provoquent la sécession avec le mouvement ouvrier.

Sur ce point, il existe une certaine communauté de vue avec ce que publient au même moment plusieurs ténors du socialisme allemand. Qu'importe en un sens l'histoire de la nation française et de sa révolution ; la lutte des classes est amenée à dépasser ces différences. Par exemple, Karl Kautsky consacre une série d'articles à la Révolution française, publiés

ensuite sous forme d'ouvrage, où il analyse les « luttes de classes » à l'œuvre entre 1789 et 1815. La Révolution est essentiellement perçue comme « bourgeoise », malgré l'intervention populaire. Aussi les traditions révolutionnaires portées par la France – et une certaine conception de la nation républicaine qu'elle implique – ne paraissent-elles plus guère d'actualité. Pire, ce vernis révolutionnaire retarderait l'émergence d'un mouvement ouvrier solidement organisé : « La vérité, c'est que les traditions jacobines sont aujourd'hui parmi les obstacles les plus sérieux qui entravent en France la formation d'un grand parti ouvrier, un et indépendant[9]. » Marx avait déjà mis en garde contre ce risque de l'illusion révolutionnaire « à la française », qui avait tendance à masquer les réalités nouvelles des luttes sociales. Kautsky, avec d'autres, persiste et signe.

En même temps, les interventions au congrès en 1889, y compris de la part des délégués allemands, montrent un profond respect pour cette tradition révolutionnaire. Et ce fait remonte à loin. Avant l'unification du parti allemand de 1875, Wilhelm Liebknecht avait déclaré en 1872 :

> « Mes amis ! On peut résumer notre programme en quelques mots. Ces quelques mots : Liberté, Égalité, Fraternité sont pour nous tous, non seulement un souvenir sacré de la glorieuse Révolution de 1789, mais aussi la pensée de base, l'idée fondamentale de notre programme […][10]. »

Ce « souvenir sacré » est encore bien présent en 1889. En effet, Bismarck mobilise les grands moyens pour propager sa conception de la nation allemande, dotée selon lui d'une continuité historique remarquable et s'opposant en tout point à la française, faite de ruptures, de désordres et de révolutions. Face à une telle offensive, les militants socialistes allemands prennent le contrepied et préfèrent – n'en déplaise aux théoriciens soucieux de ne pas tomber dans l'adulation des traditions jacobines – célébrer une certaine tradition française contre le puissant chancelier prussien qui les a privés de leur liberté d'expression et d'action depuis 1878. Symbole fort : *La Marseillaise des travailleurs* est l'hymne du mouvement ouvrier allemand. Les paroles sont adaptées, mais la partition musicale est identique. On fredonne donc à Berlin l'hymne de la nation française (*La Marseillaise* est devenue l'hymne national en 1880 à Paris) pour défier le pouvoir en place.

La devise « Liberté-Égalité-Fraternité » s'impose à la tribune des congrès. « Encore des bastilles à prendre ! » est un slogan que l'on retrouve régulièrement dans la presse de la gauche allemande. Et si l'on quitte l'Allemagne, il n'est pas rare de retrouver des propos similaires. En Grande-Bretagne, les premiers groupes socialistes irlandais se réfèrent à la tradition insurrectionnelle française et aux épisodes de révolte de la fin du XVIIIe siècle pour justifier leurs combats actuels. Plus symbolique, mais non moins révélatrice, est l'attitude du socialiste britannique Keir Hardie qui, lorsqu'il entre à la Chambre des Communes en août 1892, un siècle après le début de la Première République en France, se fait accompagner par un cornettiste jouant *La Marseillaise*[11]. Quant aux socialistes belges, qui ont fondé quelques années plus tôt, en 1885, le POB (Parti ouvrier belge), ils entretiennent comme les Allemands un sentiment ambivalent à l'égard de la France, à la fois « libératrice » et puissance occupante dans leur histoire[12]. Émile Vandervelde, le futur directeur du bureau coordinateur de l'Internationale, déclare en 1889 que la révolution française n'a comporté que des avantages pour les élites bourgeoises. Mais là encore la masse des militants se saisit de l'occasion du souvenir de 1789 pour réclamer le suffrage universel et des droits pour la classe ouvrière durant leurs manifestations publiques. Quelle autre nation que la France dispose alors d'une telle aura symbolique ? L'écart est vertigineux avec l'histoire allemande, qui n'a pas de telles gloires à célébrer.

Engels lui-même a plutôt tendance à rectifier ses analyses antérieures[13]. Au début des années 1870, lorsque la République française était encore sous influence réactionnaire, il se moque de son évolution et ne fait guère de différences entre monarchistes et républicains ; pour lui, il s'agit de deux faces de la même médaille. Engels note néanmoins les changements profonds auxquels il assiste. En effet, si Marx, mort en 1883, n'a pas été partie prenante du processus de constitution de la Deuxième Internationale, Engels (mort en 1895) est confronté à un socialisme français prenant de l'ampleur dans le cadre d'une Troisième République qui ne cesse de s'affermir. Dans sa correspondance, notamment avec Paul Lafargue, il insiste ainsi sur l'évolution de la politique française[14]. Il se montre certes régulièrement sévère sur le personnel politique républicain touché par les affaires, notamment au moment du scandale de Panama. Il critique alors sans concession dans un article d'actualité la « République bourgeoise opportuniste et radicale » (publiée dans le *Vorwärts*, le 13 janvier 1893).

L’admiration pour le passé révolutionnaire côtoie souvent une certaine déception. Lorsque certains socialistes se mettent à soutenir le général Boulanger, n’a-t-on pas alors l’impression que certaines traditions cocardières, enrobées d’un verbiage révolutionnaire, font dériver les socialistes vers un chauvinisme sans rivages ? Mais la République reste un progrès historique. En 1848, Engels avait souhaité, avec Marx et bien d’autres de la Ligue des communistes, que l’Allemagne devienne une « République une et indivisible ». Puis, surtout dans *La critique du programme d’Erfurt* (texte de 1891 mais publié posthume en 1901), il considère clairement la République comme une forme plus avancée et nécessaire : « Le prolétariat ne peut utiliser que la forme de la République une et indivisible. » L’État centralisateur bonapartiste prolonge la tradition monarchique alors que l’expérience de la Première République (1792-1799) montre que l’on pouvait valoriser l’autonomie des communes contre l’État bourgeois.

Engels effectue cette relecture en lien avec la réédition du texte de Marx sur la Commune de Paris. La Première République a développé des formes non autoritaires de démocratie radicale, dans lesquelles il voit la matrice de la « dictature du prolétariat ». Quelques mois avant sa mort, le 19 janvier 1895, il exprime à Laura Lafargue sa confiance dans l’avenir du socialisme français, en l’opposant à l’Allemagne où rien ne semble possible :

> « En tout cas, nos 50 députés socialistes français ont le vent en poupe. En moins de dix-huit mois, ils ont renversé trois ministères et un président. Cela montre ce que peut faire une minorité socialiste dans un parlement qui, en France comme en Angleterre, est vraiment le pouvoir suprême du pays. Nos amis d’Allemagne ne peuvent acquérir un pouvoir semblable que par une révolution […]. »

## La « Grande Révolution », une étoile qui a pâli ?

Qu’en est-il hors d’Allemagne ? Les exilés de la social-démocratie russe installés un temps dans le monde germanophone étaient éblouis par l’effort de construction des puissantes social-démocraties allemande et autrichienne. Cette capacité à organiser des phalanges d’ouvrières et

d'ouvriers au nom de l'idéal socialiste apparaissait comme un progrès immense, l'histoire en marche en train de se réaliser. Pourtant, l'imaginaire de ces exilés demeurait largement nourri par la Révolution française et sa tradition républicaine, dont l'écho reste important tout au long du XIXe siècle. D'autant que Paris demeure, entre 1880 et 1914, une des capitales où il est possible de vivre pour des militants persécutés dans leur pays. Certaines organisations socialistes voient alors la majorité de leurs dirigeants migrer d'un pays à l'autre. Le petit parti internationaliste polonais et lituanien (SDKPiL) a par exemple une direction longtemps située « presque totalement à l'étranger[15] » : Rosa Luxemburg, Leo Jogiches ou Julian Marchlewski évoluent ainsi de longues années hors de leur pays natal. Ce socialisme d'exilé a quelques lieux de prédilection, et la France – tout particulièrement Paris – en est un. Sa particularité par rapport à d'autres (Londres, Genève, Zurich…) est son aura mythologique : pour des révolutionnaires persécutés dans leur pays, ce Paris est celui des sans-culottes de 1793, des ouvriers de juin 1848, des communards de 1871.

Le futur dirigeant de la révolution bolchévique, Lénine, passe ainsi plusieurs années à Paris de 1909 à 1912 et ses textes relatifs à la France manquent rarement de célébrer la glorieuse tradition de 1789. Il affirme par exemple : « Prenez la grande Révolution française. Ce n'est pas sans raison qu'on la qualifie de "grande" […]. Tout le XIXe siècle, ce siècle qui a donné la civilisation et la culture à toute l'humanité, s'est écoulé sous le signe de la Révolution française[16]. » Lors de la séparation entre bolcheviks (« majoritaires ») et mencheviks (« minoritaires ») de la social-démocratie russe, les comparaisons historiques vont bon train : les premiers seraient les « jacobins » du XXe siècle opposés à de nouveaux « girondins ». Lénine affirme que le jacobin « lié indissolublement à l'organisation du prolétariat devenu conscient de ses intérêts de classe, c'est justement le social-démocrate révolutionnaire[17] ». Léon Trotsky, alors opposé à Lénine, reprend l'argumentaire, mais dans un sens contraire. Il défend l'idée, dans *Nos tâches politiques* (1904), que « la social-démocratie est au moins aussi éloignée du jacobinisme qu'elle l'est du réformisme. Robespierre est, au moins, aussi éloigné de Bebel que l'est Jaurès[18] ». Georges Plekhanov, le fondateur du marxisme russe longtemps exilé en Suisse, serait à l'origine d'une telle comparaison dans un article de 1902 paru dans l'*Iskra* (*L'étincelle*), le journal social-démocrate russe : « Maintenant deux différentes tendances se révèlent dans le mouvement socialiste, et il se peut

que la lutte révolutionnaire du XXe siècle conduise à ce que, *mutatis mutandis*, on pourra appeler rupture entre la *Montagne* sociale-démocrate et la *Gironde* sociale-démocrate[19]. »

Même les militants d'Europe de l'Est les plus enclins à la mobilité et concernés avant tout par « leurs » questions de nationalité partagent cet enthousiasme pour la France révolutionnaire, et utilisent ce type d'analogie. Ainsi, le Roumain Christian Rakovsky, penseur d'un projet de « fédération balkanique » très éloigné du modèle de la République une et indivisible, consacre de nombreux articles à l'histoire de la France et de ses révolutions. Pour lui, qui fut un temps correspondant de *L'Humanité* de Jaurès, les grands tribuns du parti socialiste prolongent la geste des orateurs de la Révolution de 1789. Rakovsky évoque ainsi avec lyrisme la figure de Jean Jaurès :

> « Je me souviens de l'effet qu'il a produit quand il a pris la parole au congrès socialiste international de Londres en 1896. Le public était en extase, frappé de stupeur comme devant un miracle. J'entends encore les paroles ("Quel discours puissant !") par lesquelles Singer et Liebknecht, deux vétérans de la social-démocratie allemande, saluèrent le discours de Jaurès. Il avait tout : une voix puissante, qui faisait vibrer la toiture en verre de la salle de concert de Queen's Hall où se tenait le congrès, un timbre chaud, la phrase précise et cette émotion concentrée au moyen de laquelle l'orateur s'empare de son auditeur et le fait vibrer à l'unisson avec lui[20]. »

Revenant quelques années plus tard sur ses premiers pas à Paris dans ses Mémoires, il se souvient aussi de l'immense impression que lui laisse la figure de Jules Guesde, représentant du marxisme en France :

> « Je venais dans la capitale française pour faire connaissance avec celui pour qui le groupe des marxistes révolutionnaires russes et étrangers, inspirés par Plekhanov, manifestait une profonde et réelle admiration. Avec Wilhelm Liebknecht, qualifié de "Français" par la presse reptilienne de Bismarck pour son internationalisme, Jules Guesde était considéré comme un de ceux qui incarnaient le mieux les aspirations du marxisme révolutionnaire et internationaliste. Après la mort du vieux Liebknecht, il devint vite la principale figure marxiste internationale[21]. »

« Français » est encore souvent synonyme, aux yeux des autorités impériales, de subversif. Ce témoignage de Rakovsky montre bien qu'à côté d'une forte admiration pour la social-démocratie allemande existait aussi un vif enthousiasme pour le développement du mouvement ouvrier en France, dont les porte-paroles disposent alors d'une aura singulière. Lisons les articles et brochures de ces militants polonais, russes, bulgares, roumains. L'étude attentive d'un vaste corpus montre une forte présence de la France. Ossip Zetkin, par exemple, passe plusieurs années à Paris pendant les lois antisocialistes en Allemagne ; tout en préparant le futur congrès de fondation de l'Internationale qui se tiendra en 1889, il observe attentivement le mouvement socialiste et en tire une série de réflexions dans deux ouvrages dédiés à la France[22].

Pour ces militants, il était inutile de préciser de quoi l'on parlait lorsque quelqu'un évoquait la « Grande révolution ». Aucun doute : il s'agissait de la Révolution de 1789. Toute personne se réclamant d'une organisation sociale-démocrate ou socialiste à la fin du XIXe siècle comprenait de quoi il s'agissait. En attendant une révolution socialiste d'une telle ampleur, 1789 et ses héritiers les plus radicaux, les socialistes, demeuraient auréolés d'un prestige sans équivalent. Bien sûr, il est difficile de mesurer ce que le large milieu militant et sympathisant pouvait connaître réellement de l'histoire de ladite révolution. On relève néanmoins un large effort pédagogique dans la presse et les almanachs ouvriers pour faire connaître cette histoire. Dans le milieu militant et sympathisant, le fait que la France soit le pays de « la » révolution par excellence était assurément connu. Et sur ce point un lecteur du XXIe siècle ne doit pas faire d'anachronisme : s'il existe ici et là des références à la révolution anglaise du XVIIe siècle ou à la révolution américaine du siècle suivant, tout ce qui relève d'un cycle long des révolutions de l'époque moderne ou d'une « révolution atlantique » qui partirait des États-Unis pour toucher une bonne partie de l'Europe (1789 en France n'étant alors qu'une pièce d'un puzzle) est une idée profondément étrangère.

En découle, pour les militants socialistes français, non à proprement parler une conception particulière de la nation explicitement formulée, mais assurément l'idée d'une place particulière de leur pays à l'échelle internationale. La République ne pouvait se réduire à une particularité nationale. Elle devait continuer à servir de source d'inspiration pour l'Europe, voire pour le monde entier. Dans les congrès socialistes, l'héritage

des révolutions françaises constitue ainsi un capital symbolique et politique important. Dans des rencontres nationales où se rendent des représentants du socialisme français, ces derniers sont souvent accueillis avec des mots chaleureux faisant référence à leur histoire. Quel équivalent, là encore, dans un autre pays ?

D'autant qu'un événement, relativement récent, trône dans tous les esprits : la Commune de Paris. Elle est célébrée comme l'aube d'une ère nouvelle. Et en 1871, c'est encore la France – et surtout Paris – qui porte l'actualité de la révolution. Les sociaux-démocrates allemands, autrichiens, russes, polonais, hongrois et bien d'autres rendent hommage à la Commune. Aucun autre événement historique récent ne fait l'objet d'un tel consensus. Pour les cadres, les militants et un large milieu de sympathisants, la nation révolutionnaire par excellence demeure la France.

En 1905, le déclenchement de la révolution russe constitue à cet égard un autre signe important de cette présence. 1905 évoque 1789 : pour les Français, c'est l'évidence. Pour les autres socialistes européens aussi. Alors même que le congrès d'Amsterdam quelques mois plus tôt avait montré la toute-puissance du SPD face à un socialisme français peinant à s'unifier, à quels événements historiques se référent les dirigeants du SPD et du SDAP autrichien pour comprendre l'actualité ? Très largement, encore une fois, à des événements français passés. Les premiers mois de la révolution russe, tant que le développement de celle-ci paraissait inexorable, les comparaisons historiques sous la plume des socialistes aux quatre coins de l'Europe sont presque toutes les mêmes : 1905 en Russie est le 1789 du XXe siècle. Pour certains, cela signifie qu'une révolution « bourgeoise » a enfin lieu en Russie ; pour d'autres, les grèves ouvrières montrent les éléments d'une première révolution socialiste. Dans tous les cas, l'imaginaire du 1789 français fonctionne à plein.

N'est-ce donc pas en France que devrait se trouver « le » modèle de régime à adopter ? L'aura mythologique autour de l'histoire française ne mène jamais à une admiration sans borne du républicanisme, assez peu adapté aux réalités de l'Europe centrale. Et pour un socialiste de la fin du XIXe siècle, la Révolution avec un grand « R » est certes un événement glorieux, mais aussi un traumatisme. 1848 a laissé un amer souvenir, celui de l'échec : l'écrasement des ouvriers en juin 1848 à Paris, et partout ailleurs la défaite des mouvements révolutionnaires dès 1849. De même,

célébrer 1871, c'est commémorer des victimes et martyrs morts au combat en héros, mais ayant malgré tout échoué. Et si publiquement les critiques de la Commune sont très rares et son exemplarité rappelée régulièrement, à y regarder de plus près une autre voie se dessine : ce qui s'est passé en mars-mai 1871 ne doit pas se reproduire. Marx, écrivant à un socialiste néerlandais, Ferdinand Domela Nieuwenhuis, en 1881, dix après les événements, se montre circonspect sur une révolution du même type[23]. Engels lui-même ne juge-t-il pas aventuriste, peu de temps avant sa mort, de miser uniquement sur les barricades plus que sur le suffrage universel en certaines circonstances[24] ? Jaurès, côté français, salue l'œuvre des Communards, mais se garde bien d'en faire un modèle politique. Ces derniers sont des martyrs, et leur action doit être rappelée et honorée. Un exemple pour le futur ? Cela est beaucoup moins sûr. L'avenir n'appartient pas tant à la révolution – souhaitée, mais non réellement préparée – en tant que telle qu'à la construction du parti ouvrier. Et sur ce point, le SPD allemand a désormais un train d'avance sur les nostalgiques de la République, qu'elle soit de 1792, 1848 ou 1871. Le rapport à la tradition révolutionnaire française est de ce point de vue profondément ambivalent : elle est une gloire qu'il faut désormais dépasser.

Pour le comprendre, empruntons l'image utilisée par le germaniste Lucien Calvié de la fable de La Fontaine *Le renard et les raisins*, qu'il applique à l'histoire du marxisme. Selon lui, l'idée d'une révolution d'un type nouveau, que défend Marx à partir des années 1843-1846, constitue un « nouvel avatar de la révolution idéale comme succédané de l'impossible révolution politique en Allemagne. […] les séduisants raisins mûrs de l'inaccessible révolution politique deviennent, pour celui qui, fasciné, les contemple et enrage de ne pouvoir les atteindre, d'indigestes et repoussants raisins verts[25] ». La Révolution française est terminée. Voici venue la nouvelle révolution pensée en Allemagne : sociale, prolétarienne, elle ira bien plus loin que ses antécédents français. La révolution allemande, théorique, compense une pratique demeurée largement jusqu'alors française. Cette hypothèse nous permet de mieux apprécier le concept de « nation » chez les socialistes et ses ambivalences dans le cadre allemand, au miroir de la France. Car si l'on poursuit la logique du renard et des raisins jusqu'à la fin du XIXe siècle, il est possible d'appliquer un schéma relativement similaire aux développements parallèles des mouvements socialistes à Paris et dans les pays germanophones : à un mouvement

socialiste français au passé prestigieux, à la forte expérience politique mais peu implanté, s'opposent désormais des partis allemand et autrichien puissants, proposant des développements inédits sur la question nationale et adaptés à leur époque. Ne jamais avoir connu de révolution victorieuse (ou ouvrière et socialiste comme en 1871) a permis de développer une théorie politique dans les années 1840 puis, quarante ans plus tard, la plus solide des organisations ouvrières. Ce qui a été admiré et jalousé est désormais d'autant plus volontiers repoussé.

## « Vive la République » ? L'impossible consensus

Au-delà des enjeux sur l'histoire et l'héritage, la République demeure une question d'actualité brûlante. Derrière elle se cache une multitude de significations et de traditions politiques. Son devenir interpelle les socialistes de nombreux pays, qui tous préféraient – du moins officiellement – la forme républicaine aux couronnes monarchiques. Les programmes des social-démocraties allemande et autrichienne ne demandaient pas la République pour des raisons de légalité, de crainte de retomber dans la clandestinité. Tous l'assurent pourtant oralement lors des congrès internationaux : la forme politique qu'ils souhaitent voir se développer, pour leur pays, est bien la République.

Or la France est un cas unique, où la consolidation du régime républicain accompagne le développement du socialisme organisé. Souvent ardemment « patriotes » dans les années 1830-1840, les socialistes français vont faire globalement le choix de s'appuyer sur les acquis du régime républicain. La nation peut être défendue car elle est républicaine ; nombre de socialistes n'ont aucun mal à se réapproprier le cri « Vive la nation ! » de la bataille de Valmy de 1792. Le socialisme prolonge la Révolution et la République. L'emblème de ce choix et de cette ligne politique est Jean Jaurès. Bien avant d'occuper le devant de la scène, il faut rappeler brièvement sa trajectoire, tant elle se distingue de nombreux sociaux-démocrates allemands, autrichiens ou russes. Si les parcours biographiques ne peuvent mécaniquement expliquer une orientation politique, il est impossible de les minorer, tant leurs différences de « profil » sautent aux yeux.

Jaurès, issu d'une bonne famille provinciale, est un brillant élève de l'École normale supérieure, agrégé de philosophie, universitaire.

Républicain au milieu des années 1880, il se découvre progressivement une fibre sociale et effectue un « passage au socialisme » progressif. En 1890, ce lien ne fait aucun doute pour lui :

> « C'est qu'il y a en France, malgré des apparences contraires, un immense parti socialiste qui est le parti de la révolution et, ensuite, c'est que le socialisme étant contenu dès l'origine dans l'idée républicaine, les socialistes les plus absolus travaillent contre eux-mêmes lorsqu'ils s'isolent du grand parti républicain[26]. »

Ce qui préoccupe alors Jaurès, et le débat à ce propos ne cessera jamais jusqu'à la Première Guerre mondiale, c'est de faire bloc avec les républicains face à la contre-révolution et aux conservateurs qui menacent ouvertement la République. Il faut défendre une certaine conception de la nation française contre les nostalgiques de l'Ancien Régime.

Son parcours est très différent de celui du président du SPD, August Bebel, qui peut être considéré comme son *alter ego* en Allemagne. Évoluant dans un monde à la charnière de l'artisanat et du milieu ouvrier (il est à l'origine tourneur à Leipzig), il devient en 1869 lui aussi député, mais élu sur la base des revendications d'un parti ouvrier d'opposition. Son refus d'accepter les crédits de guerre en 1870 lui vaut un « procès pour haute trahison », le conduisant en prison pour deux ans. C'est là le début d'un affrontement avec l'État qui se prolonge lors des lois antisocialistes promulguées par Bismarck quelques années plus tard[27]. Jaurès n'aura jamais à souffrir de tels traitements, malgré des campagnes de calomnie à son encontre et sa fin tragique. Enfant de l'école républicaine, il défend un patriotisme non nationaliste sans complexe, inscrit dans une histoire longue de la République née en 1792. Bebel, dont l'ancrage premier est le monde ouvrier saxon à une époque où l'unité allemande n'existait pas, conçoit son engagement politique en premier lieu comme un engagement de « classe », fondé sur l'état de la condition ouvrière. Le patriotisme, on l'a vu, ne lui est pas étranger, mais l'idée d'une continuité entre République et socialisme demeure une abstraction, comme pour de nombreux militants ouvriers du monde germanophone.

Bebel et Jaurès font souvent front commun contre le risque de guerre, mais s'affrontent aussi vivement sur la question républicaine. Au congrès d'Amsterdam de 1904, ils exposent leurs divergences sur les perspectives

immédiates du mouvement socialiste. Ce congrès pousse les socialistes français à s'unifier. Ils sont alors en effet divisés de façon caricaturale puisque chacun se veut être l'authentique parti socialiste : le Parti socialiste français (avec Jaurès notamment) affronte le Parti socialiste de France (dirigé, entre autres, par Jules Guesde). Bebel et Jaurès exposent devant les délégués ce qui explique à leurs yeux cette situation historique particulière. Jaurès, habilement, revient d'abord sur les difficultés pour mettre d'accord tous les délégués d'un congrès international à partir de traditions nationales si diverses :

> « À mesure que le parti socialiste pénètre profondément dans la vie de chaque peuple, qu'êtes-vous, congrès international ? Vous devenez un parlement international, mais un parlement international qui est tenté de légiférer pour les pays les plus divers, pour les milieux les plus différents, et qui doit alors apporter dans cette détermination internationale de la tactique la même prudence qu'apporterait dans sa législation, au lendemain de la victoire universelle du socialisme, un parlement socialiste international, qui aurait alors à régler la vie et l'action de pays aussi nombreux et aussi variés de races, de tempéraments, d'habitudes, que le sont tous les pays qui représentent ici l'unité de l'espérance socialiste dans la diversité des civilisations[28]. »

Dans son deuxième discours, il résume son point de vue, s'adressant au SPD et critiquant son leadership :

> « Certes, vous êtes un grand et admirable parti, qui a donné au socialisme international, non pas tous ses penseurs, comme on paraît le dire quelquefois, mais quelques-uns des penseurs les plus puissants et les plus précis, qui a donné au socialisme international l'exemple d'une action suivie, méthodique, d'une organisation graduelle et puissante […].
>
> Mais, entre votre apparente puissance politique, telle qu'elle est mesurée d'année en année par le chiffre croissant de vos suffrages et de vos mandats, entre cette force apparente et la force réelle d'influence et d'action, il y a un contraste qui apparaît d'autant plus que grandit votre force électorale. […] Pourquoi ? Parce que les deux parties essentielles, les deux moyens d'action essentiels du prolétariat vous échappent encore : vous n'avez ni l'action révolutionnaire, ni l'action parlementaire. »

*A contrario*, Bebel estime que les mérites et les acquis de la République française sont trop minces pour pouvoir en faire un modèle universel et réplique sèchement, salué par de nombreux délégués :

> « Si fort que nous vous envions, à vous Français, votre République et que nous la désirions pour nous, nous ne nous ferons pas cependant casser la tête pour elle : elle n'en vaut pas la peine. (*Tonnerre de bravos*) Monarchie bourgeoise, République bourgeoise, l'une et l'autre sont des États de classe ; l'une et l'autre sont nécessairement, par leur nature, faites pour le maintien de l'ordre social capitaliste. L'une et l'autre doivent travailler de toutes leurs forces à ce que la bourgeoisie conserve toute la puissance dans la législation. […] (*Vifs applaudissements*) Même dans notre Allemagne de militarisme, de hobereaux, de bourgeoisie, nous avons des institutions qui pour votre République bourgeoise sont encore un idéal. Regardez la législation de l'impôt en Prusse et dans d'autres États fédérés et regardez-la en France. Je ne connais pas de pays en Europe qui ait un système d'impôts aussi misérable, aussi réactionnaire, aussi exploiteur que la France. […] Et quand il s'agit de réaliser les revendications de la classe ouvrière, la République bourgeoise elle-même déploie toutes ses forces contre les travailleurs. »

En argumentant de la sorte, Bebel cherche à satisfaire toutes les sensibilités du parti. À son aile gauche, il envoie le message que le républicanisme à la française n'est qu'une abstraction bourgeoise toujours suspecte ; au nom de la défense de la nation, la République suscite des alliances contre nature avec des forces hostiles au mouvement ouvrier. C'est d'ailleurs cet aspect de l'argumentaire qui ressort le plus nettement. Mais le message s'adresse aussi à l'aile révisionniste de la social-démocratie. Celle-ci rejetait une certaine tradition française en critiquant âprement le blanquisme. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, de nombreux articles sont publiés dans la revue de l'aile réformiste (*Sozialistische Monatshefte* ), stigmatisant la tradition de ruptures brutales dans l'histoire française. Parfois affleure la défense d'un pragmatisme voisin des anciens « socialistes de la chaire » bismarckiens, tandis que d'autres cherchent même à valoriser une « voie de développement à l'anglaise », plus proche des impératifs actuels de la social-démocratie. Bernstein s'était d'ailleurs significativement passionné pour la révolution anglaise du XVIIe siècle, bien

davantage que pour la « Grande Révolution »[29]. Aussi certains de ses partisans n'hésitent-ils pas à renier explicitement tout héritage français et républicain, alors que les premiers groupes socialistes allemands étaient en symbiose avec lui à Paris dans les années 1840. Ludwig Quessel, un soutien fidèle de Bernstein, s'interroge en 1909 : « Sommes-nous toujours républicains ? » Sans détour, il appelle à se rapprocher davantage du modèle politique britannique :

> « Nous souhaitons […] un développement à l'anglaise, c'est-à-dire non pas le renversement violent de la forme monarchique de l'État comme en France, mais une évolution de la monarchie constitutionnelle vers la monarchie démocratique, tel qu'elle s'est accomplie en Angleterre[30]. »

Un autre social-démocrate allemand, dans le même esprit, affirme qu'« il ne suffit pas de répéter sempiternellement les formules générales du siècle de la Révolution, alors même que nous en sommes désormais sortis depuis presqu'un demi-siècle[31] ». Tout ce qui a trait au développement historique de la nation française dans une optique révolutionnaire et républicaine est soumis à une sévère critique.

L'argumentaire développé par Bebel à Amsterdam doit ainsi être compris comme une tentative de faire d'une pierre deux coups. Fin politique et soucieux de ne pas éclater davantage le parti, il peut proclamer haut et fort ses doutes sur la République car il n'aura pas sur ce point à s'opposer ni aux marxistes les plus intransigeants, ni à une aile droite de plus en plus convaincue de la nécessité d'une « voie allemande » particulière. Les uns et les autres, pour des raisons différentes, se méfiaient âprement du lyrisme jaurésien.

Côté français, la critique d'un SPD ayant mis en sourdine sa revendication républicaine connaît un certain succès. Si Jaurès croise le fer pour tenter de dégager une perspective commune franco-allemande, ailleurs l'hostilité prend l'avantage. La défiance est ainsi poussée à l'extrême chez un socialiste comme le germaniste Charles Andler qui voit le principal danger « impérialiste » non dans la politique coloniale de son propre pays mais dans le socialisme « prussien » développé à Berlin[32]. En juillet 1913, il s'inquiète de la montée en puissance de l'aile droite de la social-démocratie allemande :

> « Je n'ai pas accusé d'*impérialisme* le parti socialiste allemand dans son ensemble. Je lui reproche, à ce parti, par son opposition monotone et souvent dénuée de discernement, d'avoir trop contribué à l'immobilisme présent et, par conséquent, au maintien de l'impérialisme absolutiste et conservateur qui est au pouvoir. […] Sur l'aile droite du parti, il s'est formé un socialisme pour lequel je ne peux pas trouver d'autre nom que celui d' "impérialiste"[33] […]. »

Propos radical d'un intellectuel relativement isolé, mais reflétant malgré tout une sensibilité réelle peu encline à laisser le SPD occuper le leadership du socialisme international. Andler publie par ailleurs une nouvelle édition du *Manifeste du parti communiste* en 1901 accompagnée d'une longue explication de texte[34]. Son propos est là encore très personnel, mais sa généalogie du célèbre texte de Marx et Engels présente un vif intérêt pour comprendre l'hostilité, voire le ressentiment, à l'égard des perspectives jugées hégémoniques et « impérialistes » de la nation allemande. Andler estime en effet que le fameux *Manifeste* est davantage une compilation empruntant à divers théoriciens socialistes français qu'une proposition originale.

Un tel propos pousse à l'extrême les oppositions entre les socialismes des deux côtés des Vosges. Gardons-nous pourtant de toute opposition simpliste entre « Français » et « Allemands », avec d'un côté des socialistes, républicains ardents et patriotes, et de l'autre un socialisme « germanique » solidement implanté mais dénué de toute tradition d'opposition véritable et étranger à l'héritage républicain.

En premier lieu parce que, dans les deux configurations, existent d'autres sensibilités politiques ne partageant pas les perspectives de Bebel ou Jaurès. En France, tout le socialisme n'est pas soudé autour de la République et de la nation française, loin s'en faut. Si le républicanisme est indissociable de l'idée de nation (et de sa défense), une partie du mouvement ouvrier s'est avant tout pensée comme autonome et indépendante. Autrement dit, si cette volonté d'autonomie ouvrière ne signifie pas nécessairement un refus du patriotisme et/ou de la République, pour certaines franges tout ce qui peut se rapprocher du monde bourgeois suscite la défiance.

Aussi les relations entre socialisme et République (et donc la conception de la nation que celle-ci implique) ont-elles été plus tumultueuses et moins

« lisses » que ce que l'histoire de la gauche française a souvent retenu, faisant du cas de Jean Jaurès une généralité. Le premier parti ouvrier se réclamant de l'idéologie socialiste a par exemple longtemps entretenu un rapport conflictuel avec la République. Le « Parti ouvrier » n'avait guère défini son identité lors de son congrès fondateur en 1879, mais en faisant appel à Karl Marx – alors émigré à Londres – pour rédiger une partie de son programme, il devait prendre une coloration marxiste que d'autres courants socialistes refusèrent. Ce POF (Parti ouvrier français) est loin d'être la seule organisation se réclamant du socialisme, mais il imprime sa marque en étant le plus militant, le plus structuré et le plus implanté.

Jules Guesde incarne ce refus. Dans un débat de novembre 1900 avec Jean Jaurès à l'hippodrome de Lille (« Les deux méthodes »), il expose ses conceptions devant des milliers de militants et sympathisants. Face à un Jaurès convaincu de la pertinence des alliances larges dans un contexte où la République paraît menacée, Guesde réaffirme son crédo, celui de l'indépendance des organisations socialistes face à la bourgeoisie. Il n'entend pas faire de différences entre diverses fractions de cette dernière :

> « Aujourd'hui ce qui fait la force, l'irrésistibilité du mouvement socialiste, c'est la communion de tous les travailleurs organisés poursuivant, à travers les formes gouvernementales les plus divergentes, le même but par le même moyen : l'expropriation économique de la classe capitaliste par son expropriation économique […]. Si la classe capitaliste ne formait qu'un seul parti politique, elle aurait été définitivement écrasée à la première défaite dans ses conflits avec la classe prolétarienne. Mais on s'est divisé entre bourgeoisie monarchiste et en bourgeoisie républicaine, en bourgeoisie cléricale et en bourgeoisie libre penseuse, de façon à ce qu'une fraction vaincue pût toujours être remplacée au pouvoir par une autre fraction de la même classe également ennemie[35]. »

De son côté, tout le socialisme germanique ne souhaite pas en finir avec l'héritage français. Kautsky, soucieux de ne pas opposer les deux nations, développe en 1904-1905 dans sa revue *Die Neue Zeit* une longue série d'articles sur « République et social-démocratie[36] » où il opère une distinction claire entre la Première et la Troisième République française, prolongeant les intuitions d'Engels. La tradition républicaine et révolutionnaire a suivi des chemins différents : il faut renouer avec les

intuitions de 1792 et son élan universaliste et progressiste contre la Troisième République étroitement bourgeoise. Un certain héritage français ne pouvait donc être effacé.

Les exemples de la centralité de la question républicaine, avec presque toujours en arrière-plan la place de la France, pourraient être multipliés. Le regard qui a été porté sur un ouvrage majeur de Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, constitue un autre cas éclairant. Jaurès avait présenté une proposition de réforme de l'armée française au Parlement, par la suite publiée sous forme d'ouvrage en 1912[37]. Dans une optique défensive, il s'agissait de réformer les structures militaires françaises dans un sens plus « progressiste », en améliorant la défense de la nation tout en associant davantage les citoyens à celle-ci. L'aile la plus internationaliste du SPD y voit une inadmissible compromission. Résumant l'ouvrage avec ironie comme une « discussion pénétrante des idées régnantes et des préjugés du patriotisme français et de ses appétits bellicistes[38] », Rosa Luxemburg condamne de telles audaces avec fermeté. Elle réfute le principe même de guerre défensive. Revenant sur les causes de la guerre de 1870, d'après elle « d'un point de vue socialiste, aucune des deux parties n'avait dans cette guerre le droit de son côté. Cette guerre était le produit aussi bien de la politique criminelle de Napoléon que des calculs et des plans de la politique de l'Allemagne menée par le sang et par le fer[39] ».

C'est pourtant dans cette même *Armée nouvelle* que Jaurès avance avec le plus de précision sa vision du rapport entre patriotisme et internationalisme, refusant d'opposer l'un à l'autre. Et sur ce point, au fond, Bebel n'était pas en désaccord : dans des circonstances exceptionnelles, la nation peut être défendue. C'est peut-être là que réside l'accord le plus important entre de nombreux socialistes, dont les organisations sont de plus en plus intégrées à leur nation respective. « Intégration négative[40] » dans le cas allemand et autrichien, car non directement souhaitée. À l'inverse des Français qui, eux, assument pleinement leur lien avec la République. Face à de tels processus, qui ont partie liée avec la bureaucratisation des appareils politiques analysés au même moment par Robert Michels[41], l'internationalisme a le plus grand mal à se frayer un chemin.

Autorisons-nous pour terminer nos interrogations sur la France un emprunt à une période bien ultérieure, la seconde moitié du XXe siècle, et plus particulièrement les années 1960. Au moins sur un point, la comparaison fait sens. Dans ses *Anti-mémoires*, André Malraux tentera de comprendre le poids de l'imaginaire révolutionnaire français dans le monde, à l'heure où le marxisme de type soviétique, chinois ou encore cubain semblait l'avoir presque définitivement supplanté. Il croit comprendre que « partout où la révolution n'est pas appelée par le prolétariat, mais par le peuple, la prédication de la Révolution française, l'exaltation du combat pour la justice proclamée de Saint-Just à Jaurès en passant par Michelet et surtout par Victor Hugo, conserve un prestige au moins égal à celui du marxisme. En Afrique, en Amérique latine, même lorsque la technique de la révolution est russe, son langage est encore français[42] ».

*Mutatis mutandis*, alors que le monde germanophone était avant 1914 le réservoir le plus puissant de militants et de sympathisants socialistes, le socialisme français – numériquement beaucoup plus faible et formellement bien plus périphérique dans l'Internationale – continuait à exercer un certain pouvoir d'attraction. L'épreuve de la guerre allait néanmoins bouleverser ces équilibres et ces certitudes acquises.

# Chapitre VII

## *De la guerre à la révolution : désillusions et espoirs*

Le déclenchement de la guerre en 1914 bouleverse l'histoire du socialisme international. Trois ans plus tard, la révolution en Russie, cette fois-ci victorieuse, remet en cause la place acquise par les germanophones depuis les années 1890 dans le dispositif du mouvement ouvrier européen. La controverse sur la « Grande Révolution » et la République française semble bien loin : désormais, l'avenir du socialisme se joue à Petrograd et Moscou. Les bolcheviks misent sur une révolution mondiale devant mettre à bas, à terme, les frontières nationales. Leur mot d'ordre d'« autodétermination des peuples » fait voler en éclat les promesses de réformes des empires qui avaient cours jusqu'en 1914. Les bouleversements en 1918-1919 renversent en effet les dynasties des Hohenzollern et des Habsbourg ; des républiques sont proclamées à Berlin et à Vienne. Les espoirs d'une grande République allemande refont surface dans un contexte où, pour la première fois, des socialistes de toutes tendances gouvernent dans plusieurs pays européens. Les socialistes quittent l'opposition pour défendre l'État et la nation dans un contexte particulièrement difficile et conflictuel.

### Combattre pour « l'Allemagne » : du souvenir antinapoléonien à la « paix civile »

Pour comprendre ces bifurcations majeures, un rapide détour sur les mois précédant immédiatement le déclenchement des hostilités s'impose. Les intenses campagnes contre le risque de guerre marquent le quotidien du milieu social-démocrate entre 1910 et 1914. Dans ce contexte, aux élections législatives de 1912, le SPD est devenu le premier parti au Reichstag en

Allemagne. Officiellement pacifiste, il se montre en réalité plus ambivalent. Au-delà des slogans antimilitaristes, l'étude des tracts distribués pendant ces années montre l'importance de la référence à la « patrie » et à la « culture allemande ». Ainsi, un appel contre « la politique d'armement de l'impérialisme allemand » daté d'avril 1912 dénonce certes le modèle militaire du gouvernement allemand, mais avant tout au nom du peuple et de la nation. La lutte de classes, la question sociale et l'internationalisme sont relégués à l'arrière-plan : « C'est pour cette raison que, pour chaque véritable ami de la patrie, du peuple et de la paix mondiale, le mot d'ordre du jour ne peut qu'être le suivant : à bas le projet de loi militaire[1] ! »

Un an plus tard, un autre appel reproduit dans le *Vorwärts* pour une grande manifestation devant se tenir le 6 avril 1913 (repris dans des tracts, affiches et journaux régionaux dans toute l'Allemagne) se termine de la façon suivante :

> « Contre le militarisme meurtrier !
>
> Pour une armée populaire de la liberté !
>
> Contre les fanatiques de la guerre !
>
> Pour une entente pacifique entre les nations !
>
> Contre l'inculture du régiment militaire !
>
> Pour la paix, la liberté du peuple et la culture[2] ! »

Les exemples de ce type pourraient être multipliés : il n'est pas question de nier l'existence des nations, et encore moins celle de l'Allemagne. Le SPD cherche à défendre une voie patriotique spécifique, « prolétarienne » si l'on reprenait Clara Zetkin, prolongeant les efforts spécifiques d'appropriation de la culture allemande, tout en maintenant un idéal de fraternité entre les peuples. Équilibre fragile, et ambigu.

L'attitude des sociaux-démocrates à l'égard d'un événement précédant la guerre montre à merveille les difficultés auxquelles ils doivent faire face : le centenaire du *Völkerschlacht* (le « soulèvement du peuple » ou « bataille des nations ») de Leipzig de 1813, qui réunissait à l'époque une vaste coalition s'opposant à la France napoléonienne. Il existe depuis longtemps une tradition de célébration des événements chez les socialistes. Ainsi, à la fin de l'année 1871, le *Volksstaat* publie un feuilleton sur « la mémoire des patriotes allemands tués au combat en 1806-1807 », revenant longuement

sur la résistance à l'occupation napoléonienne. Friedrich Engels, puis Franz Mehring ont écrit de nombreux textes sur la question, sans jamais véritablement résoudre le dilemme de la caractérisation du mouvement : Napoléon n'est-il pas malgré tout le continuateur de la Révolution qui a exporté ses acquis en terre allemande ? La victoire d'Iéna n'est-elle pas un point important pour l'avancée de l'histoire humaine ? Le débat est ancien, et recoupe le problème de la place de l'héritage du passé révolutionnaire français pour les autres pays. Il n'est d'ailleurs pas propre à l'Allemagne et se pose partout où l'occupation française est censée avoir accéléré le processus de domination de la bourgeoisie, déblayant le terrain pour la révolution socialiste à venir. S'il existe un sens de l'histoire – les socialistes en sont alors largement convaincus –, Napoléon ne peut être condamné en bloc. Friedrich Engels, en s'adressant dans un texte court aux militants socialistes espagnols pour le 1er mai 1893, résume bien la difficulté à caractériser ces événements. Il revient en effet sur l'invasion de 1808 en Espagne dans ces termes :

> « Qu'est-ce qu'il y eut le 2 mai 1808 ? L'invasion étrangère d'un côté, le peuple de Madrid de l'autre. Cela paraît bien simple. Et cependant, la situation était des plus compliquées. Pour combattre l'invasion étrangère et la tyrannie de Napoléon, le peuple espagnol dut en même temps combattre la Révolution française ; pour regagner son indépendance ce même peuple espagnol était forcé de rétablir le despotisme de l'idiot fanatique Ferdinand VII, soutenu par les nobles et les prêtres. Et c'était la même chose en Italie et en Allemagne, même en France ; ces deux pays ne pouvaient se débarrasser du joug de Napoléon qu'en se livrant poings liés à la réaction monarchiste, féodale et cléricale. Voilà comme les guerres de peuple à peuple rendent complexes et confuses les situations en apparence les plus simples et les plus claires[3]. »

En 1913, la « libération » est donc célébrée par la gauche allemande, mais toujours avec une certaine gêne. Le débat ne peut être esquivé. Le Parti social-démocrate est désormais la première force politique d'opposition au pouvoir. Une double lecture se dégage. D'une part, l'occupation française allait dans le sens de l'histoire ; elle a permis de désenclaver certains territoires allemands, grâce aux acquis de 1789. D'autre part, pourtant, la lutte contre l'occupant est un soulèvement

populaire patriotique légitime. Il peut être interprété dans un sens qui n'est pas strictement nationaliste, s'inscrivant pleinement dans l'« histoire populaire » du peuple allemand qu'affectionnent les sociaux-démocrates. Clara Zetkin résume ainsi son point de vue, partagé par de nombreux acteurs :

> « Comment pourrait-elle reconnaître que les guerres de libération avaient certes chassé le conquérant et despote étranger, mais qu'elles avaient en même temps permis que les tyrans et les exploiteurs de chez nous, couronnés et non couronnés, se mettent en selle d'autant plus sûrement et que le knout du tsar de Russie lacérât profondément la vie intellectuelle et politique de l'Allemagne[4] ? »

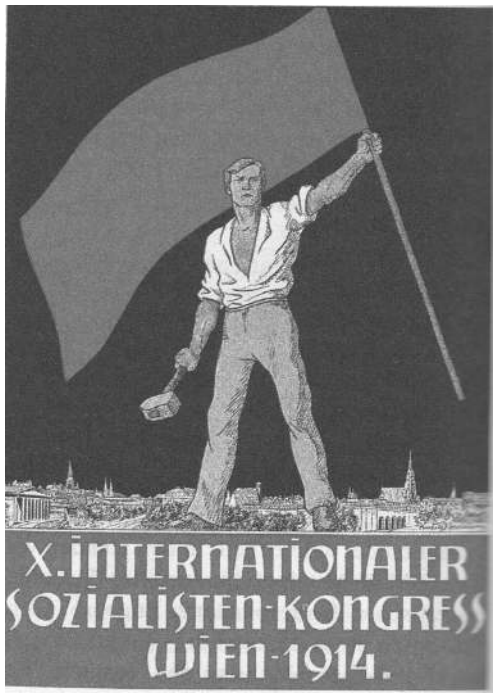
Le contexte d'exaltation nationaliste rendait difficile une ligne socialiste spécifique et équilibrée, trop complexe à expliquer aux larges masses militantes et sympathisantes. Et la volonté manifeste de se jeter dans la mêlée est freinée par le grand activisme des associations pangermanistes (tels que l'*Alldeutscher Verband*) pour le centenaire de 1913. Dans les universités, les corporations étudiantes jouent en effet un grand rôle dans cette mobilisation nationaliste. Le caractère fortement militariste et impérialiste ne fait aucun doute. L'historien Friedrich Meinecke, dans un discours consacré à la commémoration, déclare : « Les véritables champs de bataille sont devant nous, pas derrière nous[5]. » Impensable pour les socialistes de s'associer à un tel bellicisme. Impossible toutefois d'ignorer la dynamique populaire.

Le malaise est d'autant plus grand que le cœur des festivités se tient à Leipzig, où avait eu lieu la décisive bataille des nations. La ville est tout sauf anodine pour les socialistes : centre de la Saxe industrielle, elle incarne le berceau du mouvement ouvrier, de Lassalle à Bebel. Ironie de l'histoire, le monument érigé en l'honneur des combattants à Leipzig célèbre la Prusse, alors qu'il s'agissait à l'époque d'une alliance entre la Russie (désormais honnie car alliée à la France en 1913), l'Autriche et la Prusse ! L'alliance entre les deux empires centraux est d'ailleurs soigneusement mise en scène, comme en témoigne un message de chaleureuse solidarité transmis depuis Vienne par l'empereur François-Joseph[6]. Un horizon grand-allemand se dégage de ces commémorations, ouvrant la voie aux socialistes pour sa réactivation, notamment du côté autrichien. Un exemple atteste de

la popularité de cet idéal : toujours en 1913, à l'occasion d'un compte rendu de la recension de la correspondance entre Marx et Engels qui vient d'être éditée pour la première fois, Victor Adler cite longuement une lettre d'Engels de juillet 1866 où est souligné le caractère temporaire de la séparation entre l'Allemagne et l'Autriche[7].

## « Paix civile » et « union sacrée »

Vienne aurait pu devenir pour quelques jours la capitale du socialisme international en août 1914. Le congrès du mouvement devait s'y tenir pour discuter des problèmes de l'impérialisme et de la paix. Pour la social-démocratie autrichienne, il s'agissait d'une aubaine pour se remettre au centre du jeu. Les archives de l'Internationale montrent le niveau de préparation très avancé du congrès, jusqu'à une esquisse de guide de voyages dans la Vienne révolutionnaire de 1848[8]. Depuis le projet de 1869 voulant faire de Vienne un des lieux stratégiques d'une grande Allemagne démocratique, la capitale de l'empire des Habsbourg n'avait guère eu l'occasion de montrer son importance et sa centralité. Son prestige théorique était important grâce à plusieurs contributions, notamment celle de Rudolf Hilferding sur le *Capital financier*, que Jean Jaurès devait justement discuter dans un grand rapport sur l'impérialisme au congrès du mois d'août 1914. Quant à la contribution d'Otto Bauer sur la nation, sans être réellement bien connue, elle avait fait forte impression partout en Europe. À l'heure où les questions de nationalité étaient au premier plan, Vienne semblait être le lieu le plus adapté. Les enjeux du congrès étaient gigantesques face au risque de guerre qui menaçait l'Europe, de plus en plus concret depuis le début des guerres balkaniques. Au cœur d'un empire multinational confronté concrètement aux risques de conflits, le congrès aurait pu être une occasion extraordinaire pour célébrer l'originalité – et pourquoi pas l'efficacité – des théories autrichiennes sur les nationalités.




*Couverture de la brochure qui devait être distribuée au congrès de Vienne d'août 1914. © International Institute of Social History (Amsterdam).*

Mais la crise commencée à Sarajevo en juin 1914 et qui prend une tournure dramatique au début du mois d'août ajourne la tenue du congrès. Vienne, en 1868-1869, comme en 1913-1914, aura été finalement au cœur de deux grands projets avortés. En 1869, elle aurait pu devenir le lieu de la direction d'un grand parti social-démocrate regroupant tous les germanophones, prélude à une grande nation républicaine et démocratique au cœur de l'Europe ; la guerre franco-allemande et la naissance du *Kaiserreich* ruina ces espoirs. Près d'un demi-siècle plus tard, Vienne aurait dû être le lieu du congrès sauvant l'Europe de la guerre, mais le socialisme, divisé, se montra incapable d'empêcher le conflit. Deux dates cardinales, deux tournants de l'histoire européenne, deux échecs à faire vivre concrètement une conception alternative de la nation allemande et de l'internationalisme.

Ce serait pourtant bien mal comprendre ce qui se joue en 1914 que de considérer le déclenchement de la guerre comme synonyme d'un désarroi total côté socialiste. La guerre met pleinement en relief ce qu'Eric Hobsbawm étudiait dans son ouvrage sur nations et nationalismes : l'existence de « plusieurs attachements et loyalismes simultané[9] ». En 1914, fidélité au socialisme et attachement aux intérêts nationaux sont pensés conjointement par une grande partie des acteurs, mettant entre parenthèses

les déclarations antimilitaristes. Le jour du vote de l'approbation des crédits de guerre en France et en Allemagne[10], le 4 août 1914, Victor Adler souligne sans détour dans la presse autrichienne l'intérêt commun du « prolétariat allemand » :

> « Si le prolétariat allemand avait un intérêt différent de celui du peuple allemand, alors nous serions jugés, alors nous devrions reconnaître que notre vision est fausse et l'édifice de notre pensée s'effondrerait[11]. »

L'*Arbeiter-Zeitung* autrichien devient un organe de presse « allemand » à partir de son édition du 4 août. Le lendemain, Friedrich Austerlitz salue la nouvelle version du journal, désormais celui de toute la « nation allemande ». Catastrophe, effondrement, voire « trahison » de l'Internationale qui n'a rien fait pour empêcher la guerre, comme l'affirment par exemple les dirigeants bolcheviks ? Au fond, répondre à cette question est une affaire de jugement politique. Historiquement, le sentiment qui se dégage dans les sources des premiers jours d'août montre que, notamment pour des personnalités comme Adler, le conflit peut être une nouvelle occasion historique de rapprocher Autrichiens et Allemands. Un même peuple pour un même ensemble « allemand » devient à nouveau un horizon envisageable. Le vieux rêve de 1848 a assurément pesé. Il semble désormais à portée de main.

La déclaration de Hugo Haase – opposé personnellement au vote des crédits de guerre mais respectant la discipline de parti – au nom du groupe parlementaire du SPD s'inscrit dans cette dynamique. Mettant de côté toute référence internationaliste, Haase souligne l'actualité et la nécessité de la lutte contre l'Empire tsariste, présenté comme le pire des despotismes : « Il convient de repousser ce danger et de protéger la culture et l'indépendance de notre pays[12]. » Le peuple allemand porte la « civilisation » (*Kultur*) contre la barbarie russe.

Les références à la tradition socialiste demeurent. L'historiographie de sensibilité communiste insistera sur la rupture et la « trahison » d'août 1914. Le changement de ton, le ralliement ouvert au gouvernement constituent indubitablement une rupture, mais c'est bien au nom de Marx et Engels et de la tradition socialiste que l'on entend conduire la guerre. La direction du SPD cite par exemple à plusieurs reprises dans le *Vorwärts* le propos d'Engels issu d'un article sur le socialisme en Allemagne, où celui-

ci se montrait disposé à défendre son pays en cas d'agression[13]. Quelques jours plus tard, dans le même journal, Franz Mehring prend la plume, le 13 septembre, pour dénoncer ce qu'il estime être une utilisation abusive et frauduleuse. Le combat se mène bien au nom des mêmes pères fondateurs : chacun s'estime être porteur de la tradition du parti.

Au-delà des rangs sociaux-démocrates, le contexte général favorise les tendances grande-allemandes. En Allemagne, les images négatives « prussiennes » forgées contre la monarchie autrichienne se dissipent brusquement avec la guerre. L'Autriche-Hongrie est désormais présentée comme un allié de poids, à distance du ton ironique d'avant-guerre. Un nationalisme allemand commun aux deux empires s'affiche. Significativement, les sociaux-démocrates russes, demeurés bien plus imperméables à toute intégration en raison notamment de leur position marginale à l'égard de la politique nationale, ne s'y trompent pas. Ils publient le 1er novembre 1914 un manifeste critiquant l'attitude générale du socialisme européen, liant étroitement les deux partis allemand et autrichien : « La social-démocratie allemande et l'autrichienne cherchent à justifier le soutien qu'elles apportent à la guerre en faisant comme si cela montrait justement qu'elles luttent contre le tsarisme russe[14]. »

À Berlin, un nombre important de publications de toutes tendances cherche à convaincre du destin commun de l'Allemagne et de la monarchie des Habsbourg. Au même moment, un professeur suédois de science politique, Rudolf Kjellen, connaît un écho important dans les deux empires en opposant les « idées de 1914 » à celles de 1789 et de la Révolution française. Sa théorie d'un « grand espace économique » (*Grossraumwirtschaft* ), regroupant un vaste espace centre-européen qui pourrait être à l'origine d'une nouvelle zone souveraine, reçoit un accueil favorable chez deux géographes influents, Albrecht Penck en Allemagne et Hugo Hassinger en Autriche[15]. Même des écrivains fortement cosmopolites comme Stefan Zweig se jettent dans la mêlée pro-allemande, du moins dans un premier temps, sur cette base. Certes, il existe des critiques radicales de l'empire des Habsbourg, qui continuent de le considérer comme un dangereux allié, perverti par l'important nombre de Slaves évoluant en son sein, mais elles ne pèsent alors que de peu de poids.

Aussi une certaine « déprussianisation » de l'histoire allemande, conjoncturelle, doit-elle être soulignée, à laquelle certains socialistes ne

peuvent être insensibles au regard de leur attachement historique à l'union des germanophones. Certes, l'unité de 1871 est consubstantielle aux « idées de 1914 ». 1871, la fameuse « révolution allemande » vantée par Treitschke, s'oppose à la voie française de 1789. Et en 1917, l'anniversaire de la réforme de 1517 vise à démontrer une forme de continuité entre la Prusse et le protestantisme. Mais, au moins jusqu'en 1917, l'alliance entre les deux empires a clairement pris le dessus dans les faits. Plusieurs voix remettent ainsi en cause la destinée « petite-allemande » de 1871 au profit de perspectives plus larges, proposant des plans concrets de réorganisation de l'Europe d'après-guerre.

Le ralliement à la nation des socialistes est ainsi d'autant plus fort dans le monde germanophone qu'il existe une complicité ancienne austro-allemande au sein de la social-démocratie. 1914 permet de renouer avec le vieux rêve grand-allemand de la génération des Wilhelm Liebknecht et Victor Adler. Leurs forts liens singularisent la « paix civile » (*Burgfriede* ) allemande par rapport aux autres fractions du socialisme européen. Ils s'inscrivent dans l'histoire longue d'un socialisme qui, au moins pour une part, n'a jamais renoncé à un espace politique réunissant le « peuple allemand ». Ailleurs, il n'existe pas de mouvements comparables entre les socialistes russes, français et britanniques. Du côté de l'Entente, concilier la Russie et la France par exemple n'avait aucun caractère d'évidence pour la gauche par rapport à la cohérence historique, linguistique et culturelle de l'ensemble germanophone.

L'aile nationaliste de la social-démocratie peut désormais librement se lier aux autres forces nationales allemandes. Plusieurs documents attestent de la recomposition politique en cours. Un rapport ministériel de l'Empire allemand datant de la fin de l'année 1915 évoque la possibilité d'assouplir la législation contre les opposants afin de gagner à sa cause l'aile « révisionniste » du parti, misant à terme sur leur départ du SPD :

> « Il entend insister à nouveau sur le fait que les chefs des révisionnistes, pendant toute la durée de la guerre jusqu'ici, n'ont nulle part manqué à l'appel. […] Les difficultés que les révisionnistes rencontrent dans leur propre parti sont évidentes. Il convient d'autant plus de saluer leur prise de position forte en faveur des convictions nationales […]. La division à l'intérieur du Parti social-démocrate va se poursuivre, et si le gouvernement néglige d'utiliser les moyens qui lui permettraient de

soutenir une évolution du parti qui lui serait favorable, la faute ne pourra en incomber qu'à lui-même[16]. »

Cette aile nationaliste voit en effet dans la guerre une occasion historique de réaliser le projet d'une Europe continentale sous domination allemande. Le fossé avec les internationalistes « maintenus » se creuse davantage.

## 1914-1917 : redéfinitions et affirmations de l'internationalisme

Les orientations de la majorité de l'organisation et celles de son aile gauche sont devenues incompatibles. Ceux qui entendent encore défendre un internationalisme radical, en continuité avec leurs positions d'avant-guerre, s'ils ne peuvent guère prétendre peser sur le processus en cours, écrivent en revanche beaucoup. Ils sont convaincus, contre vents et marées, bien qu'au départ très minoritaires, de porter les valeurs historiques de l'internationalisme abandonné par leurs camarades.

L'historiographie favorable à leurs positions souligne leur cohérence : ils auraient poursuivi le combat sans abdiquer. Pourtant, un phénomène moins connu mérite attention ; la guerre infléchit en effet la position de plusieurs personnalités influentes de l'aile gauche. Nulle surprise à lire un texte de Rosa Luxemburg en décembre 1914 où elle se montre des plus radicales, viscéralement hostile à toute défense de la nation. C'est globalement ce qu'elle défendait déjà depuis une quinzaine d'années. Dans une lettre adressée à la rédaction du journal britannique *Labour Leader* (qui cherche alors à établir un panorama des différentes positions sociales-démocrates depuis le début du conflit), elle dénie toute légitimité historique à la position majoritaire du parti[17]. Tout le vocabulaire alors mobilisé pour défendre l'Allemagne relève selon elle « d'infâmes mensonges ».

« Patrie », « liberté », « droits des peuples »… Leurs mots semblent vides de sens pour Luxemburg. Mobiliser une quelconque référence allemande, c'est avoir basculé dans le camp nationaliste. Plus significative et spectaculaire est l'évolution de Clara Zetkin qui, elle, n'avait pas hésité à prôner une forme spécifique de « patriotisme socialiste » avant 1914. Dans le même journal (le *Labour Leader*), Zetkin professe également un internationalisme vigoureux, qui ne dit pas un mot sur un quelconque patriotisme, prolétarien ou non. En Autriche, des minorités commencent

également à s’organiser, dans le cercle « Karl Marx », regroupant au départ une trentaine de cadres du parti. Strasser est de la partie, ainsi que Therese Schlesinger, et Friedrich Adler, fils de Victor, devient l’emblème de la lutte contre la guerre après une action spectaculaire : l’assassinat du comte Stürgkh en octobre 1916[18].

En étudiant de près les textes et les tracts de propagande de la gauche du parti des années 1914-1915, moins qu’un maintien des positions antérieures, on constate une radicalisation du courant internationaliste dans un contexte de forte hostilité. L’isolement est d’ailleurs souligné par un rapport du ministère de la Guerre prussien traitant du « groupe Liebknecht » :

> « Même les travailleurs aux convictions sociales-démocrates se sont positionnés sur ce terrain patriotique. Ces dirigeants sociaux-démocrates qui, jusqu’ici, fidèles aux dogmes de leur parti, s’efforçaient de pousser leurs partisans à des actions internationales apatrides, furent d’abord contraints d’opérer un recul complet face à l’éveil élémentaire du sentiment patriotique qu’ils avaient longtemps brimé de manière artificielle […][19]. »

Néanmoins, début 1915, un changement s’opère progressivement. Des références nationales ou allemandes peuvent être de nouveau repérées. Dans le célèbre tract de Karl Liebknecht rédigé en mai 1915 contre le militarisme et l’impérialisme, qui sera par la suite cité comme l’emblème de cet internationalisme radical (« l’ennemi est dans notre propre pays »), on oppose clairement le « peuple allemand » aux « patriotes allemands »[20]. Il n’est donc pas question de rejeter toute référence à une nationalité. Liebknecht, s’adressant largement à la population, ne peut s’abstenir de toute référence à l’Allemagne. En revanche, sa lettre adressée en septembre 1915 à la conférence de Zimmerwald (donc à une poignée de délégués internationalistes opposés à la guerre) ne contient significativement aucune référence au peuple allemand ou à la nation[21]. Cette lettre concerne un milieu militant restreint, fortement radicalisé et ancré solidement dans des principes internationalistes. Assurément, Karl Liebknecht sait ici manier avec précaution les registres selon le public auquel il s’adresse.

Dans les années qui suivirent, dans plusieurs textes émanant de son groupe – connu désormais sous le nom de Spartakistes –, le « peuple allemand » a droit de cité[22]. Cette référence récurrente au « peuple allemand » peut sembler anecdotique et purement descriptive. Elle ne l'est pourtant pas pour ce courant qui, entre août et décembre 1914, rechignait à toute référence nationale, craignant d'être associé à la propagande de guerre.

Parenthèse ? Plus les années avancent, moins une défense ardente du patriotisme semble devenue concevable. Dans la brochure de Junius, Rosa Luxemburg s'élève contre ceux qui utilisent l'argument du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » pour justifier le ralliement du SPD à la guerre. C'est pour elle l'occasion d'un retour historique sur l'expérience de 1848 : « Ce que signifie la libre disposition du peuple allemand, ce que suppose un tel principe, les démocrates de 1848, les défenseurs de la cause du prolétariat allemand, Marx, Engels et Lassalle, Bebel et Liebknecht l'ont proclamé et soutenu : c'est la grande République allemande[23]. »

L'année suivante, en 1917, l'horreur du conflit et l'espoir révolutionnaire rendent le « patriotisme », ou plus exactement le « social-patriotisme » (*Sozial-patriotismus*, en référence au « socialisme de guerre »), encore plus inaudibles. La guerre a certes largement contribué à nationaliser les socialismes et les partis s'en réclamant, mais elle a aussi contribué à évacuer dans l'aile gauche toute référence à l'articulation entre patriotisme et mouvement ouvrier, quand bien même les références au « peuple allemand » existent. Le fait est d'importance car nous sommes alors à un tournant, qui ne sera pas sans conséquence dans les recompositions politiques à venir, notamment pour les premiers pas du mouvement communiste. L'aile gauche associe durablement patriotisme, nationalisme et propagande de guerre. Elle met en sourdine ses propres différences et contradictions d'avant la guerre au profit d'une lecture plus unifiante et radicale de « l'internationalisme prolétarien », rhétorique qui n'existait pas avec cette clarté avant la Première Guerre mondiale.

Une explication simple pourrait s'imposer : la radicalisation de l'aile gauche internationaliste tiendrait au caractère très minoritaire de ces positions. Encore faut-il préciser les contours de cette minorité, qui est loin de correspondre simplement à la section gauche de la social-démocratie des années d'avant-guerre. En effet, la mythologie autour de Rosa Luxemburg

et Karl Liebknecht a tendance à minorer les importantes défections de cette aile gauche. Symbole de ces désertions, la revue *Die Glocke* (*La Cloche*), fondée au milieu de 1915, qui regroupe des partisans d'un nationalisme farouche ayant pour caractéristique d'être presque tous des anciens internationalistes vigoureux. Certains, par exemple Heinrich Cunow, étaient à l'époque connus dans le parti, au moins autant que Rosa Luxemburg. Deux autres figures emblématiques doivent être citées : Paul Lench (1873-1926) et Konrad Haenisch (1876-1925), tous deux proches de Luxemburg en 1910-1912, qui basculent dans le soutien total à la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, stigmatisant avec vigueur l'internationalisme qu'ils professaient quelques mois plus tôt. *Die Glocke* est leur lieu de ralliement[24].

## L'internationalisme instrumentalisé : Marx et Jaurès en temps de guerre

L'argumentaire de ces ex-internationalistes se découvrant subitement patriotes mérite attention, car il pose directement le problème de l'articulation entre nation et internationalisme. Certes, une revue comme les *Deutsche Worte* n'était pas toujours avare de références à « l'internationalisme » pour l'opposer au « cosmopolitisme », mais à lire le propos de Pernerstorfer sur la longue durée, ou encore les articles des *Sozialistische Monatshefte*, il en ressortait assez clairement un attachement viscéral à la culture nationale allemande. Le cas de *Die Glocke* est tout à fait différent. Pour ceux qui y écrivent, c'est au nom de la tradition révolutionnaire et internationaliste qu'il faut soutenir la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie contre la France et la Russie. Lensch, Cunow et Haenisch ne rejoignent d'ailleurs la « paix civile » qu'à l'automne 1914, après avoir hésité. Tout leur argumentaire depuis vise à montrer une cohérence de longue date entre l'internationalisme et la centralité de la social-démocratie allemande. Cette dernière étant la mieux placée pour faire progresser le mouvement ouvrier à l'échelle internationale, la victoire de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ne peut aller que dans le sens de l'histoire. Réminiscence ici des propos de Marx au moment de la guerre de 1870 qui affirmait qu'une victoire de la Prusse permettrait un développement du parti allemand, qui serait donc profitable à

tout le socialisme européen ? Les animateurs de *Die Glocke* ne manquent pas de rappeler ce précédent et citent avec délectation Karl Marx. Cependant, ils oublient de signaler que ce dernier avait changé sa position lorsque la Prusse avait commencé à occuper puis annexer des morceaux du territoire français. Et que le même Marx s'était montré ardent francophile en célébrant la Commune de Paris[25].

Toujours est-il que toute la social-démocratie « pro-allemande » favorable à la guerre n'en a pas terminé avec un certain usage du vocabulaire « internationaliste ». Peut-être de crainte que, la guerre s'inscrivant dans la durée, des accusations de chauvinisme émanant des minorités internationalistes ne se développent et trouvent un écho favorable. L'Autrichien Engelbert Pernerstorfer publie par exemple en 1916 un extrait de *L'Armée nouvelle* de Jean Jaurès[26]. L'admiration pour le tribun français peut sembler étrange. En pleine guerre contre la France, s'agit-il de la résurgence du vieux projet continental franco-allemand contre l'hégémonie anglaise et russe exprimé avant-guerre dans les *Sozialistische Monatshefte* ? Ou une façon détournée de hiérarchiser les choses entre la France et la « barbarie russe » ?

Toujours est-il que Pernerstorfer poursuit le débat en publiant une longue introduction détaillée aux écrits du tribun de Carmaux. S'il n'hésite pas – contexte de guerre oblige – à souligner les erreurs « françaises » de Jaurès, il rend hommage à sa hauteur de vue : « Bien qu'il fût lui-même un ardent Français national, il se garde de tomber dans l'erreur générale des Français qui consiste à ne voir le monde qu'au prisme de la France[27]. » Minimisant les confrontations de Jaurès avec le SPD, il souligne en revanche l'importance de sa formation philosophique allemande. Surtout, plus que tout autre, Jaurès aurait montré dans *L'Armée nouvelle* la nécessaire dimension patriotique du socialisme, bien mieux que beaucoup de théoriciens du SPD, à qui il manque une telle doctrine militaire : « Jaurès montre deuxièmement que la patrie est un bien de grande valeur même pour le prolétaire[28]. » Au-delà du cas français, Pernerstorfer affirme, sans surprise : « Aucun socialiste étranger n'est apatride[29]. » Paraphrasant Jaurès, il reprend certaines de ses formules en accentuant leur aspect « national » :

> « Les internationalistes sont de mauvais internationaux, tout comme les nationalistes sont de mauvais nationaux. Pour le Parti social-démocrate

allemand, la première des nécessités sera donc de se prononcer à nouveau, sans la moindre arrière-pensée, en faveur de la patrie et de la nation[30]. »

Si les socialistes français sont parvenus à s'inscrire dans le cadre républicain national, comment les Allemands pourraient-ils s'extraire de toute dynamique similaire avec l'empire des Hohenzollern ?

## La « Mitteleuropa », un rêve socialiste ?

Le propos de Pernerstorfer relève d'un débat interne au socialisme. Plus significative est la parution en octobre 1915 d'un ouvrage de Friedrich Naumann à propos de l' « Europe du milieu » (*Mitteleuropa*)[31]. Immédiatement traduit en plusieurs langues, il devient rapidement un des plus grands succès éditoriaux depuis la publication des mémoires de Bismarck. Or quelques sociaux-démocrates se montrent très sensibles à la perspective que Naumann propose (que l'on traduirait désormais plutôt, sans connotation politique particulière, par « Europe médiane[32] »).

Friedrich Naumann appartient à l'aile gauche du parti libéral allemand, qui entretient des liens de longue date avec la droite de la social-démocratie. Parfois perçu par une œuvre de propagande répondant aux objectifs de la guerre conduite par les deux empires, son ouvrage *Mitteleuropa* propose une nouvelle réorganisation de l'Europe. Un vaste ensemble supranational tenant compte du problème spécifique des nationalités devait naître. Prenant acte du fait que nombre d'États européens sont trop faibles, trop petits et de ce fait peu viables, Naumann privilégie les grandes entités pour éviter les conflits locaux à répétition. Il juge plutôt négativement l'expérience austro-hongroise, accusant les Habsbourg d'avoir failli à leur tâche historique et davantage « catholicisé » que « germanisé »[33] leur territoire. En revanche, il voit d'un bon œil plusieurs forces politiques transnationales, notamment la social-démocratie, dont les principes originels lui paraissent compatibles avec ses propres vues :

« La social-démocratie est l'adversaire des forces qui menacent le plus la germanité : le cléricalisme autrichien et le féodalisme […]. Elle pense allemand. Ce sont donc les nationaux-allemands et les socio-démocrates qui devaient avoir la sympathie des Allemands du Reich[34]. »

Si ce projet va rester globalement lettre morte et sans grande influence concrète, il est significatif qu'il ait pu soulever l'enthousiasme de plusieurs dirigeants de la social-démocratie allemande et autrichienne. À Berlin, le 9 janvier 1916, à l'occasion d'une réunion commune entre les deux partis, spécifiquement dédiée à la question de la « Mitteleuropa », les sociaux-démocrates expriment leurs positions, alors publiées sous le titre « Les aspirations pour un rapprochement économique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie »[35]. Karl Renner, côté Autriche, Heinrich Cunow et le groupe autour de *Die Glocke*, côté allemand, expriment leur enthousiasme, face à un Victor Adler demeuré dubitatif. Dans plusieurs articles de l'*Arbeiter-Zeitung* et de *Der Kampf*, Renner défend le projet global de Naumann :

> « Il faut être aveugle pour ne pas voir que Naumann se désintéresse des conquêtes militaires, que ses préoccupations commencent là où s'arrête le soldat, qu'il veut éditer une œuvre de paix, un État constitutionnel et fédératif, une fraternité des peuples qui concilie l'élargissement du territoire économique avec le respect juridique des nationalités[36]. »

Du côté de l'Empire allemand, plusieurs plumes des *Sozialistische Monatshefte* soulignent que l'infrastructure politico-économique proposée par Naumann poursuit les objectifs fixés par l'Internationale de 1889, et même par les révolutionnaires de 1848. Paul Kampffmeyer en profite pour évoquer dans les colonnes de la revue de Joseph Bloch les positions de Marx et Engels au cours du printemps des peuples, notamment leurs réticences à défendre les droits des « petits peuples » en toute circonstance[37].

Pour autant, peut-on expliquer ces prises de positions à l'égard de Naumann par un pur et simple ralliement aux perspectives pangermanistes ? On peut évoquer un *continuum* entre la longue tradition grande-allemande dans le mouvement ouvrier germanophone et ce projet, mais n'y voir qu'un ralliement à un nationalisme ardent, annonçant les projets ultérieurs de l'extrême droite nazie des années 1930, paraît plus discutable[38].

Le projet de Naumann doit être en effet strictement contextualisé. Il s'inscrit dans la perspective d'une victoire à court terme des puissances centrales, qui semblait alors ne faire aucun doute. Il fallait d'ores et déjà réfléchir à une réorganisation concrète de l'Europe centrale, et se

positionner en ce sens. Naumann représente alors « l'effort le plus remarquable pour faire régler par le monde germanique les problèmes de la Mitteleuropa dans un esprit de justice égalitaire : ce qui lui valut d'ailleurs une faible audience tant à Berlin qu'à Vienne, sauf dans certains milieux socialistes[39] ». Le propos de Naumann se distingue de ce point de vue des projets les plus bellicistes et nationalistes[40]. Projet d'une fraction de la bourgeoisie allemande, il prévoit d'abandonner la colonisation extra-européenne pour se focaliser sur l'Europe, et tout particulièrement sur l'union entre l'Autriche et l'Allemagne. De fait, « le projet représente une sorte d'union européenne avant la lettre, mais limitée à la Mitteleuropa. Il envisage même une supranationalité mitteleuropéenne qui ne serait pas allemande[41] ». Et contrairement aux pangermanistes, son projet ne porte pas de trace d'antisémitisme. Les Juifs appartiennent à cet espace mitteleuropéen, avec une certaine reconnaissance juridique. Si l'allemand devait bien être la langue véhiculaire, celle-ci s'épanouirait dans le respect des autres peuples. Dans l'Europe de Naumann, la Hongrie occuperait la place de premier peuple « non allemand » dans le cadre d'un vaste ensemble. Naumann considère par ailleurs les Polonais (et les Tchèques) comme un « peuple intermédiaire » (*Zwischenvölker* ) à qui donner un territoire fait sens[42]. L'historien Jan Vermerien souligne également que « seuls quelques commentaires allemands liaient alors la Mitteleuropa avec les questions *völkisch* – c'est-à-dire "populaires" dans un sens nationaliste – la présentant comme une "nécessité historique" ou la "destinée de la germanité"[43] ».

Examinant les différents points de ce projet, plusieurs dirigeants de la social-démocratie y ont vu une première étape, un cadre convenable pouvant permettre l'esquisse d'un espace grand-allemand distinct des perspectives les plus ouvertement antisocialistes et nationalistes, et tenant compte des particularités des populations. Les thèses émises avant-guerre sur la nation allemande, notamment dans les *Sozialistische Monatshefte*, pourraient trouver ici un début de réalisation. L'ensemble aurait dépassé les 120 millions d'habitants en assurant une proéminence du peuple allemand et de son socialisme spécifique, montrant la voie aux autres peuples européens. Pour une fraction du socialisme estimant que les intérêts nationaux sont au moins aussi vitaux que tout ce qui relève de la question sociale, voire davantage, le soutien à un tel projet est pleinement cohérent.

L’unanimité est pourtant loin d’être de mise. Outre les réserves de Victor Adler, la réplique la plus virulente vient de Karl Kautsky, encore directeur à cette date de la *Neue Zeit* (il sera destitué en 1917 à cause de sa rupture – temporaire – avec le SPD). Il publie dans le volume II de l’année 1915-1916 un long article sous le titre « Les États-Unis de la *Mitteleuropa* », qu’il développe et reprend ensuite dans un ouvrage de cent cinquante pages approfondissant son point de vue[44]. Kautsky voit en Naumann un idéologue annexionniste, profondément hostile à la fraternité entre les peuples. Il ne s’oppose pas en tant que tel à tout projet mitteleuropéen, réaffirmant par exemple le rôle décisif et véhiculaire de la langue allemande. Fidèle à son propos d’avant-guerre, tout ce qui peut contribuer pour lui à l’élargissement des perspectives au-delà des États existants va dans le sens de l’histoire. Mais les implications géopolitiques du projet le rendent largement sceptique :

> « Du point de vue de l’impérialisme allemand, la conception de Naumann est parfaitement compréhensible. En revanche, elle ne fournit aucun motif qui inciterait un social-démocrate à travailler moins ardemment, après la guerre, à l’établissement de relations amicales étroites avec l’Angleterre ou une Russie qui serait devenue libérale, qu’à la construction de l’Europe médiane[45]. »

Si la forme monarchique est maintenue, rien de progressiste ne peut ressortir d’un tel projet. Kautsky insiste : la forme politique est décisive, elle doit être républicaine, sinon les sociaux-démocrates ne pourront pas développer librement leurs points de vue au sein de la nouvelle structure. Or Naumann considère cette forme républicaine comme « non historique » (*ungeschichtlich* ). Le socialisme doit avancer en direction des « États-Unis d’Europe » ; certains aspects séduisants du propos de Naumann ne peuvent compenser les ambiguïtés de la perspective globale.

D’autres projets du même type ont émergé pendant la guerre. Le blocus contre l’Allemagne et l’Autriche renforce l’idée de la pertinence d’un développement autarcique. Ces propositions eurent une certaine crédibilité tant que la possibilité de la victoire militaire des Empires allemand et austro-hongrois semblait à portée de main. Naumann fut à l’origine de la création d’un « comité de travail pour l’Europe médiane » avec des hommes politiques de toutes tendances, dont le social-démocrate Gustav

Noske, amené quelques années plus tard à occuper les plus hautes responsabilités. Mais avec le tournant de 1917, notamment l'impact des révolutions russes et surtout la défaite de 1918, les projets les plus ambitieux de Mitteleuropa s'évanouissent. Il ne restait plus aux peuples germanophones, battus, qu'à déterminer leur avenir dans une Europe profondément recomposée.

## Après la guerre : espérances républicaines et « nationales »

La vague révolutionnaire bouleverse les repères de la gauche. Les grands ensembles périssent et semblent comme dépassés par l'histoire. Une multitude de nations s'autonomisent sur le continent : le contraire de ce que nombre de socialistes avaient longtemps espéré… À de rares exceptions (par exemple Karl Renner, longtemps opposé au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qu'il juge être mortifère et dangereux[46]), l'idée d'indépendance des peuples et du droit à la sécession fait son chemin. Le contexte est celui du délabrement progressif des empires et d'une affirmation de plus en plus forte des revendications nationales. Le cas des Tchèques est de ce point de vue exemplaire avec les figures clés de Thomas Masaryk et Edvard Beneš[47]. Des sociaux-démocrates tchèques comme Bohumir Šmeral conservent un temps l'espoir de sauver le cadre impérial, en le réformant profondément, pour protéger les populations slaves, mais ces positions perdent toute crédibilité avec l'effondrement des dynasties.

En Autriche, le 9 janvier 1918, alors que la grève générale commence à prendre de l'ampleur dans la capitale viennoise et que les pourparlers entre la jeune Russie soviétique et les empires centraux battent leur plein à propos des frontières, Victor Adler rend un hommage appuyé à son vieil ami Engelbert Pernerstorfer[48], qui vient de mourir. Il n'est nullement question de ses positions grand-allemandes, mais uniquement de son dévouement et de sa fidélité au parti. L'heure n'est-elle plus à la célébration de la nation allemande ? Sous l'effet de la révolution russe et de la composition militaire, le « défaitisme révolutionnaire » gagne assurément du terrain.

Le débat du moment, sous la double influence de la révolution bolchévique et des propositions du président américain Woodrow Wilson

(les fameux « 14 points »), concerne le « droit des nations à s'autodéterminer ». Dans les revues et la plupart des organes de presse des deux social-démocraties germanophones, un long débat a lieu à ce propos. Une partie de la frange la plus nationaliste affirme qu'il s'agit là d'une phraséologie de gauche sans fondement (notamment Ludwig Quessel et Heinrich Cunow) que Marx et Engels ne défendaient pas systématiquement. De nouveau, les positions exprimées en 1848 sont mobilisées. Toutefois, en avril 1918, paraît dans *Der Kampf*, à l'initiative d'Otto Bauer, une déclaration significative du changement d'époque. Regroupant des représentants de la social-démocratie autrichienne, tchèque et polonaise, le communiqué affirme que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit désormais primer :

> « La social-démocratie allemande, parce qu'elle est un parti démocratique, international et révolutionnaire, ne peut pas combattre cette évolution. Elle doit reconnaître à la nation tchèque son droit à l'auto-détermination, elle doit reconnaître le droit des Slovènes, des Croates et des Serbes à s'unir au sein d'une communauté des Slaves du Sud. Elle doit soutenir la revendication de l'unité de l'ensemble du peuple polonais, y compris, donc, du peuple polonais en Galicie et en Silésie, au sein d'une Pologne indépendante[49]. »

En application de ce principe, une République allemande peut aussi naître, si le peuple y aspire. Ainsi, comme Bauer le réaffirmera un peu plus tard dans son ouvrage *Die österreichische Revolution* (*La révolution autrichienne*, publié en 1923), le moment était bien choisi pour renouer avec la grande Allemagne démocratique de 1848.

Certes, les jeux ne sont pas encore faits avant la défaite. À côté de la déclaration d'avril 1918 émergent plusieurs propositions visant à fédéraliser et démocratiser l'Empire des Habsbourg[50]. Il s'agit par exemple de reprendre la perspective de Renner et le principe d'autonomie personnelle, tout en assurant une prépondérance à l'allemand, tant au niveau territorial que linguistique. Mais structurellement, la social-démocratie autrichienne, sans promouvoir au départ la destruction des empires, avance de plus en plus vers l'idée de nations égales, mobilisant le droit à l'autodétermination. Une page d'histoire se tourne.

En octobre 1918, la défaite militaire de l'empire fondé par Bismarck et de l'Autriche-Hongrie est inéluctable. La social-démocratie se range alors clairement du côté des droits des nationalités. Avant même la proclamation des républiques allemande et autrichienne, les sociaux-démocrates parachèvent leur intégration à l'État en participant au pouvoir. Cette dimension a été fortement soulignée par l'historiographie, que ce soit pour dénigrer une telle position ou au contraire valoriser leur « responsabilité ». La rivalité entre les partisans d'une démocratie représentative et/ou de la démocratie directe (à travers les conseils ouvriers *Räte*, inspirés, tout en étant différents, de ce qui se passe en Russie) a été également abondamment documentée[51].

En revanche, les positions développées sur la nation allemande à Vienne et à Berlin sont bien plus rarement évoquées dans les récits des révolutions allemande et autrichienne[52]. Certes, les sujets directement politiques et sociaux priment. La social-démocratie allemande se situe alors dans une perspective d'« évitement de la guerre civile[53] ». Les perspectives proposées par le groupe spartakiste (et de manière plus générale par les courants révolutionnaires radicaux) leur semblent être contraires aux intérêts fondamentaux des ouvriers. Ce refus radical entend positionner le parti comme une organisation centrale de « gouvernement majoritaire ». Au pouvoir, les sociaux-démocrates assument le fait de réprimer sans ménagements ceux qui avaient évolué jusqu'il y a peu dans le même parti qu'eux.

Une équipe de chercheurs a tenté de reconsidérer cette première expérience républicaine allemande et sa part d'utopie[54]. Malgré le schisme sanglant entre socialistes et communistes en janvier 1919, les débuts de l'ainsi nommée « République de Weimar » furent un moment de riches élaborations politiques. Novembre 1918 n'est pas l'été 1919, marqué par la stupeur et la rage en réaction au traité de Versailles. Pendant quelques mois, au moins jusqu'aux conclusions du traité de Saint-Germain-en-Laye (signé le 10 septembre 1919) scellant le sort de la « petite » Autriche, les sociaux-démocrates se situent typiquement dans un moment d'ouverture des possibles, de « futurs non advenus[55] », où la question nationale occupe les esprits.

Revenons à novembre 1918. C'est, enfin, la proclamation de la république. Rêvée en 1848, souhaitée implicitement dans les programmes

du parti, débattue au moment où sa possibilité semblait devenir concrète, la voici devenue réalité dans des circonstances qu'aucun dirigeant socialiste n'aurait pu imaginer. Lorsque la république est proclamée à Vienne, de grandes manifestations de masse l'accompagnent. 150 000 personnes défilent dans la capitale tandis que 50 000 se réunissent à Graz[56]. Elle dispose ainsi au départ d'un important soutien populaire. Le désespoir de la défaite, du moins pour la partie de la population sympathisant avec la social-démocratie, est également, paradoxalement, synonyme de victoire historique.

L'idée d'une défaite devenue victoire se manifeste d'ailleurs dans de nombreux textes de l'époque. En juin 1918, dans un vigoureux plaidoyer pacifiste, Ernst Bloch défend par exemple cette perspective, se référant aux classiques de la culture et de l'histoire allemande :

> « Est-ce pour cela qu'ont vécu parmi vous Schiller, Fichte et Kant, qu'ils ont enthousiasmé votre jeunesse et vous ont éduqués, pour qu'à la fin la plus sèche et la plus stérile des castes, celle du pouvoir prussien, vous humilie, fasse de vous le peuple de la servitude et du plus affligeant passé, un peuple qui, lui-même asservi, menace d'une semblable servitude tous les autres peuples ? Réveillez-vous enfin ! Assez dormi, assez de cette effroyable erreur qu'est votre existence actuelle ! […] *Ce qui est défaite à leurs yeux est pour vous victoire* […]. Ce jour-là, et nous bénissons ce jour, une Allemagne libre regagnera enfin le respect, et, guérie, retournera aux œuvres qui sont conformes à son essence[57]. »

*Manifestation à Vienne lors de la proclamation de la République d'Autriche, le 12 novembre 1918.*
*© Granger/Bridgeman Images.*

Bloch poursuit en stigmatisant également l'Empire des Habsbourg, reprenant une rhétorique proche de celle des bolcheviks :

> « C'est précisément pourquoi la destruction de l'Autriche-Hongrie doit constituer le point le plus essentiel de cette politique radicale qui veut connaître et atteindre l'adversaire, l'ennemi juré, à la fois naturel et historique, de la liberté, non pas seulement par les armes mais aussi au moyen du clair concept, de la lucidité quant aux fondements derniers de cette guerre[58]. »

Ernst Bloch ne représente ici formellement que lui-même, mais ses arguments méritent attention. Ils témoignent des espoirs nés de la fin de la guerre. Les acteurs étaient confrontés au problème urgent d'une prise de position ferme sur la question des nationalités, alors que les empires

entraient en pleine décomposition. Pour certains, l'heure de la République allemande avait sonné. Qui plus est, hasard de l'histoire, la république est proclamée à Vienne comme à Berlin suivant un scénario proche de celui de la révolution de 1848. Commémorant cette dernière pour la première fois depuis la fin de la guerre, le parallèle n'échappe pas au *Vorwärts*. Personne ne peut alors ignorer l'analogie entre les deux moments historiques. D'autant que, comme pendant la révolution de 1848, quelques jours séparent les événements de Berlin de ceux de Vienne.

La social-démocratie majoritaire cherche pourtant à en finir avec la révolution et l'insurrection. Deux semaines avant une édition du *Vorwärts* de mars 1919 célébrant mars 1848, elle a appuyé l'écrasement d'une grève massive. Le SPD tente de définir une forme de républicanisme de gouvernement pour en finir avec la révolution. Néanmoins, le parti a désormais à sa gauche un mouvement contestataire qui menace le fragile édifice. Karl Liebknecht, lorsqu'il avait proclamé la « République socialiste allemande » en novembre 1918, faisait lui aussi allusion à ce que firent les autres révolutionnaires soixante-dix ans plus tôt, mais pour insister sur le changement d'époque : désormais, le drapeau rouge a pris la relève du drapeau allemand. Pour lui, la république ne peut plus être spécifiquement allemande, mais fondée sur les conseils ouvriers et intégrée dans un projet universel de « République soviétique mondiale[59] ».

Face à cet argumentaire, le SPD prend bien soin de se situer dans la continuité de la mémoire révolutionnaire, tout en cherchant à se distinguer des courants les plus radicaux. 1848 reste en effet un moment historique respecté dans le milieu social-démocrate. Pendant la Première Guerre mondiale, le rituel commémoratif avait perdu de son attrait mais, significativement, ne s'était pas interrompu. Quelques milliers de personnes se réunissaient encore chaque année le 18 mars entre 1914 et 1917 à Berlin et à Vienne[60]. Et dès le 12 novembre 1918, à Berlin, une stèle est érigée, juste à côté de celles en hommage à 1848, pour les 29 victimes de la révolution à Friedrichshain. Les morts de novembre 1918 rejoignent leurs frères d'armes tombés soixante-dix ans plus tôt. 30 000 personnes sont présentes avec les nouvelles autorités, notamment des dirigeants de l'USPD (scission du SPD hostile à la guerre ; « U », *Unhabhängig* signifiant indépendant, l'aile gauche de ce parti regroupant notamment les spartakistes)[61], qui gouvernent alors en coalition avec le SPD. Le rituel se répète les 21 et 29 décembre 1918 en hommage à d'autres victimes. En

Autriche, on observe un processus similaire, notamment avec l'enterrement des dirigeants historiques comme Victor Adler, qui meurt le 11 novembre 1918, ou Pernerstorfer, tous deux enterrés au cimetière central de Vienne (*Wiener Zentralfriedhof*) devant l'obélisque dédiée aux révolutionnaires de 1848.

## L'*Anschluss* socialiste

Avec l'affirmation des droits des nationalités, le projet grand-allemand prend une tournure plus concrète : pourquoi refuser aux Allemands ce qui est accepté pour tous les autres peuples voisins ? D'emblée, il faut souligner un déséquilibre fort, déjà rencontré à plusieurs reprises, entre l'Allemagne et l'Autriche. Jusqu'en 1917, de nombreuses tentatives de travail en commun entre les deux partis sont initiées. Mais la scission en 1917 du SPD complique l'affaire. Ainsi, Adler entretenait des rapports privilégiés avec Kautsky, qui n'est désormais plus dans le parti. Bauer et l'aile gauche du parti autrichien considèrent pour leur part avec sympathie le nouvel USPD.

Dans ce contexte de grande confusion et de dispersion, ce qui frappe est le désintérêt de la social-démocratie allemande vis-à-vis des spécificités du parti frère autrichien[62]. Il existe assurément un décalage entre les aspirations autrichiennes à l'*Anschluss* (annexion) début octobre et la réaction lente des Allemands : il faut attendre le 24 octobre pour que Gustav Noske l'évoque au Reichstag et ce n'est encore que deux jours plus tard, le 26 octobre, que l'on reparle concrètement de cette question dans le *Vorwärts*.

Pourtant, dès le début du mois, les Autrichiens avaient manifesté avec vigueur leur souhait de se rattacher à l'Allemagne. Otto Bauer s'exprime avec pugnacité à propos de la possibilité d'une grande Allemagne rouge et socialiste. Enthousiasmé par les mouvements révolutionnaires, l'avenir ne fait pour lui aucun doute : « C'est avec l'Allemagne rouge, socialiste, prolétarienne, à qui nous voulons nous unir. L'*Anschluss* avec l'Allemagne est aussi l'*Anschluss* avec le socialisme[63]. » Le même jour, un autre article reprend un argumentaire proche : « La vieille Allemagne qui est aujourd'hui défaite, nous l'avons combattue ; c'est à la nouvelle Allemagne qui est en train de naître que nous aspirons. Car nous aussi, nous sommes allemands[64]. » Quelques semaines plus tard, un article exprime avec un

même entrain le fait que les Autrichiens puissent « retourner en Allemagne ».

Entre-temps, le 21 octobre 1918, Victor Adler avait appelé à renoncer explicitement au projet multinational de la social-démocratie revendiqué depuis le programme de Brünn de 1899. La tâche est désormais d'organiser le nouvel État. Le dernier discours du fondateur date du 9 novembre 1918. Il est nommé « secrétaire d'État pour les affaires extérieures » (*Staatssekretär für Äusseres*) tandis que Karl Renner devient chancelier (*Staatskanzler*). Adler meurt quelques jours plus tard, le 11 novembre 1918, veille de la proclamation de la république. Son testament est clair, et fidèle à l'engagement de toute une vie :

> « L'affaire s'est déroulée sans le moindre accroc, on ne se serait jamais attendu à ce que cela se passe aussi bien, et je suis convaincu que nous, les Allemands, allons livrer au monde un modèle de la manière dont on fait et dont on accomplit une révolution sans accroc, de la façon la plus classique et la plus simple. […] Mais nous ne pouvons pas laisser la journée d'aujourd'hui se dérouler sans offrir un signe au monde[65]. »

Une dernière fois, Adler exprimait fortement son souhait que le « peuple allemand » montre au monde son avance sur les autres. Le socialisme, avenir de l'humanité, bien que par essence internationaliste, s'incarna bien pour lui jusqu'au bout dans un peuple et une zone géographique délimitée.

Le lendemain de la mort d'Adler, l'Assemblée provisoire du 12 novembre 1918 décide que « l'Autriche allemande » fait partie de la République allemande. C'est la naissance officielle de la « République d'Autriche allemande » (*Republik Deutschösterreich* ). Les deux premiers articles de la première loi sur la forme de l'État mettent en application le vieil idéal républicain et grand-allemand : « Art. 1 : L'Autriche allemande est une république démocratique […]. Art. 2 : L'Autriche allemande est une partie de la république allemande[66]. » À Vienne, la social-démocratie manifeste son enthousiasme, mais toutes les forces politiques ne partagent pas cet élan : les chrétiens-sociaux, s'ils ne refusent pas la qualification de « Deutsch-Österreich » au départ, craignent de s'allier à une Allemagne susceptible d'être contaminée par le bolchevisme.

Le lendemain, Otto Bauer, en tant que secrétaire d'État aux Affaires étrangères, écrit à son *alter ego* social-démocrate, Hugo Haase, pour mettre

en œuvre concrètement l'unification. Ce dernier lui répond amicalement, sans toutefois donner de réponse fixe et concrète[67]. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce retour évasif. Sans doute, d'entrée de jeu, la crainte d'un veto des vainqueurs, notamment de la France, douche-t-elle l'enthousiasme en Allemagne des partisans les plus favorables à cette union.

Dans plusieurs discours au début de l'année 1919, Otto Bauer célèbre l'unification des frères allemands dans une même nation républicaine dans la continuité de 1848. Pendant quelques semaines, l'Autriche allemande « rouge » semble se concrétiser. Bauer se rend à Berlin pour discuter des modalités. Un homme clé du dispositif de ce court moment est Ludo Moritz Hartmann, ambassadeur à Berlin pour la nouvelle Autriche, *Privat-dozent* devenu professeur à la suite de la proclamation de la république. Pionnier de l'*Arbeiterbildung* (formation ouvrière) et défenseur de la « civilisation » allemande, notamment *via* les *Sozialistische Monatshefte*, il est l'emblème du lien indéfectible entre les deux pays. Mais en Allemagne, hors de l'aile la plus favorable au nationalisme grand-allemand, la méfiance est de mise, y compris chez des personnalités qui étaient initialement plutôt favorables au processus comme Kautsky, qui juge dangereux de s'aventurer ainsi dans les problèmes des nationalités d'Europe centrale à l'heure de l'autodétermination des peuples.

Surtout, cette question demeure assez secondaire pour beaucoup d'acteurs. Ainsi le premier congrès des conseils ouvriers qui se tient à Berlin du 16 au 20 décembre 1918 n'aborde-t-il quasiment pas cette question. Le temps n'est pas aux querelles sur la nation. Certes, le second congrès qui se tient en mars 1919 ouvre la porte aux délégués autrichiens. Soixante-ans après Eisenach, des délégués autrichiens de Vienne et quelques autres grandes villes d'Autriche se rendent en Allemagne. Les Autrichiens peuvent « participer au congrès de la même façon que les ouvriers, les paysans et les soldats de la République allemande[68] ». Mais, contrairement au premier congrès, les « conseils ouvriers » de mars 1919 n'ont presque plus aucune réalité. Depuis la réunion de l'Assemblée constituante et l'élection de Friedrich Ebert comme président de la République quelques semaines plus tôt, le « congrès des conseils ouvriers » ne dispose plus d'aucune prérogative réelle. Les semaines suivantes sont marquées par une série de tractations où les représentants allemands,

notamment Ebert, cherchent à ménager leurs amis autrichiens… tout en empêchant toute accélération concrète du processus.

En mai 1919, lorsque s'ouvre le congrès de Saint-Germain qui doit décider du sort de l'Autriche, les délégués de l'« Autriche allemande » portent leurs exigences, refusées sans surprise par les Alliés et notamment le Français Clemenceau, décidé à limiter au maximum la puissance politique – et donc territoriale – de l'Allemagne. Un mois plus tard, le 7 juin, Bauer prononce un discours indigné, et démissionne de son poste.

Renner, l'autre grand théoricien des nationalités d'avant-guerre, accepte le nouvel état de fait et reste chancelier à la tête de la première République autrichienne. Les congrès du parti social-démocrate autrichien, jusqu'en 1933, devaient tous porter le nom de « *deutsch-österreich* » (allemand d'Autriche). La revendication de l'*Anschluss* ne sera retirée du programme du parti qu'après l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne. « L'Allemagne rouge » ne verra jamais le jour.

## Communisme et identité allemande

Au cours de cette séquence, le SPD s'est désormais séparé irrémédiablement de son aile gauche avec la naissance du Parti communiste allemand (KPD) au début de l'année 1919, dont les leaders et fondateurs les plus célèbres, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, sont assassinés dans les rues de Berlin. Plus modestement, un petit parti communiste est aussi créé en Autriche en novembre 1918. Les membres de ces nouvelles organisations viennent en majorité des partis sociaux-démocrates bien que, dans le cas autrichien, il y ait une plus grande diversité d'origines idéologiques. Qu'advient-il de Schiller, 1848 et plus généralement des références nationales allemandes chez ces premiers communistes ? Deux temps peuvent être distingués : d'abord la défense d'un internationalisme absolu puis, notamment quand les espoirs révolutionnaires s'évanouissent, un retour significatif de la nation.

Au début de la révolution allemande, le journal des spartakistes, *Die Rote Fahne*, donne le ton :

> « Votre bannière n'est pas le drapeau noir-rouge-or de la république bourgeoise de 1848 mais le drapeau rouge du prolétariat socialiste

international, le drapeau rouge de la Commune de 1871 et de la révolution russe de 1905 et 1917. Placé sous ces signes, le bouleversement dans l'Empire allemand ne peut qu'ouvrir la voie au socialisme[69]. »

La perspective ? Défendre une République socialiste allemande en solidarité avec la jeune République soviétique. La dimension nationale semble appartenir au passé : place à l'internationalisme prolétarien[70]. La question ne les intéresse guère, alors qu'elle se pose avec acuité à l'heure de la décomposition des empires. Pour les communistes, elle sera résolue à court terme par l'établissement d'un régime socialiste. L'optimisme de dépassement des frontières et la quasi-négation du fait national sont à l'ordre du jour. Les semaines qui suivent, la tonalité générale ne change pas. Lorsque la répression déferle sur le jeune Parti communiste au mois de janvier puis en mars 1919, il est accusé d'être « anti-national » par les corps francs, mais aussi par les sociaux-démocrates. En janvier, la figure de Rosa Luxemburg est particulièrement stigmatisée : lorsque l'hostilité se déchaîne contre elle spécifiquement, les allusions à ses origines juives, mais aussi slaves, sont légions[71].

À Vienne, le cas du Parti communiste autrichien (KPÖ), bien que groupusculaire, mérite d'être signalé. Au départ, son acronyme exact est KPDÖ (Parti communiste allemand d'Autriche – *Kommunistische Partei Deutschösterreichs*), reprenant donc la perspective grande-allemande, contrairement à un KPD qui ne s'y intéresse pas. Fondé quelques jours avant la naissance de la République, le 3 novembre 1918, en solidarité avec la révolution russe, le KPDÖ refuse, comme la social-démocratie, la séparation de l'Autriche et de l'Allemagne. Cette appellation est systématiquement mentionnée dans la propagande. Par exemple, une affiche du 21 juillet 1919 appelant à « la grève générale pour la Russie et la Hongrie » se réfère à la « République des conseils » et évoque le cadre « austro-allemand » : « Le 21 juillet, le travail cessera aussi en Autriche allemande[72]. » Jusqu'en 1920, le parti porte cette dénomination. La perspective austro-allemande est donc initialement partagée, même parmi les éléments les plus radicaux et internationalistes, preuve supplémentaire de son importance dans la gauche autrichienne. Josef Strasser, théoricien du courant internationaliste le plus radical avant 1914, est une des très rares figures connues de la social-démocratie à adhérer à ce parti en 1919. Certes, à lire la propagande des années 1918-1920, comme en Allemagne, la

priorité est à la solidarité avec l'octobre russe. Mais il existe bien une dimension spécifiquement austro-allemande, même si elle est pensée *in fine* comme une composante d'un vaste ensemble centre-européen soviétique à venir. Dans la presse et la propagande communistes pointe l'idée de la reconstitution d'une forme de « Mitteleuropa rouge », dont l'espace germanophone ne serait qu'une partie.

À noter que la dimension austro-allemande sera niée ensuite par le communisme autrichien, et là encore l'historiographie a été imprégnée de réécritures ultérieures. Le KPÖ, par la voix de son théoricien Alfred Klahr, est en effet un des premiers en 1937 à théoriser l'existence d'une nation autrichienne spécifique, distincte de l'allemande[73]. En 1945, le mouvement, bien que très minoritaire, compte tenu du contexte (les armées soviétiques stationnent après leur victoire), sera avec l'ÖVP (le parti conservateur chrétien) et le SPÖ un des trois partis signataires de l'indépendance de la nouvelle Autriche, définitivement séparée de l'Allemagne[74]. L'heure de gloire du KPÖ, toujours demeuré un parti marginal, fut cette contribution – en effet importante et singulière – à la définition de la nation autrichienne. L'ancrage austro-allemand de la toute première période de 1918-1920, lorsque l'acronyme contient encore « Deutsch-österreich », est systématiquement minimisé, voire totalement nié, dans les ouvrages parus à propos de l'histoire de ce parti[75]. À noter, l'importance des circulations entre les deux espaces, à l'image de Elfriede Friedländer-Eisler, cofondatrice du KPDÖ, devenue ensuite Ruth Fischer dans le KPD allemand.

La séquence révolutionnaire s'achève en 1923, marquant véritablement la fin de l'après-guerre. Cette année fut un moment charnière en Allemagne, un tournant, notamment pour les courants communiste et social-démocrate : après l'échec de l'octobre allemand de 1923 (une dernière tentative avortée du parti communiste pour prendre le pouvoir), les perspectives révolutionnaires disparaissent de l'horizon du pays, tandis que la situation économique, catastrophique depuis la fin de la guerre, s'améliore avec la sortie de l'hyper-inflation.

Or, au cours de cette même année 1923, on célèbre les soixante-quinze ans des révolutions de 1848. Les dirigeants de la république de Weimar entrevoient une sortie de l'instabilité politique et espèrent pouvoir sortir du long cycle de troubles amorcé en 1848. Il faut terminer la révolution, enfin.

À l'heure des commémorations, les sociaux-démocrates, comme tous les « Républicains de raison » (*Vernunftsrepublikaner*) ralliés au nouveau régime, cherchent à établir une continuité entre 1848, l'unité de 1871 et la nouvelle Allemagne républicaine de 1919, pour réconcilier les diverses factions du pays. Les aspirations originelles de 1848 auraient enfin trouvé une forme politique appropriée en 1919. La nation allemande serait, enfin, véritablement fondée. Le président social-démocrate de la République, Friedrich Ebert, affirme en 1923 :

> « Ils [les révolutionnaires de 1848] avaient pour but la fondation d'un État populaire sur une base démocratique. À l'époque, ce but ne fut pas atteint, mais nous sommes restés fidèles à ces aspirations. Aujourd'hui, nous avons l'État populaire démocratique, un peuple, une patrie[76]. »

Côté communiste, plusieurs contributions dans *Die Rote Fahne* (*Le drapeau rouge*) soulignent, sans surprise, que seule la révolution bolchévique a livré le chemin de l'avenir, liant le sort des martyrs de 1848 à ceux de 1918-1919. À la bourgeoisie traître en 1848 a succédé un nouveau parti de l'ordre, le SPD. Le 18 mars doit être l'occasion de le rappeler :

> « L'organisation berlinoise du Parti communiste allemand a appelé le prolétariat à manifester le 18 mars au cimetière des morts de mars de Friedrichshain avec les mots d'ordre suivants : honneur aux morts de la Révolution ! Combattons dans l'esprit de nos martyrs[77] ! »

L'édition du 18 mars 1923 reprend la tradition ancienne des journaux sociaux-démocrates du XIXe siècle en publiant un feuilleton en plusieurs épisodes à propos de l'histoire des journées révolutionnaires. L'éditorial prend certes bien soin de distinguer le 1848 du « prolétariat révolutionnaire » des autres 1848, mais, malgré tout, la commémoration est à l'honneur.

Concrètement, le 18 mars 1923, dans un contexte très tendu d'interdiction de plusieurs manifestations, divers groupes politiques célèbrent séparément la révolution de mars 1848 à Berlin. Le *Vorwärts* du 19 mars revient sur le déroulement des événements : drapeau rouge et drapeau allemand se mêlent, la célébration de la nation allemande à l'internationalisme. Le SPD serait le meilleur héritier de la nation, celui qui

aurait achevé sa fondation en 1918-1919 en consolidant la forme républicaine. Face à lui se dresse le seul et unique drapeau rouge défendu par le KPD, la voie de l'avenir d'après les communistes.

Pourtant, au-delà des symboles, la réalité se montre plus complexe, le communisme allemand ayant échoué en 1918-1923 à rallier le peuple derrière la seule bannière du drapeau rouge. De nouveau, la question de la nation allemande refait surface : peut-elle être défendue, et à quelles conditions ? La nation devient alors un des éléments de controverse au sein du Parti communiste allemand au cours de l'année 1923, à l'occasion de l'« affaire Schlageter ». L'interprétation d'un discours de Karl Radek (chargé du suivi du KPD par l'Internationale communiste sise à Moscou) est à l'origine de cette affaire. Il montre en effet une nette prise de distance à l'égard de la rhétorique internationaliste. Présenté en juin 1923 devant le comité exécutif de l'Internationale communiste, le discours de Radek perturbe les communistes de l'époque, notamment allemands (qui sont directement visés). Son sens demeure depuis lors un sujet de controverse[78].

Ce qui ne peut néanmoins être contesté, c'est le changement de ton par rapport aux années précédentes : le drapeau rouge brandi fièrement par le KPD contre les couleurs allemandes du SPD ne semble désormais plus opérant. Radek appelle en effet dans son discours, à travers l'exemple de Schlageter, à s'emparer de la question nationale. Leo Schlageter était un nationaliste ardent, ancien corps franc ayant participé au putsch de Kapp en 1920, dirigé par l'extrême droite nationaliste dont l'objectif était le renversement de la jeune République. À l'occasion de l'entrée de l'armée française dans la Ruhr, occupée pour faire payer l'Allemagne, Schlageter se distingue par des opérations de sabotage qui lui valent d'abord une arrestation puis, à la suite d'un procès, une condamnation à mort en mai 1923. Il devient à partir de là une figure mythique de l'extrême droite, notamment du jeune parti « national-socialiste », le NSDAP, le parti nazi fondé en février 1920. Le Troisième Reich en fera ultérieurement, dès 1933, un héros de premier plan, un « résistant » défenseur des intérêts du petit peuple allemand.

Dix ans plus tôt, nous n'en sommes pas encore là. L'affaire fait pourtant grand bruit : Radek qualifie de façon ambiguë Schlageter comme un « vaillant soldat de la contre-révolution[79] ». Dans son discours où abondent les appels au « peuple allemand », tranchant avec le vif internationalisme

des mois précédents, il expose la nouvelle attitude que doit avoir, selon lui, le parti communiste :

> « Voilà ce que le Parti communiste allemand, voilà ce que l'Internationale communiste a à dire sur la tombe de Schlageter. Il n'a rien à cacher car seule l'entière vérité est en mesure de se frayer un chemin jusqu'à ces masses nationales allemandes qui souffrent profondément, déchirées en leur for intérieur et qui cherchent une issue à la situation présente. Le Parti communiste allemand doit dire ouvertement aux masses petites-bourgeoises nationalistes : celui qui cherchera à asservir le peuple allemand et à le livrer à l'aventure en se mettant au service des trafiquants, des spéculateurs, des seigneurs du fer et du charbon, celui-là se heurtera à la résistance des travailleurs communistes allemands[80]. »

Dans les années 1960, l'historien de la révolution allemande Pierre Broué publiait dans les *Annales E.S.C.* une « note sur l'action de Karl Radek jusqu'en 1923 ». Faisant le point sur les controverses à propos de la fin de la révolution allemande, il contestait l'interprétation courante affirmant que Radek montrait « un intérêt nouveau pour le nationalisme en tant que facteur révolutionnaire potentiel[81] ». Broué comprenait au contraire la démarche de Radek comme une tentative de ne pas laisser la question nationale à l'extrême droite en plein essor, un an après la marche sur Rome de Mussolini :

> « Ce discours, souvent cité, mais rarement lu *in extenso*, me semble au contraire révéler un souci – combien justifié en Allemagne – de priver le nationalisme contre-révolutionnaire de sa base de masse, la petite bourgeoisie exaspérée par la crise et l'humiliation nationale. Schlageter, combattant de la contre-révolution, mérite l'admiration des révolutionnaires pour son courage, mais, Radek l'affirme, il est le "pèlerin du néant" alors que les communistes sont, eux, les combattants de l'avenir[82]. »

Radek opère ici un changement profond, visant à inciter le KPD à ne pas délaisser la question nationale allemande. Une telle position est légitimée par la nouvelle situation : si l'on considère désormais l'Allemagne comme une nation opprimée par l'occupation franco-belge, les données du problème changent. La ligne bolchevik distingue le nationalisme d'un pays

oppresseur de celui d'un pays opprimé[83] : en rangeant en quelque sorte l'Allemagne dans cette dernière catégorie, le pays peut être désormais défendu en tant que nation, comme une « colonie » qui doit s'émanciper de son oppresseur.

Le contexte a en effet bien changé depuis 1918. La jeune URSS s'est rapprochée de l'Allemagne vaincue et humiliée, ouvrant une période de coopération, qui s'est concrétisée en 1922 par la signature du traité de Rapallo. La « bourgeoisie allemande » dans la rhétorique communiste n'a plus tout à fait le même rôle historique, et il existe dans la tradition marxiste une possibilité de s'allier avec la bourgeoisie en certaines circonstances. Là encore, l'exemple de 1848 est dans toutes les têtes. Ceux qui connaissent bien la trajectoire de Marx savent qu'il avait prôné un temps l'alliance avec la bourgeoisie allemande pour mener à bien certaines tâches historiques. En outre, quelques mois avant le discours de Radek, un théoricien du KPD, August Thalheimer, avait fait un pas important dans cette même direction[84]. Dans la revue théorique du Komintern, *Die Kommunistische Internationale* (*L'Internationale communiste*), il publie une contribution sur la question de l'occupation de la Ruhr par l'armée française[85]. En janvier, celle-ci s'installe en effet dans la région allemande pour exiger le paiement des réparations imposées par le traité de Versailles. Thalheimer estime que la bourgeoisie allemande peut désormais jouer « un rôle objectivement révolutionnaire ». Désormais « la défaite de l'impérialisme français » devient l'objectif prioritaire. S'ensuit une série de réponses dans la revue, notamment de communistes tchèques, évidemment dubitatifs sur le caractère « opprimé » du peuple allemand, eux qui ont été auparavant globalement maltraités par les germanophones. Comment justifier un soutien de fait au gouvernement allemand, alors dirigé par Wilhelm Cuno, un haut responsable patronal ?

Opportuniste ou pas, erreur tragique ou ultime tentative de sauver le KPD de la marginalisation, « coup médiatique » même pour certains historiens[86], le choix de Radek et Thalheimer, qui provoqua l'effroi dans l'aile la plus attachée à l'internationalisme du parti, ne peut être dissocié de la trajectoire de ces acteurs de premier plan, engagés dans la vie quotidienne du socialisme d'Europe centrale d'avant la guerre. Radek, né à Lemberg (Lviv) en Galicie autrichienne, connaissait en effet très bien les problématiques de nationalités. Il avait observé l'antagonisme entre Ruthènes et Polonais dans sa ville de naissance et avait été confronté à la question lors de ses multiples

pérégrinations de militant dans les divers empires autrichien, allemand et russe[87]. L'entrecroisement entre les problématiques des minorités d'Europe centrale et la question allemande se retrouvait à nouveau au début des années 1920, dans une configuration bien différente de celle de la fin du XIXe siècle. L'« affaire Schlageter » montre combien le rapport entre l'appartenance nationale et l'internationalisme ne pouvait être débattu sans heurts. Car une fois passé l'optimisme d'une période de dynamisme politique pour le mouvement ouvrier, la question nationale, notamment dans un pays défait, revenait au premier plan.

Soixante-quinze ans après les révolutions de 1848 et ses utopies nationales et sociales, et malgré les affirmations optimistes du premier président de la République de l'histoire allemande, la question n'était pas résolue. Dès le milieu des années 1920, l'extrême droite saura habilement exploiter les failles du nouveau régime en affirmant haut et fort une conception ethno-nationaliste et raciste de la nation à laquelle, pour des raisons multiples, le mouvement socialiste et communiste germanophone ne saura pas – ou ne pourra pas – faire face.

# Conclusion

## *« La question du destin de toute l'Europe »*

Au début des années 1920, le Parti social-démocrate autrichien connaît un fort rayonnement international grâce à la conquête de la municipalité de Vienne. « Vienne la Rouge » devient en effet la première mégalopole « socialiste » hors d'URSS et suscite une incontestable fascination. Elle met en place un des premiers systèmes au monde d'impôts redistributifs à l'échelle municipale et lance un ambitieux plan de constructions de logements[1]. Le parti cultive parallèlement une critique des éléments les plus « droitiers » de la social-démocratie internationale tout en montrant une certaine indulgence à l'égard de la révolution « par en haut » stalinienne. Le nouveau programme de Linz de 1926 adopté par la social-démocratie n'hésite pas à mettre au centre de son programme la « dictature du prolétariat ». Le parti autrichien, qui disposait d'une aura particulière à propos des questions de nationalités avant la guerre, perpétue sa singularité. Revanche de l'histoire : la ville à qui l'on avait refusé la direction du mouvement ouvrier germanophone en 1869, et qui aurait dû accueillir le grand congrès de l'Internationale de 1914, devient enfin une vitrine internationale du socialisme. Mais, relativement isolée à l'échelle du pays, « Vienne la rouge » allait être brutalement rayée de la carte en quelques jours, en février 1934, par le coup de force austro-fasciste. Quatre ans plus tard, les nazis entreront triomphalement dans Vienne.

À Berlin, le SPD des années 1920 se présente de plus en plus comme un « parti du peuple » plutôt qu'un « parti de classe » (un *Volkspartei* plutôt qu'un *Klassenpartei*), enclin à occuper les plus hautes responsabilités : Friedrich Ebert est président de la République jusqu'à sa mort en 1925. Il met largement en sourdine la rhétorique internationaliste. De son côté, le Parti communiste allemand (KPD), passée la première période d'exaltation internationaliste, connaît une nette évolution – déjà amorcée avec l'affaire Schlageter – face à la montée du nazisme. Le secrétaire général Ernst Thälmann n'hésite pas présenter le parti communiste, de plus en plus

inféodé à Moscou, comme le meilleur défenseur de l'Allemagne, mobilisant une rhétorique de « libération nationale » qui provoque des réactions indignées des franges demeurées les plus internationalistes. Depuis le début des années 1920 existe en effet un courant, héritier de l'internationalisme le plus radical, structuré d'abord dans le KAPD (*Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands*, scission « gauchiste » minoritaire du KPD en 1920), puis dans une nébuleuse militante dispersée, défendant une ligne politique ouvertement « antinationale »[2]. Pour le KPD, il s'agit au contraire de ne pas abandonner la défense de l'Allemagne humiliée à l'extrême droite. Stratégie mortifère ou ultime sursaut face à Hitler ? Les historiens spécialistes de la période en débattent encore, à la lumière des nouvelles archives de Moscou depuis les années 1990-2000[3]. Par rapport à l'avant-guerre, le contexte a profondément changé : la politique du KPD est désormais en osmose avec les directives prises par le Komintern. Difficile néanmoins de ne voir aucune filiation entre les positions du KPD et ce que Clara Zetkin (une figure d'ailleurs désormais membre du KPD dès 1919) avançait déjà avant guerre avec son « patriotisme prolétarien ». Reste qu'une telle rhétorique n'a pas suffi à freiner l'ascension du nazisme et que le sectarisme mortifère à l'égard de la social-démocratie a rendu impossible toute alternative concrète à la conception ethno-nationaliste de la nation.

## La débâcle face au nationalisme

La « catastrophe allemande » pose l'épineuse question du lien entre la gauche et le nationalisme. Dans sa *Sociologie du parti politique moderne*, Robert Michels soulignait en 1911 qu'il existait une parenté entre nationalisme et socialisme : en mobilisant tous deux des imaginaires et représentations utopiques alternatifs à l'ordre existant, ils s'imposèrent comme des forces mobilisatrices au début du XXe siècle[4]. Et c'est un fait que ces courants étaient l'un et l'autre puissants dans les années 1920.

Or le socialisme n'a jamais véritablement souhaité, hors de minorités radicalement internationalistes demeurées relativement peu influentes, faire totalement abstraction de la nation. Pour autant, peut-on rapprocher cette prise en compte de la nation des variétés de « socialisme national » qui vont fleurir sous la République de Weimar ? Nous avons souligné dans cet ouvrage une certaine proximité entre les conceptions des « socialistes de la

chaire » et celles de certaines figures du SPD dans les années 1880-1890. Par la suite, l'aile revendiquée la plus nationaliste autour des *Deutsche Worte* en Autriche ou des *Sozialistische Monatshefte* en Allemagne, n'était pas loin de définir un « socialisme national ». Or, comme le rappelle Gilbert Merlio, la « révolution conservatrice » des années 1920, prônée notamment par Oswald Spengler (auteur du célèbre *Déclin de l'occident*[5]), reprend cette idée d'un socialisme national, en développant une « stratégie radicale de modernisation du nationalisme allemand après la défaite de 1918[6] ». L'Allemagne et son « socialisme national » se présentent alors comme une alternative au bolchevisme ainsi qu'à l'Ouest capitaliste. Les filiations intellectuelles entre certaines franges de la social-démocratie et ces courants nationalistes sont de ce point de vue indiscutables, y compris sur des questions cardinales comme celle de l'antisémitisme. Mais l'internationalisme originel du courant social-démocrate, son attachement durable à un changement social égalitaire et sa défense de la démocratie parlementaire limitent de tels rapprochements. Sans même évoquer l'énergie avec laquelle les nazis et austro-fascistes autrichiens voudront se débarrasser de ces organisations socialistes lorsqu'ils seront au pouvoir, les considérant comme des ennemis intérieurs « cosmopolites ».

## L'adieu à la grande Allemagne

Le seul triomphe du nazisme ne peut expliquer l'oubli dans lequel sont tombés ces débats de la Belle époque. Stalinisme et guerre froide ont aussi contribué à leur effacement. L'historien roumain Georges Haupt (1928-1978), ancien déporté à Auschwitz ayant ensuite vécu les affres du système « socialiste » roumain avant de venir s'installer en France, avait en son temps fourni quelques réflexions pionnières dans un article avant-gardiste : « Pourquoi l'histoire du mouvement ouvrier ?[7] » Il invitait à revenir aux sources de l'histoire ouvrière et à leur contexte d'énonciation, au risque de répéter les évidences des historiographies officielles construites *a posteriori* par des appareils politiques soucieux avant tout de légitimer leurs positions dans l'histoire. Puis, dans un tout autre registre, le développement de l'historiographie dans le sillage notamment des réflexions de Paul Ricoeur et Michel de Certeau[8] a permis de comprendre combien les réécritures multiples et successives d'un même événement (les « opérations

historiographiques ») constituaient un objet en tant que tel digne d'attention pour l'historien. Assurément, les positions et expériences de la gauche sur la nation constituent un exemple éloquent de ces réécritures multiples, victimes du nazisme, du stalinisme puis emportées par la décomposition générale du marxisme à partir des années 1980.

En effet, la « grande Allemagne », associée au nazisme, était devenue impensable à gauche, après avoir été un de ses grands espoirs. À Vienne, « l'austriacité » s'impose à la quasi-totalité du champ politique, même si les sociaux-démocrates, contrairement aux conservateurs chrétiens et aux communistes, ne se rallieront majoritairement que progressivement à « l'identité autrichienne ». Rappelons par exemple que le « Manifeste de Buchenwald des socialistes démocrates » d'avril 1945 a été signé par quarante-deux détenus dont six Autrichiens parmi lesquels un certain Benedikt Kautsky, fils de Karl. Ce texte appelle à la création d'une « République populaire » (*Volksrepublik*) émanant de comités antifascistes de « tout le Reich »[9]. Mais en acceptant de reprendre la tête du pays en 1945, Karl Renner renonce, lui comme le Parti social-démocrate, définitivement à tout projet d'annexion à l'Allemagne.

Trois ans plus tard, en 1948, sont organisées dans tout le monde germanophone des commémorations et célébrations de la révolution de 1848[10]. Pour les partis sociaux-démocrates et communistes, la question de la reconstruction d'une nation allemande débarrassée du nazisme se pose de nouveau avec acuité. Désormais, la « grande Allemagne » appartient à un passé révolu et toute évocation historique de cette perspective est refoulée. Quant aux projets de coexistence plurinationaux dans le cadre d'un vaste empire, ils disparaissent avec le joug de l'Empire stalinien qui s'impose rapidement à la quasi-totalité de l'Europe de l'Est.

L'heure est à la séparation claire et nette entre l'Allemagne et l'Autriche. L'intellectuel communiste Ernst Fischer, membre du premier gouvernement autrichien après l'effondrement du nazisme, revient, cent ans après, sur les projets révolutionnaires de 1848 longtemps portés par la gauche germanophone. L'échec, à la lumière des catastrophes récentes, lui semble patent :

> « La grande tentative de l'année 1848 d'unifier démocratiquement l'Allemagne permettant une grande et libre nation allemande, est un

> désastre non pas seulement pour le développement de l'Allemagne mais pour l'Europe toute entière. La vieille lutte pour la suprématie a éclaté de nouveau entre la Prusse et l'Autriche. "Suis-je toujours un Allemand" demanda le vieux Grillparzer, et l'histoire lui donna la réponse suivante : "Non, vous êtes un Autrichien." En 1871, l'Allemagne devint unifiée par le "fer et par le sang", non par un mouvement populaire et démocratique, mais avec le développement de la Prusse et celui de l'économie capitaliste[11]. »

Ce qui était possible à l'époque ne l'est désormais plus : « Les programmes du passé ne peuvent plus résoudre les problèmes nationaux qui avaient éclaté si violemment en 1848[12]. »

Au même moment, dans la partie occidentale de l'Allemagne, le SPD se reconstruit sous la houlette de Kurt Schumacher, et entend s'inscrire dans une perspective de valorisation sur le temps long des premières expériences parlementaires. L'assemblée de Francfort de 1848 constitue pour lui le point de départ d'une nation allemande compatible avec les acquis démocratiques. Cependant, le parti n'accède pas au pouvoir avant 1966. Dans la zone soviétique, SPD et KPD ont fusionné sous la pression de l'occupant de 1946 pour former le SED. En 1948, le futur parti dirigeant de la RDA (créé quelques mois plus tard, en 1949) rend un hommage appuyé aux révolutionnaires tombés cent ans plus tôt : l'Allemagne nouvelle devra être « antifasciste » et puiser aux sources d'une longue tradition progressiste. 1848 est un échec mais incarne aussi une étape de ce qui aurait pu être une autre Allemagne.

L'histoire des gauches et de leur rapport à la nation devait être écrite en fonction de ces nouveaux paramètres : les partis issus du mouvement ouvrier évoluent désormais dans trois pays différents, attachés chacun à développer leur spécificité historique. Ernest Renan avait bien souligné combien l'oubli et même l'erreur historique sont indispensables pour construire une nation. Après 1945, l'histoire du mouvement ouvrier dans le cadre national a ainsi procédé par exclusion. Le cas autrichien constitue à cet égard un exemple caractéristique. Lorsque le chancelier social-démocrate Bruno Kreisky gouverne l'Autriche de 1970 à 1983, tout ce qui pouvait aller dans le sens d'une valorisation de « l'austromarxisme » avait droit de cité : il incarnait un passé théorique glorieux, malgré les échecs qui ont suivi. Otto Bauer pouvait être de nouveau à l'honneur. Les historiens

ont depuis lors montré combien la période Kreisky est celle d'un refoulement de la période austrofasciste et nazie. Dans le cadre de ce dispositif, rapprocher la social-démocratie d'une quelconque « grande Allemagne » ne pouvait guère être envisagé.

## Le cas de l'« Allemagne socialiste »

Le régime de la RDA accordait une importance spécifique à la définition d'une nouvelle nation « socialiste » en mobilisant les définitions proposées par le mouvement ouvrier du XIXe siècle. Le dogmatisme qui régnait alors dans l'historiographie eut un effet contradictoire. D'un côté, il n'était pas concevable d'écrire la moindre ligne positive à propos des positions autrichiennes sur la nation, violemment condamnées par Lénine ; de même, toute évocation de la « grande Allemagne » et de l'*Anschluss* était taboue. Mais, paradoxalement, cette historiographie, alors qu'elle était de loin la plus monocolore et contrôlée de l'espace germanophone, avait progressivement construit son interprétation du socialisme du XIXe siècle à partir d'une double lecture, à la fois nationale et internationaliste. En cherchant à valoriser l'« internationalisme prolétarien », elle a souligné et sorti de l'ombre des actes de solidarité par-delà les frontières que peu d'autres ont soulignés. Dans le même temps, soucieuse de se légitimer en tant que nouvel État national, elle a puisé dans Franz Mehring et quelques autres marxistes allemands de la fin du XIXe siècle des éléments pour justifier une voie nationale spécifiquement allemande, donnant lieu à une définition singulière, ancrée dans l'histoire du mouvement ouvrier[13]. Un exemple, parmi d'autres, est la longue préface aux œuvres complètes de Karl Liebknecht écrite par Wilhelm Pieck, premier président (et dernier, la fonction ayant été supprimée à sa mort) de la RDA de 1949 à 1960. Pieck était un ancien permanent du SPD, membre ensuite du KPD, spartakiste de la première heure et à ce titre emblème vivant du lien entre plusieurs générations militantes, des premiers groupes oppositionnels au sein du SPD à la jeune Allemagne socialiste d'après 1945. Fidèle à l'URSS stalinienne, il en a épousé tous les tournants. Mais, contrairement à la plupart des fidèles apparatchiks, il avait eu l'expérience concrète d'une autre organisation politique et connu un processus révolutionnaire en 1918. Intitulée significativement « Karl Liebknecht, un véritable patriote allemand[14] »,

cette préface souligne que le spartakiste accordait, à côté d'un vif internationalisme, une importance à la défense d'une nation allemande socialiste. Derrière la langue de bois et des exagérations sur plusieurs points se dégage une ligne interprétative établissant un lien fort entre nation et internationalisme.

Demeuraient bien sûr des impasses radicales en RDA, empêchant de mener une véritable réflexion méthodologique : les liens entre « Allemands d'Autriche » et Allemands du Reich étaient souvent relativisés (bien que soulignés dans des études hors de la *doxa* officielle) et tout ce qui pouvait évoquer l'*Anschluss* était qualifié « d'impérialisme » voire de précurseur du « fascisme ». Toute la riche tradition socialiste, d'Otto Bauer à la confédération balkanique, était globalement tombée dans l'oubli. Mais en recherchant en permanence l'équilibre entre ces deux pôles (identité nationale et identité internationaliste) qui reflétaient les intérêts du régime, les historiens est-allemands, qui ne pouvaient que très marginalement s'éloigner des impératifs de ce dernier, ont pu parfois s'approcher de réalités historiques que d'autres – pourtant bien plus libres de s'exprimer – sous-estimaient. Par exemple, en valorisant à l'excès l'intégration pure et simple à la nation (cas des historiens autrichiens) ou au contraire en insistant sur les minorités agissantes de l'internationalisme radical (cas des historiens marxisants en RFA), on avait tendance à perdre de vue ce qui avait constitué une réalité historique forte dans le « peuple social-démocrate » : un mélange entre appartenance nationale et revendication internationale, comme le montrent à merveille les commémorations de 1848 et Schiller.

## « La question du destin de toute l'Europe »

La décomposition du bloc soviétique ne laissera pourtant aucune place à ces esquisses est-allemandes, emportées par le mur de Berlin. Au regard des échecs de l'internationalisme porté par les organisations qui s'en réclamaient aux XIXe et XXe siècles, ces expériences, espérances et tentatives de poser les bases d'une identité nationale spécifique peuvent apparaître comme des projets sans lendemains. Les propos des années 1860-1920 semblent appartenir au mieux à une époque révolue, au pire à des histoires

marquées par un dogmatisme marxiste annonçant la rigidité du marxisme-léninisme ultérieur.

C'est pourtant un tout autre constat que l'historien Adam Wandruszka exprimait déjà en 1954, quelques années après l'horreur de la guerre qui a dévasté toute l'Europe, rappelant combien ces débats furent pionniers et proposèrent des esquisses d'alternatives :

> « Ce sera toujours à l'honneur de la social-démocratie autrichienne d'avoir été le premier groupe politique à chercher à surmonter théoriquement avec perspicacité et méthode un problème que n'était pas seulement le funeste problème de la monarchie danubienne, mais comme nous le voyons bien aujourd'hui, fut la question du destin de toute l'Europe au XXe siècle : le problème des nationalités[15]. »

Enfouis dans les archives, la presse et les revues d'une autre époque et quelques ouvrages épars, ces débats et propositions avaient été oubliés. Il était temps de redécouvrir ces traditions et expériences. Pendant un court demi-siècle, des premières structurations du mouvement ouvrier aux lendemains de la révolution bolchévique, le socialisme germanophone a tenté de définir et d'incarner une voie spécifique, une « voie particulière » de gauche, alternative à la voie prussienne et petite-allemande, proposant une nation populaire mais non *völkisch*. Il fut un puissant courant idéologique tentant de transcender les frontières pour penser l'avenir de l'humanité à une échelle globale, en s'appuyant sur des mondes ouvriers alors en pleine croissance. Ses appropriations de l'histoire nationale, souvent pensées en miroir d'autres traditions (notamment françaises avec la Commune de 1871) sont révélatrices d'une vaste ambition. Elles visaient à remettre les populations démunies et les mouvements contestataires et subversifs au cœur d'une histoire nationale qui jusqu'alors les excluait. À Berlin comme à Vienne, les dirigeants du socialisme organisé ont tenté d'inscrire leur démarche en tenant compte du « peuple allemand », tout en recherchant les moyens de développer une solidarité internationale. Quant aux franges les plus sensibles à l'internationalisme, elles ont progressivement intégré à leurs réflexions des peuples slaves qu'elles méprisaient au départ, puis se sont ouvertes au monde colonial.

Aussi, en dehors des propos convenus sur la victoire des nations et des nationalismes et l'échec de l'internationalisme, les élaborations étudiées

dans cet ouvrage présentent-elles des expériences historiques fournissant des éléments clés au débat sur la question nationale, la défense ou le dépassement des frontières, et ce bien au-delà de leur époque. Elles montrent les ambiguïtés, les difficultés voire les impasses, mais aussi la richesse d'un courant politico-idéologique qui tenta de concevoir des solutions à une question dont l'actualité persistante n'est plus à démontrer. Soit un épisode de la longue histoire du socialisme, de la théorie marxiste et des pratiques militantes ouvrières qui appelle encore des recherches et découvertes, permettant de nourrir les interrogations du présent.

# Notes

## *Introduction*

1. IISG Amsterdam, fonds Anton Pannekoek, 26 avril 1912, lettre d'Otto Bauer à Anton Pannekoek.

2. Thomas Wieder, « À Chemnitz. "Marx, c'est du passé. Les nations sont de retour" », *Le Monde*, 28 août 2018.

3. Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2006.

4. Roman Krakovsky, *Le populisme en Europe centrale et orientale. Un avertissement pour le monde ?*, Paris, Fayard, 2019. Voir du même auteur sa synthèse historique : *L'Europe centrale et orientale de 1918 à la chute du mur de Berlin*, Paris, Armand Colin, 2017.

5. Sur Friedrich List, voir par exemple Guillaume Fondu, « Friedrich List. Protectionnisme et développement », *Sciences humaines*, avril-mai 2019. En ligne [https://www.scienceshumaines.com/friedrich-list-1789-1846-protectionnisme-et-developpement_fr_40715.html].

6. Sur la France et aussi pour la période précédente, voir Philippe Darriulat, *Les patriotes. La gauche républicaine et la nation 1830-1870*, Paris, Seuil, 2001.

7. À noter quelques mises au point plus détaillées et informées, notamment celles de Sandrine Kott et Stéphane Michonneau, *Dictionnaire des nations et des nationalismes*, Paris, Hatier, 2006.

8. Patrizia Dogliani, « The Fate of Socialist Internationalism », dans Glenda Sluga et Patricia Clavin (dir.), *Internationalisms : A Twentieth-Century History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 38-60.

9. Alain Bergounioux et Bernard Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989.

10. Une des rares évocations des austromarxistes se résume à un point ironique, au demeurant important, l'affinité *de facto* entre la couronne et les sociaux-démocrates. Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, *op. cit.*, p. 115. Puis Anderson ironise également sur le projet de Bauer des États-Unis de la grande Autriche.

11. Eric Hobsbawm, *Nations et nationalismes depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992, p. 13.

12. Bruno Pittermann, introduction à Karl Renner, *La nation, mythe et réalité*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1998, p. 18.

13. Jakub S. Benes, *Workers and Nationalism : Czech and German Social Democracy in Habsburg Austria, 1890-1918*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 8.

14. Alain Vaillant, « Le règne de l'imprimé », dans Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre (dir.), *Histoire du monde au XIXe siècle*, Paris, Fayard, 2017, p. 199.

15. Nous entendrons ici par « germanophones » avant tout les populations situées dans l'espace recouvrant les deux Empires allemand et autrichien ; la Suisse alémanique et les autres populations germanophones seront ponctuellement évoquées.

16. H. Glenn Penny, « German Polycentrism and the Writing of History », *German History*, 2/2012, p. 265.

17. Quentin Deluermoz et Pierre Singaravélou, *Pour une histoire des possibles : analyses contrefactuelles et futurs non advenus*, Paris, Seuil, 2016.

18. Georges Haupt, Michel Löwy et Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale*, Paris, L'Harmattan, 1997 (1974), p. 3.

## *Chapitre I*

1. Maurice Carrez, « Des transferts culturels complexes : la social-démocratie finlandaise d'avant 1914 au filtre d'une analyse transnationale », *Cahiers Jaurès*, 3/2020, p. 47-69.

2. Léon Trotsky, *Ma vie*, Paris, Gallimard, 1953, p. 34.

3. Nicolas Delalande, *La lutte et l'entraide. L'âge d'or des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2018. Fabrice Bensimon, Quentin Deluermoz et Jeanne Moisand (dir.), *'Are Ye Wretched of the Earth' : The First International in a Global Perspective*, Leyde, Brill, 2018. Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale*, Paris, La Fabrique, 2011.

4. Jacques Droz (dir.), *Mouvements nationaux d'indépendance et classes populaires aux XIXe et XXe siècles en Occident et en Orient*, Paris, Armand Colin, 1971, p. 3.

5. Pierre Alayrac, *L'Internationale au milieu du gué. De l'internationalisme socialiste au congrès de Londres (1896)*, Rennes, PUR, 2018.

6. Sylvie Aprile, *La révolution inachevée 1815-1870*, Paris, Belin, 2014.

7. Hans-Werner Hahn et Helmut Berding, *Reformen, Restauration und Revolution 1806 – 1848-1849*, Stuttgart, Klett-Cotta (Gebhardt Handbuch der deutschen Geschichte, 14), 2010.

8. Gabriella Hauch, *Frau Biedermeier auf den Barrikaden – Frauenleben in der Wiener Revolution 1848*, Vienne, Verlag für Gesellschaftskritik, 1990, p. 96.

9. Wien Bibliothek im Rathaus, « Was bedeutet die schwarz-roth-goldene Fahne, aufgepflanzt auf dem Stephansthurme am 2. April 1848. Mit Arndt's Liede : 'Was ist des Deutschen Vaterland ?' », Vienne, 2 avril 1848 (en ligne sur www.digital.wienbibliothek.at).

10. Paul Pasteur, *Histoire de l'Autriche : de l'empire multinational à la nation autrichienne*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 63. Voir également Adam Wandruszka et Peter Urbanitsch (dir.), *Die Habsburgermonarchie 1848-1918, Band III, Die Völker des Reiches*, Vienne, Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1980.

11. Paul Pasteur, *Histoire de l'Autriche*, *op. cit*., p. 68.

12. Jacques Droz, *Les révolutions allemandes de 1848*, Paris, Droz, 1957, p. 342.

13. Lucien Calvié, *Aux origines du couple franco-allemand. Critique du nationalisme et révolution démocratique avant 1848. Arnold Ruge*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2004.

14. Voir le programme du *März-Vereins* de novembre 1848 cité par Walter Grab, *Die Revolution von 1848/1849. Eine Dokumentation*, Stuttgart, Reclam, 1998, p. 151.

15. Karl Marx et Friedrich Engels, *Werke*, t. V, Berlin (RDA), Dietz Verlag, 1971, p. 3-5.

16. Georges Haupt et *alii*, *Les marxistes et la question nationale*, *op. cit.*, p. 14.

17. Julius Fröbel, *Wien, Deutschland und Europa*, Vienne, Druck und Verlag von Joseph Reck und Sohn, 1848.

18. Walter Grab, *Die Revolution*, *op. cit*., p. 23.

19. Jacques Droz, *L'Europe centrale. Évolution historique de l'idée de « Mitteleuropa »*, Paris, Payot, 1960. Jacques Le Rider, *La Mitteleuropa*, Paris, PUF, 1996.

20. Jacques Droz, *L'Europe centrale*, *op. cit.*, p. 34.

21. Sandrine Kott, *Bismarck*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

22. Helmut Bleiber, Rolf Dlubek et Walter Schmidt (dir.), *Demokratie und Arbeiterbewegung in der deutschen Revolution von 1848/49*, Berlin, Trafo Verlag, 2000.

23. Jonathan Sperber, *Karl Marx. Homme du XIXe siècle*, Paris, Piranha, 2017.

24. Hans Mommsen, *Arbeiterbewegung und nationale Frage*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1979, p. 43-44 et 65-66.

25. Cité par *ibid*., p. 43.

26. Traduit et cité en français dans Roman Rosdolsky, *Friedrich Engels et les « peuples sans histoire ». La question nationale dans la révolution de 1848*, Paris, Syllepse, 2018 (1948), p. 84-85.

27. *Ibid.*, p. 165.

28. Walter Grab, *Ein Mann, der Marx Ideen gab. Wilhelm Schulz. Weggefährte Georg Büchners, Demokrat der Paulskirche. Eine politische Biographie*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1979.

29. *Die Bewegung der Produktion.* Voir le volume I/2 des *Marx-Engels Gesamtausgabe*, Berlin (RDA), Akademie Verlag, 1982.

30. David Riazanov (éd.), *Gesammelte Schriften von Karl Marx und Friedrich Engels, 1852 bis 1862*, t. I, Stuttgart, 1920, p. 472. Cité par Roman Rosdolsky, *Friedrich Engels*, *op. cit*., p. 103.

31. Sonia Dayan-Herzbrun, *Mythes et mémoire du mouvement ouvrier : le cas Ferdinand Lassalle*, Paris, L'Harmattan, 1990.

32. Shlomo Na'aman, *Ferdinand Lassalle*, Hanovre, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1970, p. 699.

33. Brigitte Perfahl, *Marx oder Lassalle. Zur ideologischen Position der österreichischen Arbeiterbewegung 1869-1889*, Vienne, Europa Verlag, 1982.

34. Wolfgang Schröder, *Wilhelm Liebknecht : Soldat der Revolution, Parteiführer, Parlamentarier*, Berlin, Karl Dietz Verlag, 2012.

35. Cité dans Wolfgang Schröder, *Leipzig – die Wiege der deutschen Arbeiterbewegung. Wurzeln und Werden des Arbeiterbildungsverein 1848-49 bis 1878-81*, Berlin, Karl Dietz Verlag, 2010, p. 157.

36. Bebel, *Aus meinem Leben* (1910), cité par Werner Conze et Dieter Groh, *Die Arbeiterbewegung in der nationalen Bewegung. Die Deutsche Sozialdemokratie vor, während und nach Der Reichsgründung*, Stuttgart, Ernst Klett Verlag, 1966, p. 60.

37. Cité par Ludwig Brügel, *Geschichte der österreichischen Sozialdemokratie. 1. Vom Vormärz bis zum Wiener Hochverratsprozeß, Juli 1870*, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung, 1922, p. 93-94.

38. Cité dans *ibid*., p. 102.

39. Rolf Dlubek, « Die Korrespondenz Johann Philipp Beckers als Präsident der Sektionsgruppe deutscher Sprache der Internationale Arbeiterassoziation », dans Jürgen Herres et Manfred Neuhaus (éd.), *Politische Netzwerke durch Briefkommunikation. Briefkultur der politischen Oppositionsbewegungen und frühen Arbeiterbewegungen im 19. Jahrhundert*, Berlin, Akademie Verlag, 2002, p. 117-176.

40. Jiřč Koralka, « Über die Anfänge der sozialistischen Arbeiterbewegung in der Tschechoslowakei », *Zeitschrift für die Geschichtswissenschaft*, 1/1961, p. 129. Voir également Karl Obermann et Josef Polisensky (dir.), *Aus 500 Jahren deutsche-tschechoslowakischer Geschichte*, Berlin (RDA), Akademie Verlag, 1958.

41. RGASPI, Moscou, fonds 185 (J.-P. Becker), doc 78. Lettre du 20 octobre 1868.

42. *Der Vorbote*, nº 2, p. 27-28.

43. *Demokratisches Wochenblatt*, 6 mars 1869, p. 113. Nous utilisons le reprint de 1969 du journal (« Zentralantiquariat der DDR » ; Staatsbibliothek, Berlin) et optons pour sa pagination en continue.

44. *Demokratisches Wochenblatt*, 16 avril 1868, p. 124.

45. *Demokratisches Wochenblatt*, 25 juillet 1868, p. 235.

46. *Volksstimme*, 9 mai 1869 (Verein für die Geschichte der Arbeiterbewegung, Vienne).

47. *Demokratisches Wochenblatt*, 4 janvier 1868, p. 1.

48. *Ibid*., p. 3.

49. *Ibid.*

50. *Demokratisches Wochenblatt*, 26 décembre 1868.

51. *Ibid*.

52. Lettre de Wilhelm Liebknecht à Karl Marx, 17 juillet 1868, cité dans *Die I. Internationale in Deutschland. Dokumente und Materialien*, Berlin (RDA), Dietz Verlag, 1964, p. 225.

53. Karl Marx et Friedrich Engels, *Correspondances*, t. IX, Paris, Éditions sociales, p. 110.

54. *Demokratisches Wochenblatt*, 17 juillet 1869.

55. *Ibid.*

56. *Protokoll über die Verhandlungen des Allgemeinen Deutschen sozial-demokratischen Arbeiterkongresses zu Eisenach am 7., 8. und 9. August 1869*, Berlin (RDA), Dietz, 1969, p. 3.

57. *Ibid*., p. 4.

58. *Ibid*., p. 31.

59. *Ibid*., p. 54.

60. *Ibid*., p. 29.

61. Cité par Jutta Seidel, *Wilhelm Bracke. Revolutionärer Arbeiterführer und sozialistischer Verleger*, Leipzig, Börsenverein der deutschen Buchhändler, 1984, p. 9.

62. *Ibid*., p. 61.

63. Pavel Hapàk, « Die Beziehungen zwischen den sozialistischen Bewegungen in Bratislava und in Wien zur Zeit der österreichisch-ungarischen Monarchie », dans Erich Fröschl (dir.), *Die Bewegung, Hundert Jahre Sozialdemokratie in Österreich*, Vienne, Passagen-Verlag, 1990, p. 212-221.

64. Lettre de Marx à Engels, 15 août 1870 dans *Correspondances*, t. XI, Paris, Éditions sociales, 1985.

65. Cité par Jutta Seidel, *Wilhelm Bracke. Revolutionärer…*, *op. cit*., p. 31.

66. RGASPI Moscou, fonds 185 (Becker), doc 81/8.

67. *Volksstaat*, 30 juillet 1870.

68. *Sozial-Demokrat*, 17 juillet 1870 (Staatsbibliothek, Berlin).

69. Werner Loch, « Le mouvement ouvrier allemand devant la Commune », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1972, p. 161-172.

70. Jan Vermeiren, *The First World War and the German National Identity. The Dual Alliance at War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 19.

71. Jacques Droz, *L'Europe centrale*, *op. cit*., p. 155.

72. Jan Vermeiren, *The First World War*, *op. cit.*, 2016, p. 45.

73. Herbert Steiner, *Die Gebrüder Scheu. Eine Biographie*, Vienne, VGA, 1968, p. 519 et 527.

74. « Hochverratsprosses von 1872 », cité dans Wadim Tschubinski, *Wilhelm Liebknecht. Eine Biographie*, Berlin (RDA), Dietz, 1973, p. 7.

## *Chapitre II*

1. Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Flammarion, 2011 (1882).

2. Ralf Hoffrogge, *Sozialismus und Arbeiterbewegung in Deutschland und Österreich. Von den Anfängen bis 1914*, Stuttgart, Schmetterling-theorie.org, 2017.

3. Kevin Callahan, *Demonstration Culture : European Socialism and the Second International, 1889-1914*, Leicester, Troubadour Publishing Ltd, 2010. Pierre Alayrac, *L'Internationale au milieu du gué*, *op. cit*.

4. Talbot Imlay, *The Practice of Socialist Internationalism : European Socialists and International Politics, 1914-1960*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

5. « Jahres-Bericht über die Tätigkeit des Arbeiterbildungsvereins zu Leipzig 1875 », SAPMO, Berlin, R/53/5120. Source publiée dans Wolfgang Schröder, *Leipzig*, *op. cit.*, p. 381-391.

6. *Ibid*., p. 404.

7. Jürgen Rojahn (dir.), *Marxismus und Demokratie : Karl Kautskys Bedeutung in der sozialistischen Arbeiterbewegung*, Francfort-New York, Campus Verlag, 1992.

8. « Die sozialdemokratische Bewegung in Österreich-Ungarn (Oktober 1882 bis Juni 1883) », cité par Gisela Neuhaus, *Die Beziehungen zwischen der deutschen und der österreichischen Arbeiterbewegung im letzten Drittel des 19. Jahrhunderts (von den 60er Jahren des 19. Jahrhunderts bis 1896)*, thèse, Leipzig Universität, 1974, p. 151 (exemplaire personnel de l'auteur, que nous remercions).

9. Ludwig Brügel, *Geschichte der österreichischen Sozialdemokratie*, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung, 1922-1925, 5 vol. Wolfgang Schröder et *alii*, *Das Sozialistengesetz 1878 1890. Illustrierte Geschichte des Kampfes der Arbeiterklasse gegen das Ausnahmegesetz*, Berlin (RDA), Dietz, 1980.

10. Ludwig Brügel, *Geschichte*, *op. cit.*, t. III, p. 98.

11. Wilhelm Bracke, *Nieder mit den Sozialdemokraten !*, Braunschweig, 1876.

12. Jutta Seidel, *Wilhelm Bracke. Vom Lassalleaner zum Marxisten*, Berlin (RDA), Dietz Verlag, 1986.

13. D'après Ludwig Bretschneider, « Vor Hainfeld », *Der Kampf*, 1908, p. 211.

14. Dieter Fricke (éd.), *Übersichten der Berliner politischen Polizei über die allgemeine Lage der sozial-demokratischen und anarchisten Bewegung 1878-1913*, Weimar, Böhlau, 1983, t. I, p. XI.

15. *Ibid*., p. 17. Rapport de Berlin du 11 décembre 1878.

16. *Ibid*., p. 31. Rapport de Berlin du 26 décembre 1878.

17. Karl Obermann et Josef Polisensky (dir.), *Aus 500 Jahren*, *op. cit.*, p. 350.

18. Ville autrichienne située sur le lac de Constance, à proximité de la frontière avec la Bavière.

19. Brandenburgisches Landeshauptarchiv (BLHA), Potsdam, Rep. 30, Tit. 94, Nr 13034 fol. 55.

20. Magda Aranyossi, *Leo Frankel*, Berlin (RDA), Akademie Verlag, 1957. Edit Siklós-Vincze, « Die Solidarität der Sozialisten Ungarns mit den deutschen Arbeitern im Kampf gegen das Sozialistengesetz (1878-1881) », *Beiträge zur Geschichte der Arbeiterbewegung*, 5/1971, p. 799-811.

21. *Ibid*, p. 808.

22. Karl Obermann et Josef Polisensky (dir.), *Aus 500 Jahren*, *op. cit*., p. 347.

23. Victor Adler, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung, 1954, p. 7-8.

24. *Monatshefte zur Statistik des deutschen Reiches.* Cité en 1886 dans la revue *Die Neue Zeit*, « Die Zahl der deutschen im Auslande », 1886, p. 143.

25. Ludwig Brügel, *Geschichte*, *op. cit.*, t. III, p. 99.

26. Joseph Jurt, « Langue et nation : le débat franco-allemand entre Renan, Fustel de Coulanges, David Friedrich Strauss et Mommsen en 1870/71 », *Vortrag beim Kolloquium*, *le XIXe siècle et ses langues – V e Congrès de la Société des études romantiques et dix-neuvièmistes*, 2012. En ligne [https://serd.hypotheses.org/files/2017/02/Langues-Jurt.pdf].

27. Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, Paris, Éditions sociales, 2008.

28. *Die österreichische Sozialdemokratie im Spiegel ihrer Programme*, Vienne, Karl-Renner-Institut, 1977.

29. Paul Pasteur, *Histoire de l'Autriche*, *op. cit*.

30. Jiři Kořalka et Richard J. Crampton, « Die Tschechen », *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*. *Die Völker des Reiches*, t. III, Vienne, Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1980, p. 489-521.

31. Voir l'édition du *Sozialdemokrat*, 3 avril 1884.

32. Par exemple dans l'édition du *Sozialdemokrat* du 28 novembre 1880, « Die Sozialisten in Österreich. Zur Arbeiterdemonstration am 14. November in Wien ».

33. Voir notamment les numéros 7, 32, 48 du *Sozialdemokrat* en 1881.

34. Extrait du *Sozialdemokrat*, 8 août 1890.

35. Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, *op. cit*.

36. Lars Lih, *Lenin Rediscovered. What Is To Be Done ? In Context*, Leyde-Boston, Brill, 2006.

37. *Congrès international ouvrier socialiste : tenu à Bruxelles du 16 au 23 août 1891*, reprint Genève, Minkoff, 1977.

38. Hans-Josef Steinberg, « Die deutsche und die österreichische Sozialdemokratie von der Phase der Konstituierung bis zum Ausbruch des Ersten Welkriegs », dans Erich Fröschl (dir.), *Die Bewegung*, *op. cit.*, p. 271.

39. Jakub S. Benes, *Workers and Nationalism*, *op. cit*.

40. Max Beer, *Karl Marx, sa vie et son œuvre*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1926.

41. Max Beer, *Fifty Years of International Socialism*, 1935 (reprint Genève, Minkoff, 1977).

42. *Ibid.*, p. 51.

43. Voir les listes de délégués dans les comptes rendus des congrès, republiés par Genève, Minkoff, 1977-1983.

44. Cité par Ludwig Brügel, *Geschichte*, *op. cit.*, p. 121.

45. Ingrid Gilcher-Holtey, *Das Mandat des Intellektuellen. Karl Kautsky und die Sozialdemokratie*, Berlin (RFA), Siedler, 1986. Harald Koth, *'Meine Zeit wird wieder kommen'. Das Leben des Karl Kautsky*, Berlin, Dietz, 1993.

46. Paul Kutos, *Russische Revolutionäre in Wien 1900-1917. Eine Fallstudie zur Geschichte der politischen Emigration*, Vienne, Passagen Verlag, 1993.

47. Karl Kautsky, *Erinnerungen und Erörterungen*, La Haye, Mouton and Co., 1960, p. 252.

48. *Ibid*.

49. Karl Kautsky, « Die moderne Nationalität », *Die Neue Zeit*, 1887 (cahiers 9 et 10), p. 392-405 et p. 442-451. (dans Georges Haupt et *alii*, Les *marxistes et la question nationale*, *op. cit.*).

50. Cité dans *ibid.*, p. 122.

51. *Ibid.*, p. 125.

52. *Ibid*.

53. Cité par Nicolas Delalande, *La lutte et l'entraide*, *op. cit.*, p. 55.

54. Wilhelm Liebknecht, *Volks-fremdwörterbuch*, Stuttgart, Dietz, 1882. Nous utilisons ici la réédition de 1889 (La Contemporaine, Nanterre).

55. *Ibid.*, p. V-VI.

56. *Ibid.*, p. 32.

57. *Ibid*.

58. *Congrès international ouvrier socialiste : tenu à Bruxelles*, *op. cit.*, p. 245.

59. Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive*, Paris, Kimé, 1997.

60. *Marx Engels Gesamtausgabe* : I/30, I/31, I/32.

61. Karl Marx, *Les luttes de classes en France 1848-1850*, Paris, Éditions sociales, 1984.

62. Eduard Berstein, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil, 1974 (1899).

63. Voir « Le réformisme radiacal », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 30, 2012.

64. Nicolas Huchet, « La difficile émergence des écoles privées en langue tchèque Komensky à Vienne entre 1880 et la Première guerre mondiale », *Austriaca*, n° 60, 2005, p. 163-173.

65. Jean-Numa Ducange, *Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017.

66. Le « polycentrisme » est une notion qui a été avancée dans les rangs du Parti communiste italien à partir des années 1960 pour souligner les diverses voies possibles pour aller au socialisme. Marco Di Maggio, « PCF, PCI et la notion de "centre". Enjeux stratégiques et questions identitaires des PCF de l'Europe occidentale », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 112-113, 2010, p. 25-44.

67. *Congrès de Londres, 1896* (reprint Minkoff), vol. I, p. 210-211.

68. *Ibid.*, p. 212.

69. *Ibid*.

70. Jakub Benes, *Workers and Nationalism*, *op. cit*., p. 88-89.

71. *Verhandlungen des Parteitages des Gesamtparteitages der Sozialdemokratie in Österreich abgehalten zu Brünn von 24. September bis 29. September 1899, Vienne*, 1899, p. XIV.

72. *Ibid.*, p. 33.

73. *Ibid.*, p. 53.

74. *Ibid*.

75. *Verhandlungen des Parteitages des Gesamtparteitages der sozialdemokratischen Arbeiterpartei in Österreich abgehalten zu Wien vom 2. bis 6. November 1901*, Vienne, 1901, p. 135.

76. *Staat und Nation*, traduit dans Georges Haupt et *alii*, *Les marxistes et la question nationale*, *op. cit*., p. 219, 221 et 227.

77. *Ibid.*, p. 225.

78. Gerald Stieg, *L'Autriche : une nation chimérique ?*, Paris, Sulliver, 2013, p. 141.

79. Karl Kautsky, « Der Kampf der Nationalitäten und das Staatsrecht in Österreich », *Die Neue Zeit*, 1897/98, t. I, p. 564.

80. *Ibid*.

81. Karl Kautsky, « Partikularismus und Sozialdemokratie », *Die Neue Zeit*, 1898/1899, t. I, p. 505-506.

82. *Ibid*.

83. Bernard Michel, *Nations et nationalismes en Europe Centrale : XIXe-XXe siècle*, Paris, Aubier, 1995, p. 63.

84. Cité par *ibid.*, p. 204.

85. *Der Kampf*, 1/1907, p. 3.

86. Dieter Fricke (éd.), *Übersichten*, *op. cit.*, t. III, p. 145. Rapport de la police prussienne d'avril 1907.

87. Olaf Leisse, *Der Untergang des Österreichischen Imperiums, Otto Bauer und die Nationalitätenfrage in der Habsburger Monarchie*, Marburg, Tectum Verlag, 2012.

88. Jacques Le Rider, *Modernité viennoise et crise de l'identité*, Paris, PUF, 1990.

89. Otto Bauer, *La question des nationalités et la social-démocratie*, Paris, Syllepse, 2017 (1905), p. 150 et p. 169.

90. *Ibid.*, p. 420.

91. *Ibid.*, p. 305.

92. Jiři Kořalka et Richard J. Crampton, « Die Tschechen », *op. cit.*, p. 500.

93. *Ibid.*, p. 187.

94. *Ibid.*, p. 179.

95. *Ibid.*, p. 225.

96. *Ibid.*, p. 218.

97. Matthias Middell, « Méthodes de l'historiographie culturelle : Karl Lamprecht », *Revue germanique internationale*, nº 10, 1998, p. 93-115.

98. Michael Forman, *Nationalism and the International Labor Movement. The Idea of the Nation in Socialist and Anarchist Theory*, University Park, Penn State Press, 1998.

99. Christian Ferrié, « Max Adler entre Marx et Kant. Une synthèse inédite », *Austriaca*, nº 80, 2016, p. 11-29.

100. Paul Pasteur « Les relations entre les germanophones et les Tchèques au sein de la social-démocratie autrichienne de 1880 à 1918 », *Études interethniques. Annales du CESERE*, Université Charles de Gaulle Lille III, 1996, p. 78.

101. Josef Seliger, « Die Minoritäten, wie sie entstehen und wie sie erwachen », *Der Kampf*, 1908, p. 11-17.

102. Hans Petschar, « Die Österreichisch-Ungarische Monarchie in Wort und Bild. Staatspatriotismus und Staatsutopie im Kronprinzenwerk », *Austriaca*, nº 73, décembre 2011, p. 49-76.

103. Karl Kautsky, « Nationalität und Internationalität », *Die Neue Zeit* (1907-1908), t. I. Nous reprenons ici la traduction française de Georges Haupt et *alii* dans *Les marxistes et la question nationale*, *op. cit*.

104. *Ibid.*, p. 129.

105. *Ibid.*, p. 132.

106. *Ibid.*, p. 142.

107. *Ibid*.

108. *Karl Kautskys literarisches Werk*, Amsterdam, Mouton, 1960.

109. Georges Haupt et *alii*, *Les marxistes et la question nationale*, *op. cit.*, p. 144.

110. Nous disposons d'une édition allemande et française. Nous nous référons ici à la version française présentée par Claudie Weill. Rosa Luxemburg, *La question nationale et l'autonomie*, Paris, Le temps des cerises, 2001.

111. *Ibid.*, p. 16.

112. *Ibid.*, p. 31.

113. *Ibid.*, p. 160.

114. *Ibid.*, p. 184.

115. Josef Strasser, *Der Arbeiter und die Nation*, Vienne, Junius, 1982 (édition originale parue en 1912 à Reichenberg / Liberec). Nous utilisons ici l'édition française de Claudie Weill : *Nation et luttes de classe*, Paris, 10/18, 1977.

116. *Ibid.*, p. 27.

117. *Ibid.*, p. 45.

118. *Ibid.*, p. 120.

119. Anton Pannekoek dans *ibid.*, p. 169-170.

120. *Ibid.*, p. 163.

121. Introduction à *ibid*., p. 22.

122. Clara Zetkin, « Unser Patriotismus », *Die Gleichheit*, 27 mai, 10 et 24 juin 1907. Repris dans Clara Zetkin, *Ausgewählte Reden und Schriften*, t. I, Berlin (RDA), Dietz, 1957, p. 316-338.

123. *Ibid.*, p. 322.

124. *Ibid.*, p. 322-323.

125. *Ibid*.

126. Udo Achten (dir.), *Zum Lichte Empor Mai-Festzeitungen der Sozialdemokratie 1891-1914*, Berlin (RFA), Dietz, 1980, p. 129.

127. Rosa Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Berlin (RDA), Dietz, 1982-1988.

128. Cité par Martha Dufournaud, *Le social-démocrate Béla Kun, (1902-1913)*, Mémoire de maîtrise de l'université de Paris 1 sous la direction de Jacques Droz, 1970, p. 33.

129. Irène Marton, « Les milieux socialistes et progressistes de Hongrie et la question des nationalités (1906-1914) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1968, p. 262.

130. *Ibid.*, p. 265.

131. Constantin Daicoviciu (dir.), *La désagrégation de la monarchie austro-hongroise 1900-1918*, Bucarest, Académie de la République socialiste de Roumanie, 1965.

132. Magda Aranyossi, « Gyula Alpári », *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, vol VI, 1959, p. 31-69.

133. Irène Marton, « Les milieux socialistes et progressistes », art. cit., p. 241-272.

134. *Die Geschichte der Zweiten Internationale*, Berlin (RDA), Berlin, Dietz, 1983, t. I, p. 531.

135. En 1931, le « luxembourgisme » sera officiellement condamné par Staline en personne ; la sentence servira pour mettre au pas le KPD et l'inféoder aux directives de l'Internationale communiste.

136. Françoise Blum, « Marx en Afrique francophone », dans Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx, une passion française*, Paris, La Découverte, 2018.

137. Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale*, Paris, Éditions sociales, 1953 (1913).

138. Stephen Cohen, *Nicolas Boukharine. La vie d'un bolchevik*, Paris, Maspero, 1979.

139. Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale*, *op. cit.*, p. 70.

140. *Ibid.*, p. 41.

141. *Ibid.*, p. 43.

142. *Ibid.*, p. 34.

143. *Ibid.*, p. 61.

144. Otto Bauer, *Werkausgabe*, Vienne, Europa Verlag, 1975-1980, 9 vol.(Forum culturel autrichien, Paris).

145. La collection de ces brochures (« Lichtstrahlen ») la plus complète est conservée à l'IISG d'Amsterdam. Nous nous sommes appuyés sur cette collection.

146. Otto Bauer, *Deutschtum und Sozialdemokratie*, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung, « Lichtstrahlen 13 », 1907, p. 3 (IISG Amsterdam).

147. *Ibid.*, p. 11.

148. *Ibid.*, p. 13.

149. *Ibid.*, p. 15.

150. *Ibid.*, p. 19.

151. *Ibid.*, p. 25.

152. Ernst Hanisch, *Der grosse Illusionist : Otto Bauer (1881-1938)*, Vienne, Böhlau Verlag, 2011.

153. *Märzfestschrift*, Wien, 1907 (VGA, Vienne).

154. « Das arbeitende Volk und die Nationalitätfrage », Vienne, « Lichtstrahlen 4 », Wiener Volksbuchhandlung, s. d. (IISG Amsterdam).

155. *Ibid.*, p. 3.

156. *Ibid.*, p. 5.

157. *Ibid.*, p. 9.

158. *Ibid*.

159. *Ibid.*, p. 12.

160. *Ibid*.

161. Karl Cermak, *Die deutschnationale Arbeiterbewegung*, Vienne, « Lichtstrahlen 22 », Wiener Volksbuchhandlung, 1912 (IISG Amsterdam).

## *Chapitre III*

1. Otto Bauer, *La question des nationalités*, *op. cit*., p. 657.

2. Louis-Gabriel Jaray, *Le socialisme à l'étranger*, (s.e., s.d.), p. 100. (Paris, Musée social).

3. IISG Amsterdam, Archives Josef Bloch.

4. Jacky Hummer, « Isolement et étatisation de l'économie allemande du XIXe siècle : la question du protectionnisme entre Fichte et List », *Droits*, nº 64, 2/2016, p. 27-48.

5. On relève de nombreux articles sur List ces dernières années dans des journaux comme *Capital*, *Sciences humaines*, etc.

6. Jacques Droz, *L'Europe centrale*, *op. cit*., p. 30.

7. *Ibid*. Sur Fichte et Babeuf, voir David James, « Applying the Concept of Right : Fichte and Babeuf », *History of Political Thought*, 4/2009, p. 647-677.

8. Bernd Faulenbach, « Sonderweg », dans Élisabeth Décultot, Michel Espagne et Jacques Le Rider (dir.) *Dictionnaire du monde germanique*, Paris, Bayard, 2007, p. 1065.

9. *L'Histoire du socialisme européen* a été publiée post-mortem en 1948 et rééditée jusqu'à nos jours.

10. Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen*, Paris, Les Belles Lettres, 2016 (édition intégrant des manuscrits inédits, préparée par Vincent Duclert et Marie Scot).

11. Albert Schäffle, *Die Quintessenz des Sozialismus*, Gotha, Verlag Friedrich Andreas Perthes, 1920 (première édition 1874).

12. Albert Schäffle, *La quintessence du socialisme*, Bruxelles, Bibliothèque populaire, 1886.

13. Élie Halévy, *Histoire du socialisme*, *op. cit.*, p. 53.

14. Georg von Vollmar, *Der isolirte sozialistische Staat. Eine sozialökonomische Studie*, Zurich, Verlag der Volksbuchhandlung, 1878.

15. *Ibid.*, p. 4.

16. *Ibid.*, p. 8.

17. August Bebel, *Die Frau und der Sozialismus*, Zurich, Verlag der Volksbuchhandlung, 1879.

18. Sur ces controverses, voir Erik van Ree, « "Socialism in One Country" Before Staline : German Origins », *Journal of Political Ideologies*, 2/2010, p. 143-159.

19. *Ibid.*, p. 373.

20. *Ibid.*, p. 17.

21. Lorenz von Stein, *Der Socialismus und Communismus des heutigen Frankreichs. Ein Beitrag zur Zeitgeschichte*, Leipzig, Otto Wigand, 1842.

22. « Für das deutsche Reich und das übrige Ausland : Leipzig, CFW Fest ».

23. Voir Karl Kautsky, « Ein heiterer Sozialistentödter », *Deutsche Worte*, 1888, p. 312.

24. En 1900, Rudolf Springer (pseudonyme de Karl Renner) publie deux articles sur la question de la langue tchèque chez les fonctionnaires.

25. Engelbert Pernerstorfer, « Friedrich Engels », *Deutsche Worte*, 1895 p. 582-585.

26. Engelbert Pernerstorfer, « Ludwigs Uhlands Reden in der 1848er Nationalversammlung », *Deutsche Worte*, 1887, p. 145.

27. *Ibid.*, p. 145.

28. *Ibid*.

29. Engelbert Pernerstorfer, « Friedrich Engels », art. cit., p. 582.

30. *Ibid.*, p. 585.

31. On peut relever par exemple plusieurs articles de l'autrichien Friedrich Hertz favorables à Bernstein.

32. Chaïm Schitlowsky, « Beiträge zur Geschichte und Kritik des Marxismus », *Deutsche Worte*, 1895, p. 193-211 et 337-372.

33. Sur Nietzsche, voir notamment Leo Berg, « Friedrich Nietzsche », *Deutsche Worte*, 1890, p. 426-431.

34. Chaïm Schitlowsky, « Der Sozialismus und die Nationalitätenfrage », *Deutsche Worte*, 1899, p. 305- 343.

35. *Ibid.*, p. 307.

36. *Ibid.*, p. 312.

37. *Ibid.*, p. 321.

38. *Ibid.*, p. 330.

39. *Ibid.*, p. 343.

40. Georg von Vollmar, *Über die nächsten Aufgaben der deutschen Sozialdemokratie*, Munich, Ernst, 1899.

41. *Verhandlungen des Parteitages der deutschen Sozialdemokratie abgehalten zu Linz vom 29. Mai bis einschliesslich 1. Juni 1898*, Vienne, Brand, 1898. Voir notamment p. 102.

42. Voir notamment la lettre d'Engels sur la conception matérialiste de l'histoire adressée à Josef Bloch en septembre 1890. En français, dans Karl Marx et Friedrich Engels, *Études philosophiques*, Paris, Éditions sociales, 1951.

43. Roger Fletcher, *Revisionism and Empire. Socialist Imperialism in Germany*, Londres, George Allen & Unwin, 1984, p. 34.

44. Jean-Numa Ducange, « Le révisionnisme n'est-il qu'un réformisme ?, sur quelques aspects de la première révision du marxisme », *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, n° 30, 2012, p. 133-147.

45. *Ibid*.

46. IISG Archives Bloch – *Sozialistische Monatshefte*, carton 1.

47. Rosa Luxemburg, « Der Sozialismus in Polen », *Sozialistische Monatshefte*, 1897, p. 547-556.

48. Exemplaire consulté : Archives Adler, VGA, Vienne, Mappe 172/2-1899.

49. Karl Leuthner, « Die Aufgabe der deutschen Sozialdemokratie in der auswärtigen Politik », *Sozialistische Monatshefte*, 1908, p. 1130.

50. Dieter Fricke, « Die *Sozialistische Monatshefte* und die imperialistische Konzeption eines Kontinentaleuropa 1905-1918 », *Zeitschrift für Geschitswissenschaft*, n° 23, 1975, p. 528-537.

51. Il l'exprime en premier lieu (cité par *ibid*., p. 528) dans le *Neue Deutsche Rundschau* en janvier 1900.

52. *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, t. IV (1898-1914), Berlin (RDA), Dietz, 1975, p. 87. On y trouve reproduits une série de tracts opposés fortement à la politique douanière.

53. *VIIIe Congrès socialiste International. Stuttgart, 18-24 août 1907*, Genève, Minkoff, 1977, p. 30-31.

54. Parmi l'abondante littérature sur Eduard Bernstein, voir Francis L. Carsten, *Eduard Bernstein 1850-1932. Eine politische Biographie*, Munich, Beck, 1993.

55. Sur Victor Adler, voir notamment Lucian O. Meysels, *Victor Adler : die Biographie*, Vienne, Amalthea, 1997. Voir également Wolfgang Maderthaner, « Victor Adler und die Politik der Symbole », dans Norbert Leser et Manfred Wagner (dir.), *Österreichs politische Symbole*, Vienne, Böhlau, 1994, p. 163-180.

56. Voir les récits de son ami Engelbert Pernerstorfer, « Aus jungen Tagen », *Der Storm*, 2, 1912, p. 98. Voir aussi Engelbert Pernerstorfer, « Kleine Erinnerungen », *Der Kampf*, 3, 1909-10.

57. William McGrath, *Dionysian Art and Populist Politics in Austria*, Yale, Yale University Press, 1974, p. 59.

58. VGA (Vienne), Archives Adler, Lettre à Pernerstorfer, 19 août 1878.

59. Michael Wladika, *Hitlers Vätergeneration. Die Ursprünge des Nationalsozialismus in der k.u.k. Monarchie*, Vienne, Böhlau, 2005.

60. « Die österreichischen Juden waren damals die feurigsten Vertreter des Anschlussgedankens. » Karl Kautsky, *Erinnerungen und Erörterungen*, *op. cit.*, p. 530.

61. Victor Adler, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, *op. cit.*, p. 12.

62. « This use of the world communist seems far closer to Wagner than to Marx. » William McGrath, *Dionysian Art*, *op. cit.*, p. 212.

63. « Als Deutsche kann es uns sehr gleichgültig sein, ob die Tschechen deutsch lernen ; als Sozialdemokraten müssen wir es geradezu wünschen. » Victor Adler, *Die Gleichheit*, 15 janvier 1887 (VGA, Vienne).

64. Karl Kautsky, *Vermehrung und Entwicklung in Natur und Gesellschaft*, Stuttgart, Dietz, 1910.

65. Hans Mommsen, *Arbeiterbewegung und Nationale Frage*, *op. cit.*, p. 191.

66. Engels à Kautsky, 3 novembre 1893 depuis Vienne (*Friedrich Engels' Briefwechsel mit Karl Kautsky*, Vienne, Danubia Verlag, 1955, p. 391-392).

67. Victor Adler et Friedrich Engels, *Briefwechsel*, Berlin, Akademie Verlag, 2011. Jusqu'alors nous ne connaissions que les lettres d'Engels, dans cette édition tout l'échange est restitué.

68. Lettre d'Engels à Adler du 20 août 1892. *Ibid.*, p. 42.

69. « Dazu kommt, dass die 'Unabhändigen' in Deutschland ihre Affen in Oesterreich gefunden haben. » Lettre d'Adler à Engels du 29 décembre 1891. *Ibid.*, p. 24.

70. Victor Adler, « Der Berliner *Vorwärts* über Oesterreich », *Arbeiter-Zeitung*, 14 novembre 1893.

71. L'historien Enzo Traverso évoque à ce propos une « version kautskyenne de l'internationalisme » dans un ouvrage de synthèse sur les marxistes et la question juive : Enzo Traverso, *Les marxistes et la question juive*, *op. cit.*, p. 109.

72. *Ibid.*

73. *Ibid.*

74. Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund*, Paris, Austral, 1995.

75. Otto Bauer, *La question des nationalités*, *op. cit.*, p. 440.

76. *Ibid.*, p. 445.

77. *Ibid.*, p. 449.

78. *Ibid.*, p. 450-451.

79. *Ibid.*, p. 452.

80. Robert S. Wistrich, « German Social Democracy and the Problem of Jewish Nationalism », *Leo Baeck Institute Yearbook*, 21, 1976, p. 109-142. L'article, favorable à la

perspective du projet sioniste, est extrêmement documenté. Voir son ouvrage de 2012, là encore très engagé mais mobilisant des connaissances très larges : *From Ambivalence to Betrayal. The Left, the Jews and Israel*, University of Nebraska Press, 2012.

81. Karl Kautsky, « Nationalität und Internationalität », art. cit., p. 7. La série d'articles est ensuite publiée sous forme d'ouvrage.

82. Maxim Anin, « Das Nationalitätsprinzip in der Sozialistischen Internationale », *Sozialistische Monatshefte*, 1910, p. 885-890. Voir également, du même auteur, « Was will die judische Sektion in der Sozialistischen Internationale ? », *Sozialistische Monatshefte*, 1911, p. 396-400.

83. Leon Ghasanowitsch, « Ziele und Mittel des Sozialistischen Zionismus », *Sozialistische Monatshefte*, 1914, p. 962-973.

84. Voir dans cet ouvrage p. 115.

85. Voir chapitre VII du présent ouvrage.

86. Josef Bloch, *Revolution der Weltpolitik*, Prague, Selbstverlag, 1938.

87. « Bolschewismus oder revolutionärer Revisionismus », *Frankfurter Hefte*, nº 7, 1953, p. 516.

## *Chapitre IV*

1. Franz Mehring, *Deutsche Geschichte vom Ausgang des Mittelalters. Ein Leitfaden für Lehrende und Lernende*, 2 t., Berlin, Vorwärts Buchhandlung, 1910-11. Otto Bauer, *Geschichte Österreichs : eine Anleitung zum Studium der österreichischen Geschichte und Politik*, Vienne, Danneberg, 1913.

2. Franz Mehring, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, Stuttgart, Dietz, 1897-1898, 2 t.

3. Karl Kautsky, *Die Vorläufer des neueren Sozialismus*, Stuttgart, Dietz, 1895, 2 t.

4. Pierre Vilar, *La Catalogne dans l'Espagne moderne. Recherches sur les fondements économiques des structures nationales*, t. I, Paris, Flammarion, 1977. Voir aussi *Une histoire en construction. Approche marxiste et problématiques conjoncturelles*, Paris, EHESS, 1982.

5. Entretien avec Paul Pasteur en vue de la rédaction de la notice « Maitron » sur Félix Kreissler ; 2 novembre 2010.

6. Françoise Blum, « Marx en Afrique », art. cit., dans Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud, *Marx*, *op. cit.*, p. 320-329.

7. Jean-Yves Frétigné, *Antonio Gramsci. Vivre, c'est résister*, Paris, Armand Colin, 2017.

8. Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, 5 vol., Paris, Gallimard, 1982, 1978-1992. Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique, 2012.

9. « concetto di nazionale-popolare », Q 21, § 5, 1934. Romain Descendre, « Antonio Gramsci et le concept de 'national-populaire' », *La Clé des Langues*, ENS de Lyon, janvier 2019 [http://cle.ens-lyon.fr/italien/litterature/periode-contemporaine/antonio-gramsci-et-le-concept-de-2018national-populaire2019].

10. *Ibid*.

11. Razmig Keucheyan « Gramsci, Bourdieu et les *Cultural studies* : hypothèses autour d'une constellation », *Actuel Marx*, nº 64, 2/2018, p. 194-207.

12. Romain Descendre, « Antonio Gramsci », art. cit.

13. Cité par Georges Haupt et *alii*, *Les marxistes et la question nationale*, *op. cit*., p. 43.

14. August Bebel, *Ausgewählte Reden und Schriften*, Berlin (RDA), t. I, 1957, p. 589.

15. *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitags der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Jena vom 17. bis 23. September 1905*, Berlin, 1905, p. 297.

16. *Schwäbische Tagewacht*, Stuttgart, 17 août 1907.

17. Jakub Benes, *Workers and Nationalism*, *op. cit*., p. 153.

18. Dieter Groh, *Emanzipation und Integration. Beiträge zur Sozial- und Politikgeschichte der deutschen Arbeiterbewegung und des 2. Reiches*, Constance, Univ. Verlag Konstanz, 1999.

19. Voir notamment les travaux de Dieter Fricke, *Handbuch zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 2 t., Berlin (RDA), Dietz, 1987.

20. Thomas Welskopp, *Das Banner der Brüderlichkeit. Die deutsche Sozialdemokratie vom Vormärz bis zum Sozialistengesetz*, Bonn, Dietz, 2000.

21. Jürgen Kocka, *Arbeiterleben und Arbeiterkultur : die Entstehung einer soziale Klasse*, Bonn, Dietz, 2015.

22. Marcel van der Linden et Frits van Holthoon (dir.), *Internationalism in the Labour Movement 1830-1940*, Leyde, Brill, 1988. Voir notamment « The Rise and Fall of the first International. An Interpretation », vol. I, p. 323-335. Du même auteur, *Workers of the World. Essays Toward a Global Labour History*, Leyde, Brill, 2008, p. 259-283.

23. Dieter Langewiesche (dir.), *Die deutsche Revolution von 1848/49*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1983.

24. Étienne François et Hagen Schulze, *Mémoires allemandes*, Paris, Gallimard, 2007.

25. Hannes Stekl (dir.), *Memoria Austriae*, 3 vol., Vienne, Verlag für Geschichte und Politik, 2004.

26. Dieter Düding, Peter Friedemann et Paul Münch (dir.), *Öffentliche Festkultur. Politische Feste in Deutschland von der Aufklärung bis zum Erstem Weltkrieg*, Hambourg, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1988.

27. Peter Brand, « Das studentische Wartburgfest vom 18./19. Oktober 1817 », dans *ibid*., p. 76.

28. *Ibid*., p. 18.

29. Arno Herzig, « Die Lassalle-Feiern in der politischen Festkultur der frühen deutschen Arbeiterbewegung », dans *ibid.*, p. 321-333.

30. Kurt Laser, Norbert Podewin, Werner Ruch et Heinz Warnecke, *Der Friedhof der Märzgefallenen*, Berlin, Trafo Verlag, 2015, p. 48-49 (Staatsbibliothek, Berlin). Wolfgang Schröder et *alii*, *Geschichte der revolutionären Berliner Arbeiterbewegung*, t. I, Berlin (RDA), Dietz, 1987.

31. Walter Schmidt, « Die Revolutionsrezeption in den Jubiläumsjahrestagen 1873-1898-1923 », dans Helmut Bleiber et *alii* (dir.), *Demokratie und Arbeiterbewegung in der deutschen Revolution von 1848/49. Beiträge eines Kolloquiums zum 150. Jahrestag der Revolution von 1848/49 am 6./7. Juni 1998 in Berlin*, Berlin, Trafo Verlag, 2000.

32. Cité par *ibid.*, p. 87.

33. Wolfgang Schröder et *alii*, *Das Sozialistengesetz 1878-1890*, *op. cit.*, p. 27.

34. Wolfgang Schröder, « Friedrichshain – Gedenk – und Kampfstätte », *Beiträge zur Geschichte der Berliner Arbeiterbewegung*, nº 5, 1973, p. 145-147 (Staatsbibliothek, Berlin).

35. Beatrix Bouvier, « Die Märzfeiern der sozialdemokratischen Arbeiter : Gedenktage des Proletariats – Gedenktage der Revolution. Zur Geschichte des 18. März », dans Dieter Düding et *alii* (dir.), *Öffentliche Festkultur*, *op. cit.*, p. 337.

36. *Volksstaat*, 13 novembre 1869.

37. *Ibid.*, p. 41-42.

38. *Ibid.*, p. 259.

39. Wolfgang Schröder, « Die Tradition von 1848/49 und der Übergang zum Imperialismus. Zu einigen Aspekten des Erbes der bürgerlich-demokratischen Revolution von 1848/49 im letzten Jahrzehnt des 19. Jahrhunderts », *Jahrbuch für Geschichte*, 8, 1973, p. 96.

40. *Vorwärts*, 18 mars 1897.

41. *Vorwärts*, 23 mars 1897. Voir notamment la rubrique « Lokales » de cette édition et des jours qui suivent.

42. *Ibid*.

43. Wilhelm Liebknecht, *Zum Jubeljahr der Märzrevolution*, Berlin, Buchhandlung Vorwärts, 1898.

44. Wilhelm Blos, *Die deutsche Revolution – Geschichte der deutschen Bewegung von 1848 und 1849*, Stuttgart, Dietz, 1893.

45. Maximilian Bach, *Geschichte der Wiener Revolution im Jahre 1848*, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung, 1898.

46. *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags, IX. Legislaturperiode, V. Session*, 1897/98, 2 t., p. 1600.

47. *Vorwärts*, 16 mars 1898. « Der Gedenktag der Wiener Revolution », *ibid*.

48. Henri Lefebvre, *La proclamation de la Commune. 26 mars 1871*, Paris, La Fabrique, 2018 (1965).

49. *Vorwärts*, 18 mars 1898.

50. *Ibid.* (« Die März-Feier der Berliner Arbeiterschaft »).

51. Arno Holz, « Den Franzosensfressen », *Der Wahre Jacob*, 18 janvier 1898.

52. Richard Kohnen, *Pressepolitik des Deutschen Bundes : Methoden staatlicher Pressepolitik nach der Revolution von 1848*, Tubingue, Max Niemeyer Verlag, 1995, p. 128-136.

53. « Der Heckerzug. Aufstand der badischen Republikaner vom April 1848 », *Der Wahre Jacob*, 12 avril 1898.

54. Chiffres issus des procès-verbaux des différents congrès du parti.

55. *März-Zeitung*, 1899 (Staatsbibliothek, Berlin)

56. Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, Paris, Seuil, 1988 (1908).

57. IISG, Amsterdam archives Wilhelm Liebknecht, 208. Lettre non datée adressée à Laura Lafargue.

58. *Arbeiter-Zeitung*, 14 mars 1898.

59. *Arbeiter-Zeitung*, 13 mars 1898.

60. Pierre Alayrac, *L'Internationale au milieu du gué*, *op. cit.*

61. Kevin Callahan, *Demonstration Culture*, *op. cit.*, p. 162.

62. Andrew Bonnell, *The People's Stage in Imperial Germany : Social Democracy and Culture 1890-1914*, Londres, Tauris Academic Studies, 2005.

63. Emil Reich, *Die bürgerliche Kunst und die besitzlosen Volksklassen*, Leipzig, W. Friedrich, 1892. Sur Emil Reich : Jakub Benes, *Workers and Nationalism*, *op. cit.*, p. 95-96.

64. Ernst Glaser, *Im Umfeld des Austromarxismus, Ein Beitrag zur Geistesgeschichte des österreichischen Sozialismus*, Vienne, Europaverlag, 1981, p. 335 et 381.

65. Engelbert Pernerstorfer, « Die Kunst und die Arbeiter », *Der Kampf*, 1907. Voir Helmut Gruber, *Red Vienna : Experiment in Working-Class Culture, 1919-1934*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

66. Otto Bauer, *La question des nationalités*, *op. cit*, p. 168-169.

67. Otto Dann, « Schiller », dans Étienne François et Hagen Schulze (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte*, t. II, Munich, Beck, 2001, p. 171.

68. Georg Bollenbeck, « Weimar », dans Étienne François et Hagen Schulze, *Mémoires allemandes*, *op. cit.*, p. 238.

69. Lucien Calvié, *Le renard et les raisins. Les intellectuels allemands et la Révolution française : 1789-1848*, Uzès, Inclinaisons, 2018 (réédition augmentée du livre de 1989), p. 65.

70. *Ibid.*, p. 68.

71. *Ibid.*, p. 69.

72. *Der Menschheit Würde. Dokumente zum Schiller-Bild der deutschen Arbeiterklasse*, Weimar, Arion Verlag, 1959 (Staatsbibliothek, Berlin).

73. Katrin Keller, *Feste und Feiern. Zum Wandel städtischer Festkultur in Leipzig*, Leipzig, Edition Leipzig, 1994.

74. Rainer Noltenius, « Schiller als Führer und Heiland… », dans Dieter Düding et *alii* (dir.), *Öffentliche Festkultur*, *op. cit.*, p. 239.

75. Otto Dann, « Schiller », art. cit., p. 181.

76. Jutta Seidel, *Wilhelm Bracke. Vom Lassalleaner…*, *op. cit*.

77. *Illustrierte Zeitung* (Leipzig), 12 novembre 1859, cité dans Rainer Noltenius, « Schiller als Führer », art. cit.

78. Karl Obermann, « Die deutsche Einheitsbewegung und die Schiller-Feiern 1859 », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 5/1955, p. 723-731.

79. Rainer Noltenius, « Schiller als Führer », art. cit., p. 255.

80. Wolfgang Hagen, *op. cit*.

81. « Schille März Nummer », *Vorwärts*, 19 mars 1905.

82. *Vorwärts*, 9 mai 1905.

83. *Arbeiter-Zeitung*, 30 avril 1905, p. 5.

84. Engelbert Pernerstorfer, « Schiller », *Arbeiter-Zeitung*, 9 mai 1905.

85. *Vorwärts*, 10 mai 1905, p. 4.

86. Voir les procès-verbaux des congrès internationaux à ce propos (réed. Minkoff). Sur ces questions des voyages, voir également Kevin Callahan, *Demonstration Culture*, *op. cit.*,

p. 100.

87. *Friedrich Schiller. Gedenkrede zur 100. Wiederkehr des Todestages Schillers von Engelbert Pernerstorfer, Mitglied des österreichischen Reichsrates*, Vienne, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung Igna Brand, 1905 (VGA Wien et Staatsbibliothek Berlin).

88. Claudie Weill, « La Révolution russe de 1905 et le mouvement ouvrier allemand », dans François-Xavier Coquin et Céline Gervais-Francelle (dir.), *1905. La première révolution russe*, Paris, Institut d'études slaves/Publication de la Sorbonne, 1986, p. 437-449. Pour les sources, voir Léo Stern (éd.), *Die Russische Revolution von 1905-1907 im Spiegel der deutschen Presse*, Berlin (RDA), Rutten & Loening, 1961, 5 t.

89. Franz Mehring, *Schiller. Ein Lebensbild für deutsche Arbeiter*, Leipzig, Verlag der Leipziger Buchdruckerei Aktiengesellschaft, 1905.

90. Rosa Luxemburg, « Franz Mehring. Schiller. Ein Lebensbild für deutsche Arbeiter », *Die Neue Zeit*, 1904-1905, t. II ; repris dans *Gesammelte Werke*, Berlin, Dietz, 1/2, p. 533.

91. Cité dans *Nation et luttes de classe*, *op. cit*., p. 53.

92. « Friedrich Schiller », *Die Gleichheit*, 3/1909.

93. Wilhelm Ellenbogen, « Richard Wagner und das Proletariat », *Der Kampf*, 1913, p. 1913. Max Adler, « Fichte als Befreier », *Arbeiter-Zeitung*, 19 mai 1912 ; du même auteur, « Die deutsche Nationalidee bei J. G. Fichte », *Arbeiter-Zeitung*, 28 janvier 1914.

94. François Jarrige, « E. P. Thompson, une vie de combat », *La vie des idées*, 6 janvier 2015. En ligne [https://laviedesidees.fr/E-P-Thompson-une-vie-de-combat.html].

95. Simona Cerutti, « *Who is below ?* E. P. Thompson, historien des sociétés modernes : une relecture », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, nº 4, 2015, p. 931-956.

96. Eric Hobsbawm et Terence Ranger, *L'invention de la tradition*, Paris, Amsterdam, 2006 (1983).

97. Wilhelm Zimmermann, *Der grosse deutsche Bauernkrieg*, Stuttgart, Dietz, 1891 (rééd. 1953 en RDA).

98. Voir Jean-Numa Ducange, « Prendre la plume pour s'imposer dans le parti ? Le cas de Therese Schlesinger, militante du Parti social-démocrate autrichien », *Genre et histoire*, nº 14, 2014. En ligne [https://journals.openedition.org/genrehistoire/1895].

99. Michèle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016. Gérard Noiriel, *Une histoire populaire de la France. De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Marseille, Agone, 2018.

100. Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2003.

101. Sous la direction de Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la France contemporaine*, Paris, Rouff, 1900-1908 (réédition : Paris, Éditions sociales, 2014).

102. Voir par exemple Willi Oberkrome, *Volksgeschichte. Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft 1918-1945*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1993.

103. Voir notamment l'introduction à Matthias Middell et Ulrike Sommer (dir.), *Historische West- und Ostforschung in Zentraleuropa zwischen dem Ersten und Zweiten Weltkrieg – Verflechtung und Vergleich*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2004.

104. Romain Descendre, « Antonio Gramsci », art. cit.

105. Gérard Noiriel, *Une histoire populaire*, *op. cit*., p. 12.

106. Jakub Benes, *Workers and Nationalism*, *op. cit*., p. 240.

107. *Ibid*., p. 163-164.

108. Lucie Guesnier, *La sédimentation des socialismes roumains : identités socialistes et mouvements sociaux dans le contexte de la modernisation du pays, 1878-1916*, thèse, Université de Paris 1, 2016.

109. Antony Burlaud, « La France selon Marx », dans Jean-Numa Ducange et Antony Burlaud (dir.), *Marx*, *op. cit.*, p. 15-28.

110. Michael Krätke, « Marx and World History », *International Review of Social History*, n° 63, 1/2018, p. 91-125.

111. François Furet, *Marx et la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1986.

## *Chapitre V*

1. Edward Saïd, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 2005.

2. Kevin Anderson, *Marx at the Margins. On Nationalism, Ethnicity, and Non-Western Societies*, Chicago, The University of Chicago Press, 2010.

3. Jane Burbank et Frederick Cooper, « "Nouvelles colonies" et "vieux empires" », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 27, 2009, p. 13.

4. *Ibid.*, p. 15.

5. Olivier Le Cour Grandmaison, « F. Engels et K. Marx : le colonialisme au service de "l'Histoire" universelle », *Contretemps*, 2003, p. 174-184.

6. Jean-Louis Marçot, « Les premiers socialistes français, la question coloniale et l'Algérie », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 124, juillet-décembre 2014, p. 92.

7. Kevin Anderson, *Marx at the Margins*, *op. cit*. ; Marcello Musto, « Le dernier voyage de Marx : éléments pour une biographie intellectuelle », *Actuel Marx*, 1/2017, p. 106-123.

8. Kevin Anderson, *Marx at the Margins*, *op. cit*.

9. Écrit en 1875, publiée *post-mortem* en 1891. Voir Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, *op. cit*.

10. Lettre d'Engels à Karl Kautsky du 12 septembre 1882, cité dans Friedrich Engels, *Briefwechsel mit Karl Kautsky*, *op. cit*., p. 63.

11. Vladimir Claude Fisera, *Les peuples slaves et le communisme. De Marx à Gorbatchev*, Paris, Berg International, 1992, p. 44.

12. Cité par *ibid*., p. 44. Voir aussi Woodford Mcclellan, *Svetozar Markovic and the Origins of the Balkans Socialism*, Princeton, Princeton University Press, 1964.

13. Kerstin S. Jobt, *Zwischen Nationalismus und Internationalismus. Die polnische und ukrainische Sozial-demokratie in Galizien von 1890 bis 1914. Ein Beitrag zur Nationalitätenfrage im Habsburgerreich*, Hambourg, Dölling und Galitz, 1996.

14. Traduit et présenté dans Jean-Numa Ducange, « Transformer la condition des ouvrières et des ouvriers : le programme d'Erfurt de 1891 de la social-démocratie allemande », *Revue Parlement(s)*, 2021.

15. « Die Jugend. Das Jahr 1848 und die Jugend », dans Victor Adler, *Aufsätze, Reden und Briefe*, Vienne, Verlag der Volksbuchhandlung, 1928, t. VII, p. 158.

16. Fritjof Tichelman, « Socialist “Internationalism” and the Colonial World. Practical Colonial Policies of Social Democracy in Western Europe Before 1940 with Particular Reference to the Dutch SDAP », dans Marcel van der Linden et Frits van Holthoon (dir.), *Internationalism*, *op. cit.*, vol. I, p. 87-108.

17. Georges Haupt et Madeleine Rebérioux, *La Deuxième Internationale et l’Orient*, Paris, Cujas, 1967.

18. *Ibid.*, p. 87-88.

19. Article Benedetti, « Le Bureau Socialiste International face à la question coloniale : les difficiles chemins d’un traitement supranational, 1900-1914 », *Cahiers Jaurès*, 2/2020.

20. Cité par Rosa Luxemburg, « Le socialisme à la Guadeloupe », 3 août 1898, dans *Le Socialisme en France 1898-1914*, Marseille, Agone-Smolny, 2013, p. 17-18.

21. Sur Deslinières, voir Mathieu Fulla et Fabien Conord, « Lucien Deslinières. Un socialiste utopique au XXe siècle », *Revue historique*, nº 674, avril 2015, p. 353-382.

22. Lucien Deslinières, *Le Maroc socialiste*, Paris, Giard et Brière, 1912, p. 7.

23. Jean Jaurès, *Le pluralisme culturel. Œuvres*, t. XVII, Paris, Fayard, 2014.

24. August Bebel, *Ausgewählte Reden*, *op. cit.*, t. II/1, Berlin (RDA), Dietz, 1970, p. 26-27.

25. Richard B. Day et Daniel Gaido (éd.), *Witnesses to Permanent Revolution : The Documentary Record*, Leyde-Boston, Brill, 2009, p. 59-67.

26. L’enquête est analysée dans le détail par Elisa Marcobelli, *L’Internationalisme à l’épreuve des crises. La Deuxième Internationale et les socialistes français, allemands et italiens (1889-1915)*, Nancy, Arbre bleu, 2019, p. 148-149.

27. Georges Haupt et *alii*, *Les marxistes et la question nationale*, *op. cit.*, p. 30.

28. Reproduit dans *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, t. IV (1898-1914), Berlin (RDA), Dietz, 1975, p. 142-144.

29. *Ibid.*, p. 144.

30. Reproduit dans *ibid.*, p. 180.

31. Ramin Taghia, *Grenzgänger des Sozialismus : Die transnationale Dimension der frühen sozialistischen Bewegung im Iran (1905-1911)*, Leipzig, Promedia Verlag, 2014. Voir également, en anglais, le résumé de ces travaux sur le carnet hypothèse EUROSOC [https://eurosoc.hypotheses.org/]. Nous reprenons ici les éléments de cette recherche.

32. Georges Haupt et Madeleine Rebérioux, *La Deuxième Internationale*, *op. cit.*, p. 39-41.

33. Madeleine Rebérioux, « Jaurès et la Turquie », *Jean Jaurès. Bulletin de la SEJ*, nº 109, avril-juin 1988, p. 8-10, et « Jaurès et les Arméniens », *Jean Jaurès. Bulletin de la SEJ*, nº 121, mai-juillet 1991, p. 4-9. François Georgeon, « La justice en plus : les Jeunes Turcs et la Révolution française », dans Id., *Des Ottomans aux Turcs. Naissance d’une nation*, Istanbul, Isis, 1995, p. 159-168.

34. Pierre Broué, *Rakovsky ou la révolution dans tous les pays*, Paris, Fayard, 1996.

35. Christian Rakovsky, « La Révolution turque », *Le socialisme*, 1er août 1908.

36. Richard B. Day et Daniel Gaido (dir.), *Discovering Imperialism. Social Democracy to World War I*, Leyde-Boston, Brill, 2012.

37. Kôtoku Shûshi, *L’impérialisme, le spectre du XXe siècle*, Paris, Éditions du CNRS, 2008.

38. Rudolf Hilferding, *Le capital financier*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

39. Jean Bourdeau, « L'Internationale socialiste au congrès de Stuttgart », *Revue des Deux Mondes*, t. XLI, 1907, p. 427, cité dans Elisa Marcobelli, *L'Internationalisme*, *op. cit.*, p. 152.

40. Georges Haupt et Madeleine Rebérioux, *La Deuxième Internationale*, *op. cit.*, p. 30-34.

41. *VII^e^ Congrès Socialiste International tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte rendu analytique*, Bruxelles, Brismée, 1908, p. 426-428.

42. La meilleure synthèse sur le sujet est celle proposée par Lucie Guesnier, « Les socialistes et la guerre. Du socialisme roumain à la "Confédération balkanique". Un projet pour la paix dans l'ombre de la II^e^ internationale », dans Catherine Durandin (dir.), *Alerte en Europe : la guerre dans les Balkans (1912-1913)*, Paris, L'Harmattan, 2014. Voir également sa thèse de doctorat soutenue à l'université de Paris 1 sous la direction de Michel Dreyfus consacrée au socialisme roumain (2016).

43. Pierre Broué, *Rakovsky*, *op. cit*.

44. Lucie Guesnier, « Les socialistes et la guerre », art. cit.

45. *Dokumenten und Materialien*, *op. cit*.

46. *Ibid.*, p. 139.

47. *Ibid.*, p. 203.

48. *Ibid.*, p. 356.

49. *La Petite République*, 18 janvier 1904.

50. Richard J. Evans (éd.), *Kneipengespräche im Kaiserreich. Stimmungsberichte der Hamburger Politischen Polizei 1892-1914*, Rowohlt, Reinbek bei Hamburg, 1989. Voir notamment les p. 341-360.

51. *Vigilanzbericht*, rédigé par Schutzmann Hinz, 15 mars 1902. Rapport reproduit dans *ibid*.

52. Gottfried Mergner (dir.), *Social Limits to Learning*, Oxford-New-York, Berghahn Books, 2005. Voir en particulier la contribution intitulée « "Solidarity with the Savages ?" German Social Democracy and the African Resistance Struggle in the Former German Colonies », p. 46-63.

53. Gustav Noske, *Kolonial Politik und Sozialdemokratie*, Stuttgart, Dietz, 1914.

54. Frederick Cooper, *Citizenship, Inequality and Difference : Historical Perspectives*, Princeton, Princeton University Press, 2018.

55. Otto Bauer, « Orientalische Revolutionen », *Der Kampf*, 1911 (repris dans *Werkausgabe*, t. VIII, p. 569-582).

56. *Ibid.*, p. 578.

57. *Ibid.*, p. 579.

## *Chapitre VI*

1. Introduction à Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Éditions sociales, 2014 (1968), p. 3.

2. Philippe Darriulat, *Les patriotes*, *op. cit.*, p. 36.

3. Cité par *ibid.*, p. 135.

4. Cité dans *Auguste Blanqui, Textes Choisis*, avec préface et notes par V. P. Volguine, Éditions sociales, Paris, 1971, p. 43.

5. Auguste Blanqui, *La Patrie en danger*, Paris, Chevalier Libraire éditeur, 1871, p. 334-335.

6. Gilles Candar, *Édouard Vaillant, l'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018.

7. Eduard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, *op. cit.*

8. Marc Angenot, *Le centenaire de la révolution. 1889*, Paris, La Documentation française, 1989.

9. Karl Kautsky, *La lutte des classes en France en 1789*, Paris, Demopolis, 2010 (Stuttgart, 1889).

10. *Protokoll über den 3. Congress der sozial-demokratischen Arbeiter-Partei, abgehalten zu Mainz am 7., 8., 9., 10. und 11. September 1872*, Mayence, 1872, p. 16.

11. Fabrice Bensimon, « L'écho de la Révolution française dans la Grande-Bretagne du XIXe siècle (1815-1870) », *AHRF*, nº 343, 2005, p. 37.

12. Philippe Raxhon, « Le souvenir de la Révolution de 1789 à Liège des origines à nos jours », dans Philippe Joutard (dir.), *L'espace et le temps reconstruits*, Aix, PUP, 1990, p. 374-376.

13. Jacques Texier parle à ce propos de « rectification » dans *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, Paris, PUF, 1998.

14. Karl Marx et Friedrich Engels, *Sur la Troisième République*, Paris, Éditions sociales, 1984.

15. Jean-François Fayet, *Karl Radek (1885-1939). Biographie politique*, Berne, Peter Lang, 2004, p. 46-47.

16. Lénine, *Œuvres*, t. XXIX, Paris-Moscou, Éditions du progrès, p. 375.

17. Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904, cité dans *Œuvres choisies*, t. I, Moscou, 1954, p. 617.

18. Léon Trotsky, *Nos tâches politiques*, Paris, Denoël, 1970 (1904), p. 184.

19. *Iskra*, édition réimprimée de Léningrad, 1925, p. 28, citée par Victor Daline, « Lénine et le jacobinisme », *AHRF*, nº 203, 1971, p. 93.

20. Christian Rakovsky, « Jean Jaurès », *Viitorul Social*, nº 11, août 1914. Traduit dans *Cahiers Léon Trotsky*, nº 17, mars 1984, p. 62-63.

21. Christian Rakovsky, « Jules Guesde et le communisme », *L'Humanité*, 8 janvier 1923.

22. Ossip Zetkin, *Der Sozialismus in Frankreich seit der Pariser Kommune*, Berlin, Dietz, 1889 ; *Charakterköpfe aus der französischen Arbeiterbewegung*, Berlin, Dietz, 1892.

23. Marx à Nieuwenhuis, 22 février 1881, dans Karl Marx et Friedrich Engels, *La Commune de Paris*, Paris, UGE-10/18, 1971 p. 181-182.

24. Friedrich Engels, introduction aux *Luttes de classes en France en 1848-1850*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 5-14.

25. Lucien Calvié, *Le renard et les raisins*, *op. cit.*, p. 25.

26. Jean Jaurès, « Le socialisme de la Révolution française », *La Dépêche*, 22 octobre 1890.

27. Jürgen Schmidt, *August Bebel. Kaiser der Arbeiter*, Zurich, Rotpunktverlag, 2013 (en anglais, I.B. Tauris, 2019).

28. Jean Jaurès, « Discours au congrès d'Amsterdam », *Revue socialiste*, n° 237, septembre 1904, p. 207.

29. Sur ces développements, voir Jean-Numa Ducange, *La Révolution française et la social-démocratie. Transmissions et usages politiques de l'histoire en Allemagne et Autriche*, Rennes, PUR, 2012.

30. Ludwig Quessel, « Sind wir Republikaner ? », *Sozialistische Monatshefte*, 1909, p. 1254.

31. Marx Maurenbrecher, « Schulung der Funktionäre », *Sozialistische Monatshefte*, 1909, p. 1407.

32. Christophe Prochasson, « Sur la réception du marxisme en France. Le cas Andler (1890-1920) », *Revue de synthèse*, janvier 1989, p. 85-108.

33. Charles Andler, *Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine. Dossier d'une polémique avec Jean Jaurès*, Paris, Éditions Bossard, 1918, p. 213-214 (texte cité « Passe d'armes », juillet 1913).

34. *Manifeste du parti communiste*, Paris, Georges Bellais, 1901.

35. Jean Jaurès et Jules Guesde, *Les deux méthodes*, Paris, Le passager Clandestin, 2014 (1900), p. 79-80.

36. Karl Kautsky, « Republik und Sozialdemokratie », *Die Neue Zeit*, 1904-1905, t. I, p. 260-270 ; p. 300-309 ; p. 332-341 ; p. 363-371 ; p. 397-414 ; p. 436-449 ; p. 466-481. Pour une mise en contexte global, voir l'édition en langue anglaise de Ben Lewis (éd.), *Karl Kautsky on Democracy and Republicanism*, Leyde, Brill, 2009.

37. Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Paris, Fayard, 2012 (1912).

38. Cité dans Rosa Luxemburg, *Le socialisme en France*, Marseille, Agone, 2013, p. 268.

39. *Ibid.*, p. 271.

40. Dieter Groh, *Negative Integration und revolutionärer Attentismus. Die deutsche Sozialdemokratie am Vorabend des Ersten Weltkrieges*, Francfort-Berlin, 1973.

41. Roberto Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009 (1911).

42. André Malraux, *Anti-mémoires*, Paris, Gallimard, 1967, p. 19.

## *Chapitre VII*

1. « Sozialdemokratisches Flugblatt vom April 1912 gegen die Rüstungspolitik des deutschen Imperialismus ». Reproduit dans *Dokumenten und Materialien, op. cit.*, t. IV, p. 403.

2. *Vorwärts*, 3 avril 1913, reproduit dans *ibid.*, p. 449.

3. Friedrich Engels, « Aux ouvriers espagnols à l'occasion du 1er mai 1893 », *Marx Engels Gesamtausgabe*, I/32, Berlin, Akademie Verlag, 2011, p. 240.

4. Clara Zetkin, « Schlussrechnung », *Die Gleichheit*, 29 octobre 1913. Repris dans Clara Zetkin, *Ausgewählte Reden und Schriften, op. cit.*, p. 600.

5. Friedrich Meinecke, « Deutsche Jahrhundertfeier und Kaiserfeier (1913) », dans Friedrich Meinecke, *Preussen und Deutschland im 19. und 20. Jahrhundert*, Munich-Berlin,

Oldenburg, 1918, p. 39.

6. Wolfram Siemann, « Krieg und Frieden in historischen Gedenkfeiern des Jahres 1913 », dans Dieter Düding et *alii* (dir.), *Öffentliche Festkultur*, *op. cit.*, p. 304.

7. Victor Adler, « Der Briefwechsel zwischen Marx und Engels », *Der Kampf*, 1913, p. 5-10.

8. IISG Second International Archives, 157, « Publication spéciale sur l'histoire de l'Internationale » et 153, « Congrès socialiste international, Vienne 1914. Emploi du temps ».

9. Eric Hobsbawm, *Nations et nationalismes*, *op. cit.*, p. 229.

10. Au parlement français et au parlement allemand. Celui d'Autriche ne fut pas convoqué.

11. Cité dans Victor Adler, *Aufsätze*, *op. cit.*, t. IX, p. 107.

12. Hugo Haase, 4 août 1914. Reproduit dans *Dokumente und Materialien*, *op. cit.*, t. V, p. 22-23.

13. Dans un texte initialement en français, « Le socialisme en Allemagne » (*Almanach du Parti ouvrier pour 1892*, p. 93-105), Engels avait en effet affirmé qu'un socialiste pouvait défendre son pays en cas d'attaque.

14. 1er novembre 1914. Reproduit dans *Dokumente und Materialien*, *op. cit.*, t. V, p. 47.

15. Jacques Droz, « Les tendances "gross-deutsch" en Allemagne et en Autriche à l'époque de la République de Weimar », *Austriaca/Cahiers d'études germaniques* (numéro commun : *Les relations germano-autrichiennes de 1918 à nos jours*), octobre-décembre 1981, p. 647.

16. Potsdam Reichskanzlei, « Aus dem Protokoll der Sitzung des preussischen Staatsministeriums vom 11. Dezember 1915 über eine Änderung des Reichsvereingesetzes als Konzession an den rechten Flügel der Sozialdemokratie », rapport cité dans *Materialien und Dokumente*, *op. cit.*, p. 259.

17. Lettre à la rédaction du *Labour Reader*, décembre 1914, cité dans *Dokumente und Materialien*, *op. cit.*, p. 78-79.

18. Friedrich Adler, *Erneuerung der Internationale. Aufsätze aus der Kriegzeit*, Vienne, Verlag der Wiener Buchhandlung, 1918.

19. Reproduit dans *Dokumente und Materialien*, *op. cit.*, p. 212-214.

20. Reproduit dans *ibid.*, p. 162-166.

21. *Ibid.*, p. 233-234.

22. Voir par exemple « Aufruf der Spartakusgruppe von April 1917 zur Weiterführung der Streikbewegung », tract illégal réimprimé dans la collection d'Ernst Meyer de 1927. On évoque clairement à côté des affirmations internationales « le peuple allemand ». Reproduit dans *Dokumente und Materialien*, *op. cit.*, p. 615-617.

23. Rosa Luxemburg, *La brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916). Œuvres complètes*, t. IV, Marseille, Agone, 2014, p. 105.

24. Mike Macnair, « *Die Glocke* or the Inversion of Theory : From Anti-imperialism to Pro-Germanism », *Critique. Journal of Socialist theory*, vol. XLII, 2014, p. 353-376.

25. Karl Marx et Friedrich Engels, *Écrits militaires. Violence et constitution des États européens modernes*, Paris, L'Herne, 1970.

26. Jean Jaurès, *Vaterland und Proletariat*, Iena, Eugen Diederichs, 1916 (Staatsbibliothek, Berlin).

27. *Ibid.*, p. 2.

28. *Ibid.*, p. 9-10.

29. *Ibid.*, p. 7.

30. *Ibid.*

31. Friedrich Naumann, *Mitteleuropa*, Berlin, Georg Reimer, 1915.

32. Voir les travaux de l'historien Antoine Marès sur ces questions et les travaux réalisés dans le cadre de « Connaissances de l'Europe médiane » [https://cem.hypotheses.org/].

33. Gerald Stieg, *L'Autriche : une nation chimérique ?*, *op. cit.*, p. 110.

34. Traduit et cité par *ibid*.

35. « Die Bestrebungen für eine wirtschaftliche Annäherung Deutschlands und Österreich-Ungarns » dans le cadre de la conférence intitulée « Mitteleuropa. Konferenz der deutschen und österreichischen Parteivorstände in Berlin am 9. Jänner 1916 ». Voir Victor Adler, *Aufsätze*, *op. cit.*, t. IX, p. 140.

36. Karl Renner, *Der Kampf*, 1916, p. 15-25.

37. Paul Kampffmeyer, « Das Nationalitätprinzip und das Recht der Entwicklung », *Sozialistische Monatshefte*, 1916, p. 361.

38. Voir Jacques Droz, *L'Europe centrale*, *op. cit*., p. 264.

39. Jacques Droz, « Les tendances "gross-deutsch" », art. cit., p. 647.

40. Catherine Horel, « La Mitteleuropa, visions allemandes et autrichiennes », *Austriaca*, n° 73, décembre 2011, p. 121-135.

41. *Ibid.*, p. 129.

42. Jacques Droz, « Les tendances "gross-deutsch" », art. cit., p. 264.

43. Jan Vermeiren, *The First World War*, *op. cit*., p. 179.

44. Karl Kautsky, *Die Vereinigten Staaten Mitteleuropas*, Stuttgart, Dietz, 1916.

45. *Ibid.*, p. 13.

46. Karl Renner, « Was hat ein internationales Programm zu leisten ? », *Der Kampf*, 1918, p. 11.

47. Alain Soubigou, *Thomas Masaryk*, Paris, Fayard, 2002. Antoine Mares, *Edvard Beneš. Un drame entre Hitler et Staline*, Paris, Perrin, 2015.

48. Victor Adler, « Engelbert Perstorfer letzte Fahrt », *Aufsätze*, *op. cit.*, t. XI, p. 49.

49. Cité dans Otto Bauer, *Die österreichische Revolution*, Vienne, Wiener Volksbuchhandlung, 1923, p. 67.

50. Susanne Miller, « Das Ringen um „die einzige grossdeutsche Republik". Die Sozialdemokratie in Österreich und im Deutschen Reich zur Anschlußfrage 1918/19 », *Archiv für Sozialgeschichte*, 11, 1971, p. 11.

51. Voir notamment la publication d'Alexandre Dupeyrix et Gérard Raulet (dir.), *Allemagne 1917-1923. Le difficile passage de l'Empire à la République*, Paris, Éditions de la MSH, 2018.

52. Parmi les rares études à étudier les positions des divers partis sur la question de l'Anschluss, Alfred D. Low, *Die Anschlussbewegung in Österreich und Deutschland, 1918-1919, und die Pariser Friedenskonferenz*, Vienne, Braumüller, 1975 (Forum culturel autrichien, Paris).

53. Heinrich August Winkler, « Die Vermeidung des Bürgerkrieges. Zur Kontinuität sozialdemokratischer Politik in der Weimarer Republik », dans Manfred Hettling et Paul Nolte (dir.), *Nation und Gesellschaft in Deutschland*, Munich, Beck, 1996, p. 282-304.

54. Voir, outre l'ouvrage collectif déjà cité, les travaux du « Groupe Weimar » à la MSH de Paris. [http://www.weimar.msh-paris.fr/].

55. Quentin Deluermoz et Pierre Singaravélou, *Pour une histoire des possibles*, *op. cit*.

56. Jabuk Benes, *Workers and Nationalism*, *op. cit*., p. 228.

57. Ernst Bloch, *La lutte, pas la guerre. Écrits pacifistes radicaux*, Paris, Editions de la MSH, 2018 (1918), p. 15-16 (« L'Allemagne a-t-elle à perdre ou à gagner d'une défaite militaire ? », juin 1918).

58. *Ibid*., p. 54.

59. Voir notamment les documents de la fin de l'année 1918 cités dans Annelies Laschitza (dir.*)*, *Karl Liebknecht*, *Eine Biographie in Dokumenten*, Francfort, Verlag Marxistische Blätter, 1982.

60. Kurt Laser et *alii*, *Der Friedhof der Märzgefallenen*, *op. cit.*, p. 159.

61. *Ibid.*, p. 167.

62. Susanne Miller, « Das Ringen », art. cit., p. 19.

63. Otto Bauer, « Der deutschösterreichische Staat », *Arbeiter-Zeitung*, 13 octobre 1918.

64. *Ibid*.

65. *Ibid.*, p. 269.

66. *Stenographische Protokolle der Provisorischen Nationalversammlung Deutschösterreichs 1918-1919*, t. I, p. 66.

67. Susanne Miller, « Das Ringen », art. cit., p. 21.

68. *II. Kongress der Arbeiter –, Bauern- und Soldatenräte Deutschlands am 8. bis 14. April 1919 im Herrenhaus zu Berlin. Stenographisches Protokoll*, Berlin, p. 264.

69. « 18. März », *Die Rote Fahne*, 10 novembre 1918.

70. Voir l'article de Fritz Klein, « 1848 und 1918 », *Jahrbuch für Geschichte*, 8, 1973, p. 223-250.

71. Gilbert Badia, *Rosa Luxembourg. Journaliste, Polémiste, Révolutionnaire*, Paris, Éditions sociales, 1975.

72. *Sous le drapeau du travail. Textes et documents. Recueil*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1957, p. 176.

73. Paul Pasteur, « Sociaux-démocrates et communistes autrichiens face à la prise de conscience nationale », dans Serge Wolikow et Annie Bleton-Ruget (dir.), *Antifascisme et nation – Les gauches européennes au temps du Front populaire*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1998, p. 213-226.

74. *Die Kommunisten im Kampf für die Unabhängigkeit Österreichs*, Vienne, Stern, 1955 (Forum culturel autrichien, Paris).

75. Manfred Mugrauer (dir.), *Partei in Bewegung. 100 Jahre KPÖ in Bildern*, Vienne, Globus-Verlag, 2018.

76. Cité par Otto Hörth, *Gedenkfeiern 1873-1898-1923*, Francfort, (s.e.), 1925, p. 87.

77. « Zum 18. März », *Die Rote Fahne*, 16 mars 1923.

78. Jean-François Fayet, *Karl Radek*, *op. cit*.

79. Karl Radek, « Leo Schlageter, der Wanderer ins Nichts », dans Hermann Weber (dir.), *Der deutsche Kommunismus, Dokumente 1915-1945*, Cologne, Kiepenheuer und Witsch, 1972, p. 142-147.

80. *Ibid*.

81. Pierre Broué, « Note sur l'action de Karl Radek jusqu'en 1923 », *Annales E. S. C.*, 3/1966, p. 689.

82. *Ibid*.

83. Voir le choix de textes suivant : Lénine, *1914. Repenser le nationalisme et la guerre*, Paris, Demopolis, 2014.

84. Manfred Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee 1920–1933 : Wege und Stationen einer ungewöhnlichen Zusammenarbeit*, Berlin, Oldenbourg, 1994.

85. August Thalheimer, « Die grundsätzlichen Fragen des Ruhrkampfes », *Die Kommunistische Internationale*, n° 26, 1923, p. 108.

86. Voir le compte rendu de Sabine Dullin sur l'ouvrage de Jean-François Fayet dans *Les Cahiers du monde russe*, 3-4/2004, p. 704-706.

87. Jean-François Fayet, *Karl Radek*, *op. cit*.

## *Conclusion*

1. Helmut Gruber, *Red Vienna*, *op. cit*. Werner Michael Schwarz, Georg Spitaler et Elke Wikidal (dir.), *Das Rote Wien 1919-1934. Ideen, Debatten, Praxis*, Bâle, Birkhäuser, 2019.

2. Philippe Bourrinet (éd.), *Le deuxième congrès du KAPD 1er-4 août 1920*, (s.e.), 2014.

3. Voir par exemple Bernhard H. Bayerlein et Hermann Weber (dir.), *Der Thälmann-Skandal. Geheime Korrespondenzen mit Stalin*, Berlin, Aufbau Verlag, 2003.

4. Robert Michels, *Sociologie du parti politique moderne. Enquête sur les tendances oligarchiques de la vie des groupes*, Paris, Gallimard, 2015 (1911).

5. Voir également, définissant plus spécifiquement cette idée d'un socialisme conservateur, Oswald Spengler, *Preussentum und Sozialismus*, Munich, C. H. Beck, 1921.

6. Gilbert Merlio, « Révolution conservatrice », dans Élisabeth Décultot et *alii* (dir.), *Dictionnaire du monde germanique*, *op. cit.*, p. 962. Voir également Barbara Koehn (dir.), *La révolution conservatrice et les élites intellectuelles*, Rennes, PUR, 2003.

7. Georges Haupt, *L'historien et le mouvement social*, Paris, Maspero, 1980.

8. Voir à ce propos les travaux de François Dosse, notamment *Paul Ricoeur. Un philosophe dans son siècle*, Paris, Armand Colin, 2012.

9. Wolfgang Röll, *Sozialdemokraten im Konzentrationslager Buchenwald. 1937-1945. Unter Einbeziehung biographischer Skizzen*, Göttingen, Wallstein-Verlag, 2000.

10. Dieter Langewiesche (dir.), *Die deutsche Revolution*, *op. cit*. Kurt Laser et *alii*, *Der Friedhof der Märzgefallenen*, *op. cit*. Enfin, un article militant mais contenant des sources intéressantes : Helene Fiedler, « Die SED und der hundertste Jahrestag der Märzrevolution von 1848 in Deutschland », *Jahrbuch für Geschichte*, 8, 1973, p. 324-352.

11. Ernst Fischer, *Österreich 1848. Probleme der demokratischen Revolution in Oesterreich*, Vienne, Stern Verlag, 1946, p. 179. Voir la couverture en annexe XIX.

12. *Ibid.*, p. 191.

13. Jutta Seidel (dir.), *Internationale Stellung und internationale Beziehungen der deutschen Sozialdemokratie 1871-1895-96*, Berlin (RDA), Dietz Verlag, 1982.

14. Wilhelm Pieck, *Karl Liebknecht, ein wahrer deutscher Patriot*, Berlin (RDA), Dietz, 1961.

15. Adam Wandruszka, *Österreichs Politische Struktur. Die Entwicklung der Parteien und politischen Bewegungen*, Vienne, Verlag für Geschichte und Politik, 1954, p. 434.

# Sources[*1]

## Manuscrites

IISG (Institut International d'Histoire Sociale) Amsterdam, fonds Anton Pannekoek

IISG Amsterdam, fonds Josef Bloch

IISG Amsterdam, fonds Karl Kautsky

IISG Amsterdam, fonds Wilhelm Liebknecht

IISG Amsterdam, fonds Deuxième Internationale

RGASPI (Russian State Archive of Socio-Political History), Moscou, fonds Johann-Philippe Becker

VGA (Verein für die Geschichte der Arbeiterbewegung), Vienne, Archives Victor Adler

VGA Vienne, Archives Otto Bauer

Brandenburgisches Landeshauptarchiv (BLHA), Potsdam, Rep. 30 (Polizeipräsidium)

## Imprimées

La plupart des volumes ou collections difficilement accessibles en France proviennent de plusieurs bibliothèques et centres d'archives : Friedrich Ebert Stiftung (Vienne), Staatsbibliothek (Berlin), IISG (Amsterdam), VGA (Vienne), Forum culturel autrichien (Paris), la Contemporaine (Nanterre). Les principaux journaux et revues y sont conservés (certains titres sont numérisés par la Friedrich-Ebert Stiftung et la Bibliothèque nationale d'Autriche), tout comme les compte rendus des congrès.

Il existe en allemand de nombreux recueils de sources éditées, notamment des principaux dirigeants politiques (Victor Adler, August Bebel, Otto Bauer, Rosa Luxemburg…), mentionnés dans les notes de bas de page.

Les quelques recueils de documents mentionnés ci-dessous méritent par ailleurs une attention particulière :

*Der Menschheit Würde. Dokumente zum Schiller-Bild der deutschen Arbeiterklasse*, Weimar, Arion Verlag, 1959.

*Die Kommunisten im Kampf für die Unabhängigkeit Österreichs*, Vienne, Stern, 1955.

*Die I. Internationale in Deutschland. Dokumente und Materialien*, Berlin (RDA), Dietz Verlag, 1964.

*Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, t. IV (1898-1914) et t. V (1914-1918), Berlin (RDA), Dietz, 1975.

*Die österreichische Sozialdemokratie im Spiegel ihrer Programme*, Vienne, Karl-Renner-Institut, 1977.

*Interrogeons l'histoire de l'Allemagne. Les idées, les forces, les décisions, de la fin du 18e siècle à nos jours*, Bonn, Deutscher Bundestag, 1984.

*Sous le drapeau du travail. Textes et documents. Recueil*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1957.

Udo Achten (dir.) *Zum Lichte Empor Mai-Festzeitungen der Sozialdemokratie 1891-1914*, Berlin (RFA), Dietz, 1980.

Stefan Bollinger (dir.), *Linke und Nation. Klassische Texte zu einer brisanten Frage*, Vienne, Promedia, 2009.

Richard B. Day et Daniel Gaido (éd.), *Witnesses to Permanent Revolution: The Documentary Record*, Leyde-Boston, Brill Academic Publishers, 2009.

Richard J. Evans (éd.), *Kneipengespräche im Kaiserreich. Stimmungsberichte der Hamburger Politischen Polizei 1892-1914*, Rowohlt, Reinbek bei Hamburg, 1989.

Dieter Fricke (éd.), *Übersichten der Berliner politischen Polizei über die allgemeine Lage der sozial-demokratischen und anarchisten Bewegung 1878-1913*, Weimar, Böhlau, 1983-2004, 3 vol.

Walter Grab, *Die Revolution von 1848/1849. Eine Dokumentation*, Stuttgart, Reclam, 1998.

Georges Haupt, Michel Löwy et Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale*, Paris, L'Harmattan, 1997 (1974).

Ferdinand Freiligrath, *Gedichte*, Berlin, Hofenberg, 2014 (1848).

Léo Stern (éd.), *Die Russische Revolution von 1905-1907 im Spiegel der deutschen Presse*, Berlin (RDA), Rutten & Loening, 1961, 5 vol.

Claudie Weill (éd.), *Nation et luttes de classe*, Paris, 10/18, 1977.

Reinhard Weisbach (éd.), *Das lyrische Feuilleton des Volksstaat : Gedichte der Eisenacher Partei*, Berlin (RDA), Akademie Verlag, 1979.

# Index


Abdülhamid II 1

Adler, Emma 1

Adler, Friedrich 1

Adler, Victor 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45

Alpari, Gyula 1

Anderson, Benedict 1, 2

Andler, Charles 1, 2, 3

Aron, Raymond 1

Babeuf, Gracchus 1, 2, 3

Bach, Maximilian 1

Badeni, Kasimir Felix 1, 2, 3, 4

Bakounine, Mikhaïl 1, 2

Bauer, Otto 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116

Bebel, August 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46

Becker, Johann Philipp 1, 2, 3, 4, 5

Beer, Max 1, 2, 3

Beneš, Edvard 1

Benes, Jakub 1

Bergounioux, Alain 1

Bernstein, Eduard 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39

Bismarck, Otto von 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

Blagoev, Dimitar 1

Blanqui, Auguste 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Bloch, Ernst 1, 2, 3

Bloch, Joseph 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28

Blos, Wilhelm 1, 2, 3, 4, 5, 6

Blum, Robert 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20

Bordiga, Amadeo 1

Boukharine, Nikolaï 1, 2, 3, 4

Bracke, Wilhelm 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Bretschneider, Ludwig 1

Broué, Pierre 1, 2

Brügel, Ludwig 1, 2

Burbank, Jane 1

Cabet, Étienne 1

Calvié, Lucien 1

Calwer, Richard 1

Cermak, Karl 1

Chasanowitsch, Leon 1, 2

Clemenceau, Georges 1, 2, 3

Comenius (Komenský) 1

Compère-Morel, Adéodat 1

Cooper, Frederick 1

Coulanges, Fustel de 1

Cunow, Heinrich 1, 2, 3, 4
Cuno, Wilhelm 1
David, Eduard 1
De Certeau, Michel 1
Descendre, Romain 1
Deslinières, Lucien 1
Dietz, Johann Heinrich 1
Drahomanov, Mykhaïlo 1
Droz, Jacques 1
Dubnov, Simon 1
Ebert, Friedrich 1, 2, 3, 4, 5
Eisner, Kurt 1
Engels, Friedrich 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86
Evans, Richard 1
Faulenbach, Bernd 1
Ferdinand VII 1
Ferry, Jules 1, 2
Fichte, J. G. 1, 2, 3
Fischer, Ernst 1
François-Joseph 1
Frankel, Léo 1, 2
Freiligrath, Ferdinand 1, 2, 3
Friedländer-Eisler, Elfriede 1
Fröbel, Julius 1, 2, 3
Geib, August 1, 2, 3
Gellner, Ernest 1

Goebbels, Josef 1
Goethe, Johann Wolfgang von 1, 2, 3
Gramsci, Antonio 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14
Grünberg, Karl 1
Guesde, Jules 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19
Guillaume Ier 1
Haase, Hugo 1, 2, 3
Haenisch, Konrad 1, 2
Halévy, Élie 1, 2, 3, 4
Hall, Stuart 1
Hartel, Wilhelm von 1
Hartmann, Ludo Moritz 1, 2
Hassinger, Hugo 1
Haupt, Georges 1
Heine, Heinrich 1, 2
Herder, Johann Gottfried von 1, 2
Héritier, Louis 1
Herwegh, Georges 1
Herzen, Alexandre 1
Herzl, Theodor 1
Hess, Moses 1
Hilferding, Rudolf 1, 2
Hitler, Adolf 1, 2, 3
Hobsbawm, Eric 1, 2, 3
Holz, Arno 1
Hugo, Victor 1
Hus, Jan 1, 2
Jacoby, Johann 1
Jaray, Louis-Gabriel 1

Jaszy, Oscar 1, 2

Jaurès, Jean 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52

Jogiches, Leo 1

Kampffmeyer, Paul 1

Kant, Emmanuel 1, 2, 3

Katayama, Sen 1

Kautsky, Benedikt 1

Kautsky, Karl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76

Kautsky, Luise 1

Keir Hardie, James 1, 2

Kjellen, Rudolf 1

Klahr, Alfred 1

Klopstock, Friedrich Gottlieb 1

Kocka, Jürgen 1

Kreisky, Bruno 1, 2

Kreissler, Félix 1

Krosch, Josef 1

Kunfi, Zsigmond 1

Labrousse, Ernest 1

Lafargue-Marx, Laura 1, 2

Lafargue, Paul 1, 2

La Fontaine, Jean de 1

Lamprecht, Karl 1

Lassalle, Ferdinand 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27

Lebedour, Georges 1

Le Cour Grandmaison, Olivier 1

Lefebvre, Henri 1, 2

Legitimus, Hégésippe 1

Lench, Paul 1

Lénine, Vladimir 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25

Leuthner, Karl 1, 2, 3, 4, 5

Liebknecht, Karl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Liebknecht, Wilhelm 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61

List, Friedrich 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Louis, Paul 1

Louis-Philippe 1

Lueger, Karl 1

Luther, Martin 1, 2

Luxemburg, Rosa 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40

Malraux, André 1

Manin, Bernard 1

Marchlewski, Julian 1

Markovic, Svetozar 1, 2

Marx, Karl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119,

120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136

Masaryk, Thomas 1

Medem, Vladimir 1, 2, 3

Mehring, Franz 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19

Meinecke, Friedrich 1

Michelet, Jules 1

Michels, Robert 1, 2

Millerand, Alexandre 1

Mommsen, Hans 1, 2

Mommsen, Theodor 1

Mühlwasser, Edmund 1, 2

Müntzer, Thomas 1

Musil, Robert 1

Naoroji, Dadabhai 1

Napoléon Ier 1, 2, 3, 4, 5, 6

Napoléon III 1

Naumann, Friedrich 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

Neumayr, Ludwig 1

Neuwenhuis, Domela 1

Nicolas, II 1

Nietzsche, Friedrich 1, 2

Noiriel, Gérard 1, 2

Noske, Gustav 1, 2, 3

Novalis 1

Oberwinder, Heinrich 1, 2, 3

Ofner, Julius 1

Pannekoek, Anton 1, 2, 3

Penck, Albrecht 1

Pernerstorfer, Engelbert 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48

Pieck, Wilhelm 1, 2

Plekhanov, Georges 1, 2, 3, 4, 5

Popovici, Aurel 1

Popp, Adelheid 1

Quessel, Ludwig 1, 2, 3

Radek, Karl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Rakovsky, Christian 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Reich, Emil 1

Renan, Ernest 1, 2, 3

Renner, Karl 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35

Riazanov, David 1

Ricoeur, Paul 1

Rosdolsky, Roman 1, 2

Saïd, Edward 1, 2

Saint-Just, Louis Antoine de 1

Schäffle, Albert 1, 2, 3, 4

Scheu, Andreas 1, 2, 3, 4

Scheu, Heinrich 1

Schiller, Friedrich von 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63

Schitlowsky, Chäim 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Schlageter, Leo 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9

Schlesinger, Therese 1, 2, 3

Schmidt, Conrad 1

Schönerer, Georg Ritter von 1, 2, 3
Schopenhauer, Arthur 1
Schulz, Wilhelm 1, 2
Schumacher, Kurt 1
Schweitzer, Johann Baptist 1
Seliger, Josef 1
Shûshi, Kôtoku 1
Šmeral, Bohumir 1
Sorel, Georges 1, 2
Staline, Joseph 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29
Stein, Lorenz von 1
Stössinger, Félix 1, 2, 3
Strasser, Josef 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13
Stürgkh, Karl 1
Sun, Yat-sen 1
Sybel, Heinrich von 1
Szabo, Ervin 1
Taaffe, Eduard 1
Tchernichevsky, Nikolaï 1
Thalheimer, August 1, 2, 3
Thälmann, Ernst 1
Thompson, Edward Palmer 1, 2
Tolain, Henri 1
Tönnies, Ferdinand 1
Treitschke, Heinrich von 1, 2
Trotsky, Léon 1, 2, 3, 4, 5, 6
Turati, Filippo 1, 2
Vaillant, Alain 1
Vaillant, Édouard 1, 2, 3

Vandervelde, Émile 1, 2, 3
Van Kol, Henri 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
Vermerien, Jan 1
Vilar, Pierre 1, 2, 3, 4
Vollmar, Georg von 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
Wagner, Richard 1, 2, 3, 4, 5
Wandruszka, Adam 1
Wertheim, Gustav 1
Wilson, Woodrow 1
Zamenhof, Ludwik Lejzer 1
Zancarini-Fournel, Michèle 1
Zassoulitch, Véra 1
Zetkin, Clara 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
Zetkin, Ossip 1, 2
Zinn, Howard 1
Žižka, Jan 1, 2

# Remerciements

Je remercie en premier lieu Sylvie Aprile qui a accepté d'être la garante de l'habilitation à diriger des recherches dont ce livre est issu, ainsi que les membres du jury : Emmanuel Droit (Strasbourg), Patrizia Dogliani (Bologne), Sandrine Kott (Genève), Marcel van der Linden (Amsterdam), Matthias Middell (Leipzig). Leurs regards et lectures d'horizons divers m'ont été précieux.

Merci également au Conseil national de la recherche scientifique, qui m'a accordé un an de délégation et m'a permis de mener à bien ces recherches en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas. Merci aussi au soutien de Blaise Wilfert qui en a favorisé l'accueil à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (ENS, Paris).

Plusieurs relecteurs attentifs m'ont également beaucoup aidé : Nicole Ducange, André Roullé, Jean Quétier, Paul Pasteur (pour sa fidèle « austriacité »…).

Merci au personnel des centres d'archives et bibliothèques : l'IISG (Amsterdam), la Staatsbibliothek (Berlin), le VGA (Vienne), la Contemporaine (Nanterre), le Forum culturel autrichien (Paris).

Sebastian Budgen, où qu'il soit, m'a également beaucoup apporté en termes de références et de documentation.

Un remerciement particulier à François Delisle (GRHIS, Rouen) et aux collègues de ce laboratoire, ainsi qu'à l'équipe d'EUROSOC. Une pensée pour les collègues et amis chinois (et plus particulièrement, pour la dernière ligne droite, à ceux de Hangzhou) qui ont éveillé chez moi un intérêt pour l'« Orient », qui serait resté abstrait sans les nombreux échanges académiques menés à leur initiative depuis 2013.

Les éditions Fayard ont, depuis le départ, accordé un grand intérêt à ce projet qui n'aurait pu donner lieu à un livre accessible sans leurs conseils et relectures. Aussi cet ouvrage doit-il beaucoup à l'attention et aux efforts de Sophie Hogg, Pauline Labey et Aurélie Pawlak. Sans elles, ce livre n'existerait pas.

Merci enfin à Stéphanie de m’avoir toujours soutenu, encouragé… et même supporté ; sans cela, rien n’aurait été possible.

Ce livre a bénéficié du soutien
de l'Institut universitaire de France.

En couverture : Walter Crane, *International Solidarity of Labor*, 1897.
© IISH.
Création graphique : Antoine du Payrat

Dépôt légal : mars 2021.

© Librairie Arthème Fayard, 2021.

ISBN : 978-2-213-71116-4

# Table des matières

Couverture

Page de titre

Du même auteur

Introduction

*Le socialisme et la nation : problèmes de définition*

*Une autre histoire des pays germanophones*

*Voyage dans l'histoire… et dans les archives*

I. Berlin, Vienne : capitales du nouveau monde

*Les fondateurs et l'héritage de 1848*

*Premiers partis : quelle place pour la nation ?*

*Marx et Engels et la question allemande*

*Ferdinand Lassalle et le pari de la Prusse*

*La Première Internationale : une utopie sans frontières ?*

*Le premier parti marxiste et l'identité nationale*

*Berlin, Leipzig, Vienne : unir les « frères » allemands*

*Guerre et unité nationale*

II. Qu'est-ce qu'une nation ?

*Fraternités militantes par-delà les frontières*

*Persistances de l'horizon grand-allemand*

*Une hégémonie allemande ? Attractions et répulsions*

*La première définition socialiste de la nation*

*Penser l'altérité : une nouvelle conception de la nation*

*Brünn et la « petite internationale »*

*Droit et nation : l'entrée en scène de Karl Renner*

La question des nationalités *d'Otto Bauer*

*Nation et culture, au cœur de l'ambition de Bauer*

*Refuser l'identité nationale ? L'internationalisme radical*

*Le « patriotisme prolétarien » de Clara Zetkin*

*Échos hongrois*

*De Vienne à Moscou, penser la spécificité slave*

*Vulgariser une pensée : l'autre œuvre d'Otto Bauer*

III. La haine du « cosmopolitisme » : la gauche nationaliste

*« Protectionnisme » socialiste et « socialisme national »*

*Le nationalisme au cœur de la gauche : le cas d'Engelbert Pernerstorfer*

*Joseph Bloch et les* Sozialistische Monatshefte

*Assimilation et judaïsme : le grand dilemme socialiste*

*Influences*

IV. Consolider l'identité : l'invention d'une histoire populaire et nationale

*« Peuple nation » et « national-populaire »*

*Être « autant nationale que démocratique »*

*« Le jour le plus glorieux de notre histoire » : célébrer 1848*

*« Notre histoire » : 1848*

*L'éclat du cinquantenaire*

*Lendemains de commémoration : la fin d'une génération*

*« Gauchiser » un mythe national : le cas Schiller*

*Tradition schillérienne et mouvement révolutionnaire*

*L'hommage grandiose à une figure nationale*

*L'invention de l'« histoire populaire »*

*L'histoire nationale : l'impossible écriture ?*

V. « L'Orient », avenir du socialisme ?

*Le dernier Marx : cap à l'Est ?*

*Après Marx : quel intérêt pour « l'Orient » ?*

*Le pari « colonial » du socialisme*

*Le tournant de 1905 : la première révolution russe*

*Condamner l'Empire et l'« impérialisme » ?*

*Le projet de « fédération balkanique »*

*« Ce genre de politique coloniale touche à sa fin »…*

*Vers le « nouveau monde »*

VI. Un déclin irrémédiable ?

*Patriotisme, républicanisme, socialisme*

*Un moment inaugural ambivalent : l'Internationale en 1889*

*La « Grande Révolution », une étoile qui a pâli ?*

*« Vive la République » ? L'impossible consensus*

VII. De la guerre à la révolution : désillusions et espoirs

*Combattre pour « l'Allemagne » : du souvenir antinapoléonien à la « paix civile »*

*« Paix civile » et « union sacrée »*

*1914-1917 : redéfinitions et affirmations de l'internationalisme*

*L'internationalisme instrumentalisé : Marx et Jaurès en temps de guerre*

*La « Mitteleuropa », un rêve socialiste ?*

*Après la guerre : espérances républicaines et « nationales »*

*L'*Anschluss *socialiste*

*Communisme et identité allemande*

Conclusion

*La débâcle face au nationalisme*

*L'adieu à la grande Allemagne*

*Le cas de l'« Allemagne socialiste »*

*« La question du destin de toute l'Europe »*

Notes

Sources

Index

Remerciements

Page de copyright

# Notes

*1. Pour la bibliographie, nous renvoyons le lecteur aux notes de fin.